

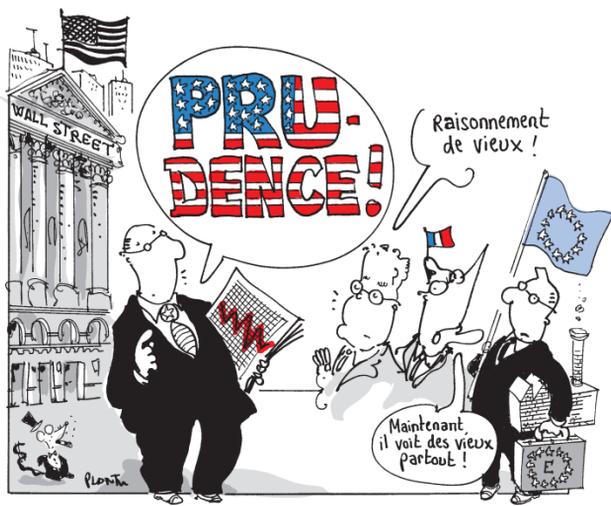
## Elysée 2002, la campagne

- ▶ Arlette Laguiller : enquête sur les raisons d'un succès
- ▶ Une campagne publique, une organisation secrète
- ▶ Jacques Chirac : « La France, dernier refuge du socialisme »
- ▶ Bernard Thibault : la CGT et l'élection

Lire pages 8 à 10, notre éditorial page 18 et les chroniques pages 36 et 40

# L'économie mondiale retrouve le chemin de la croissance

AUX ETATS-UNIS, l'économie reprend de la vigueur : la croissance est repartie (1,4 % au dernier trimestre 2001, en rythme annuel), le chômage a reculé en février pour le deuxième mois consécutif, la productivité du travail augmente fortement, les achats des ménages progressent. Le président de la Fed, la réserve fédérale, Alan Greenspan, avait remarqué, le 7 mars : « Les chiffres récents montrent que l'expansion a déjà repris. » Son analyse est confirmée, et le choc des attentats du 11 septembre sur l'économie s'efface. La capacité de rebond de l'économie américaine est une excellente nouvelle pour le reste du monde. Mais, pour que l'Europe en profite, il faudrait que la reprise soit durable. Or de nombreux économistes évoquent la thèse d'une possible rechute à la fin de cette année ou au début de 2003.



▶ Le rebond américain et ses effets sur l'Europe et le Japon

▶ Les résultats 2001 des entreprises disent l'éclatement de la bulle financière

▶ En France, les déficits publics se sont creusés

Lire nos informations pages 2, 9, 22 et 23

## Halphen, Joly, Vichnievsky : les départs de trois juges découragés

ERIC HALPHEN écrit un livre et quitte la magistrature, Eva Joly abandonne le tribunal de Paris pour conseiller le gouvernement norvégien, Laurence Vichnievsky rejoint la présidence du tribunal de Chartres : le départ de ces trois magistrats qui ont incarné, durant les années 1990, la lutte contre la corruption scelle la fin d'une époque. Dénonçant la difficulté de sa mission et les pressions subies lors de ses enquêtes, Laurence Vichnievsky dit son découragement : « Je ne crois sans doute plus vraiment à la capacité de l'institution judiciaire de remplir sa mission. » Ces magistrats quittent leurs fonctions au moment où les juges d'instruction font l'objet de fortes critiques.

Lire page 12

EN ILE-DE-FRANCE

### aden

Tout le cinéma et une sélection de sorties

**ALGÉRIE**  
Le berbère deuxième langue nationale p. 6

**DISPARITION**  
La mort de James Tobin, père de la taxe p. 39

**MILOSEVIC**  
Témoignages au procès de La Haye p. 4

**FOOTBALL**  
La Corogne en pleine forme p. 28

**CULTURE**  
Noir Désir et Zebda contre Messier p. 34

**RACKET**  
A Evreux, un homme battu à mort p. 13

International.....	2	Marchés.....	26
Union européenne.....	7	Aujourd'hui.....	28
France.....	8	Météorologie.....	32
Société.....	12	Jeux.....	32
Régions.....	15	Culture.....	33
Horizons.....	16	Radio-Télévision.....	37
Entreprises.....	22	Carnet.....	39
Communication.....	25	Abonnements.....	39

## CINÉMA

### L'envol de Vincent Lindon



AVEC *Le Frère du guerrier*, de Pierre Jolivet, Vincent Lindon confirme sa métamorphose. Lire page 36

## ANALYSE

### L'âge des candidats

LIONEL JOSPIN supporte-t-il mal les voyages en avion ? La première turbulence qui vient de secouer la campagne présidentielle depuis l'entrée en lice de ses deux favoris contraint à cette interrogation. En livrant quelques appréciations impromptues sur la réforme, l'âge et l'« usure du pouvoir » qu'il a cru déceler chez Jacques Chirac, dimanche 10 mars, à un groupe de journalistes, au cours du vol qui le ramenait de la Réunion, le premier ministre-candidat a sans conteste commis un faux pas. Au mois de décembre 1999, déjà, au retour d'un voyage au Japon, M. Jospin s'était laissé aller à sermonner la presse, déplorant un manque d'intérêt pour la politique qu'il conduisait en assurant : « Le jour où vous aurez compris que

je suis un rigide qui évolue, un austère qui se marre et un protestant athée, vous écrirez moins de bêtises. » La publication (dans *Le Monde* du 21 décembre 1999) de ces propos recueillis en plein ciel l'avait exaspéré. Une deuxième fois, au cours d'un vol entre Rio de Janeiro et Buenos Aires, au mois d'avril 2001, le premier ministre était allé jusqu'à invectiver une journaliste de l'Agence France-Presse, à qui il reprochait d'avoir cité ses déclarations, prononcées au Brésil, sur les élections municipales en France (*Le Monde* du 18 avril 2001).

Hervé Gattegno et Anne-Line Roccati

Lire la suite page 18

## Le Conseil de sécurité pour un Etat palestinien

C'EST UN vote historique : dans la nuit du mardi 12 au mercredi 13 mars, le Conseil de sécurité de l'ONU a voté une résolution sur le Proche-Orient qui expose pour la première fois « la vision d'une région dans laquelle deux Etats, Israël et la Palestine, vivent côte à côte à l'intérieur de frontières reconnues et sûres ». La résolution 1397, dont la présentation par les Etats-Unis avait constitué une surprise, a été adoptée par 14 voix pour et l'abstention de la Syrie, membre non permanent du Conseil. Le choix de Damas a été critiqué par l'ensemble des pays arabes.



Dans le texte, le Conseil exige la cessation immédiate de « tous les actes de violence, y compris les actes de terreur, et toutes provocations, incitations et destructions » et il demande « la reprise des négociations en vue d'un règlement politique. » Parmi les diplomates à New York, cette résolution a été perçue comme « un véritable avertissement de Washington au gouvernement d'Ariel Sharon ». Selon l'ambassadeur américain, John Negroponte, elle a pour but de donner « une nouvelle impulsion au processus de paix. » Il a ajouté que la mention d'un Etat palestinien ne marquait

pas un changement de la politique de Washington, le président George W. Bush ayant déjà évoqué dans un discours sa nécessité. Pour le représentant français, Jean-David Lévitte, la résolution 1397 « traduit le réengagement des Etats-Unis au Proche-Orient ainsi qu'au Conseil de sécurité ». Israël estime que cette résolution est « équilibrée ». Le vote du Conseil est intervenu après une nouvelle journée de violences qui a fait 37 morts.

Nos informations page 3, enquête sur Yasser Arafat page 16, point de vue d'Hubert Vedrine page 19

## L'enfer des Sahraouis jetés dans les bagnes de Hassan II sans savoir pourquoi

EL-AYOUN  
de notre envoyée spéciale

La tragédie des centaines de Sahraouis jetés dans des bagnes secrets par le roi Hassan II, entre 1975 et le début des années 1990, pour briser la sympathie supposée de la population autochtone envers le Front Polisario reste à écrire. L'enfer vécu par ces hommes et ces femmes, disparus du jour au lendemain du monde des vivants, rappelle en tous points celui décrit par l'ex-sous-officier de l'armée marocaine Ahmed Marzouki, dans son livre-témoignage *Tzammart*, ou par Malika Oufkir dans *La Prisonnière*, à une différence près : le drame des Sahraouis n'a jamais été reconnu dans toute sa dimension et n'a pas vraiment fait scandale au Maroc quand il a été révélé, même si le roi Mohammed VI a veillé, depuis son accession au trône, à ce que des compensations financières soient versées à tous les survivants (environ 400 cas répertoriés par le Forum Vérité et Justice.)

Mohammed Fadel Leili avait 17 ans quand il a été envoyé dans deux centres de détention tristement célèbres (Agudez puis Khalat Megouna) en même temps que son père, sa

mère, sa sœur de 22 ans, Ghalia, et son jeune frère de 14 ans, El Bechir. Tous les cinq n'ont retrouvé la liberté que quinze ans plus tard, en 1991. Il semble que c'était la première fois qu'un tel sort était réservé à une famille entière, et surtout à des femmes, si l'on excepte le cas de la famille Oufkir.

Torturés les premiers mois, battus sans répit du début à la fin de leur mise au secret, détenus dans des conditions hallucinantes, affamés au point de perdre leurs cheveux et leurs dents pour certains d'entre eux, les cinq Leili n'ont jamais su ce dont ils étaient soupçonnés. « Le sergent-chef se contentait de nous répéter qu'il avait l'autorisation de faire tout ce qu'il voulait, y compris de nous enterrer », raconte aujourd'hui Mohammed Fadel Leili, sans haine mais avec une profonde amertume.

Quand ils ont revu la lumière du jour, les Leili ressemblaient à des morts-vivants. El Bechir, le jeune frère, était devenu fou, après huit années d'isolement, mains et pieds enchaînés. Il a été retrouvé sans vie, quelques mois plus tard, sur la plage d'El-Ayoun, dans des circonstances jamais élucidées, vraisemblablement

noyé. Le père est mort d'épuisement et des suites de ses mauvais traitements le lendemain même de sa libération. Mohammed Fadel Leili a décidé, quant à lui, « d'oublier ce passé ». Il réussit son bac en candidat libre en 1992, prépare une licence en droit qu'il obtient avec mention quatre ans plus tard et prête son serment d'avocat en 1998. Pourquoi avoir choisi ce métier ? « Pour défendre les plus faibles, les méprisés, ceux qui ignorent leurs droits », répond-il, ajoutant qu'il a trop souffert pour ne pas vouloir soulager les autres.

« 90 % des ex-détenus sahraouis sont indépendantistes, et quand on connaît leur histoire, on comprend pourquoi », explique Laghdaf Eddah, journaliste à El-Ayoun. Le problème c'est qu'à chaque ancien détenu correspond une famille, et à chaque famille correspond une tribu. C'est vous dire le nombre de Sahraouis que les autorités marocaines doivent persuader aujourd'hui de leur bonne foi. Le mal qui a été fait ici ces vingt-cinq dernières années est incommensurable. »

Florence Beaugé

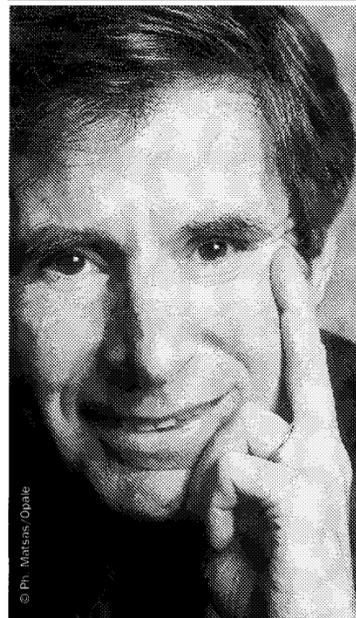
## VOYAGES

### Catamarans dans les Caraïbes



LA DÉCOUVERTE de la côte nord de la République dominicaine peut s'effectuer à bord de petits voiliers. Un raid qui permet de naviguer en compagnie des dauphins avant de débarquer sur des plages désertes. Quatre jours de mer et de bivouacs pour visiter une presqu'île de Samana à la nature encore sauvage. Lire pages 30 et 31

BERTRAND GARDEL/HÉMISPHERES



## Alain Minc

LE FRACAS DU MONDE  
JOURNAL DE L'ANNÉE 2001



www.seuil.com

Seuil

La **croissance mondiale** pourrait bénéficier du redémarrage de la locomotive américaine. Des signes certains de reprise ont été enregistrés outre-Atlantique au cours des dernières semaines : chôma-

ge en baisse, consommation soutenue des ménages. Ces signes ne doivent pas masquer les **PROBLÈMES DE FOND**, loin d'être surmontés : l'endettement, l'importance des déficits extérieurs et la fai-

blesse persistante de l'investissement. Aussi les économistes craignent-ils le phénomène dit de « *double dip* » (double plongeon), qui provoquerait une nouvelle panne de l'économie. L'**EUROPE** compte sur ce

rebond américain pour transformer le frémissement qu'elle connaît, elle aussi, en une nouvelle croissance durable. Le **JAPON**, pour sa part, est toujours en forte dépression, mais pourrait avoir touché le fond.

## Les Etats-Unis referment la parenthèse du 11 septembre

L'économie américaine fait preuve d'une capacité de rebond qui semble la remettre sur la voie de la croissance. Celle-ci devrait être, en 2002, le double de celle de l'Europe. La question, pour les Européens, est de connaître l'ampleur et la nature de cette reprise pour tenter d'en profiter eux-mêmes

### NEW YORK

de notre correspondant

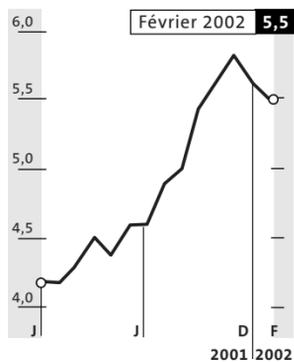
Y a-t-il eu récession aux Etats-Unis ? Il y a encore trois semaines, la question aurait semblé absurde. Elle se pose aujourd'hui, à voir la vigueur surprenante de l'économie américaine. Depuis plusieurs semaines, les bonnes nouvelles se succèdent comme si la parenthèse du 11 septembre n'avait jamais existé. Après une baisse du produit intérieur brut (PIB) de 1,3 % entre juillet et septembre, le dernier trimestre 2001 a été marqué, à la surprise générale, par une croissance de 1,4 % en rythme annuel. Contrairement à toutes les prévisions, pour le deuxième mois consécutif, le chômage a diminué en février. Au fil des discours, Alan Greenspan, le prudent président de la Réserve fédérale (Fed) se montre de plus en plus confiant. « *Les chiffres récents montrent que l'expansion a déjà repris* », a-t-il déclaré le 7 mars. Même la productivité du travail a augmenté à un rythme annuel impressionnant de 5,2 % au dernier trimestre 2001. Pour l'ensemble de l'année dernière, elle s'est accrue de 1,9 %. « *L'économie est à nouveau en mouvement avec une reprise plutôt robuste en cours* », résume Bruce Steinberg, économiste en chef de la banque Merrill Lynch. « *Il n'y a plus de doute sur la vigueur de la croissance* », ajoute-t-il. Merrill Lynch prévoit maintenant une hausse de 2,6 % du PIB en 2002.

### PROGRESSION DES ACHATS

Il existe encore des stigmates du 11 septembre : le transport aérien, le tourisme, la ville de New York sont marqués, mais il s'agit d'exceptions. L'appétit des Américains pour la consommation – les deux tiers de l'activité économique –, notamment d'automobiles et de logement, est intact. Les achats des ménages ont encore progressé de 3 % l'an dernier. « *La solidité financière et psychologique du consommateur est une véritable surprise* », explique l'économiste William Dudley, de Goldman Sachs. Avec un taux de chômage

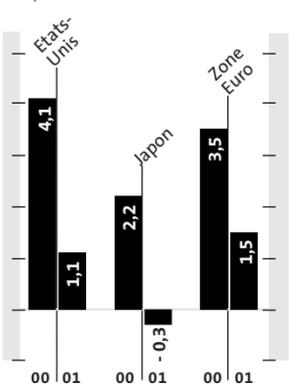
### EN 2001, LES TROIS MOTEURS DE L'ÉCONOMIE MONDIALE EN PANNE

Chômage américain, en % de la population active

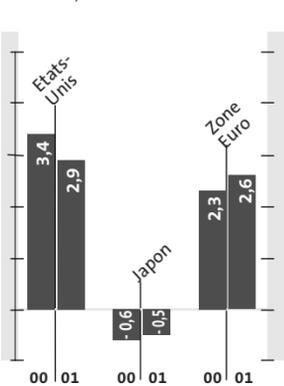


Source : FMI, Fed

PIB, variation en %



Inflation, en %



resté faible, les salaires ont continué à augmenter. Dans le même temps, la forte baisse des crédits immobiliers à taux variables (« *mortgage* ») a donné du pouvoir d'achat aux ménages.

Les mesures de soutien prises à la fois par la Fed et le gouvernement fédéral commencent à pro-

duire leurs effets. Sauf imprévu politique ou militaire, elles garantiront plusieurs mois d'activité soutenue. En 2001, les onze baisses consécutives de taux par la Réserve fédérale ont ramené de 6,50 % à 1,75 % le loyer de l'argent au jour le jour, son plus bas niveau depuis quarante ans. En un an, l'ex-

écédent budgétaire fédéral de 255 milliards de dollars s'est transformé en déficit : une vraie relance keynésienne. Enfin, la reconstitution des stocks des entreprises a un effet mécanique sur la croissance. Il est évalué à plus d'un pour cent cette année. Il faut maintenant y ajouter le plan de soutien à

l'économie de 51 milliards de dollars, finalement adopté le 8 mars par le Congrès. Il augmente de 13 semaines les allocations perçues par les chômeurs en fin de droits et réduit un certain nombre de taxes sur les entreprises. Voilà pourquoi, les Américains et Wall Street sont redevenus optimistes. L'indice Dow Jones de la Bourse de New York a regagné près de 12 % en six semaines.

### RISQUE D'UNE RECHUTE

L'étonnante capacité de rebond de l'économie américaine est une excellente nouvelle pour le reste du monde. La croissance aux Etats-Unis pourrait être cette année le double de celle de l'Europe. Mais, pour profiter à nouveau de la locomotive américaine, il faut que la reprise dure. Or les problèmes de fond – l'endettement, l'importance des déficits extérieurs et la faiblesse persistante de l'investissement – sont loin d'être surmontés. La thèse d'une rechute à la fin de l'année ou au début de 2003, dite du « *double dip* » (double plongeon), est souvent évoquée par les économistes. Sur les sept réces-

sions aux Etats-Unis depuis 1957, cinq ont connu un « *double dip* ». « *Le risque d'une rechute est peut-être plus important aujourd'hui qu'il y a quelques mois* », souligne Stephen Roach, économiste en chef de la banque Morgan Stanley Dean Witter. Il redoute particulièrement les conséquences d'un surendettement des ménages et des entreprises. Le taux d'endettement des Américains atteint 105 % du revenu disponible, un niveau sans précédent.

La clé se trouve du côté de l'investissement. Son effondrement il y a deux ans, au moment de l'éclatement de la bulle spéculative autour de la nouvelle économie, est la cause principale de la récession. Une contraction d'un genre particulier, comme il s'en produisait au XIX<sup>e</sup> siècle. Depuis, l'investissement ne cesse de baisser tout comme les profits des entreprises et le taux d'utilisation des capacités de production. « *Il n'y aura pas de reprise assurée sans redémarrage de l'investissement* », reconnaît Alan Greenspan.

Eric Leser

## Le Japon reste très déprimé, mais le « creux » aurait été atteint

### TOKYO

correspondance

Les mesures protectionnistes prises par les Etats-Unis ont généralisé à l'ensemble des pays ce dont Tokyo avait déjà eu un avant-goût depuis l'imposition, en 2001, de mesures anti-dumping aux exportateurs japonais d'acier. Résultat : les approvisionnements en provenance du Japon s'élevaient, en 2001, au tiers du volume de 1998. Les Etats-Unis représentent dorénavant moins de 10 % des exportations d'acier japonais, ce qui réduit l'impact sur une industrie davantage pénalisée par la récession domestique et les constantes baisses de prix imposées aux sidérurgistes par leurs gros clients de l'industrie électronique ou automobile.

### CONCURRENCE ACCRUE DES EUROPÉENS

Les industriels japonais sont davantage préoccupés par les conséquences indirectes du protectionnisme américain, à savoir une

saturation des marchés non américains, et une concurrence accrue des Européens en Asie. Le Japon, qui prévoit de déposer une plainte à l'OMC, cherche surtout à ne pas se singulariser. Certes, le temps des disputes bilatérales et des attaques de Washington semble révolu... au moins tant que Washington sera plus préoccupé par un effondrement de l'économie japonaise que par une augmentation de son déficit commercial avec Tokyo. Le Japon compte en partie sur les exportations pour tirer son économie hors de l'ornière, comme l'attestent les gestulations de ses autorités monétaires pour prévenir une remontée du yen. Jusqu'à présent, les Etats-Unis se montrent compréhensifs : lors de sa visite officielle au Japon le 18 février dernier, George W. Bush est venu soutenir les réformes de Junichiro Koizumi.

A l'approche de la clôture de l'année fiscale 2001, fin mars, le pays a les yeux rivés sur le sort de ses banques et sur les canards boi-

teux de l'industrie : la levée le 31 mars de la garantie de l'état sur les dépôts à terme fait craindre une panique des déposants et une réaction en chaîne. Dans l'urgence, les banques tentent de renflouer les mauvais payeurs, ou les poussent au dépôt de bilan.

### REBOND DU NIKKEI

Chaque faillite dope les marchés, qui y voient le signe, tant attendu, d'une purge des secteurs malades de l'économie. Les sauvetages, à coups de centaines de milliards de yens, les dépriment. Les chiffres de la croissance pour le dernier trimestre calendaire 2001, publiés vendredi 8 mars, ont indiqué une contraction du PIB de 1,2 %, soit 4,5 % à un taux annualisé. Une contre-performance qui amènera probablement l'économie japonaise à se contracter davantage que le 1 % prévu pour l'année fiscale 2001.

Toutefois, plusieurs signes indiquent que le « *creux* » aurait été atteint. Le niveau des

stocks est au plus bas, et les économistes voient s'améliorer les principaux indicateurs. Surtout, le rebond spectaculaire du Nikkei accrédite la thèse que la Bourse pourrait renouer avec un cycle de hausse, comme il s'en est produit tous les trois ans (93, 96 et 99) sous l'influence des investisseurs étrangers. Ce sont les mesures adoptées dans le plan antidéflation de Koizumi fin février et limitant les ventes à découvert qui, en provoquant un rebond technique de la Bourse, ont redonné confiance aux investisseurs étrangers. « *Tokyo était survenu* », remarque un analyste. Déjà, les gains du Nikkei desserrent l'étau autour des banques et éloignent la perspective d'une « *crise de mars* ». En revanche, ils font craindre que le Japon n'évite une nouvelle fois de percer l'abcès et de construire des bases solides pour la croissance.

Brice Pedroletti

## L'Europe frémit et compte sur l'Amérique

La zone euro ne repartira vraiment qu'avec une reprise de l'investissement tirée par la croissance

### BRUXELLES

de notre correspondant

La zone euro a connu, au dernier trimestre de l'an 2001, un recul de 0,2 % de son produit intérieur brut (PIB) par rapport au trimestre précédent, et ce pour la première fois depuis 1993, selon les chiffres publiés jeudi 12 mars par Eurostat, l'agence européenne de la statistique. Pour l'année 2001, la croissance s'est établie à 1,5 %, contre 3,3 % en 2000. Mais de l'avis général, le pire est passé.

L'économie européenne est en phase de reprise, comme en témoignent les indicateurs avancés : l'indice Ifo, qui mesure la confiance des industriels allemands, a augmenté en février pour le quatrième mois consécutif, tandis que celle des industriels français a légèrement frôlé en février, selon l'Insee. Si le moral des ménages continue de se dégrader en France, il remonte dans le reste de la zone, notamment en Italie.

### FORTES CAPACITÉS INDUSTRIELLES

La question est de savoir quelle sera l'ampleur de la reprise. Selon la Banque centrale européenne (BCE), la croissance devrait s'accroître à la fin de l'année, pour atteindre une vitesse de croisière de l'ordre de 2 ou 2,5 %.

Mais ce scénario dépend de la nature de la reprise américaine. « *Tant que les Etats-Unis feront de la reprise domestique, les autres n'en profiteront pas* », explique Patrick Artus, directeur des études de la Caisse des dépôts. La zone euro, forte productrice de biens d'équipements, ne repartira vrai-

ment que s'il y a une reprise de l'investissement tirée par la croissance du commerce mondial. Or celui-ci devrait stagner en 2002, comme il l'a fait en 2001, alors qu'il avait progressé de 12 % en l'an 2000. Il existerait encore de fortes surcapacités industrielles dans le monde, le taux d'utilisation des capacités de haute technologie étant, selon M. Artus, de 58 % seulement. Il ne

### La croissance devrait reprendre en 2003

Après avoir été de 2 % en 2001, la croissance française devrait être de 1,5 % en 2002 et de 3 % en 2003. C'est en tout cas ce que prévoit aujourd'hui Laurent Fabius, sans que ce chiffre provoque de scepticisme. En moyenne, les conjoncturistes tablent d'ailleurs sur ce scénario. Et Jacques Chirac travaille sur les mêmes hypothèses.

Depuis le début de l'année, les signes de reprise se multiplient dans l'industrie, qui avait encaissé de plein fouet les conséquences du ralentissement mondial. Après une croissance négative de 0,1 % au quatrième trimestre, la France semble être sortie du pire. La consommation résiste, malgré la légère augmentation du chômage depuis le mois de mai. En 2001, la France a encore créé 210 000 emplois, ce qui a alimenté la consommation des Français l'an dernier. Mais, en 2002, Bercy prévoit qu'elle ne devrait plus en créer que 80 000 : le chômage remontera puisque plus de 100 000 personnes devraient arriver sur le marché du travail cette année.

faut donc guère attendre que les exportations tirent la croissance cette année. Ce problème concerne surtout l'Allemagne, lanterne rouge de l'Europe, seul pays à avoir connu un recul de son activité pendant deux trimestres fin 2001 et dont la croissance devrait de nouveau en 2002 être inférieure à celle de ses grands partenaires.

Côté consommation, la baisse de l'emploi en France mais aussi en Allemagne risque de se faire sentir. Son effet négatif sur les dépenses ne sera peut-être pas

compensé par la hausse de pouvoir d'achat induite par le recul de l'inflation... car celui-ci n'est pas au rendez-vous : le passage à l'euro y est pour très peu – il a entraîné une hausse des prix comprise entre 0 % et 0,16 % en janvier, selon Eurostat – mais la hausse des prix alimentaires, la remontée des cours du pétrole passés au dessus de 24 dollars le baril, et la

te à ne pas décider de nouvelles mesures d'économies pour compenser la baisse des rentrées fiscales. De ce fait, en 2002, la zone euro, au lieu d'être proche de l'équilibre budgétaire, devrait avoir un déficit global de l'ordre de 2 % du PIB. « *Ce soutien sera in fine du même ordre de grandeur total que les mesures discrétionnaires prises aux Etats-Unis* », déclarait fin janvier Laurent Fabius devant la Commission des finances du Bundestag à Berlin. « *Cette réaction de politique économique a permis à la zone euro, prise dans son ensemble d'éviter la récession* ».

### PAS D'IMPULSION BUDGÉTAIRE

De surcroît, les conditions monétaires ne sont pas aussi strictes qu'il y paraît. En ramenant ses taux de 6,5 % à 1,75 %, la Fed américaine a été beaucoup plus agressive que la Banque centrale européenne, qui n'a abaissé ses taux que de 4,75 % à 3,25 %. Mais contrairement à leurs consœurs américaines, les entreprises européennes bénéficient d'un euro faible ; elles se financent – en France et en Allemagne – à long terme et le loyer de l'argent à dix ans est comparable à celui des Etats-Unis. Enfin, le rôle des marchés financiers, qui ont fortement baissé, est moins important qu'outre-Atlantique.

Seule ombre au tableau : en 2003, les Européens, France et l'Allemagne en tête, devront vivre sans l'impulsion budgétaire dont ils ont bénéficié depuis le ralentissement économique.

Arnaud Leparmentier

**CLASSIQUE AFFAIRES**

Campagne Présidentielle

SUR RADIO CLASSIQUE

**LES ENTRETIENS 8h10**

**JEUDI 14 MARS**

**VALÉRIE LECASBLE**

REÇOIT

**JEAN-MARC LECH**

Co-Président d'Ipsos

**DANS PLUS DE 100 VILLES**

PARIS-ILE-DE-FRANCE 101.1 • BASTIA 93.1 • BORDEAUX 92.2 • BREST 106.6  
DIJON 105.8 • GRENOBLE 102.4 • LILLE 88.2 • LYON 96.5 • MARSEILLE 100.9  
NANCY 88.2 • NANTES 99.9 • RENNES 92.3 • ROUEN 106.1 • TOULOUSE 103.1

TOUTES LES FRÉQUENCES : www.radioclassique.com ou 0 892 68 12 80 (0,34 € / min).

## A l'initiative des Etats-Unis, l'ONU se prononce pour deux Etats côte à côte : Israël et la Palestine

Kofi Annan a lancé un appel aux deux parties, insistant sur le fait que tant les Palestiniens que les Israéliens avaient le droit de vivre à « l'intérieur de frontières sûres et reconnues »

**NEW YORK (Nations unies)**  
de notre correspondante

Pour la première fois depuis « des décennies », les Américains ont pris l'initiative de rédiger, parrainer, voire négocier une résolution sur le conflit Israélo-palestinien. Une résolution « historique » qui affirme, pour la première fois, « la vision d'une région dans laquelle deux Etats, Israël et la Palestine, vivent côte à côte à l'intérieur de frontières reconnues et sûres ».

A l'ONU, la résolution 1397 a été perçue comme « un véritable avertissement de Washington au gouvernement d'Ariel Sharon ». Le texte, qui, selon l'ambassadeur des Etats-Unis, John Negroponte a pour but de donner « une nouvelle impulsion au processus de paix au Proche-Orient », a été adopté dans la nuit du mardi 12 au mercredi 13 mars, par 14 voix pour et l'abstention de la Syrie. Damas a été fortement critiqué par l'ensemble des pays arabes.

Le Conseil « exige » la cessation immédiate de « tous les actes de violence y compris les actes de terreur et toutes provocations, incitations et destructions » et demande

« la reprise des négociations en vue d'un règlement politique ». A la demande de la France, le texte souligne « la nécessité pour toutes les parties concernées d'assurer la sécurité des civils » et de « respecter les normes universellement reconnues du droit international humanitaire ». Le Conseil se félicite



« Prendre délibérément pour cible des civils est moralement répugnant »

KOFI ANNAN

te par ailleurs de la « contribution du prince héritier Abdallah d'Arabie saoudite » proposant d'échanger une normalisation des relations des pays arabes avec Israël contre le retrait des territoires occupés depuis 1967, initiative qui devrait être adoptée par le sommet arabe prévu à Beyrouth les 27 et 28 mars.

L'ambassadeur d'Israël, Yehuda Lancry s'est félicité de l'adoption d'un texte « équilibré » qui souligne, selon lui, « l'évolution positive du Conseil de sécurité ». Le

représentant palestinien, Nasser Al-Kidwa s'est réjoui de l'initiative américaine. L'ambassadeur de France, Jean-David Lévitte estime que la résolution américaine « traduit le réengagement des Etats-Unis au Proche-Orient et aussi au Conseil de sécurité de l'ONU ».

La journée avait commencé par une réunion extraordinaire du Conseil à l'initiative du secrétaire général de l'ONU, Kofi Annan. Accablé par l'engrenage de la violence, « le pire depuis dix ans », par l'échelle « horrificante » du carnage, et consterné par le silence assourdissant du Conseil de sécurité, M. Annan a lancé un appel passionné aux deux parties.

« Aux Palestiniens, je dis : vous avez le droit inaliénable à un Etat viable à l'intérieur de frontières sûres et internationalement reconnues, mais vous devez mettre un terme à tous les actes de terreur et aux bombes suicide ; Prendre délibérément pour cible des civils est moralement répugnant », a déclaré le secrétaire général. « Aux Israéliens je dis : vous avez le droit de vivre en paix et en sécurité à l'intérieur de frontières internationalement reconnues, mais vous devez

mettre un terme à l'occupation illégale et, encore plus urgemment, vous devez arrêter les bombardements des zones civiles, les humiliations quotidiennes des Palestiniens ordinaires ». M. Annan a par ailleurs invité le Conseil de sécurité à « apporter tout son poids et son influence à la cause vitale de la paix ».

### « UNE RESPONSABILITÉ »

C'est la première fois, selon son porte-parole, que le secrétaire général de l'ONU utilise le qualificatif « illégale » pour parler de l'occupation israélienne des territoires palestiniens. S'adressant au premier ministre israélien, Ariel Sharon et au président palestinien Yasser Arafat, il les a invités à « éloigner [leurs] peuples du désastre ».

La semaine dernière déjà, sans nommer MM. Sharon et Arafat, M. Annan avait estimé que ces deux dirigeants avaient « une responsabilité à diriger le mouvement, car l'Histoire les jugera durement et leurs populations ne les absoudront pas s'ils manquent de le faire ».

Afsané Bassir Pour

VERBATIM

## Le texte de la résolution 1397

LA RÉOLUTION 1397, rédigée par les Etats-Unis et votée dans la nuit du mardi 12 au mercredi 13 mars par le Conseil de sécurité des Nations unies, préconise un Etat palestinien à côté d'Israël. Elle a été adoptée par quatorze des quinze membres du Conseil, la Syrie, qui occupe un siège non permanent au Conseil de sécurité, s'étant abstenue. Le représentant syrien, Mikhaïl Wehbe, a expliqué cette abstention par le fait que la résolution était « faible » et « ne mentionnait pas la question de l'occupation israélienne ». Voici le texte de la résolution :

soulignant aussi la nécessité de respecter les normes généralement admises du droit international humanitaire international,

saluant et encourageant les efforts diplomatiques des émissaires spéciaux des Etats-Unis, de la Fédération de Russie, de l'Union européenne, du coordinateur spécial des Nations unies, et d'autres, de contribuer à l'établissement d'une paix globale, juste et durable au Proche-Orient, saluant la contribution du prince héritier Abdallah d'Arabie saoudite,

1. exige la cessation immédiate de tout acte de violence, et notamment de toute forme de terrorisme, de provocation, d'incitation (à la violence) et de destruction ;

2. appelle les parties israélienne et palestinienne ainsi que leurs dirigeants à collaborer à l'application du plan Tenet et des recommandations du rapport Mitchell dans l'objectif d'une reprise des négociations en vue d'un règlement politique ;

3. exprime son soutien aux efforts du secrétaire général et d'autres visant à aider les parties à faire cesser la violence et à reprendre le processus de paix ;

4. décide de rester saisi de cette question. - (Reuters.)

« Le Conseil de sécurité, rappelant toutes ses résolutions antérieures, et en particulier les résolutions 242 (1967) et 338 (1973),

professant la vision d'une région où deux Etats, Israël et la Palestine, vivraient côte à côte dans des frontières sûres et reconnues et exprimant sa profonde inquiétude face à la poursuite des événements tragiques et violents survenus depuis septembre 2000, et tout spécialement face aux récents attentats et à l'augmentation du nombre de victimes,

soulignant la nécessité pour toutes les parties concernées de garantir la sécurité des civils,

## 223 personnes tuées depuis l'offensive contre les zones autonomes

JÉRUSALEM

de notre correspondant

La diversion du premier ministre israélien Ariel Sharon a fait merveille. Survenant quelques heures seulement après l'annonce officielle de la levée du confinement du chef de l'Autorité palestinienne, Yasser Arafat, à Ramallah, l'offensive de grande ampleur lancée par l'armée israélienne contre cette même ville palestinienne autonome n'a pas suscité, mardi 12 mars, une forte réprobation internationale. M. Arafat l'a déploré en estimant que « ce qu'il faut, c'est lever le blocus imposé à notre peuple, arrêter l'agression et l'oppression ». La France a cependant jugé « incompréhensible

provoqué mardi des affrontements sporadiques et 5 victimes palestiniennes. Dans la soirée, le Croissant-Rouge palestinien a d'ailleurs décidé de suspendre ses opérations à la suite de tirs attribués à l'armée israélienne contre une Jeep du Comité international de la Croix-Rouge (CICR) qui escortait une ambulance. Mercredi matin, un responsable de la Force 17, dédiée à la sécurité de Yasser Arafat, a été tué à la suite d'échanges de tirs avec les Israéliens.

Au total, le bilan pour les dernières vingt-quatre heures des opérations de l'armée israélienne dépassaient mercredi matin le chiffre de 40 morts, à une écrasante majorité palestiniens. Depuis le début des grandes offensives israéliennes contre des camps de réfugiés et des localités situés en zone autonome, le 28 février, 163 Palestiniens ont été tués, et 58 Israéliens des suites de représailles palestiniennes, ainsi que 2 inconnus. Dans le nord d'Israël, une embuscade a été tendue mardi par des assaillants contre des véhicules circulant près de la frontière libanaise. Six Israéliens, dont 5 civils et un militaire, et 2 assaillants armés ont été tués. Les responsables militaires israéliens n'étaient pas en mesure de préciser si les assaillants venaient du Liban ou bien des territoires palestiniens occupés.

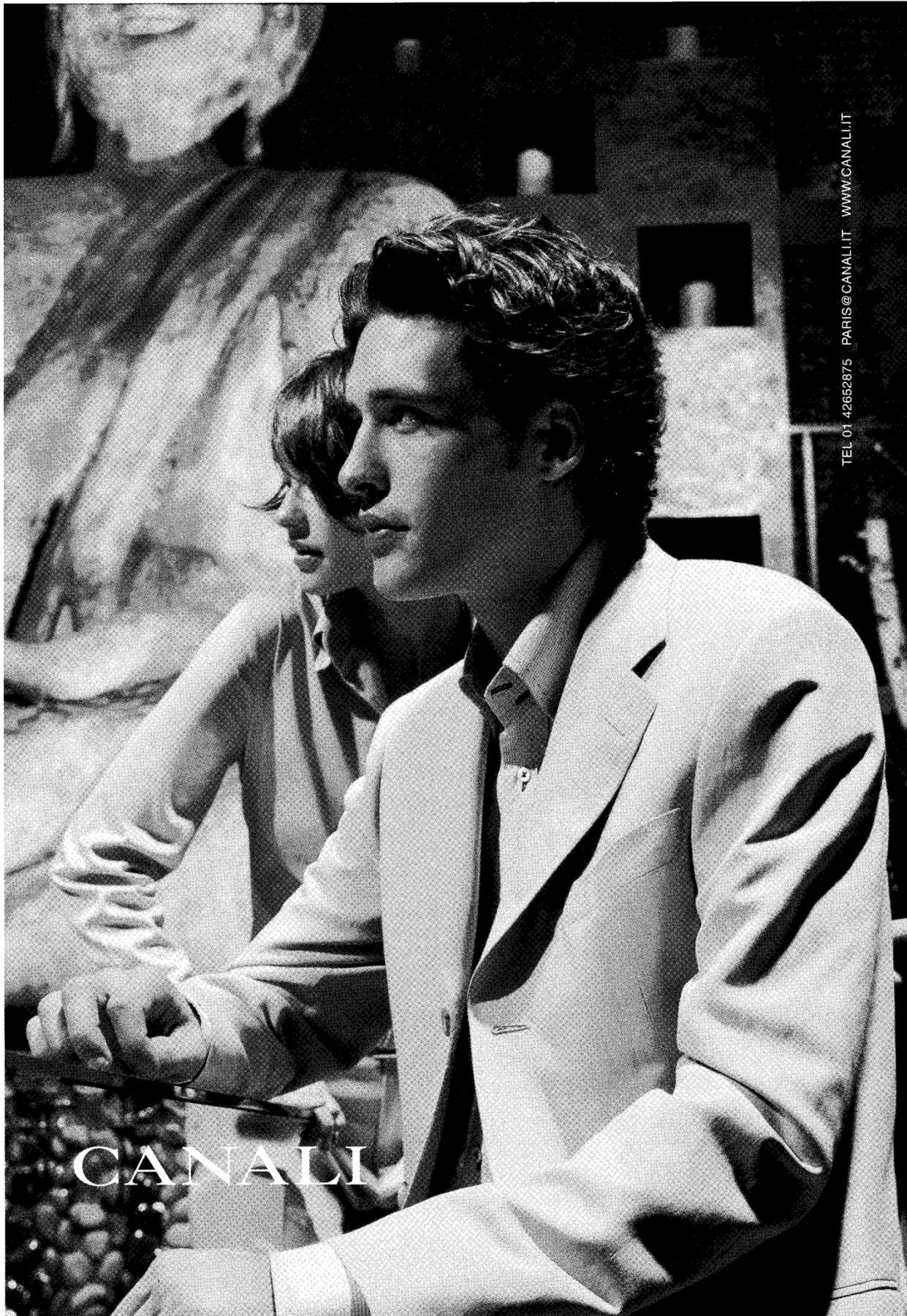
Enfin, l'armée israélienne a consenti mardi matin à revenir sur sa décision de marquer au bras les Palestiniens arrêtés au cours de ces derniers jours après les protestations d'Israéliens rescapés de la Shoah. L'armée israélienne, qui pratique depuis quelques jours des rafles systématiques et de grande ampleur dans les camps de réfugiés palestiniens auprès des hommes jeunes, avait en effet décidé d'inscrire un numéro sur le bras de chaque personne interpellée, qui avait par ailleurs les yeux bandés et les mains attachées. Le chef d'état-major israélien, Shaul Mofaz, a annoncé cette décision lors d'une réunion de la commission de la défense et des affaires étrangères de la Knesset. Cette demande avait été formulée par le député Tommy Lapid, du parti centriste Shinoui, un rescapé du génocide juif qui avait jugé ce marquage « insupportable ».

Plus de 2 000 Palestiniens ont été retenus et interrogés au cours de ces derniers jours. La majorité ont été relâchés par la suite.

Gilles Paris

sibles » ces opérations qui précèdent l'arrivée de l'émissaire américain Anthony Zinni, prévue jeudi 14 mars. En dépit de la tension créée à nouveau par l'offensive israélienne, Washington n'a fait aucun commentaire sur ce déploiement de force. En l'espace de quelques jours, toutes les zones autonomes palestiniennes de Cisjordanie et de Gaza ont été les cibles d'attaques massives, à l'exception d'Hébron et de Jéricho. Tsahal a engagé près de 150 blindés dans l'opération contre Ramallah, dénommée « Bientôt chez toi ». Seuls quelques quartiers du centre-ville ont échappé à leur quadrillage. L'armée a également mené des incursions à l'intérieur du camp de réfugiés d'Al-Amari, au sud de la ville. L'entrée des blindés israéliens en zone urbaine a

■ Un photographe italien indépendant, Raffaele Ciriello, blessé mercredi par les tirs d'un char israélien à Ramallah (Cisjordanie) est décédé. Il s'agit du premier journaliste tué depuis le début de l'intifada, en septembre 2000. Il avait été touché de six balles. - (AFP.)



## A La Haye, Slobodan Milosevic continue de guerroyer contre des récits accablants

Un moment déstabilisé, l'ancien président yougoslave s'est adressé à un témoin en l'appelant « l'accusé ». Au fil des semaines, il est soumis à la litanie des crimes commis au Kosovo



LE PROCÈS DE SLOBODAN MILOSEVIC

### LA HAYE

de notre envoyé spécial

Le procès de Slobodan Milosevic devant le Tribunal pénal international pour l'ex-Yougoslavie (TPIY) est entré, mardi 12 mars, dans sa cinquième semaine, sans changement de menu : les chefs d'accusation numéros un et deux relatifs aux transferts forcés de 800 000 Albanais du Kosovo entre le 1<sup>er</sup> janvier et le 20 juin 1999.

Et malgré la succession de récits accablants, Slobodan Milosevic garde tout son mordant. Un témoin s'effondre à la barre ? L'ancien président yougoslave reste de glace, le regard froid fixé sur la massive silhouette de Hazbi Loku (41 ans) secouée par les sanglots. Comme si les précautions prises par le procureur adjoint Dirk Ryneveld avaient mis ses sens en alerte. « Je suis désolé de vous poser cette question, avait dit le procureur adjoint au témoin, mais connaissez-vous certaines personnes disparues ? » Hazbi Loku, ancien instituteur, venu raconter, lundi 11 et mardi 12 mars, une meurtrière opération de police du 8 mars 1999

### Carla Del Ponte tancée par Moscou

Moscou a vivement réagi, lundi 11 mars, à l'entrevue accordée le 7 mars à un représentant des indépendantistes tchéchènes par la procureure du Tribunal pénal international (TPI), Carla Del Ponte. « Cette entrevue est incompatible avec le statut et le mandat de M<sup>me</sup> Del Ponte, un représentant international censé défendre le droit, et qui encourage à l'inverse l'activité illégale des séparatistes tchéchènes », a déclaré le porte-parole du ministère russe des affaires étrangères, Alexandre Iakovenko. « Un fonctionnaire international nommé par le Conseil de sécurité de l'ONU est tenu d'agir strictement dans le respect des prérogatives prévues par les statuts des tribunaux », a-t-il rappelé.

dans son village de Kotlina, proche de la frontière macédonienne, s'effondre, en pleurs.

Après dix minutes de suspension de séance, il relatera comment il a repêché six jours plus tard le corps de son frère, flottant dans les eaux de la rivière. Les cris de vingt-deux jeunes hommes jetés dans deux puits, où les policiers serbes ont ensuite lancé des explosifs tandis que le témoin assistait à la scène, caché dans une colline boisée, le hantent tout autant. « Un homme du village est allé sur place le lendemain. Il n'a retrouvé que des morceaux de vêtements ensanglantés, des morceaux de doigts, de la chair et du sang », murmure Hazbi Loku.

Slobodan Milosevic contre-attaque. « Un juge et un procureur sont venus à Kotlina. Pourquoi ne leur a-t-on rien dit ? La police n'a trouvé aucun corps dans ces puits mais des caches d'armes de l'UCK [Armée de libération du Kosovo] ». « Saviez-vous que ce village était une base des terroristes de l'UCK, essentielle pour leur approvisionnement en armes de Macédoine ? Vous savez-vous que l'UCK vidait des villages pour les transformer en positions fortifiées ? Qu'elle retenait des réfugiés en otages ? » enchaîne Slobodan Milosevic.

« Tout cela est faux », répond Hazbi Loku, qui admet la présence

de combattants de l'UCK dans les environs de Kotlina mais pas dans le village. « Mensonges », rétorque l'accusé, la voix ferme face à un témoin chancelant, « c'est une manipulation inacceptable de la part de l'accusation ».

Le juge May le rappelle à l'ordre mais M. Milosevic fait mine de tenir une petite revanche personnelle après une fin de semaine pré-

Le rythme des crimes qu'il impute aux forces serbes s'est accéléré après les premiers bombardements de l'OTAN, le 24 mars. « Le 28 mars, l'opération de pillage à grande échelle et les incendies ont commencé. Nous ne nous sentions plus en sécurité alors nous sommes partis nous installer dans les montagnes », se rappelle Sabit Kadriu. Le 1<sup>er</sup> mai, « l'UCK nous avertit qu'elle

### Des témoignages écrits

Les juges du Tribunal pénal international pour l'ex-Yougoslavie ont autorisé l'accusation, mardi 12 mars, à présenter 23 témoignages écrits contre Slobodan Milosevic, mais à condition que les témoins apparaissent devant le tribunal pour un contre-interrogatoire. D'ordinaire, les témoignages écrits sont ajoutés aux pièces à conviction, après un accord entre la défense et l'accusation. Mais Slobodan Milosevic s'y est fermement opposé. « Il n'est pas question qu'on présente des mensonges écrits. Toute personne qui affirme quelque chose doit venir déposer ici et être contre-interrogée », avait déclaré, lundi, l'ancien président yougoslave, qui a par ailleurs affirmé que « des milliers de témoins se présentent pour déposer en [sa] faveur ».

cédente difficile. Les 6, 7 et 8 février, Sabit Kadriu fut en effet un interlocuteur coriace pour l'accusé. Victime et témoin d'exactions, cet ancien instituteur de 41 ans était à l'époque des faits le président, pour la ville de Vucitrn (Vushtri en albanais, nord du Kosovo), du Conseil de défense des droits de l'homme et des libertés. Cette organisation non gouvernementale kosovare créée avant la guerre a répertorié des milliers de cas d'arrestations arbitraires, de passages à tabac ou de meurtres commis par les autorités serbes. « Je n'ai pas assez de mots pour décrire les violences de la police envers les professeurs et les élèves albanais de 1990 jusqu'en 1997. J'ai été arrêté sept fois et emprisonné pour des raisons absurdes, à savoir donner illégalement des cours à des élèves », raconte-t-il.

### « CELLULE DE CRISE »

Puis Sabit Kadriu passe aux années suivantes. Autour de cette ville coincée entre la Drenica, à l'ouest, et les massifs montagneux de Llap, à l'est, deux fiefs de l'UCK, ce fut le massacre de douze membres de la famille Ahmeti dans le village de Qirez, en janvier 1998. Puis les soixante personnes du foyer des Jashari à Prékaz en mars. En septembre, l'exécution de quatorze hommes, femmes et enfants dans une maison de Galitze...

Sabit Kadriu présente une série de photos prises le 31 mai 1999 dans la maison des Gerxhalii de Vucitrn. « Les corps étaient empilés les uns sur les autres. Les yeux avaient été sortis de leurs orbites. Des membres avaient été sectionnés. On les avait égorgés. On avait frappé sur leur tête avec des marteaux et la cervelle sortait des crânes », commente le témoin.

ne pourra pas nous protéger face à l'offensive des forces serbes sur cette zone ». Une vidéo tournée par le témoin montre un convoi d'un millier de personnes qui, le lendemain, se dirige vers Vucitrn dans l'intention de poursuivre jusqu'en Macédoine. Au soir du premier jour de marche, le convoi est stoppé à la hauteur de Studime par des policiers et militaires serbes qui

tirent dans la foule. Les enquêteurs du TPI exhumeront après guerre cent trois corps du cimetière de Studime Epërme.

Entre deux récits de massacres, la question de la responsabilité des autorités civiles est abordée, grâce à des documents officiels trouvés après le retrait des forces serbes et établis par la « cellule de crise de Vucitrn ». Ils portent notamment sur l'achat d'uniformes ou la distribution d'armes et de munitions à des réservistes. « Cette structure de temps de guerre, créée en 1998 à Vucitrn comme ailleurs au Kosovo, était dirigée par le maire serbe de la ville, Slobodan Doknic. Elle remplaçait les autorités municipales et disposait des pleins pouvoirs pour les affaires militaires, policières et civiles », affirme le témoin.

Slobodan Milosevic perd alors son sang-froid et s'adresse à Sabit Kadriu en l'appelant « l'accusé ». « Ces documents sont sans aucune valeur », s'empêche-t-il. « Qu'est-ce qu'ils prouvent si ce n'est l'achat de sacs de pommes de terre ? » ironise M. Milosevic. « Ils prouvent que cette cellule de crise remplaçait toutes les autres institutions et qu'elle avait des contacts avec le sommet de la pyramide du pouvoir où figure l'accusé. Vous, monsieur Milosevic », lui répond Sabit Kadriu.

Christophe Châtelot



## La reconstruction du Pentagone

SIX MOIS après l'attentat du 11 septembre, qui avait sérieusement endommagé une partie du Pentagone, à Washington, les travaux de reconstruction ont commencé sur un large périmètre qui a été entièrement dégagé après l'évacuation de tous les déblais. La photo, prise le

6 février et diffusée le 6 mars, montre toute l'étendue du chantier. L'objectif que s'est fixé le ministère de la défense est d'achever les travaux dans six mois, c'est-à-dire pour le 11 septembre 2002, date du premier anniversaire de la tragédie qui a ébranlé les Etats-Unis.

Laurent Zecchini

## L'Eglise catholique américaine secouée par plusieurs affaires de pédophilie

L'archevêque de Boston est mis en cause pour non-dénonciation et un évêque de Floride a démissionné

### WASHINGTON

de notre correspondant

L'Eglise catholique américaine doit faire face à une accumulation sans précédent d'affaires de pédophilie, toutes anciennes, mais dont la révélation met en cause le comportement de la hiérarchie vis-à-vis de prêtres dont les agissements étaient souvent connus. Les informations sur ces affaires se sont multipliées à la suite du procès d'un ancien prêtre de 66 ans, John Geoghan, condamné à dix ans de prison, en février, pour avoir molesté un enfant. Or, le nombre des personnes qui accusent aujourd'hui Geoghan s'élève à 130, cet

homme ayant exercé son ministère pendant plus de trente ans dans l'Etat du Massachusetts.

Le procès Geoghan avait incité le *Boston Globe*, journal le plus prestigieux de la Nouvelle Angleterre, à mener une enquête d'où il ressortait que le prêtre pédophile avait été muté à chaque fois qu'un scandale menaçait d'éclater, sans même se voir interdire l'exercice de responsabilités le mettant en contact avec des enfants.

Le quotidien de Boston avait révélé, aussi, que l'archevêché avait payé discrètement 10 millions de dollars (près de 11 millions d'euros) pour dédommager quelque cinquante victimes de Geoghan, qui se sont désistées de leurs plaintes. Mardi 12 mars, le diocèse a accepté, dans les mêmes conditions, de verser entre 15 millions et 30 millions de dollars à quatre-vingt-six autres victimes. Leur avocat, Mitchell Garabedian, a indiqué qu'il avait encore vingt-sept cas à régler et qu'il s'attend à voir surgir d'autres plaintes. Dans un communiqué, le cardinal Bernard Law, archevêque de Boston, s'est félicité d'un règlement qui « est un pas important vers la fin des souffrances endurées par les victimes des dommages causés par John Geoghan ».

L'attitude du cardinal Law est critiquée à l'extérieur de l'Eglise, mais aussi par de nombreux fidèles. L'archevêque de Boston n'a en effet que très récemment changé de politique sur ces questions et communiqué aux autorités judiciaires les noms de soixante à soixante-dix prêtres accusés d'avoir molesté des enfants au cours des quarante dernières années.

### LES DONATEURS SE REBIFFENT

Jusqu'à-là, la position de l'archevêque, nommé à Boston en 1984, était la non-dénonciation et le silence. Son prédécesseur avait eu la même attitude, imposant à Geoghan, en 1980, de consulter un psychologue, mais le nommant ensuite dans une paroisse, à Dorchester, où il était de nouveau en contact avec des enfants. S'agissant d'autres prêtres mis en cause dans le Massachusetts, une demi-douzaine de dollars seraient déjà déposées et d'autres pourraient l'être prochainement. Elles désignent souvent le cardinal Law comme coupable de ne pas avoir porté assistance aux enfants avec lesquels ces prêtres étaient en relation.

Un sondage effectué dans le diocèse de Boston, en février, indiquait que la moitié des catholiques de cet-

## La conférence des donateurs accorde 307 millions d'euros d'aide à la Macédoine

L'OTAN a prolongé sa mission de police

### BRUXELLES

de notre bureau européen

Il faudra quelque temps pour mesurer le montant exact de l'aide financière effectivement reçue par la Macédoine, mais les promesses faites, mardi 12 mars, au gouvernement de Skopje dépassent les propres attentes du gouvernement : les quelque 38 pays et 19 organisations internationales présents se sont engagés à hauteur de 307 millions d'euros pour l'année 2002, alors même que les besoins de la Macédoine avaient été estimés à 256 millions d'euros.

En plus de cette somme, l'ancienne république yougoslave pourrait disposer de 271 millions d'euros cette année, mais il s'agira d'une aide régulière destinée au développement économique, qui n'a rien à voir avec la crise née des violents combats qui ont opposé les rebelles albanais au gouvernement du président macédonien, Boris Trajkovski. Le 13 août 2001, un accord avait été signé entre les principaux partis politiques, mettant fin à six mois de violents affrontements. Il prévoyait l'organisation de cette conférence des donateurs sous le double parrainage de la Commission européenne et de la Banque mondiale.

Sur les 256 millions d'euros espérés, 184 millions d'euros devaient

être consacrés à l'aide à la balance des paiements, 44 millions à la reconstruction dans les zones de conflit, et quelque 26 millions pour financer le coût de l'accord politique, lequel prévoit diverses mesures pour mettre fin aux tensions interethniques. Selon le Fonds monétaire international (FMI), la Macédoine a enregistré une baisse d'environ 4,6 % de son produit national brut (PNB) et une réduction de ses exportations de plus de 10 %.

### UNE CROISSANCE DE 4 %

La situation devrait nettement s'améliorer cette année, la croissance devant progresser de 4 %. La Commission européenne contribue à hauteur de 104 millions d'euros sur ce total de 307 millions d'aide exceptionnelle, tandis que les Etats-Unis fourniront l'équivalent de 44,3 millions d'euros et les Etats membres de l'Union environ 103 millions d'euros à titre bilatéral. S'il est trop tôt pour affirmer que la Macédoine est sortie d'affaire, la signature d'un accord avec le Fonds monétaire international (FMI) en décembre, le vote des amendements constitutionnels par le Parlement de Skopje, et cette forte mobilisation financière de la communauté internationale, sont de bon augure.

Cela ne signifie pas pour autant que, sur le plan militaire, la Macédoine puisse se passer d'une présence internationale. L'OTAN a annoncé le 18 février la prolongation pour trois mois (jusqu'au 26 juin) de la mission « Amber Fox » (« Renard roux »), qui mobilise 700 hommes, sous commandement allemand. Une certaine ambiguïté entoure la question d'un possible remplacement de l'OTAN par l'Union européenne. L'Alliance atlantique assure qu'elle n'y verrait aucun inconvénient, et les Quinze sont désireux de montrer qu'ils peuvent assumer une telle mission.

Celle-ci représenterait une première manifestation concrète de la défense européenne, puisque la mission de l'UE en Bosnie est de nature policière et exigerait 1 100 hommes. Mais, outre qu'il n'est pas sûr que l'Alliance (dont le rôle et la vocation font l'objet d'un débat croissant) soit très désireuse d'accepter une diminution de sa présence dans les Balkans, il semble improbable que les Européens soient capables d'assumer de manière autonome une telle mission. Au siège de l'OTAN, on précise, à toutes fins utiles, qu'il suffit d'un échange de lettres avec le gouvernement de Skopje pour prolonger la mission d'« Amber Fox » pour une nouvelle période de trois mois.

Laurent Zecchini

à Chicago, dans l'Illinois, ainsi que dans le Missouri et en Californie.

A Boston, certains donateurs particulièrement généreux commencent à dire qu'ils ne contribuent pas au dernier du culte pour payer les conséquences de la politique de l'Eglise en matière de pédophilie. Dans un pays où le catholicisme, minoritaire, n'a cessé de croître au cours des quarante dernières années, pour réunir aujourd'hui soixante millions de personnes, la forte baisse des vocations a entraîné un recrutement médiocre et limité les possibilités de mutation des prêtres.

Patrick Jarreau

Trois écoles de commerce

BAC + 5

CONCOURS EN TERMINALE

ACCÈS

ESSCA

Angers-Paris  
0811 811 881

IÉSEG

Lille  
03 20 54 58 92

ESDES

Lyon  
04 72 32 50 48

Clôture des inscriptions le 25 avril 2002

S'entraîner en ligne : [www.concours-accés.com](http://www.concours-accés.com)

BP 651, 49006 Angers Cedex 01



## L'opération Anaconda sème la peur parmi les villageois de l'est de l'Afghanistan

Le Pentagone a reconnu mardi que « des femmes et des enfants » avaient été tués lors de l'attaque d'un véhicule le 6 mars par l'aviation américaine dans la région de Shikin

### LAKHDIWAL

de notre envoyée spéciale

Saïd Mohammed n'est pas content. Son village, l'un des derniers au pied de la montagne de Chah-e-Kot, tremble sous l'effet des bombes qui s'écrasent à toute heure du jour comme de la nuit et vit dans un nuage de poussière déclenché par le survol en rase motte des hélicoptères d'attaque ou de transport qui vont ravitailler les troupes à quelque trois kilomètres de là.

« Nous vivons dans la peur et nous en avons assez des Américains. Si une personne est blessée dans ce village, ce sera dangereux pour la campagne », dit-il, en référence à l'offensive américaine contre les talibans et leurs alliés étrangers, présumés militants d'Al-Qaïda. « Tous les gens de Paktia sont tristes. La bataille est longue et si cela continue il y aura des problèmes, y compris dans d'autres provinces » affirme Ghulam Mohammed, chef adjoint de la police de Zormat.

Cet état d'esprit explique sans

doute la multiplication des appels à la négociation dont le plus sérieux aurait été fait par le général Gul Haider, arrivé dans la région le 8 mars, à la tête de mille hommes envoyés par le gouvernement intérimaire. Gul Haider aurait ainsi proposé à la choura (conseil) de Zormat d'arrêter les combats pendant dix jours, le temps que la choura se rende auprès du chef des assiégés, le commandant Saïfur Rahman, originaire de Zormat, pour négocier avec lui son départ et celui de ses fidèles ou son ralliement au gouvernement. Selon le chef adjoint de la police, Gul Haider se serait fait fort de faire accepter ce marché aux Américains, ce qui paraît pour le moins optimiste, tant le ton n'est pas à la négociation côté américain.

La durée de l'opération Anaconda qui est entrée dans son deuxième jour pèse incontestablement sur les Afghans sur le terrain qui sont loin d'avoir la même détermination que leurs mentors américains vis-à-vis des talibans et de

leurs alliés. « Ce serait très bon de négocier » affirme ainsi Ghulam Mohammed, « les deux côtés sont nos frères ». « Il aurait été possible de négocier avec Saïfur Rahman et d'obtenir le départ des étrangers et le retour des talibans dans leurs villages » explique Syed Ishaq, le chef de la police de Gardez. Le fait que Saïfur Rahman soit le fils d'un grand commandant moudjahidin, qu'il le fut lui-même avant de rallier les talibans, n'arrange pas les choses pour la coalition, tant l'homme garde des admirateurs et du respect.

### SOLUTION NÉGOCIÉE

« Les Afghans doivent aller et parler avec les assiégés car c'est la terre afghane qui est bombardée, ce sont nos maisons, nos villages » explique Abdul Sattar, un membre de la choura, qui ajoute : « Nous avons un dicton qui dit "on ne peut pas laver le sang par le sang, seulement par le dialogue et la négociation". Les Afghans ne céderont jamais à la pression. Tout le monde doit avoir la

possibilité de s'expliquer » dit-il encore.

Cette différence d'approche pourrait peser sur la campagne en cours. Selon Saïfullah, le chef de la choura de Gardez, la plus importante de la province de Paktia, les forces américaines sont venues mardi renouveler leur demande d'aide, notamment pour dissuader la population de fournir assistance aux assiégés, pour l'encourager à arrêter les éventuels fuyards et à dénoncer les sympathisants talibans ou d'Al-Qaïda. Saïfullah lui-même est en faveur d'une solution négociée. « Tous les habitants de Paktia veulent la cessation des combats » dit-il. Celle-ci ne paraît pas toutefois à l'ordre du jour.

« Nous continuerons les opérations jusqu'à ce que nous débarrassions l'Afghanistan de ces parasites » a affirmé, mardi 12 mars, le porte-parole de la 10<sup>e</sup> division de montagne américaine, le major Bryan Hilferty.

Françoise Chipaux

## Des terroristes présumés ont été transférés sans procédures légales, selon le « Washington Post »

Un suspect aurait été déplacé d'Indonésie vers l'Égypte

LE WASHINGTON POST, dans son édition du 11 mars, affirme que le gouvernement des États-Unis, ignorant les procédures d'extradition, a conduit dans d'autres pays des dizaines de personnes soupçonnées de liens avec le terrorisme.

« Les suspects ont été emmenés

journal, en citant comme sources des diplomates et membres des services de renseignement occidentaux.

« Cela nous permet d'obtenir des informations des terroristes par des moyens que nous ne pouvons pas utiliser sur le territoire des États-Unis », déclare au Washington Post un diplomate américain.

Le journal cite le cas de Mohammed Saad Iqbal Madni, arrivé du Pakistan à Djakarta mi-novembre et signalé deux mois plus tard par la CIA aux autorités indonésiennes comme étant un membre actif de l'organisation Al-Qaïda ayant travaillé avec Richard Reid, le Britannique aux chaussures explosives du vol Paris-Miami. Quelques jours plus tard, l'Égypte demandait à Djakarta l'extradition d'Iqbal ; le transfert eut lieu, sans la moindre procédure, à bord d'un avion américain. L'homme est détenu en Égypte, où il a été interrogé par des agents américains.

Cette pratique des transferts de suspects n'est pas nouvelle, selon le Washington Post, qui cite d'autres exemples datant de plusieurs années.

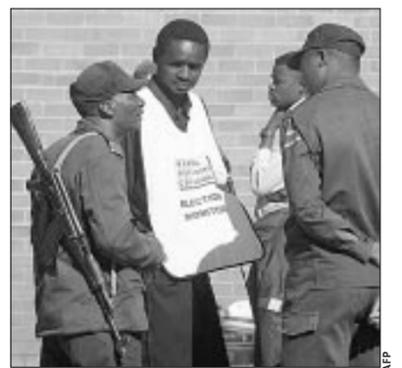
## Ils peuvent être soumis à des méthodes d'interrogatoire illégales aux États-Unis

dans des pays comme l'Égypte et la Jordanie, dont les services de renseignement ont des liens étroits avec la CIA et où ils peuvent être soumis à des méthodes d'interrogatoire – comprenant la torture et les menaces contre leur famille – qui sont illégales aux États-Unis ; dans certains cas, des agents américains sont impliqués dans les interrogatoires », rapporte le

## Washington dénonce la fraude au Zimbabwe

### HARARE.

M. Robert Mugabe a été déclaré vainqueur de l'élection présidentielle au Zimbabwe ayant atteint plus de 50 % des voix après dépouillement de 114 des 120 circonscriptions, a annoncé mercredi matin 13 mars la radio d'Etat ZBC. La veille, les critiques de communauté internationale à l'encontre du président sortant n'avaient cessé de se multiplier. A Londres, Jack Straw, secrétaire au Foreign Office, a déclaré devant la Chambre des communes que s'il y avait des preuves que le président Mugabe avait « volé » ces élections, cela aurait « d'énormes répercussions » sur les relations de la Grande-Bretagne avec le Zimbabwe. Le gouvernement, a-t-il ajouté, ne fera rien avant l'annonce des résultats définitifs et consultera alors ses partenaires pour déterminer quelle action envisager. De leur côté, les États-Unis ont estimé mardi, par la voix d'un porte-parole du département d'Etat, que ces élections avaient été « sérieusement faussées » par le régime du président sortant. – (AP, AFP.)



NEW DELHI. La Cour suprême de l'Inde a interdit, mercredi 13 mars, à l'extrême droite hindoue d'organiser vendredi une cérémonie religieuse controversée dans la localité d'Ayodhya. Le Vishwa Hindu Parishad (VHP, Conseil mondial hindou) avait annoncé son intention d'y organiser une cérémonie religieuse vendredi. La Cour a décidé qu'aucune parcelle de terrain, même près du site controversé, ne pourrait être utilisée « pour une quelconque cérémonie religieuse ». En 1992, des fanatiques hindous avaient détruit une mosquée du XVI<sup>e</sup> siècle à Ayodhya, affirmant qu'elle avait été érigée sur le site d'un temple à la gloire du Dieu Rama. Depuis 10 ans, l'extrême droite n'a eu de cesse de chercher à « reconstruire » ce temple.

## Inde : la Cour suprême contre l'extrême droite

NEW DELHI. La Cour suprême de l'Inde a interdit, mercredi 13 mars, à l'extrême droite hindoue d'organiser vendredi une cérémonie religieuse controversée dans la localité d'Ayodhya. Le Vishwa Hindu Parishad (VHP, Conseil mondial hindou) avait annoncé son intention d'y organiser une cérémonie religieuse vendredi. La Cour a décidé qu'aucune parcelle de terrain, même près du site controversé, ne pourrait être utilisée « pour une quelconque cérémonie religieuse ». En 1992, des fanatiques hindous avaient détruit une mosquée du XVI<sup>e</sup> siècle à Ayodhya, affirmant qu'elle avait été érigée sur le site d'un temple à la gloire du Dieu Rama. Depuis 10 ans, l'extrême droite n'a eu de cesse de chercher à « reconstruire » ce temple.

### DÉPÊCHES

■ **MAURITANIE : la Cour suprême a confirmé mardi l'interdiction du parti d'opposition** Action pour le changement (AC), qui s'est fait le défenseur des Noirs et des anciens esclaves. Le mouvement avait été accusé de racisme et d'extrémisme par le gouvernement, qui avait prononcé sa dissolution en janvier. AC avait appelé devant la Cour suprême. « C'est un recul de la démocratie dans notre pays et une négation du pluralisme politique formellement consacré par la constitution », a estimé Brahim Ould Ebetty, l'un des 40 avocats de la formation. – (Reuters.)

■ **RWANDA : un ancien officier rwandais**, le colonel Aloys Simba et un ancien maire, Paul Bisengimana, ont été transférés lundi 11 mars au Tribunal pénal international pour le Rwanda (TPR) à Arusha (Tanzanie). Le premier avait été arrêté le 27 novembre 2001 au Sénégal, le second le 4 décembre 2001 au Mali. Les deux hommes s'étaient opposés à leur transfert au TPR mais ont été déboutés par les tribunaux. Ils sont poursuivis pour génocide et crimes contre l'humanité. – (AFP.)

■ **ÉTATS-UNIS : un Américano-Britannique**, Tracy Housel, 43 ans, condamné à mort pour le meurtre d'une auto-stoppeuse en 1985, a été exécuté mardi soir 12 mars par injection létale au Centre pénitentiaire de Jackson, en Géorgie. Une parlementaire britannique, Vera Baird, s'était pourtant présentée lundi devant la Commission des grâces de l'Etat de Géorgie, porteuse d'une lettre du premier ministre Tony Blair demandant la grâce du condamné. – (AFP, AP.)

■ **JORDANIE : le vice-président américain Dick Cheney** est arrivé mercredi en Égypte, après une visite éclair à Amman, en Jordanie, première étape de sa tournée au Proche-Orient. M. Cheney a eu mardi soir des entretiens avec le roi Abdallah II axés sur le conflit israélo-palestinien et la question irakienne. Selon le palais royal, le roi a clairement fait part à M. Cheney de « l'inquiétude de la Jordanie vis-à-vis des conséquences d'une éventuelle frappe (américaine) contre l'Irak et du danger qu'elle représenterait pour la sécurité et la stabilité de la région ». La presse irakienne a quant à elle stigmatisé la mission « futile et malintentionnée » de Cheney, qui vise selon elle à préparer le terrain à une « agression » contre Bagdad.

Daniel Vernet

## Le président Abdelaziz Bouteflika officialise la langue berbère

### ALGER

correspondance

Tout sauf le départ de la gendarmerie de Kabylie. C'est en substance ce qui ressort du discours à la nation prononcé hier soir par le président Bouteflika. Devant un aréopage de responsables de l'Etat, de partis politiques et de délégués kabyles « dialoguistes », mais en l'absence des radicaux ainsi que du FFS (Front des forces socialistes) et du RCD (Rassemblement pour la culture et la démocratie), les deux partis politiques les mieux implantés en Kabylie, le chef de l'Etat a annoncé la reconnaissance constitutionnelle du tamazight comme langue nationale. Fait nouveau : le recours au référendum populaire est écarté. Le chef de l'Etat dit craindre que la réponse des Algériens à une telle proposition « ne soit pas nécessairement positive ».

M. Bouteflika a cependant réaffirmé le rejet des autorités d'un retrait des unités de la gendarmerie de Kabylie. Tout au plus accepte-t-il l'idée d'un réexamen du redéploiement des unités de la gendarmerie sur le terrain « chaque fois que des motifs pertinents le justifient », a-t-il indiqué. Le départ de la gendarmerie, l'une des quinze revendications des contestataires les plus radicaux,

constitue le principal point d'achoppement d'une crise qui dure depuis près de onze mois. Pour contredire ses détracteurs qui parlent d'impunité, M. Bouteflika a souligné que vingt-quatre gendarmes, dont cinq officiers, étaient en prison pour « homicide et usage abusif d'armes à feu » lors des émeutes du printemps 2001, et que 681 officiers, sous-officiers et gendarmes avaient été mutés.



« Je pense avoir (...) accompli mon devoir envers l'Algérie et son peuple »  
ABDELAZIZ BOUTEFLIKA

M. Bouteflika a cependant estimé « inconcevable » de démanteler le corps de la gendarmerie « alors que le pays tout entier, a-t-il dit, continue à lutter contre la barbarie terroriste ». Des indemnités seront versées aux victimes, a encore annoncé le chef de l'Etat, mais il ne leur sera pas concédé le statut de « martyrs » comme le réclamait la coordination des villages et des arouchs.

C'est le 18 avril 2001 que la crise en Kabylie, latente depuis des années, a explosé au lendemain de

la mort par balles, dans les locaux de la gendarmerie de Beni Douala, près de Tizi Ouzou, du jeune lycéen Massinissa Guermah. Une mauvaise gestion et une série de maladrotes de la part des autorités ont ensuite alimenté des émeutes qui devaient faire, selon un bilan officiel, une soixantaine de morts et quelque 2 000 blessés. Les contestataires kabyles, eux, font état de 107 morts et 6 000 blessés.

Les annonces du président algérien font suite à des discussions engagées par le premier ministre, Ali Benflis, avec des délégués kabyles « dialoguistes » dont la représentativité est vivement contestée en Kabylie. Sans surprise, ces délégués ainsi que les partis politiques liés au pouvoir comme le FLN (Front de libération nationale dirigé par Ali Benflis) et le RND (Rassemblement national démocratique d'Ahmed Ouyahia) ont salué les décisions « historiques » du président Bouteflika. Sans surprise également, les radicaux (coordination des arouchs, ainsi que le FFS et le RCD) ont estimé que les réponses du pouvoir étaient en deçà des exigences des contestataires.

A Tizi Ouzou, le ton était à l'émeute avant et après le discours présidentiel, rediffusé à la télévision dans la soirée de mardi, dans

une traduction en tamazight. M. Bouteflika, estiment globalement les contestataires, consacre l'impunité en imputant les événements de Kabylie à de simples dérapages individuels et en évitant de situer les responsabilités dans la chaîne de commandement ainsi qu'au niveau politique. Les promesses du pouvoir, estiment-ils, visent surtout à amener la Kabylie à participer aux élections législatives du 30 mai prochain. Un scrutin que la coordination des arouchs a appelé à boycotter, tandis que le RCD et le FFS ne se sont pas encore prononcés définitivement.

Dans la presse algérienne de mercredi, un certain nombre de commentateurs qualifiaient les concessions du président de « *tar-dives* » et soulignaient que leur effet d'annonce avait été amoindri par les onze mois de confrontation. Pour sa part, le président Bouteflika semble avoir la conscience en paix. « Je pense avoir (...) accompli mon devoir envers l'Algérie et son peuple, a-t-il dit mardi soir pour conclure son adresse à la nation. Dieu est témoin des efforts que j'ai fournis en ayant pour seul objectif le bonheur de notre pays dans l'unité de son peuple. » Reste à savoir si cela suffira à calmer les esprits en Kabylie.

## Des négociations de paix vont s'ouvrir au Sri Lanka

Gouvernement et rebelles tamouls ont établi un nouveau cessez-le-feu

### COLOMBO

de notre envoyé spécial

C'est le cinquième cessez-le-feu en dix-huit ans de guerre. Tous les précédents ont volé en éclats, le dernier en 1995 après cent jours de trêve entre les forces gouvernementales du Sri Lanka et les rebelles tamouls. La guerre a commencé le 24 juillet 1983 après l'assassinat de 13 soldats gouvernementaux à Jaffna et les représailles contre un millier de Tamouls. Elle a fait près de 70 000 morts et plus de 1,6 million de réfugiés dans cette île de 19 millions d'habitants.

Les Tigres de libération de l'Eemal tamoul (LTTE), qui tiennent une grande partie du nord et du nord-est du pays, disent se battre pour l'indépendance. Ils ont été parmi les premiers dans le monde à pratiquer les attentats suicides pour attaquer les positions de l'armée ou les intérêts de la majorité cingalaise, et ils n'hésitent pas à enrôler de force dans leurs rangs des enfants d'une dizaine d'années. A la veille de l'élection présidentielle de 1999, la présidente sortante, qui sollicitait un second mandat, Chandrika Bandaranaike-Kumaratunga, fille du père de l'indépendance sri-lankaise, Salomon Bandaranaike, a perdu un œil dans un attentat perpétré par des Tamouls. Elle a été réélue le lendemain à une faible majorité.

Le dernier cessez-le-feu est entré en vigueur le 22 février. Il prévoit que des négociations doivent commencer avant le mois d'avril

entre le gouvernement et le chef des séparatistes. A-t-il plus de chances de tenir que les précédents ? Et si oui, les négociations peuvent-elles aboutir à un compromis politique ? Impossible de répondre à ces questions. Le « *facilitateur* » norvégien a parlé d'un pas « sur le long chemin de la paix et de la réconciliation ». Le premier ministre lui-même, Ranil Wickremesinghe, n'a pas exclu des incidents au cours des prochains mois, tout en ajoutant qu'ils ne devraient pas remettre en cause le cessez-le-feu, qui prévoit d'ailleurs un arbitrage norvégien en cas de litige. Une mission d'observation de dix-huit membres, tous originaires des pays scandinaves, vient d'arriver au Sri Lanka pour superviser le respect des accords.

### « LES VRAIS PROBLÈMES »

« Ce ne sera pas une promenade de santé », a encore déclaré Ranil Wickremesinghe. Il propose au chef des rebelles tamouls, Vellupillai Prabhakaran, désigné comme « *Surya-Thevan* » (Dieu du soleil) dans la littérature du LTTE, de discuter d'abord des questions humanitaires avant de passer aux sujets réellement politiques. « Les vrais problèmes se poseront alors », a reconnu le chef du gouvernement. Il se dit prêt à parler de la levée de l'interdiction du LTTE. Le ministère de l'intérieur vient de supprimer l'obligation pour les Tamouls du Nord de s'enregistrer auprès de la police avant de se rendre dans le sud de l'île pour visiter

### 18 ANS DE GUERRE

Zone contrôlée par les rebelles (LTTE)  
95 % de Tamouls  
1/3 Tamouls (hindouistes),  
1/3 musulmans, 1/3 bouddhistes



des parents. La principale route menant à Jaffna est en cours de déminage. Les ONG sont à nouveau autorisées à envoyer leurs équipes dans le Nord.

Mais Ranil Wickremesinghe a exclu la création d'un Etat tamoul : « L'intégrité territoriale de ce pays doit être préservée. Nous voulons un Sri Lanka uni ; ensuite, une fois cette idée acceptée, nous pourrions progresser, car nous voulons tous la paix », a-t-il ajouté, en proposant une plus grande autonomie aux régions à majorité tamoule.

Le contexte international et inté-

rieur donne à penser que les conditions pour une fin négociée des hostilités sont meilleures que lors des tentatives précédentes. Le LTTE, qui a été mis sur la liste des organisations terroristes par les États-Unis et la Grande-Bretagne après les attentats du 11 septembre, se trouve isolé. Le gouvernement veut en profiter. Ranil Wickremesinghe, chef du Front national uni, a remporté les élections législatives du 5 décembre 2001 contre l'Alliance populaire de la présidente Chandrika Kumaratunga, en faisant campagne sur le thème de la paix et de la relance économique.

Une sorte de cohabitation s'est donc instaurée entre le premier ministre, soutenu par une majorité du Parlement, et la présidente, dont le mandat s'achève en 2005 et qui dispose du commandement de l'armée et peut suspendre le Parlement. Chandrika Kumaratunga n'a sans doute pas oublié que Ranil Wickremesinghe, alors chef de l'opposition, avait fait échouer les négociations qu'elle menait avec les Tamouls. La présidente a émis des réserves sur l'accord de cessez-le-feu et sur la perspective de négociations avec les séparatistes, déplorant avoir été placée devant « le fait accompli » et déclarant contrairement à la Constitution le rôle attribué au médiateur norvégien. Elle a cependant appelé ses partisans « à ne pas saboter un processus de paix dont elle était elle-même à l'origine ».

## Les critiques de Berlin suscitent des questions sur son attitude européenne

La campagne électorale ne suffit pas à expliquer les contentieux

### FRANCFORT

de notre correspondant

Dérèglement budgétaire, directives contestées, fonds structurels : les relations entre l'Allemagne, et la Commission européenne sont devenues tendues. Le chancelier Gerhard Schröder ne manque aucune occasion pour dénoncer l'attitude de Bruxelles vis-à-vis de son pays. Tout récemment, le chef du gouvernement rappelait, par exemple, à la Commission que « l'Allemagne dispose d'une structure industrielle, qu'il faut préserver et soigner dans l'intérêt de l'Europe ». « Parfois, l'on doit aussi carresser une vache que l'on traite avec force et qui donne du bon lait », a lancé le chancelier. Ces commentaires alimentent les interrogations sur l'attitude des dirigeants allemands à l'égard de l'Union.

Le contentieux quasi passionnel sur le statut des banques semi-publiques régionales vient d'être réglé, mais de nombreux autres dossiers continuent d'empoisonner le climat. Le gouvernement vient péniblement d'échapper à un avertissement officiel pour son dérapage budgétaire. Le déficit allemand se rapprochant du seuil des 3 % du pro-

### L'achat de l'A-400M reste incertain

L'Allemagne continue d'entretenir le suspense sur le sort de l'avion de transport militaire européen. La commission budgétaire du Bundestag a décidé, mardi 12 mars, de repousser d'une semaine sa décision sur l'achat par Berlin de 73 appareils A-400M. Elle devait initialement se réunir mercredi pour débloquer la première tranche des 5,1 milliards d'euros inscrits au budget 2002 pour cette commande.

Mais les trois députés Verts, membres de la Commission, ont annoncé ne pas vouloir entériner cette mesure, alors que leurs voix sont indispensables au chancelier Gerhard Schröder, car tous les partis d'opposition (CDU-CSU, FDP et néocommunistes du PDS) ont annoncé qu'ils voteraient contre. Les négociations se poursuivent au sein de la coalition, sous le regard de la Cour des comptes, qui a mis en cause le coût réel du projet.

duit intérieur brut (PIB) fixé par le Pacte de stabilité de la zone euro, Pedro Solbes, le commissaire en charge de la monnaie, avait initié début février la procédure d'alerte prévue dans ce cas, suscitant la colère de M. Schröder. L'Allemagne a dû plaider auprès de ses pairs pour éviter cette mise en garde.

Une autre série de contentieux ont trait aux tentatives de réformes initiées par la Commission dans le domaine socio-économique. L'Allemagne s'oppose avec force à plusieurs directives. M. Schröder est parti notamment en guerre contre la nouvelle proposition de Bruxelles sur les OPA, les prises de contrôle boursières — un premier projet

avait été bloqué par les Allemands au Parlement européen en 2001. Cette réforme pourrait remettre en cause l'indépendance d'un des fleurons industriels allemands, Volkswagen, dont 20 % du capital est détenu par l'Etat régional de Basse-Saxe, bastion politique de M. Schröder. Très proche des constructeurs, le chancelier social-démocrate s'en



« L'Allemagne dispose d'une structure industrielle, qu'il faut préserver et soigner dans l'intérêt de l'Europe »

GERHARD SCHRÖDER

est pris aussi aux initiatives européennes concernant la libéralisation de la distribution automobile.

Autre bombe pour les relations germano-bruxelloises, les aides régionales. Dans la perspective de l'élargissement, les aides versées au nouveaux Länder de l'est de l'Allemagne seront réduites, afin de soutenir des territoires plus défavorisés, ce qui va à l'encontre des intérêts des dirigeants locaux, qui aimeraient au contraire élargir leurs marges de manœuvre pour conduire leurs politiques économiques. En visite dans l'est de l'Allemagne, le week-end dernier, M. Schröder a critiqué « le manque de sensibilité [de la Commission] à l'égard d'un pays qui a dû passer d'une économie dirigée à une économie de marché ». Ce dossier est d'autant plus sensible que les Allemands demeurent le plus important contributeur net au budget européen. Et ne se privent plus pour demander un rééquilibrage.

### « MANQUE D'EXPÉRIENCE »

Pourquoi tant d'acrimonie ? A moins de sept mois des prochaines législatives, ces prises de positions surviennent dans le contexte de la campagne électorale. « Le mécontentement public de Schröder n'est pas déterminé en premier lieu par des considérations de tactique électorale. (...) Néanmoins, le calendrier est favorable pour conforter le profil économique », estime l'hebdomadaire *Die Zeit*. Crédité d'une bonne image auprès des milieux d'affaires, le rival de M. Schröder, le conservateur bavarois Edmund Stoiber (CSU), cultive un discours des plus pragmatiques sur l'Europe. « Il peut être payant sur le plan électoral de se positionner en défenseur des intérêts allemands : si Schröder ne le fait pas, c'est Stoiber qui pourrait endosser ce rôle », estime un politologue.

Le chancelier allemand n'a d'ailleurs pas beaucoup besoin de forcer sa nature pour tailler des croupières aux bureaucrates bruxellois. Si son ministre des affaires étrangères, Joschka Fischer (Vert), a su se montrer visionnaire en matière d'intégration européenne, M. Schröder est plus prudent. Lors de la dernière campagne électorale, en 1998, n'avait-il pas qualifié l'euro d'« enfant chétif et prématuré » ?

Le contexte électoral n'explique pas tout. « L'Europe ne peut devenir

un terrain d'affrontement, les deux candidats ne sont pas très différents dans ce domaine : ils jouent les Européens convaincus dans leurs discours, mais sont parfois sceptiques sur le fonctionnement actuel des institutions, et toujours très pragmatiques pour tenter, désormais, de défendre les intérêts de l'Allemagne », analyse Hartmut Ihne, directeur du Centre de recherche sur l'intégration européenne de Bonn. Pour cet expert, malgré ses critiques, M. Schröder et son parti restent en faveur d'un renforcement de l'Union et d'une véritable Constitution. L'Allemagne ayant retrouvée toute sa souveraineté depuis la réunification, elle entendrait simplement peser davantage sur les cours des choses, en particulier à Bruxelles.

« Les Allemands ont observé pendant de nombreuses décennies comment d'autres grandes puissances européennes, comme la France et la Grande-Bretagne, savaient ménager leurs intérêts », explique le dirigeant d'un grand groupe industriel, « ils veulent imiter cette approche, quitte à s'y prendre de façon un rien brutale, par manque d'expérience. »

Philippe Ricard

## Barcelone en état de siège pour un sommet consacré aux réformes économiques

La cité catalane craint, sinon un attentat, une démonstration de force des radicaux basques, et doit accueillir plus de 50 000 contestataires

### MADRID

de notre correspondante

Une partie de la ville interdite aux automobiles et les périmètres sensibles ceinturés d'une haie de protection ; les contrôles rétablis provisoirement aux frontières espagnoles et 10 000 policiers réquisitionnés : l'Espagne, jamais à l'abri d'attentats de l'ETA, n'a rien laissé au hasard pour que le sommet des chefs d'Etat et de gouvernement européens, qui se réunit vendredi et samedi 14 et 15 mars à Barcelone, ne soit pas troublé. La cité catalane est en état de siège.

Ce premier Conseil sous présidence espagnole, consacré à l'état des réformes économiques et sociales dans l'Union, sera plus large que d'habitude car les représentants des pays d'Europe centrale et orientale candidats à l'élargissement participeront à une partie des travaux, à l'invitation de José Maria Aznar. Ce ballet des officiels sera d'autant plus le point de mire que nombre de pays participants, dont la France, l'Allemagne et plusieurs à l'Est, sont actuellement en campagne électorale et que de nombreux manifestants de tous horizons comptent bien faire

entendre leurs voix. Jacques Chirac et Lionel Jospin s'y trouveront côte à côte pour représenter la France.

A l'occasion du défilé désormais traditionnel des syndicats européens, qui ouvrira le bal jeudi, plusieurs organisations françaises, dont la CGT et la CFDT, ont ainsi publié un appel réaffirmant leur attachement aux politiques de plein emploi et aux services publics. Les mouvements contestataires et antiglobalisation, qui ont marqué les précédents sommets, seront présents. Samedi, 50 000 à 100 000 personnes sont attendues pour un rassemblement sous la bannière « Contre l'Europe du capital et la guerre : un autre monde est possible ».

### EMBOUTEILLAGES

En dépit des appels aux Barcelonais pour qu'ils n'utilisent pas leur voiture, on redoute des embouteillages qui pourraient affecter la périphérie de la ville. La police est sur les dents pour assurer la sécurité. Le précédent de Gènes, où un manifestant avait été tué par un policier en 2001 au sommet du G 7, pèsera là encore. D'autant qu'à Barcelone, même si les organisateurs assurent que tout doit se passer de manière

« festive et pacifique », des débordements sont toujours possibles.

Aux deux plates-formes instituées, le Forum social de Barcelone, qui rassemble la gauche institutionnelle catalane, les syndicats et quelques ONG, et l'autre, la Campagne contre l'Europe du capital, plus radicale avec les mouvements alternatifs antiglobalisation, s'en est ajoutée une autre, moins contrôlable. Elle réunit des mouvements autonomistes radicaux et a ouvert ses portes à Batasuna, la coalition indépendantiste basque, considérée comme la vitrine politique de l'organisation terroriste ETA.

Même si le sanglant Commando Barcelone de l'ETA a été désarticulé récemment, Madrid craint sinon un attentat, du moins une démonstration de « la lutte des rues » avec dégâts et cocktails Molotov, dont les radicaux basques sont grands adeptes chez eux. La police a arrêté la semaine dernière, au moment où ils préparaient un voyage à Barcelone, une douzaine de dirigeants de SEGI, le mouvement des jeunes indépendantistes basques décrété illégal pour « soutien au terrorisme ».

Marie-Claude Decamps



HOGAN



## ÉCHOS

■ **FLEXIBILITÉ** : « L'Europe a créé cinq millions d'emplois. Mais nous ne pouvons pas nous en satisfaire. Le marché du travail en Europe doit être plus flexible », ont plaidé avant le Sommet de Barcelone, dans une lettre publiée mardi 12 mars, le premier ministre britannique Tony Blair et son homologue suédois Göran Persson. « L'Union européenne est un succès en termes économiques », écrivent MM. Blair et Persson. « Nous devons moderniser nos structures économiques. Cela signifie tirer partie de toutes nos ressources : un marché ouvert dynamique, une monnaie unique, et une économie stable, des compétences », ajoutent-ils.

■ **OFCE** : une étude de l'Observatoire français des conjonctures économiques (OFCE) attribue à la France la septième place en terme de PIB par habitant, et non la douzième, comme l'avait fait l'institut européen Eurostat en janvier, tout en soulignant que le pays a connu un appauvrissement relatif depuis 1992 avec une croissance inférieure de près de 2 points à la

moyenne européenne. La méthode de calcul retenue par l'OFCE, qui prend en compte la comptabilité nationale, montre que « la France ne se situerait plus en dernière position du groupe mais au contraire se maintiendrait dans la fourchette haute, devant l'Allemagne, le Royaume-Uni et l'Italie ».

■ **SERVICES PUBLICS** : la Commission a approuvé mardi 12 mars deux décisions d'aides publiques aux Postes irlandaises et italiennes, confirmant son assouplissement en matière d'aides aux services publics. Elle a estimé que les sommes en question n'excédaient pas les coûts des missions de service public assumées par les deux institutions et que par conséquent il ne s'agissait pas d'aides d'Etat au sens de la législation européenne. Dans le cas italien, le versement a été de 9 milliards d'euros de 1994 à 1999. Dans le cas irlandais, le versement de l'Etat était de 12,7 millions d'euros, pour permettre à la Poste de conserver des bureaux sur l'ensemble du territoire national.

# FRANCE

## PRÉSIDENTIELLE

Arlette Laguiller pourrait bien être la **SURPRISE** de l'élection présidentielle. Elle est créditée dans les sondages de 7 à 9 % des intentions de vote. Un succès qui doit moins à son parti, **LUTTE OUVRIÈRE**, qu'à sa

personnalité. En effet, candidate pour la cinquième fois depuis 1974, elle a fini par attirer sur son nom les **DÉÇUS DE LA GAUCHE**, et notamment ceux du Parti communiste, dont elle est désormais la principale

concurrente. Dans **SON LIVRE**, *Mon communisme*, M<sup>me</sup> Laguiller ne fait aucune allusion à son trotskisme. En revanche, **ELLE ATTAQUE** le patron du PCF en écrivant : « *Robert Hue, c'est fait pour gérer le capita-*

*lisme.* » Au-delà de son positionnement politique, le succès de sa campagne tient aussi à l'**INVESTISSEMENT DES MILITANTS** et aux centaines de meetings que Lutte ouvrière aura tenus.

## Campagne et organisation : enquête sur le phénomène Laguiller

Créditée de 7 % à 9 % des intentions de vote, la candidate de Lutte ouvrière se présente pour la cinquième fois à l'élection présidentielle. Sa popularité apparaît comme la conséquence d'une désaffection de l'électorat populaire vis-à-vis de la gauche de gouvernement

**C'EST** à la Rochelle, sous les voûtes gothiques d'une église désaffectée, qu'Arlette Laguiller a vu sa campagne présidentielle s'emballer. Le 30 janvier, la candidate de Lutte ouvrière (LO) y tenait meeting, dans l'ancien fief du radical Michel Crépeau. Après des réunions publiques en série, tenues depuis la mi-octobre, ce fut le frémissement : 540 personnes – à l'unité près – étaient venues l'écouter. « *En 1995, raconte un ancien membre, on n'en avait réuni que 180 ; l'audience a triplé dans un département [la Charente-Maritime] où l'implantation reste très faible.* »

Depuis, les salles ne désemplissent pas. A Caen, début mars, au cœur d'une région frappée par le sinistre Moulinex, la candidate a déplacé plus de 1 000 personnes. Dans les sondages, le vote Laguiller, estimé à 9 % par l'IFOP et la Sofres, creuse l'écart avec le score attribué à Robert Hue. Et quand « France Europe Express », l'émission dominicale de France 3, invite « Arlette » à débattre avec Charles Pasqua, le 10 mars, elle bat son record d'audience – avec 1,6 million de téléspectateurs.

Cette fois, Alain Souchon n'y est pour rien. Sa chanson, *Arlette*, avait accompagné l'effet de mode Laguiller en 1995. « *C'était d'autant plus facile que le PS n'était*

*que l'ombre de lui-même et que la gauche portait encore les stigmates de la période Mitterrand* », explique Christian Picquet, membre de la Ligue communiste révolutionnaire (LCR). Depuis, l'hiver 1995, les nouveaux mouvements sociaux et l'émergence d'une contestation antimondialisation pouvaient contribuer à rebattre les cartes à gauche de la gauche ; du moins certains l'espéraient-ils, à la LCR et au PCF. Ils ont été déçus. Le phénomène « *Arlette* » se répète sans s'essouffler, tandis que la candidate sillonne la France autour de propositions d'une absolue limpidité : l'« *interdiction des licenciements* » et la « *levée du secret bancaire des grandes entreprises, de leurs*

*patrons, des hauts cadres, de leurs prête-noms.* »

« *Je crois que les gens en ont franchement ras le bol et veulent une vraie politique de gauche, se réjouit Marc Pechanski. Le vote Arlette est leur moyen d'expression.* » Ce spécialiste mondialiste reconnu du décryptage du génome humain est un des rares membres de la communauté scientifique, très courtisée par LO, à revendiquer son engagement – « *depuis trente-cinq ans* », précise-t-il.

Pour la cinquième campagne présidentielle de sa candidate, la machine militante de l'organisation s'est engagée dans un effort de mobilisation qui laisse pantois. L'été dernier, les militants ont été

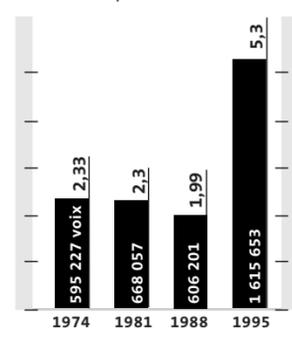
invités à prendre de vraies vacances pour pouvoir consacrer leurs congés, en 2002, à battre le terrain. Résultat : une liste impressionnante de « *réunions d'information* » organisées dans les endroits les plus improbables, d'Arc-les-Gray (Haute-Saône) à Louvigné-du-Désert (Ille-et-Vilaine), de Mondoubleau (Loir-et-Cher) à Héricourt (Doubs), en passant par Lurcy-Levis (Allier), Cadours (Haute-Garonne) ou Vimoutiers (Orne), sans compter les classiques distributions de tracts à l'entrée des « *boîtes* » (les usines). De nouvelles priorités ont aussi été définies. A la manière du PCF d'antan, LO investit, depuis plusieurs mois, le terrain des offices HLM.

### LA « SAINTE DU PEUPLE »

« *Plus Robert Hue tape sur Arlette en fustigeant son refus de se désister pour Jospin au second tour, plus il fait sa campagne, analyse un proche de Jean-Pierre Chevènement. Ce que souhaite son électoral, épuisé par des années de restructuration, c'est renvoyer les élites gestionnaires de gauche et de droite dos à dos.* » Dans les meetings où se redessine une sorte de sociabilité ouvrière, « *Arlette* » apparaît comme la « *sainte du peuple* », selon l'expression de Daniel Bensaid. Dans l'électorat populaire, sa crédibilité pour dénoncer les effets du

### LE BOND DE 1995

Résultats d'Arlette Laguiller aux élections présidentielles, en %



discipline de fer à l'organisation. Qu'importent les congrès annuels à huis clos, les demandes d'adhésion adressées à une boîte postale ou les témoignages d'anciens dénonçant les pratiques sectaires. « *Les gens sont avant tout fidèles à Arlette et se reconnaissent dans son discours, remarque-t-on à la LCR. C'est une personnalité qui incarne leurs exaspérations sociales. Lutte ouvrière, ils s'en foutent complètement.* »

La doyenne de l'élection – au nombre de candidatures – surfe sur cette dichotomie, qui a permis à son organisation d'élargir sa base électorale sans jamais remettre en question un mode de fonctionnement quasi militaire. Le 21 avril, si les résultats du scrutin devaient confirmer les sondages, M<sup>me</sup> Laguiller devra donner une perspective à son électoral. Que faire ? Proposer aux communistes un rapprochement, quitte à accentuer la crise du PCF ? S'engager dans la création du « *grand parti des travailleurs* » qu'elle le disait déjà appeler de ses vœux en 1995, mais sans cesse repoussée depuis, par crainte de déstabiliser LO et de diluer le pouvoir de son noyau dirigeant ? Au soir du premier tour, le PCF et LO pourraient connaître chacun leur séisme ; l'un à cause de son échec, l'autre en raison de son succès.

Caroline Monnot



LA PHOTOGRAPHIE DE PATRICK ARTINIAN

Le rituel des meetings de campagne d'Arlette Laguiller est rigoureusement établi. Même décor, même banderole de fond de scène : « *Toujours dans le camp des travailleurs, renvoyant à sa campagne d'affichage et à la couverture de son livre.* »

## La candidate efface dans son livre toute référence au trotskisme

**BIBLIOGRAPHIE**  
*Mon communisme*  
de Arlette Laguiller  
Plon, 175 p., 13 €

**LE TITRE** est court, mais révélateur de l'état d'esprit qui anime Lutte ouvrière. En intitulant *Mon communisme* l'ouvrage qui lui sert d'outil pour sa campagne, Arlette Laguiller annonce clairement la couleur : le temps des complexes vis-à-vis du PCF est révolu ; vient désormais celui de la conquête. « *Mon communisme* », dit fièrement « *Arlette* », et non « *mon trotskisme* » : ce terme n'apparaît qu'une fois – en incise – dans les 170 pages du livre. Histoire, sans doute, de ne pas embrouiller le lectorat populaire, comme on dit à LO. Histoire, surtout, d'adresser un signe aux militants et aux électeurs de celui qui se présentait autrefois comme le « *parti de la classe ouvrière* » en leur soufflant : les seuls vrais communistes dans ce scrutin, c'est nous.

« *Je tente de dire ce qu'est mon communisme, c'est-à-dire quelle est la seule façon à mes yeux d'être communiste actuellement* », indique « *Arlette* » dans son introduction, et, derrière elle, la direction de LO. « *Il y a dans ce pays des dizaines de milliers de militants ouvriers dont les uns, déçus par l'évolution de leur parti, ont rendu leur carte et dont d'autres l'ont conservée sans trop y croire* », renchérit-elle, les invitant à reconstruire « *un parti qui défende réellement les intérêts politiques du monde du travail* ».

La couverture reproduit aussi le « *toujours dans le camp des travailleurs* » qui lui sert de gimmick dans sa campagne. Le message est limpide : contrairement au PCF et « *à ses dirigeants* », la porte-parole de LO, elle, n'a pas trahi... Dans ce contexte, l'étiquette « *trotskiste* » dont se revendiquent LO et sa candidate ne peut qu'embarrasser. Elle renvoie, par ailleurs, à un passé et une culture de minoritaires qui, pour LO, n'a plus lieu d'être.

Rien sur le trotskisme, donc. Rien, non plus, sur les critiques adressées au mode de fonctionnement de LO. En revanche, elle ose une étonnante filiation entre Robert Hue et Staline. « *Quand Robert Hue parle d'un communisme à la française, il ne fait que paraphraser Staline affirmant vouloir*

construire en URSS le « *socialisme dans un seul pays* », avec cette précision : « *Robert Hue, c'est pour gérer le capitalisme.* »

Pour le reste, elle dessine une imagerie simple, bâtie en deux tableaux – « *un système décadent* » d'un côté, « *une nouvelle société est possible* » de l'autre. L'argumentaire se plaît à accumuler les morales édifiantes. Une critique de l'inégalité du système du quotient familial se conclut sur la formule : « *Tout petits, les enfants des bourgeois sont déjà très gourmands !* »

### GRAND, PETIT, TRAVAILLEUR

Transparaît ainsi une vision quasi biologique des classes sociales, doublée d'une approche mythique d'une classe ouvrière homogène qui rapproche davantage LO du PCF des années 1950 que des autres formations trotskistes. « *Arlette* » s'explique sur sa référence aux « *travailleurs* » qui « *donne souvent lieu dans des interviews à des questions faussement rationnelles telles que : "A partir de quel revenu n'est-on plus selon vous un travailleur ?" Demande-t-on dans la vie courante à partir de quelle taille est-on grand ? Ou petit ? Mais cela n'empêche personne de dire de quelqu'un qu'il est grand ou petit.* » Ainsi « *travailleur* » n'est plus une place dans les rapports de production, mais un état quasi naturel.

M<sup>me</sup> Laguiller note, sur l'environnement, que « *la véritable pollution, c'est le capitalisme* », et se dit « *convaincue que le communisme saura réconcilier l'homme et la nature* ». S'agissant des OGM, elle se déclare pour le principe de précaution, mais ne veut pas « *brider la recherche scientifique* ». Lançant un appel à reconstruire le parti de la révolution sociale dont les contours ne sont pas vraiment explicités – LO doit-elle en être la matrice ou se fonder dans un ensemble plus vaste ? –, la candidate réaffirme sa méfiance à l'égard des mouvements antimondialisation. « *Beaucoup sont trompés par ces mouvements qui, sous prétexte de rassembler tous ceux qui s'opposent à la mondialisation, cultivent en fait l'apolitisme au profit d'un réformisme intellectuel et universitaire* », écrit-elle, marquant sa différence avec la LCR, dont le candidat se veut le porte-parole de la « *génération Seattle* ».

C. M.

## Un langage simple, concret, qui parle aux « petites gens »

**ARLETTE LAGUILLER** a son vocabulaire à elle. Elle ne parle pas des « *jeunes* » mais de la « *jeunesse ouvrière* ». Elle ne dit pas les « *retraités* » mais les « *vieux tra-*

### REPORTAGE

**Dans les meetings d'« Arlette », soigneusement réglés, on vient en famille**

vailleurs ». Et dans ces salles où l'on vient en famille pour l'écouter – la belle-fille et le gendre sont souvent du déplacement –, on opine. Dans l'assistance, beaucoup de visages qu'on ne rencontre nulle part ailleurs dans les meetings. Beaucoup de « *petites gens* », comme disait naguère « *Arlette* ». Ici une caissière, là deux chauffeurs-routiers, là encore un cariste sortant de dix-huit mois de chômage, des femmes restées au foyer « *pour élever les gosses* », des retraités avec « *pension d'ouvrier* », précisent-ils.

A Creil (Oise), ce samedi soir de fin février, c'est l'ancien théâtre-cinéma Le Lido qui a été réquisitionné. Aujourd'hui, le lieu fait office de discothèque. Dans la salle,

Roland Szpirko, conseiller régional de LO et figure du mouvement ouvrier local, militant de longue date chez Chausson, procède aux derniers ajustements sous la boule à tango. Dehors, le grand escalier a été décoré de drapeaux rouges visibles depuis l'artère commerçante, provoquant l'étonnement. A l'intérieur, des jeunes filles placières – des recrues récentes dont on éprouve ainsi le dévouement – guident chacun à sa chaise. Les rangées de sièges ont été alignées au millimètre, en quinconce, le tout sous la surveillance d'un responsable de l'organisation.

Ce souci du détail et cette méticulosité accompagnent le moindre geste militant à Lutte ouvrière. Avant chaque meeting, un camarade est désigné, pour repasser au petit fer à vapeur la banderole de fond de scène et les drapeaux. La tâche est parfaitement inutile, mais forge cette culture d'abnégation totale, marque de fabrique de LO.

A Creil, comme dans les multiples villes qu'« *Arlette* » sillonne, et surtout dans ces régions industrielles-rurales où LO fait un tabac, le réseau militant et sympathisant est mobilisé depuis plusieurs semaines pour préparer la réunion. Un travail de fourmi a nourri de multiples fiches toujours centrées sur les problèmes du quotidien.

Car la campagne d'« *Arlette* » est avant tout une campagne syndicale. Devant l'assistance, la candidate de Lutte ouvrière évoque les pratiques de l'office HLM local, Oise Habitation, « *qui, lorsqu'il décide de réhabiliter, dit aux locataires d'en payer le prix* ». « *Il n'est pas normal qu'on les mette à contribution jusqu'à quatre cents francs par mois* », lance-t-elle. Dans la salle, les familles logées par le bailleur approuvent. « *Arlette* » poursuit : elle évoque les rythmes imposés aux caisses des supermarchés, dénonce « *la hiérarchie des petits et grands chefs qui multiplient les brimades comme à Liancourt* ». Les salariés de l'entreprise visée, dans l'assistance, sont ravis.

### SUS AUX « PARASITES »

Elle dit sa préoccupation pour les familles à bas salaires, pour les enfants « *des milieux populaires à qui on ne permet pas de suivre une scolarité convenable et qui deviennent la proie des dealers et des voyous* ». Elle parle de son ascenseur aux Lilas, en banlieue parisienne : « *Il est cassé tous les trois jours, mais on mélange tout avec l'insécurité. Si les jeunes avaient un travail correct, les choses iraient bien mieux* ». Elle fustige le président du Medef, Ernest-Antoine Seillière, « *qui ne s'est donné que la peine*

C. M.

Bernard Thibault, secrétaire général de la CGT

## « Les politiques doivent intervenir sur ce qui se passe dans les entreprises »

La CGT adressera prochainement un mémorandum aux différents candidats à l'élection présidentielle. Pourquoi ?

La CGT entend s'inscrire dans le débat des prochaines échéances électorales sur des sujets qui concernent les syndicats : les retraites, les conditions de travail, le pouvoir d'achat, la fiscalité, la politique industrielle, les droits des salariés et plus généralement la démocratie sociale... Quel que soit le gouvernement en place, il y aura urgence à engager certains chantiers dont celui de la redéfinition des règles de représentation syndicale. Pour la CGT, il est inconcevable d'aborder des négociations aussi cruciales avec le système en vigueur qui permet à une seule centrale – pourvu qu'elle figure parmi les cinq confédérations jugées représentatives – de contracter avec les pouvoirs publics ou les employeurs. Personne ne s'accommoderait, j'espère, d'un accord minoritaire sur de nouveaux mécanismes d'acquisition des droits à la retraite.

**Vous avez des craintes ?**

Oui, car aujourd'hui c'est le silence total sur ces questions. Le principe de l'accord majoritaire dans les négociations sociales doit être reconnu. Il y a aussi à combler le vide en matière de représentation syndicale : aujourd'hui un salarié sur deux n'a pas de représentant.

**La CFDT et le Medef préfèrent le contrat à la loi. Quelle est votre position sur ce sujet ?**

Dans cette histoire, tout le monde fait l'impasse sur l'attitude du Medef. On fait comme si le législateur empêchait les "partenaires sociaux" de négocier et de se mettre d'accord. La réalité n'est pas celle-là : dans les faits, on bute systématiquement sur l'attitude du Medef, qui défend une vision ultra-

### Les mouvements sociaux s'essouffent

Le dialogue oui, la négociation non : la stratégie adoptée par le gouvernement pour désamorcer les mouvements sociaux qui touchaient encore, mardi 12 mars, les transports routiers, les hôpitaux et l'administration pénitentiaire, a porté ses fruits.

Trois des quatre organisations syndicales de chauffeurs routiers impliquées dans le blocage de raffineries, depuis le lundi 11 mars, ont appelé à la reprise du travail. Les barrages ont été levés dans la nuit du 12 au 13. Le ministre des transports, Jean-Claude Gayssot, devrait recevoir l'intersyndicale la semaine prochaine. Dans les hôpitaux publics et l'administration pénitentiaire, les syndicats, qui avaient appelé à de nouvelles manifestations le 12 mars, n'ont pas obtenu d'ouverture sur la renégociation des 35 heures. Aux impôts, la CGT et le SNUI appellent à « amplifier » la mobilisation engagée le 11 mars pour obtenir l'ouverture de négociations.

libérale de la société. Je rappelle qu'il s'est retiré de la gestion des caisses d'assurance-maladie. Il a boycotté les travaux du Conseil d'orientation des retraites.

**Dans ce contexte, vous pensez donc qu'il est normal que le législateur intervienne ?**

Nous ne proposons pas que le législateur intervienne sur tout. Mais les responsables politiques doivent prendre conscience qu'on attend aussi d'eux qu'ils interviennent sur ce qui se passe dans les entreprises. S'agissant des droits des salariés, des obligations des employeurs, personne ne peut limiter le pouvoir du législateur. C'est aussi là que se façonne la société.

**Nicole Notat a critiqué à plusieurs reprises l'absence de dialogue social du gouvernement Jospin. Etes-vous d'accord ?**

Lionel Jospin s'est laissé anesthésier par l'opération refondation sociale menée par le Medef. Il n'a pris conscience que tardivement de ses limites. L'esprit de revanche du patronat a été tellement fort après les 35 heures que le gouvernement s'est, d'une certaine manière,



re, mis en retrait sur les questions sociales.

**M. Jospin propose une épargne salariale collective et Jacques Chirac un fonds de pension. Pour M<sup>me</sup> Notat, c'est blanc bonnet et bonnet blanc.**

Il faudrait d'abord en savoir plus sur ce que chaque candidat met dans ses formules. Les fonds de pension, nous y sommes opposés. Nous avons créé un comité intersyndical pour l'épargne salariale avec la CFDT, la CGC et la CFTC justement pour veiller à ce que les dispositifs mis en place dans les entreprises, avec la loi Fabius, ne se substituent ni aux négociations sur les salaires, ni aux négociations sur les retraites.

**Alors que faire sur les retraites ?**

Il faut partir des travaux du Conseil d'orientation des retraites ainsi que des propositions émanant de l'ensemble des intervenants pour ouvrir des négociations. Ceux qui veulent limiter le débat à la durée des cotisations prennent de gros risques. Pour nous, le principe de la retraite à 60 ans doit être maintenu, le taux de remplacement des retraites doit être augmenté à 75 %. A la CGT, nous proposons par exemple un mécanisme qui permette aux jeunes de commencer à acquérir des droits à la retraite dès 18 ans, même s'ils continuent leurs études. Nous proposons aussi d'asseoir les cotisations sur l'ensemble des revenus, de tenir compte des travaux pénibles.

**Regrettez-vous que Lionel Jospin n'ait rien fait sur le sujet dans les cinq dernières années ?**

Il n'y a pas le feu dans la maison. C'est le Medef qui a dramatisé le sujet pour justifier son chantage lors des négociations sur les retraites complémentaires.

**Les syndicats organisent une euromanif au sommet de Barcelone. Vous préparez une journée d'action "contre la déréglementation" à Paris le 14 mars. Faites-vous pression sur les candidats ?**

La présidence espagnole de l'Union européenne prend à revers toutes les pressions que nous avons exercées avec la Confédération européenne des syndicats pour une Europe plus sociale. Elle souhaite accélérer le démantèlement des services publics et accentuer la déréglementation du marché du travail. Le bon sens voudrait qu'on tienne compte des événements sur 11 septembre, et l'Europe a des responsabilités pour défendre une autre mondialisation que celle qui accroît les inégalités. Nous souhaitons que les candidats se positionnent aujourd'hui sur les questions soulevées par ce sommet européen.

**La sécurité devient plus importante que l'emploi dans cette campagne. Qu'en pensez-vous ?**

Le discours sécuritaire fait l'impasse sur des réalités sociales qui constituent un terreau incontestable. La dégradation de l'emploi, des conditions de travail, de certains cadres de vie contribuent aussi à la désocialisation. Quelqu'un qui voit son père ou sa mère renvoyé du jour au lendemain après vingt-cinq ans passés dans une entreprise aura une image de l'entreprise et de la société éminemment violente. Bien sûr, il faut des mesures contre les actes qui constituent des infractions. Mais prétendre résoudre les problèmes par la seule répression, c'est démagogie.

Propos recueillis par Virginie Malingre et Caroline Monnot

## La remontée du déficit public en 2001 va alimenter le procès de la droite contre la gestion de M. Jospin

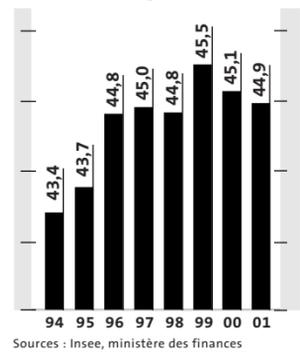
Après cinq ans de baisse consécutifs, ils ont augmenté de 1,8 milliard d'euros, selon l'Insee. La croissance des prélèvements obligatoires (44,9 % du PIB) s'est légèrement ralentie

L'ÉTAT des comptes des administrations publiques en 2001, publiés mardi 12 mars par l'Insee, va nourrir le procès que la droite a commencé d'instruire contre la gestion économique de Lionel Jospin. Ce bilan, qui sera révisé fin avril, indique en effet qu'après cinq années consécutives de baisse, le déficit public (Etat, Sécurité sociale, collectivités locales) a augmenté de 1,8 milliard d'euros pour atteindre 20,6 milliards (soit 1,4 % du PIB), dans un environnement de fort ralentissement de la croissance économique mondiale. Ces données rendent peu crédible – pour l'heure – l'engagement que la France a pris auprès de la commission européenne d'équilibrer ses comptes en 2004.

De son côté, la croissance des prélèvements obligatoires (impôts et cotisations sociales) s'est ralentie (3,2 % au lieu de 3,6 % en 2000), grâce aux mesures d'allègements fiscaux sur les ménages décidées par le gouvernement, qu'il s'agisse de la baisse du barème de l'impôt perçu sur les revenus 2000 ou de la prime pour l'emploi versée à 9 millions de foyers modestes. La progression des prélèvements reste

### LÉGÈRE BAISSÉ

Prélèvements obligatoires, en % du PIB



Sources : Insee, ministère des finances

cependant soutenue en raison des très bonnes rentrées de cotisations sociales et de CSG (+5,1 %), mais aussi de l'impôt sur les sociétés. En dépit – ou à cause – de la croissance, la France a retrouvé en 2001 le niveau de prélèvements qu'elle avait lorsque Alain Juppé a quitté Matignon.

La dégradation des comptes publics est due à une croissance toujours soutenue des dépenses

(+3,2 %), notamment la rémunération des fonctionnaires, et à une progression ralentie des recettes (+3 % contre 3,8 % en 2000), malgré le produit de la vente des licences de téléphonie mobile de troisième génération (UMTS). Si les déficits de l'Etat (33,7 milliards d'euros) et des collectivités territoriales (2,7 milliards) restent stables, l'Insee souligne que c'est la dégradation des capacités de financement des administrations sociales (« Sécu », Unedic, Forec, hôpitaux) qui explique « principalement » ce creusement du déficit public.

Ces régimes sociaux affichent, certes, un excédent global de 3,9 milliards d'euros, mais celui s'est réduit de près de moitié par rapport à 2000 (6,8 milliards). Principales explications, selon l'Insee : le refus du patronat de verser, au premier trimestre 2001, les cotisations à la structure chargée de compenser le surcoût de la retraite à 60 ans pour les caisses complémentaires (Arco et Agirc), la baisse des cotisations d'assurance-chômage et la progression soutenue des dépenses d'assurance-maladie.

Après avoir atteint un sommet en 1996 avec un taux de 55,5 %, la

part des dépenses publiques dans la richesse nationale est retombée à 52,6 %. Quant à la dette, son poids dans le PIB a bien reculé depuis 1997, passant de 59,3 % à 57,2 % (Maastricht impose une limite à 60 %), mais elle s'élève à 839,3 milliards d'euros, et sa croissance s'est accélérée l'an dernier par rapport à l'année 2000.

Laurent Fabius a toujours prévenu que l'un des plus gros handicaps de la gauche, notamment vis-à-vis des classes moyennes, restait le poids des impôts et des charges. Leur baisse n'est pas un axe majeur du projet socialiste, et, jusqu'à présent, le candidat Jospin n'en a pas fait une priorité. Jacques Chirac, lui, a déjà sonné la charge sur ce terrain. Le président-candidat en a même fait, avec la lutte contre l'insécurité et la réforme des retraites, un des thèmes majeurs de sa campagne. Il a notamment annoncé son intention de réduire d'« un tiers en cinq ans » le poids de l'impôt sur le revenu (*Le Monde* du 1er mars), amplifiant ainsi la baisse annoncée par Laurent Fabius pour 2002.

Jean-Michel Bezat

## LE CHOIX D'ANNA KOURNIKOVA



SPEEDMASTER

L'Omega Speedmaster associe à sa remarquable beauté un exceptionnel patrimoine horloger. À l'image du modèle Speedmaster avec lunette sertie de diamants qu'elle porte, seule la vedette de tennis Anna Kournikova réussit à concilier aussi parfaitement charme et performance.

Ω  
OMEGA

## Pour Jacques Chirac, « la France est le dernier refuge de l'idéologie socialiste dans l'Europe d'aujourd'hui »

Lors de son premier meeting de campagne, à Marseille, le président-candidat a voulu réactiver le clivage droite-gauche. Pour lui, « notre pays est engagé sur de mauvaises pentes »

### MARSEILLE

de notre envoyée spéciale

Elle, un peu raide et timide sous les vivats des militants, lui, serrant mille mains tendues quand son épouse n'avait encore embrassé qu'une seule joue, Jacques et Bernadette Chirac sont apparus dès les premières notes de la musique de Vangelis, en haut des gradins du public. Le couple est ensuite descendu vers la scène, devant laquelle les barons chiraquiens étaient installés en ligne. M. et M<sup>me</sup> Chirac, maquillés pour les besoins de la dizaine de caméras venues filmer au Dôme de Marseille, mardi 12 mars, ce premier meeting de la campagne, se sont assis au milieu d'eux.

Depuis plusieurs semaines déjà plusieurs chiraquiens ne cessent de faire remarquer au président-candidat que « Lionel Jospin donne le sentiment, dans toutes ses réunions publiques, d'avoir une équipe autour de lui. Mais, vous, vous laissez supposer que vous êtes seul. Et cela n'est pas bon. » M. Chirac a entendu la critique et permis à son directeur de campagne, Antoine Rufenacht, d'inviter, à Marseille, quelques-uns de ses soutiens. Nicolas Sarkozy, Philippe Douste-Blazy, Michèle Alliot-Marie, François Fillon, Jacques Barrot, l'ancienne présidente du Parlement européen, Nicole Fontaine, notamment, ont fait le déplacement. Non pas pour prononcer à leur tour un discours devant les quelque 8 000 militants rassemblés, mais pour figurer autour du candidat.

C'est le sénateur-maire de Marseille, Jean-Claude Gaudin (DL), son premier adjoint, le député (RPR) Renaud Muselier, et le président du groupe DL de l'Assemblée nationale, Jean-François Mattei, lui aussi député des Bouches-du-Rhône, qui se sont chargés de chauffer la salle. S'ils assurent réfuter les « attaques personnelles », ces élus-là sont peu amènes pour M. Jospin, dont M. Muselier assure que, « peu sympathique, les Français savent qu'il est surtout inefficace et incompetent ».

Puis M. Chirac est monté à la tribune. Son équipe de campagne avait prévenu : ce premier meeting avait d'abord pour but d'exprimer



Jacques Chirac, accompagné du maire (DL) de Marseille, Jean-Claude Gaudin (à gauche sur la photo), arrive à son premier meeting de campagne dans la salle du Dôme, mardi 12 mars.

la « vision » du candidat. Il avait aussi pour but de marquer la différence avec son adversaire socialiste, alors que les sondages montrent qu'une majorité de Français ne voient pas de différences entre leurs deux programmes.

### « LIBÉRÉ DE TOUTE AMBITION »

Lisant son discours sur le prompteur qu'il utilise depuis le début des années 1990, M. Chirac a donc d'abord lancé : « Je suis inquiet quand je vois notre pays engagé sur

### Le projet du candidat en brochure

Chaque comité de soutien chiraquien, chaque fédération départementale RPR recevra à partir du vendredi 15 mars le projet du candidat Chirac. Le document se présente comme une brochure, de 24 pages, du format d'un petit livret, et décline les propositions du président de la République candidat à sa réélection sur la sécurité, la fiscalité, les retraites ou l'éducation. A charge pour les chiraquiens de le distribuer dans les meetings, les marchés ou les boîtes aux lettres dès la fin de la semaine. Cette publication, assure cependant l'équipe de Jacques Chirac, « n'exclut pas par la suite la parution d'un livre ou d'une tribune dans la presse ».

de mauvaises pentes. » « Pente de la violence et de l'insécurité », « pente de la pauvreté », « pente du déclin économique avec l'affaiblissement de notre compétitivité ». Puis il a attaqué : « Nous n'en sommes pas là par hasard. Nous en sommes là parce que s'est développée en France une logique socialiste. Le mot, semble-t-il, dérange, et l'on veut faire du socialisme sans le dire. Pourtant l'idéologie socialiste est bien là. La France est son dernier refuge dans l'Europe d'aujourd'hui. » Reprenant l'accusation qu'il développe maintenant depuis quelques jours, M. Chirac a fustigé les marques de cette « idéologie socialiste » dont il considère qu'elle est encore le meilleur argument pour ramener la droite sceptique vers lui. « Sur le plan de la sécurité », explique-t-il en faisant allusion aux déclarations de M. Jospin sur TF1, le 3 mars, « c'est une certaine naïveté, un certain angélisme qui ont prévalu. L'idée qu'il suffisait que le chômage recule, la croissance aidant, pour que la délinquance régresse et que la violence s'apaise ». Puis tout y est passé. Le « recul de notre compétitivité économique » et les 35 heures, la « fiscalité excessive et inéquitable », les charges des entreprises, trop lourdes, avec une seule conclusion : « C'est à cette logique socialiste qu'il convient de mettre un terme. »

M. Chirac a redit sa volonté de rétablir la « sanction » et « l'impunité zéro » pour lutter contre la délinquance et décliné ses promesses en matière de politique familiale ou fiscale, répétant au passage son attaque désormais favorite : « C'est le dogmatisme socialiste qu'il faut incriminer. » Le président-candidat a pourtant renoncé à aller sur les terrains les plus délicats de sa campagne. Tout juste a-t-il ajouté en dernière minute à son discours une simple allusion à la dissolution de 1997 en affirmant « J'ai fait le choix de l'euro, quoi qu'il en coûte politiquement », et une réponse à ceux qui doutent de la crédibilité des baisses d'impôts qu'il a proposées le 27 février : « Il ne s'agit pas de promesses, il s'agit de constater qu'elles sont inévitables. »

Trois quarts d'heure plus tard, après avoir assuré qu'il aborde désormais cette campagne « libéré de toute ambition personnelle », le chef de l'Etat, obligé d'attraper le dernier avion pour Paris du mercredi matin, a clos son meeting entouré de jeunes militants RPR après avoir fait monter son épouse à ses côtés. Sur l'écran géant qui retransmettait en gros plan la scène, on a vu Bernadette Chirac essayer furtivement une larme.

Raphaëlle Bacqué

## Bernadette défend son mari, « énorme travailleur et très courageux »

### MARSEILLE

de notre correspondant régional

Elle a pris l'avion avec l'ensemble de la troupe. Mais, dès son arrivée à Marseille, Bernadette Chirac a pris son chemin de traverse. Alors que son mari se rendait à La Provence, elle rejoint discrètement un pavillon nautique où l'attendent quatre-vingts élus de Marseille et du département à l'invitation du maire, Jean-Claude Gaudin (DL), et du premier adjoint, Renaud Muselier (RPR). Sur le quai ensoleillé, la maire d'Aix, Maryse Joissains (div. d.), dit son enthousiasme : « C'est une femme de terrain. J'ai été très choquée que M<sup>me</sup> Jospin dise ne pas être intéressée par la fonction. Car, à la présidentielle, c'est un couple qu'on élit. » Dès que M<sup>me</sup> Chirac arrive, toutes ces femmes forment une haie qu'elle parcourt lentement, saluant l'une, embrassant l'autre. Le maire de Marseille la présente

comme « une chère collègue que nous honorons comme une des nôtres, une conseillère générale ». On lui tend un micro, elle sort ses petites fiches cartonnées pour un discours préparé hors de toute consigne du QG de campagne chiraquien. M<sup>me</sup> Chirac parle de ses souvenirs marseillais de 1995, fait l'éloge de la ville et de son maire, et passe à la campagne en cours. Il faut, dit-elle, « faire preuve de beaucoup de sang-froid, de beaucoup de dignité face à ces attaques personnelles, ces harcèlements qui sont indignes de notre démocratie ». Car, si on attaque son mari, c'est parce qu'on cherche « à abattre un homme qui est le seul à pouvoir faire barrage à un régime socialiste qui veut tous les pouvoirs ».

Et, puisqu'on a mis en cause les compétences de ce dernier, elle conclut sur sa façon de défendre la place de la France dans le monde : « Mon mari a une expérience incompara-

ble, c'est un énorme travailleur, c'est un homme très courageux, c'est le meilleur. » Quelques dédicaces de livre, quelques photos de groupe, et elle disparaît.

On la revoit deux heures plus tard traverser la foule du grand meeting du Dôme. Pendant un instant, elle paraît presque effrayée par la masse qui s'agglutine autour d'elle et de son mari. Puis elle se reprend et descend les marches en saluant les visages, connus ou inconnus, d'un « bonjour » souriant quand son Jacques de mari se démène à grandes brassées. Pendant les premiers discours, elle reste assise à côté de lui. On revoit son visage, une dernière fois : elle a l'air étonné d'être à nouveau encerclée par la foule de jeunes gens qui ont envahi la scène. Elle disparaît dans le cortège qui file vers l'avion pour Paris.

Michel Samson

## Lionel Jospin motive les 500 candidats PS aux législatives

Il veut faire de chacun d'eux les « relais » de sa campagne présidentielle

QUE 500 PETITS « Lionel Jospin » fleurissent en circonscription ! Mardi 12 mars, en fin de matinée, le candidat socialiste à l'élection présidentielle réunissait en son QG de campagne les parlementaires du PS et les candidats aux élec-

tions législatives, qui auront lieu les 9 et 16 juin, dans la foulée de la présidentielle. Pendant une heure, M. Jospin a motivé ses « ambassadeurs », ses « relais », en soulignant que chacun « apporte sa propre force » à sa candidature à l'Elysée. « C'était un exercice d'autogalvanisation », résume un député. Devant la presse, M. Jospin a fait un lapsus en évoquant les « 777 circonscriptions » législatives au lieu de 577. « En bas de page, je n'arrive pas à accommoder », s'est-il justifié, en montrant ses « Varilux ». Mais, deux jours après ses commentaires sur Jacques Chirac - « vieilli », « usé » - dans l'avion qui le ramenait de la Réunion, le premier ministre-candidat ironise en disant qu'il n'allait « pas faire de remarque sur ce sujet »...

Sans citer le candidat du RPR, M. Jospin a ciblé ses critiques sur

l'« opposition », qui a « une vision sombre de la France, au point qu'on a prononcé à son propos le mot de "maladie". (...) Nous sommes des évolutionnistes par rapport aux statiques. (...) Nous n'avons pas une vision euphorique de la France, mais nous en avons une vision lucide », a-t-il lancé. Le PS, et la gauche n'ont pas perdu « leur volonté de changer le monde et, si possible, changer un peu la vie », a-t-il glissé, comme un clin d'œil au slogan de François Mitterrand, en 1981.

Dans un exercice qui relevait parfois du grand écart, M. Jospin a assuré que les socialistes sont « les mieux placés pour conduire et accompagner le mouvement de la France » et « réaliser les très grands compromis qui seront nécessaires ». Tout en rappelant qu'« il y a des marqueurs un peu fixes » dans la société, il a cité trois domaines dans lesquels il

faudrait trouver un compromis : la mondialisation, la famille et l'identité française.

Personne n'a posé de questions qui fâchent. M. Jospin a implicitement écarté l'hypothèse d'une nouvelle cohabitation, en estimant que les Français « voudront introduire de la cohérence » dans les institutions. Optimiste, il s'est dit « candidat naturellement pour gagner » : « Je suis représentant de quelque chose de plus vaste que moi-même », a-t-il précisé. Durant cette campagne présidentielle, il a appelé ses troupes à « parler de tout, parler à tous », avant qu'ils n'aillent eux-mêmes « vers d'autres victoires ». Les candidats aux élections législatives ont compris le message : faites campagne pour moi, et l'électeur vous le rendra aux législatives...

Clarisse Fabre

## Insécurité, chômage : en tête des préoccupations des Français

LA LUTTE contre l'insécurité, contre le chômage et l'avenir des retraites arrivent en tête des sujets de préoccupation des Français, selon un sondage réalisé par l'institut BVA, à paraître jeudi 14 mars dans *Paris-Match*. 58 % des personnes interrogées estiment que l'insécurité est le sujet le plus important de l'élection présidentielle, 50 % désignent le chômage et 31 % les retraites. Sur ces trois thèmes, Lionel Jospin est jugé plus crédible que Jacques Chirac. Pour la sécurité, M. Jospin est crédité de 31 % d'opinions favorables contre 26 % pour M. Chirac. Dans la lutte contre le chômage, le premier ministre est jugé plus crédible à 44 % contre 23 % au chef de l'Etat. Pour les retraites, M. Jospin totalise 40 % d'avis positifs, M. Chirac 24 %. Le sondage a été réalisé par téléphone les 8 et 9 mars auprès de 969 personnes.

## Lionel Jospin et Attac rendent hommage à James Tobin

LE PREMIER MINISTRE, Lionel Jospin, et l'association Attac, ont rendu hommage, mardi 12 mars, à James Tobin, prix Nobel d'économie, décédé, la veille, à l'âge de 84 ans. Dans un communiqué, M. Jospin rappelle que l'économiste a « marqué de son empreinte les débats qui sont aujourd'hui de pleine actualité sur la nécessité d'une régulation financière internationale » en proposant d'instaurer une taxe sur les mouvements de capitaux. Une « idée juste que nous devons continuer à porter et à faire avancer », souligne-t-il. Attac, qui a fait de la taxe Tobin, « sorte d'impôt mondial de solidarité », une revendication majeure de la lutte contre la mondialisation libérale, affirme ressentir « avec beaucoup de tristesse » la disparition de ce libéral keynesien. « S'il ne se reconnaissait pas dans les perspectives d'Attac, Tobin n'avait néanmoins jamais changé d'opinion sur la pertinence de sa taxe (...) Il doutait simplement de sa faisabilité », déclare Attac dans son communiqué.

## 4,6 millions d'euros pour les élections prud'homales

POUR mener campagne en vue des élections prud'homales, « cet autre scrutin qu'il ne faut pas oublier », Elisabeth Guigou, la ministre de l'emploi et de la solidarité, a annoncé, mardi 12 mars, le doublement de l'aide financière : 4,6 millions d'euros contre 2,1 millions en 1997 seront accordés aux organisations syndicales dites représentatives. Des syndicats comme l'UNSA ou le Groupe des dix (Sud) n'en profiteront donc pas, et devront se contenter du remboursement de leurs frais s'ils obtiennent 5 % des suffrages. Les listes électorales seront closes le lundi 29 avril, et le vote est fixé au mercredi 11 décembre. Seize millions de salariés, chômeurs et employeurs sont conviés à élire 15 000 conseillers chargés de juger les conflits du travail. Ces élections sont les seules ouvertes aux étrangers d'origine non communautaire.

## Excédents en baisse pour les organismes sociaux

LES ADMINISTRATIONS de sécurité sociale ont dégagé en 2001 un excédent de 3,9 milliards d'euros, en net repli sur celui constaté en 2000 (6,8 milliards d'euros), a relevé l'Insee, mardi 12 mars, dans les résultats des comptes des administrations publiques pour 2001. L'Insee impute cette dégradation à la « forte progression des dépenses » maladie, au « déficit » du Forec (le fonds de financement des 35 heures), mais surtout à la « baisse du taux de cotisations » de l'Unedic, le régime d'assurance-chômage, décidée par le patronat, la CFTC, la CFTC et la CGC et au « non versement, au premier trimestre 2001, des cotisations à destination de l'AGFF », l'association pour la gestion financière des régimes de retraite complémentaire Agirc et Arcco dont les prélèvements sont confiés à l'Unedic.

### DÉPÊCHE

■ PARTI DES TRAVAILLEURS : une partie des locaux du PT et, notamment, ceux abritant son hebdomadaire *Information ouvrière* ont été touchés par un incendie, mercredi 13 mars dans la matinée. « Tous les moyens de propagande de ma campagne et ceux d'édition du journal sont anéantis », a indiqué Daniel Gluckstein, candidat à la présidentielle de cette organisation, qui parle « d'un événement d'une gravité exceptionnelle ». Pour le moment, les causes de l'incendie restent indéterminées.

### ÉCHOS DE CAMPAGNE

► Claude Allègre, le retour. L'ancien ministre de l'éducation nationale et de la recherche arrête ses chroniques dans *L'Express* pour se mettre au service de Lionel Jospin, comme il l'annonce dans l'hebdomadaire daté 14-21 mars. Crédité d'une cote de confiance de 32 % dans le sondage Sofres pour *Le Figaro Magazine* du 2 mars, devant Dominique Strauss-Kahn (31 %), M. Allègre avait rédigé une chronique - prémonitrice ? - dans le précédent numéro de *L'Express* (daté 13-20 mars) à la gloire du candidat socialiste, qui « a remis la France en mouvement, arrêté l'hémorragie du chômage » et qui, « lorsqu'il occupe un poste », le « remplit avec passion ». Au-delà des « orages », les deux hommes ont compris « l'intérêt à long terme et la fécondité de cette amitié », conclut M. Allègre.

### ILS ONT DIT

■ Jean-Pierre Chevènement (MDC, candidat du Pôle républicain) : « Chirac et Jospin sont tous deux fragiles (...), mais Chirac paraît atteint en profondeur. Il n'a pas de réserve pour le second tour. » (*Le Parisien*, mercredi 13 mars.)

■ Laurent Fabius (ministre de l'économie, PS) : « Nous sommes habitués à ce que [Jacques Chirac] promette des baisses d'impôts avant les élections, et quand les élections lui sourient, il y a des hausses. Le candidat Jospin, c'est "j'ai dit, j'ai fait, vous jugez", et le candidat Chirac, c'est "j'ai dit, je n'ai pas fait, vous oubliez". » (*Europe 1*, mercredi 13 mars.)

■ Christiane Taubira (candidate du PRG) : « Je bouleverse tellement les représentations symboliques qu'il y a une forte interrogation sur ma participation à la campagne. (...) [Au sein même du PRG] il y a des expressions un peu intempestives dans la presse en ce moment, qui d'ailleurs ne me portent pas préjudice mais projettent une image exécutable du PRG. » (*France-Inter*, mercredi 13 mars.)

■ Raymond Barre (député app. UDF du Rhône), à propos des mauvais résultats de François Bayrou dans les sondages : « Il n'y a plus grand monde à l'UDF. Cette famille n'a pas su conserver sa cohésion et elle s'est petit à petit délitée. François Bayrou vit avec courage une situation difficile. » (*Les Echos*, mercredi 13 mars.)

■ François Bayrou (candidat UDF), à propos de la polémique entre Jacques Chirac et Lionel Jospin : « Je ne me reconnais pas dans cet étalage de sectarisme, de haine recuite qu'on se balance l'un l'autre (...). Un président doit rassembler, il ne doit pas se présenter comme quelqu'un qui est en guerre contre l'autre camp. » (Conférence de presse à Grenoble, mardi 12 mars.)

■ Corinne Lepage (candidate écologiste) : « Il manque quelque chose dans cette campagne, c'est le premier tour. » (*France 2*, mercredi 13 mars.)

## BACCALAUREAT

► Stages intensifs  
Pour terminales S, ES et L, pré-rentree, Noël, février, Pâques.  
Stages de Première (français et maths)  
► Terminales ES « pilotes »  
Orientées HEC ou orientées Sciences Po  
100% d'admis au bac  
de 56 à 82% de mentions

## PREPASUP

38, rue des Blancs Manteaux  
75004 Paris 01 42 77 27 26  
Enseignement secondaire privé www.prepasup.fr

# SOCIÉTÉ

## JUSTICE

Eric Halphen, Laurence Vichnievsky et Eva Joly, trois figures emblématiques de l'affrontement entre la justice et les pouvoirs politico-financiers, ont décidé de **QUITTER L'INSTRUCTION**. Ces départs marquent la

**FIN D'UNE ÉPOQUE**. A l'heure du bilan, Eric Halphen et Laurence Vichnievsky racontent dans deux ouvrages leur lassitude et leur désillusion sur la lutte contre la corruption. Salués hier, les juges concentrent aujourd'hui

les critiques sur les dysfonctionnements de la justice. Découragés par les **SCLÉROSES DU SYSTÈME**, plusieurs magistrats ont troqué la robe pour un poste de conseiller juridique dans de grandes entreprises pri-

vées. L'ancienne chef de la section financière du parquet de Paris, Anne-José Fulgères, qui a rejoint le cabinet d'audit Arthur Andersen, dresse, dans *Affaires à suivre*, un constat sévère de la **JUSTICE FINANCIÈRE**.

## Le départ de trois juges symboles scelle la fin d'une époque

Eric Halphen, Laurence Vichnievsky et Eva Joly ont décidé de quitter l'instruction des dossiers financiers. Ces magistrats, qui ont incarné, durant les années 1990, la lutte contre la corruption, expriment leur découragement face à la difficulté de leur tâche et aux critiques visant leur fonction

**L'UN JETTE L'ÉPONGE**, l'autre poursuit sa carrière dans la magistrature, la troisième vogue vers de nouveaux horizons : l'écho des départs de l'instruction d'Eric Halphen, Laurence Vichnievsky et Eva Joly a largement dépassé le cadre feutré du monde judiciaire. Figures emblématiques de l'affrontement entre la justice et les pouvoirs politico-financiers, les trois magistrats ont certes choisi des sorties de scène fort différentes : Eric Halphen a demandé une mise en disponibilité pour « *convenance personnelle* », Laurence Vichnievsky est devenue présidente du tribunal de Chartres (Eure-et-Loir) et Eva Joly souhaite rejoindre la Norvège, son pays d'origine, pour conseiller le gouvernement dans la lutte contre la corruption. Mais, s'agissant de magistrats dont la conduite des affaires a suscité une médiatisation inégale, ces départs sonnent comme la fin d'une époque : celle où l'action de la justice semblait se confondre avec les exploits personnels d'une poignée de juges.

Eric Halphen avec l'affaire des HLM des Hauts-de-Seine, Eva Joly et Laurence Vichnievsky avec l'affaire Elf, et, avant eux, Philippe Courroye sur les réseaux Botton à Lyon

ou Renaud Van Ruymbeké avec le financement du PR : les années 1990 ont été marquées par l'émergence de la figure du juge d'instruction, un magistrat solitaire engagé dans la lutte contre la corruption. Depuis la perquisition surprise d'Urba conduite par l'ancien juge Thierry Jean-Pierre en 1991, dans l'affaire du financement du PS, le juge d'instruction a personifié l'exigence nouvelle d'égalité de chacun devant la loi ainsi que l'autonomisation de la justice vis-à-vis du pouvoir politique. Ce mouvement, sans précédent dans l'histoire de la justice, s'est accompagné d'une très forte médiatisation, théâtralisant davantage encore le conflit symbolique entre élites dirigeantes et juges-justiciers.

### ÉRIGÉS EN HÉROS

Les acteurs de ce bouleversement du paysage judiciaire n'en sont pas sortis tout à fait indemnes. Érigés en héros, souvent à leur corps défendant – « *Ce n'est pas un juge qui choisit ses dossiers, moi, un jour, ce dossier m'est tombé dessus* », expliquait Eric Halphen, le 5 mars, sur France 2 –, ces magistrats ont ressenti le besoin de s'exprimer publiquement pour justifier leur départ. En dehors d'Eva Joly, qui a affirmé d'Oslo, le



28 février, qu'elle « *ne démissionne pas par mécontentement ou en raison de pressions, [elle est] simplement arrivée au bout de la route avec l'enquête Elf* », M. Halphen, dans son livre *Sept ans de solitude* (Denoël), mais aussi Laurence Vichnievsky, dans *Sans instructions* (Stock), expriment

une profonde lassitude à l'heure du bilan. « *Ce n'est pas de l'amertume. (...) C'est plus un désenchantement. Je ne crois sans doute plus vraiment à la capacité de l'institution judiciaire de remplir sa mission* », note M<sup>me</sup> Vichnievsky, dans un livre d'entretien avec Jacques Follorou.

Après avoir été portés aux nues par les médias, qui ont offert une grande visibilité à chacune de leur perquisition ou mise en examen de personnalités, ces juges d'instruction sont aujourd'hui contestés, notamment pour l'excessive personnalisation dont ils seraient l'objet. A ce reproche, ils répondent de façon divergente. Tandis qu'Eric Halphen ou Eva Joly estiment ne pas participer à ce mouvement – « *Je ne suis pas médiatique. Je suis médiatisé. Ce qui n'est pas du tout la même chose. Il y a entre les deux une question de volonté qui change tout* », explique M. Halphen dans son livre –, Laurence Vichnievsky reconnaît volontiers que « *le culte de l'image représente bien sûr un péril personnel que l'on ne peut ignorer. (...) Les médias sont éminemment destructeurs de personnalité. Chez certains, ils peuvent parfois produire un effet d'identification à la justice elle-même* ».

De fait, le départ de ces trois magistrats signe la fin d'un cycle pour la magistrature, où la personnalité du juge semblait parfois primer sur le contenu de son enquête. Aujourd'hui, avec la constitution du pôle financier parisien, en 1999, le traitement des affaires s'est professionnalisé, en même temps qu'il sem-

ble se banaliser. La nouvelle génération de magistrats financiers, comme Isabelle Prévost-Desprez, qui coïncidait l'affaire Falcone avec Philippe Courroye, ou Colette Bismuth-Sauron, qui enquête sur les emplois de cabinet à la mairie de Paris, a ainsi choisi de faire le moins possible parler d'elle. « *Dans un premier temps, le recours à la presse a sans doute été nécessaire à la justice, notamment pour favoriser son indépendance effective*, analyse Claude Nocquet, vice-présidente du tribunal de Paris. *Mais aujourd'hui, la sur-médiatisation est devenue préjudiciable au fonctionnement de la justice : nous sommes donc passés à une génération de magistrats plus discrets, mais pas moins déterminés.* »

### LA TENTATION DU REPLI

Hier adulée, la fonction de juge d'instruction focalise aujourd'hui toutes les critiques sur les « *dysfonctionnements* » de la justice. Les protestations répétées des personnalités mises en examen sur le thème des atteintes à la présomption d'innocence ont contribué à ternir l'image des magistrats financiers. Les relaxes successives, à l'automne 2001, de Dominique Strauss-Kahn dans l'affaire de la MNEF et du secrétaire général du PCF, Robert Hue, dans l'affaire du Gifco, ont ensuite été perçues comme un désaveu des enquêtes menées par les juges. Adoptée le 15 juin 2000, la loi sur la présomption d'innocence a également rogné sur les prérogatives du juge d'instruction : outre qu'elle a créé un nouveau juge pour décider des placements en détention provisoire, elle a conféré de plus grandes prérogatives à la défense, qui multiplie, dans les affaires financières, les demandes d'actes ou d'annulation.

Après avoir connu une période d'euphorie dans les années 1990, en s'appuyant sur le besoin de transparence dans la société, notamment en matière de financement politique, les juges d'instruction subissent aujourd'hui une forme de retour de bâton. Alors que des voix s'élèvent, notamment à droite, pour réclamer la suppression de la fonction, les magistrats concernés sont tentés par le repli, comme en témoigne le départ de leurs figures vedettes.

C. Pr.

Cécile Prieur

## Anne-José Fulgères décrit une justice financière sous pression, incapable d'endiguer la corruption

**BIBLIOGRAPHIE**  
*Affaires à suivre*  
de Anne-José Fulgères

Albin Michel, Mars 2002, 212 p., 14,90 €

**DES RÉQUISITOIRES** contre les financiers véreux ou les élus aux prises avec la justice, elle a gardé la précision des faits et la rigueur de l'analyse. Ancienne chef de la section financière du parquet de Paris, Anne-José Fulgères, qui a rejoint le cabinet d'audit et de conseil Arthur Andersen en septembre 2000, dresse, dans *Affaires à suivre*, un constat sévère sur la justice financière, incapable, selon elle, d'endiguer la corruption. M<sup>me</sup> Fulgères, qui a obtenu sa mise en disponibilité de la magistrature après une querelle avec sa hiérarchie, invite à un voyage dans les arcanes de la justice parisienne et à une découverte de la machinerie à l'œuvre dans la gestion des affaires « sensibles ».

Anne-José Fulgères est sortie de l'anony-

mat à l'automne 1999, quand son départ de la section financière du parquet de Paris, décidé par le procureur Jean-Pierre Dintilhac, avait été annoncé en pleine mise en cause de Dominique Strauss-Kahn dans l'affaire de la MNEF. La magistrate ayant eu à traiter de ce dossier, cette mutation était apparue comme une sanction déguisée. « *La chancellerie (?), la hiérarchie (?), l'institution (?) m'ont fait payer l'audace d'avoir voulu, un peu, regarder derrière le miroir* », résume-t-elle.

Aujourd'hui, c'est avec une réelle liberté de ton qu'Anne-José Fulgères témoigne des cinq années qu'elle a passées à la tête de la section financière. Elle décrit le rôle essentiel du parquet, véritable tour de contrôle des dossiers judiciaires. « *C'est en amont que s'exerce le vrai pouvoir, entre les mains des parquetiers soumis, par leur statut, au pouvoir exécutif* », rappelle M<sup>me</sup> Fulgères. Ayant eu à connaître de la tutelle de trois ministres successifs – Pierre Méhaignerie (UDF), Jacques Toubon (RPR) et Elisabeth Guigou (PS) –, la magistrate explique que ces trois locataires de la chan-

cellerie, « *en particulier les deux derniers, [lui] semblent avoir eu la même volonté de "garder la maîtrise des dossiers". Foin de l'indépendance de la justice quand des bombes explosent un peu partout, qui peuvent vous coûter votre portefeuille, ou pire, votre carrière !* »

### « CLIMAT DE SUSPICION RÉCIPROQUE »

Avec pédagogie, et non sans humour, l'ancienne chef de section raconte comment la pression, constante dans ces affaires « signalées », contribue « *à créer un climat psychotique de suspicion réciproque* » entre magistrats. « *Le procureur affiche-t-il des convictions politiques proches du pouvoir en place ?* », se demande en permanence ses subordonnés. Et la magistrate de raconter comment certaines discussions techniques peuvent s'apparenter à des tentatives de pression. Loin des instructions formelles autrefois émises par la chancellerie, cette manière subtile de peser sur l'avancement des dossiers judiciaires s'avère aussi discrète qu'efficace. « *La majorité des magistrats est en effet*

*plus soucieuse d'"entrer dans la carrière" que de relever les défis propres à faire "trembler tous les tyrans"* », note M<sup>me</sup> Fulgères.

La magistrate n'a aucun doute : « *Ce n'est ni un nouveau souffle d'indépendance ni un nouvel élan de courage des serveurs de la justice qui peuvent expliquer la multiplication des affaires* », mais bien le développement de la corruption elle-même. Pis, la justice sert le jeu d'intérêts qui la dépassent. « *La justice des affaires joue les utilités* », constate-t-elle, amère, estimant que le « *sacrifice* » ponctuel de certaines personnalités « *sert d'exutoire et d'écran de fumée* ». Hormis quelques affaires surmédiatisées, il n'existerait, selon M<sup>me</sup> Fulgères, aucune volonté réelle d'éradiquer la corruption. Elle appelle donc les élus à un sursaut citoyen afin d'éviter d'écrire, « *résignation après déception, blanchiment après corruption, terrorisme après mafias, la chronique d'une victoire annoncée de la transgression organisée* ».

C. Pr.

Cécile Prieur

## Las des pesanteurs du système, séduits par le privé, des magistrats passent « de l'autre côté du miroir »

**LE PHÉNOMÈNE**, presque exclusivement parisien, a suscité beaucoup d'interrogations dans la magistrature : à la fin des années 1990, les départs de magistrats vers le privé, obtenus leur mise en disponibilité pour travailler dans de grandes entreprises, s'étaient multipliés, créant une petite crispation dans la corporation. Concernant en quasi-totalité des membres de la section financière du parquet de Paris, ce mouvement, qui est resté embryonnaire, avait provoqué un certain malaise dans le milieu judiciaire : que penser de ces hommes et de ces femmes qui, après s'être consacrés des années à la répression de la délinquance financière, se mettaient soudainement au service d'intérêts privés ? Taxés d'opportunisme par leurs anciens collègues, ces magistrats assurent que leur départ a d'abord été motivé par une lassitude envers le fonctionnement de la justice financière.

Environ 1 % des 7 000 magistrats français bénéficient actuellement d'une disponibilité, ce qui représentait 78 personnes en mars 2002. Parmi eux, une douzaine, à peine, exercent les fonctions de directeur de services juridiques, de secrétaire général de groupe industriel ou de conseiller spécial auprès d'un PDG. Recrutés pour leurs compétences techniques et leur connaissance des arcanes de la justice, ils ont vu leurs émoluments doubler, voire tripler. Le mouvement a débuté dans les années 1980, avec l'entrée, dans des groupes comme Saint-Gobain ou la Société générale, de magistrats ayant une bonne connaissance des

marchés. Mais il a surtout pris de l'ampleur au milieu des années 1990, quand, sous la pression des « *affaires* », les grands groupes ont voulu s'attacher les services de professionnels qui connaissent de l'intérieur le fonctionnement de la justice.

### « DÉBOUCHÉS PEU AFFRIOLANTS »

Sylvie d'Arvisenet chez Vivendi, Laurent Mayer chez Thales (ex-Thomson-CSF), Jacques Fourvel chez Euris-Rallye, Anne-Josée Fulgères chez Arthur Andersen : le parquet financier de Paris a constitué le principal vivier de recrutement pour les entreprises. Ces magistrats, qui se qualifient de « *déontologues* », disent faire de la « *prévention du risque pénal* ». En amont, ils font de la pédagogie sur les infractions au droit des sociétés et expliquent les normes nationales et internationales sur la corruption afin de « *fiabiliser les contrats* ». En aval, c'est-à-dire après l'ouverture d'une instruction visant une filiale du groupe, ils coordonnent l'action des avocats et conseillent sur la stratégie à adopter.

Passer dans le privé n'est cependant pas chose aisée pour un magistrat financier : tous expliquent la difficulté qu'ils ont eue à prendre cette décision, contraire à la traditionnelle culture de réserve du juge. Leur grand saut s'explique surtout par leur lassitude envers la magistrature, qu'ils jugent par trop sclérosée. Ils citent l'absence de perspective comme première motivation de départ : après avoir traité d'affaires très médiatisées, ces magistrats ont rechigné à retrouver des fonctions moins

stimulantes. « *Au bout de dix ans au parquet financier, on me proposait de rejoindre la cour d'appel de Paris, pour traiter des dossiers en cabinet, explique l'un d'eux. Or c'est un mouvoir, on s'y ennuie à crever.* » « *Les débouchés dans la justice n'étaient guère affriolants, poursuit une autre. Substitut général à la cour d'appel, cela m'ennuyait profondément.* »

Au-delà, ces magistrats ne cachent pas leur découragement devant le fonctionnement de la justice financière, qu'ils ne sont pas loin de juger « *inefficace* ». Manque de moyens pour enquêter, difficulté et longueur des procédures réduisent parfois à néant des années d'effort. « *Quand on juge une affaire quinze ans après les faits, on a parfois le sentiment qu'aucune peine n'est vraiment raisonnable*, confie Laurent Mayer, chargé de mission chez Thales (ex-Thomson-CSF). *Elle est soit trop légère par rapport à la gravité des faits, soit trop lourde compte tenu du temps qui s'est écoulé.* »

Bernard Field, qui fut l'un des premiers à quitter la magistrature, en 1985, pour rejoindre le groupe Saint-Gobain, résume bien le sentiment général des magistrats qui partent pour le privé : « *Lorsqu'une affaire vient au niveau judiciaire, on connaît déjà la fin de l'histoire*, explique l'actuel secrétaire général du groupe. *Au bout d'un moment, j'étais gêné par l'extrême facilité avec laquelle la justice faisait des reproches a posteriori aux entreprises, en leur disant "Vous n'avez pas fait ça..." "Vous auriez dû faire ça..." Il était peut-être finalement moins facile et, partant, plus inté-*

*ressant, d'être de l'autre côté du miroir, pour comprendre la logique de l'entreprise de l'intérieur et tenter de l'infléchir dans le bon sens.* »

Pourtant, la greffe avec le privé n'est pas évidente. A cheval entre la justice et le monde de l'entreprise, ils ont parfois constaté, à leurs dépens, la méconnaissance, voire la méfiance réciproque, qui lie les deux mondes. « *Au début, mes nouveaux interlocuteurs avaient tendance à me prendre pour un procureur et se sen-*

« *Je ne suis pas assez fou pour aller parler de mes affaires à mes amis magistrats, car ils le prendraient très mal, s'insurge l'un d'en-*

### L'ex-chef des services judiciaires en disponibilité

L'ancien directeur des services judiciaires, Bernard de Gouttes, a été mis en disponibilité de la magistrature, le 1<sup>er</sup> septembre 2001, pour devenir directeur juridique de la holding Areva (ex-Cogema). S'agissant d'un haut magistrat qui, en tant que directeur des services judiciaires, contrôlait les départs de magistrats dans le privé, cette mise à disponibilité a suscité la perplexité dans le corps judiciaire.

« *A Areva, je suis dans le public, et non dans le privé, je continue donc d'être au service de l'Etat, nous a déclaré M. de Gouttes. Ce départ est cohérent puisque j'ai toujours favorisé les allers-retours dans le corps judiciaire. Il s'est fait dans le respect strict de la déontologie.* » M. de Gouttes a obtenu sa mise en disponibilité quelques semaines après avoir été nommé procureur général de la cour d'appel de Colmar.

« *Je n'étais étonné de voir à quel point les cadres sont inquiets à l'idée qu'une opération financière puisse entraîner un risque pénal, qu'ils ont par ailleurs du mal à cerner* », explique l'un d'eux.

Se défendant de constituer « *une caution morale pour les entreprises* », ces magistrats suscitent cependant

« *Ce serait naïf de croire qu'il suffit de décrocher son téléphone pour obtenir des passe-droits, renchérit une autre. Nos collègues sont fort jaloux de leur indépendance, ils ne le supporteraient pas.* »

### RÉPROBATION OU BIENVEILLANCE

De fait, après avoir suscité une forte réprobation auprès de la magistrature, le mouvement de départ vers le privé s'est banalisé, en même temps qu'il s'est quasiment tari. Après

C. Pr.

## L'homme suspecté de viols à Paris a reconnu plusieurs agressions

L'HOMME soupçonné de plusieurs viols et tentatives commis sur de jeunes adolescentes à Paris et en banlieue (*Le Monde* du 13 mars) devait être présenté à un juge d'instruction, mercredi 13 mars, en vue d'une mise en examen. Il aurait reconnu plusieurs agressions commises dans les 7<sup>e</sup>, 8<sup>e</sup>, 9<sup>e</sup> et 17<sup>e</sup> arrondissements de Paris. Au moins trois victimes l'auraient formellement identifié. Plusieurs indices matériels ont été réunis contre lui par les policiers de la brigade de protection des mineurs (BPM). Des traces d'ADN recueillies lors d'un viol commis en septembre 2001 à Courbevoie (Hauts-de-Seine) correspondraient aux empreintes génétiques du suspect. D'autres expertises d'empreintes génétiques sont attendues.

Interpellé le 10 mars après une tentative d'agression sur une jeune fille dans le 17<sup>e</sup> arrondissement, l'homme, un Grec sans emploi, âgé de 37 ans et résidant dans le Val-d'Oise, avait agressé, le 5 mars, un élève du collège Chaptal, dans le 8<sup>e</sup> arrondissement de la capitale. Deux jours plus tard, il avait récidivé dans le 7<sup>e</sup> arrondissement. Selon des sources proches de l'enquête, il serait également mis en cause pour une autre tentative le 9 mars, la veille de son arrestation. Au total, ce sont treize affaires qui lui sont imputées.

Il avait déjà été condamné pour des faits du même type à huit ans d'emprisonnement dont deux ans avec sursis et mise à l'épreuve en 1991 à Paris. Libéré en 1995, il avait été expulsé vers la Grèce. Le syndicat national des officiers de police (SNOP, majoritaire) a dénoncé « la grande misère » de la police judiciaire dans la lutte contre les pédophiles, tandis que Synergie-officiers s'alarmait du retard pris dans la mise en place du fichier national automatisé des empreintes génétiques (Fnaeg). Inauguré en septembre 2001, le Fnaeg comprend à ce jour environ 300 profils génétiques, et 611 demandes d'enregistrement sont en cours d'examen.

Pascal Ceaux

## Un père de famille d'Evreux battu à mort par un groupe de jeunes

Deux d'entre eux, âgés de 17 et 19 ans, ont été mis en examen et écroués

EVREUX

de notre envoyé spécial

Il pleuvait sur la gare routière d'Evreux. Les gouttes s'écrasaient sur les miettes de briques rouges, qui apparaissent encore par endroits sur le bitume. Vendredi 8 mars, vers 17 heures, c'est avec une de ces briques, trouvée sur le bas-côté, qu'a été mortellement blessé Guy Patrice Bègue, 38 ans, agressé par une dizaine de jeunes à l'heure de la sortie des classes.

Accompagné par son beau-frère, Guy-Patrice Bègue, était venu chercher son fils Jimmy, 16 ans et demi, victime la veille d'une tentative de racket. Le matin même, son épouse s'était rendue au commissariat d'Evreux pour porter plainte. En vain : pas assez d'effectifs, lui aurait-on répondu. M. Bègue, peintre en bâtiment d'origine réunionnaise, s'est retrouvé, près de la gare routière, face aux agresseurs de son fils. Des témoins évoquent au moins une dizaine d'assaillants. Les coups ont volé. Guy-Patrice Bègue est tombé à terre ; les coups ont redoublé de vigueur. Hospitalisé dans un état très grave, le père de Jimmy est mort deux jours plus tard.

Parmi les agresseurs, deux jeunes gens de 17 et 19 ans ont été mis en examen, lundi 11 mars pour « coups et violences volontaires ayant entraîné la mort sans intention de la donner » et écroués. Le procureur de la République d'Evreux, Jean Berkani, a indiqué, mardi 12 mars, que l'enquête se poursuivait « aux fins d'identification et d'interpellation d'autres mis en cause ». Une autopsie de la victime devait être pratiquée mercredi 13 mars.

Rue Portevin, dans le bar PMU jouxtant la gare routière, le patron narre sans se lasser le cours des événements. Ce vendredi après-midi, Marcel Petit actionnait les pompes à bière et bavardait avec les habitués lorsque soudain, il y eut « un mouvement, une vague, comme la houle ». Marcel Petit a immédiatement appelé la police. « Ça s'est passé très vite en deux ou trois minutes à peine, explique le patron du bar.

Quelle sauvagerie ! En plein jour, vous vous rendez compte ? »

Guy-Patrice Bègue et sa famille vivaient depuis un an dans la commune de Beaumont-le-Roger, à une vingtaine de kilomètres d'Evreux. A la mairie, on parle d'eux comme une famille discrète et sans histoire. La victime se rendait quotidiennement à Paris pour travailler sur des chantiers. Mardi



« J'ai décidé d'installer un système de vidéo-surveillance dans la ville »

JEAN-LOUIS DEBRÉ

après-midi, la famille et les proches de Guy-Patrice Bègue se sont rendus au funérarium d'Evreux. Le député-maire (RPR) Jean-Louis Debré les a accompagnés. En réponse à ce fait divers, l'ancien ministre de l'intérieur envisage d'installer une caméra vidéo là où s'est produit le drame. « Ce lieu est un endroit sensible, à cinq cents mètres du lycée, explique Jean-Louis Debré. Il faut qu'on se mette d'accord avec la SNCF qui est proprié- »

re d'un certain nombre de parkings. J'ai par ailleurs décidé, il y a un an, d'installer un système de vidéo-surveillance dans la ville. Il entrera en vigueur fin mai, le temps de boucler l'appel d'offres. »

Le plus jeune des deux agresseurs écroués fréquentait le lycée technique Auguste-Hebert, situé dans le quartier sensible de la Madeleine. Une animatrice sociale raconte que, la semaine dernière, à sa fenêtre, elle a vu trois « grands » passer un jeune à tabac, en plein jour. Une histoire de haschisch. Selon elle, la Madeleine serait divisée en trois quartiers. « Les blacks, ils tiennent Jean-Jacques Rousseau – ils l'appellent Chicago –, les beus (les beurs) ils tiennent Emile-Zola et les Turcs sont du côté de la poste ». Et la police ? Elle réclame plus de moyens. « La situation s'est aggravée au début des années 1990, explique un officier d'Evreux. Le phénomène de bande a pris une grande ampleur. » Dans la nuit du 26 au 27 février, plusieurs dizaines de jeunes de la Madeleine avaient affronté les forces de l'ordre suite au décès d'un homme de 26 ans.

Piotr Smolar

## Le juge Riberolles enquête sur la rencontre Schuller-Méry

Un nouveau témoin confirme au « Monde » l'entretien confidentiel de l'été 1994

LE JUGE Armand Riberolles enquête désormais sur la rencontre, organisée à l'été 1994, entre Didier Schuller et l'ancien financier occulte du RPR – décédé en juin 1999 – Jean-Claude Méry. Le magistrat a convoqué Gilles Bentin et André Dalzon, deux entrepreneurs susceptibles de confirmer l'existence de cette réunion confidentielle, que M. Schuller avait évoquée le 8 mars lors de son interrogatoire par le juge chargé de l'affaire des HLM de Paris. Au cours de cet entretien, en 1994, MM. Schuller et Méry auraient évoqué l'enquête sur les HLM de Paris. M. Méry aurait chargé l'élu des Hauts-de-Seine d'un « message » dans lequel il demandait un protection à Jacques Chirac et au RPR (*Le Monde* daté 10-11 mars).

M. Schuller avait expliqué au juge s'être rendu début août 1994 en bateau, en compagnie de deux chefs d'entreprise – poursuivis depuis dans l'affaire des HLM de Paris –, MM. Bentin et Dalzon, à Port-Grimaud (Var), où résidait Jean-Claude Méry. Interrogé par *Le Monde* mardi 12 mars, M. Bentin a situé cette rencontre « aux alentours du 15 août ». « Cet été-là, a-t-il déclaré, j'avais invité mon ami André Dalzon dans une

maison que je louais à Saint-Tropez », où M. Schuller, « une connaissance commune », les avait rejoints. « M. Schuller m'a indiqué qu'il avait rendez-vous à Port-Grimaud vers 18 heures avec Jean-Claude Méry ». « Il a accepté que je le conduise en bateau », a ajouté l'entrepreneur. Nous nous sommes rendus, M. Dalzon, M. Schuller, son épouse et moi-même, dans une villa appartenant au beau-frère de Jean-Claude Méry, contiguë à celle du promoteur ».

« BUVEZ UN VERRE ICI »

D'après M. Benzin, « lorsque M. Méry est arrivé, il nous a dit : "buvez un verre ici, Didier Schuller et moi, on doit parler". Ils se sont isolés dans la propriété de M. Méry pour n'en sortir que deux heures plus tard ». Vers 20 heures, l'équipage est reparti en bateau à Saint-Tropez. M. Bentin assure n'avoir jamais été informé par M. Schuller du contenu de la conversation. Lundi 11 mars, M<sup>e</sup> Bernard Cahen, l'avocat d'un entrepreneur poursuivi dans l'affaire des HLM de Paris, avait déjà confirmé l'existence de cette rencontre.

Fabrice Lhomme

## Relaxe requise pour M. Montebourg et trois autres députés jugés pour diffamation



TRIBUNAL CORRECTIONNEL DE PARIS  
17<sup>e</sup> chambre

QUATRE DÉPUTÉS sur le banc des prévenus, en compagnie de trois journalistes, face à un président de conseil général qui accuse tout ce beau monde de diffamation et de dénonciation calomnieuse : la 17<sup>e</sup> chambre du tribunal correctionnel de Paris a été le théâtre, mardi 12 mars, d'un nouvel épisode judiciaire des relations tumultueuses entre le député socialiste de Saône-et-Loire Arnaud Montebourg et son irréductible rival local, René Beaumont, président (DL) du conseil général. Les magistrats ont passé presque sept heures à démêler les fils de ce Clochemerle politico-judiciaire centré sur un courrier envoyé à la garde des sceaux.

En cosignant, le 11 octobre 2000, une lettre adressée à la ministre de la justice, Elisabeth Guigou, pour dénoncer les dysfonctionnements constatés, selon eux, au parquet du tribunal de Mâcon, M. Montebourg et trois autres députés de la gauche plurielle – Jacques Rebillard, André Billardon et Didier Mathus – ont affirmé avoir eu le sentiment de faire leur « devoir de parlementaires ». M. Beaumont, lui, y a vu une manœuvre politique destinée à ternir son image à l'approche des élections cantonales. Outre les quatre députés, le président du conseil général a poursuivi trois journalistes appartenant à des titres locaux qui avaient publié le courrier.

La lettre mentionnait M. Beaumont comme étant lié à plusieurs dysfonctionnements dénoncés par les parlementaires. Elle évoquait le traitement de faveur dont

il aurait bénéficié de la part du procureur de Mâcon, Jean-Louis Coste, dans des affaires de corruption. Faisant référence à des réquisitions de non-lieu en faveur du président du conseil général dans un dossier d'abus de confiance, les élus avaient écrit que le parquet souhaitait ainsi « éviter la sanction pénale aux auteurs des infractions ». Ils dénonçaient également l'attribution d'emplois-jeunes au tribunal par le conseil général, dans des « circonstances bien curieuses ».

« UN FUSIL À DEUX COUPS »

« L'intérêt de cette lettre, c'était de mentionner mon nom et d'être publiée », a souligné M. Beaumont, persuadé d'avoir été victime d'un complot ourdi par M. Montebourg. M<sup>e</sup> Philippe Petit, l'avocat du président du conseil général, a surenchéri en évoquant « un fusil à deux coups dirigé contre un adversaire politique et accessoirement contre un magistrat ». M. Montebourg, lui, a plaidé la bonne foi. Il a affirmé que tous les faits mentionnés dans la lettre étaient « rigoureusement exacts » et qu'il n'avait « rien à retirer ». M<sup>e</sup> Christian Charrière-Bournazel, défenseur des parlementaires, a dénoncé une « persécution », soulignant que M. Montebourg était attaqué en justice pour la cinquième fois par son adversaire. « M. Beaumont poursuit d'une haine inextinguible celui qui lui a ravi son siège de député en 1997 », a expliqué l'avocat. La représentante du parquet, Béatrice Angelleli, a estimé, de son côté, que la lettre adressée à la garde des sceaux « visait exclusivement Jean-Louis Coste et pas M. Beaumont ». Elle a requis la relaxe pour les députés comme pour les journalistes.

Jugement le 7 mai.

Frédéric Chambon

Elue Compagnie aérienne de l'année - Asie Centrale

Gagnez un voyage pour 2 personnes au Sri Lanka et aux Maldives !  
Pour participer : [www.srilankan.lk/amical](http://www.srilankan.lk/amical)

# Où pourriez-vous trouver une montagne les pieds dans l'eau?



**Sri Lanka Maldives.** Lorsque vous aurez fini de contempler la vie sous-marine, essayez l'ascension des luxuriantes collines de théiers de Kandy. Le signe particulier de SriLankan Airlines ? Plusieurs séjours en un. Balades sur les plages de sable d'or des Maldives et Trekking à travers le Sri Lanka, une île aux multiples facettes... Des safaris dans la jungle, aux visites de vestiges archéologiques, en passant par la découverte de ses villes cosmopolites. Une vue impressionnante au-dessous et au-dessus du niveau de la mer.

Et si vous partiez pour des vacances inoubliables à bord du premier vol direct pour le Sri Lanka et les Maldives ?

Pour toute information, appelez SriLankan Airlines au 01 42 97 43 44 ou contactez votre agence de voyages.  
[www.srilankan.lk](http://www.srilankan.lk)  
[pardzul@srilankan.lk](mailto:pardzul@srilankan.lk)

Notre monde, c'est vous

**SriLankan Airlines**

\*Des frais de réservation s'appliquent, valable du 01/03/02 au 30/04/02. Lots à gagner d'une valeur de 3 500 €. Tarifs : 2 billets d'avion A/R en classe affaires pour le Sri Lanka et les Maldives. Séjours de 7 ou 14 à 30 jours. Voyages soumis à conditions particulières. Pour plus d'informations consultez le règlement complet sur le site [www.srilankan.lk/amical](http://www.srilankan.lk/amical).

# Un groupe d'experts propose de revenir sur la réforme du programme de philosophie

Le projet, qui proposait de mieux définir le contenu des cours, avait suscité la protestation de professeurs

**A LA RENTRÉE 2002**, les élèves de terminale générale (L, S et ES) travailleront vraisemblablement sur un programme ressemblant, peu ou prou, au précédent, qui date de 1973. Et les professeurs de philosophie qui se sont mobilisés depuis un an contre la réforme initiée par Claude Allègre sont satisfaits : leur « *liberté* », à laquelle tentait, selon eux, la réforme, sera sauvée.

Dans le projet qu'il vient de remettre à Jack Lang, le nouveau groupe d'experts, nommé en juin 2001 pour pacifier la situation, abandonne tout esprit de réforme et revient à une stricte liste de notions (la conscience, le désir, l'art, la connaissance scientifique, le travail, etc.) et d'auteurs. Une structure identique à celle du programme de 1973, qui laisse le champ libre aux enseignants dans la façon d'aborder les notions.

C'est précisément cette hétérogénéité des cours que la réforme s'attachait à circonscrire. Elle proposait notamment des couplages de notions (par exemple nature et culture) pour restreindre les problématiques et introduisait des « *questions à ancrage contemporain* » articulés autour de problèmes de société. Cette tentative avortée – la quatrième en douze ans – avait pour but de déterminer un contenu national au programme de philosophie, afin de mieux armer les élèves pour le baccalauréat et de gommer l'aléa que représente souvent cette discipline. Avec, en toile de fond, la désaffection pour les filières littéraires.

Ce pas de trente ans en arrière n'est que l'ultime épisode d'une série de reculades, imposées par la vigueur de la contestation depuis la publication du nouveau programme

au *Bulletin officiel*, à l'été 2000. Dans un premier temps, il avait été demandé au groupe d'experts rédacteurs du programme, dirigé par Alain Renault, de retoucher sa copie, à la lumière des nombreuses critiques qui émergeaient de la consultation des enseignants (*Le Monde* du 9 février 2001). Mais l'hostilité restant vive, le ministère avait préféré, dans un deuxième temps, rendre facultative une partie du programme et nommer un nouveau groupe d'experts, dont la présidence avait été confiée à Michel Fichant, professeur à Paris-IV, hostile à la réforme (*Le Monde* du 12 juillet 2001). Jack Lang avait décidé en outre de créer une « *commission de suivi* » de la réforme, présidée par le directeur de l'enseignement scolaire, Jean-Paul de Gaudemar. Cette instance « *pluraliste* » avait pour mission de ren-

contrer des professeurs de philosophie et de proposer des aménagements au groupe Fichant.

Six journées interacadémiques ont eu lieu, fin 2001, rassemblant au total 450 professeurs de philosophie. Parallèlement, des pétitions réclamant le retrait pur et simple de la réforme ont continué de circuler. Un rapport a finalement été rédigé, recommandant l'abandon des deux principales innovations de la réforme Renault : le couplage de notions afin « *de donner effectivement aux professeurs la liberté d'articuler les notions en fonction de leurs choix philosophiques et pédagogiques* » et les « *questions d'approfondissement* » (nouveau nom des « *questions à ancrage contemporain* », déjà facultatives). La commission précisait que « *pour donner aux professeurs un signal fort* », ces recommandations « *devraient, en tout état de cause, être mises en œuvre dès la rentrée 2002* ».

Le rapport a été transmis au groupe Fichant en janvier. L'un des membres de la commission de suivi, Gérard Malkassian, a alors démissionné après avoir découvert que sa contribution critique n'avait pas été annexée au rapport. Dans sa lettre de démission, le 14 février, il estime qu'au lieu « *d'améliorer le contenu* » de la réforme, la commission en a « *accompli la liquidation pour rétablir l'esprit de l'ancien programme* ». Le groupe d'experts a finalement tourné le dos à la réforme Renault. « *Nous sommes allés loin dans la révision* », admet Michel Fichant, pour qui le programme de 1973 « *n'est pas pestiféré* ».

« *Est-il sain pour une discipline enseignée à l'école que personne ne soit en mesure de dire ni ce qu'un professeur est tenu d'enseigner ni ce qu'un élève doit savoir*, s'insurge l'Acireph (Association pour la création d'instituts de recherche sur l'enseignement de la philosophie), qui regroupe 200 professeurs de philosophie et prône la nécessité d'une réforme de cette discipline. *Les graves problèmes d'équité que nous rencontrons chaque année dans la correction des copies du baccalauréat seront rendus définitivement insolubles.* »

Le ministère indique que ce nouveau projet sera soumis aux enseignants « *dans les jours prochains* ». Les résultats de la consultation seront, assure la Rue de Grenelle, connus fin avril, malgré la longue période de congés de printemps. Le texte devrait être voté par le Conseil supérieur de l'éducation début mai pour une application en septembre.

M.-L. P.

## TROIS QUESTIONS À... JEAN-JACQUES ROSAT

**1** En tant que président de l'Association pour la création des instituts de recherche sur l'enseignement de la philosophie, qu'estimez-vous devoir être l'enseignement de la philosophie aujourd'hui ?

Il faut cesser de confondre philosophie et enseignement de la philosophie. Il n'y a pas de sens à vouloir enseigner en un an toute la philosophie. Il faut choisir dans la tradition et dans la philosophie vivante les problèmes, les concepts, les connaissances permettant de former les élèves à la réflexion critique. L'enseignement de cette discipline doit assumer son caractère scolaire : s'appliquer à donner des repères et des outils, circonscrire son contenu. Faute d'un tel cadre, on n'a pas une pensée libre mais une absence de pensée.

**2** A quelles difficultés se heurte cet enseignement ?

Les élèves sont pris entre un cours qui traite de problèmes déterminés et l'indétermination du programme, qui autorise un nombre illimité de sujets. C'est, au final, l'aisance rhétorique qui est privilégiée. Cela en fait un enseignement élitiste. La plupart des élèves se rassurent en bachelant ou baissent les bras, d'où l'insistance des copies au bac et les graves problèmes d'évaluation dont nous ne sortons pas.

**3** Un débat sur la manière d'enseigner la philosophie est-il possible entre les professeurs ?

Des propositions de réforme ont été faites depuis douze ans. Chaque fois, elles ont été discréditées et accusées de liquider la phi-

losophie au nom d'une conception sacralisée de la liberté du professeur. Un certain nombre de gens – membres de l'inspection, universitaires, professeurs formateurs – qui se considèrent comme les représentants de la profession pensent déterminer l'unique bonne conception et se sont appropriés la définition de l'enseignement de la philosophie. Toute divergence sur cet enseignement est considérée comme une trahison. Quiconque émet des critiques est soupçonné d'être un mauvais philosophe. Le poids est tel que les enseignants ne s'autorisent pas à parler des difficultés qu'ils rencontrent dans leurs classes. Ce n'est pas bien vu.

Propos recueillis par Marie-Laure Phélippeau

# Jack Lang présente la réforme de la formation des enseignants

Après cinq années de réflexion et de débats, la nouvelle organisation des IUFM va voir le jour

**LA RÉFORME** de la formation des enseignants entre dans la dernière ligne droite. Après la remise d'une demi-douzaine de rapports sur les lacunes de la formation des professeurs et les moyens d'y remédier, après cinq années de réflexions et une multitude de tables rondes, Jack Lang a présenté, mercredi 13 mars, les dernières modifications apportées aux concours de recrutement et à l'organisation des IUFM (instituts universitaires de formation des maîtres). Ces arbitrages, sur un dossier ouvert par Claude Allègre en 1998, étaient très attendus alors que se prépare la prochaine rentrée universitaire et que se profile, à plus long terme, le remplacement pour cause de départ en retraite de la moitié des enseignants en poste.

Conformément aux engagements pris en février 2001 (*Le Monde* du 28 février 2001), le ministère a rédigé un programme national pour les concours académiques de professeur des écoles (CAPE), applicable pour la session 2003. Alors que, jusqu'à présent, les programmes variaient d'une académie à l'autre, les nouveaux textes définissent les compétences attendues de l'ensemble des candidats.

Pour l'admissibilité, les deux épreuves visent à vérifier leur culture générale en français (niveau troisième) et en mathématiques (niveau seconde). Pour l'admission, les épreuves, plus professionnelles, portent sur leurs connaissances didactiques et pédagogiques. Les académies restent libres de fixer les sujets des concours, qui ont désormais lieu à deux dates différentes pour l'Île-de-France et le reste du territoire.

## LANGUES ET INFORMATIQUE

Les candidats devront également justifier d'un niveau minimum en langues vivantes. Avant que l'obtention d'un certificat de compétences en langues soit obligatoire – d'ici 2004, selon le ministère –, les candidats qui n'ont pas choisi cette option lors du concours devront suivre un enseignement à l'IUFM. Comme prévu, les dates des CAPE seront déplacées. Dès la session 2004, les épreuves d'admissibilité devraient avoir lieu en décembre ou janvier (mai actuellement) et les épreuves d'admission en juin. Le ministère s'est, en revanche, abstenu d'intervenir sur les concours du second degré. « *C'est un sujet où il y a toujours des blocages* », signale un conseiller du ministre en écho aux protestations émises lorsque Claude

Allègre avait proposé de modifier les Capes. Les concours du second degré demeurent centrés sur les disciplines.

L'autre volet des annonces du ministère concerne la deuxième année d'IUFM. Après l'obtention des concours, les enseignants stagiaires suivent en effet une année de formation dans les IUFM et assurent, en parallèle, des enseignements en classe. Pour répondre aux critiques sur la qualité de cette formation, le ministère va publier une circulaire précisant l'organisation des enseignements. Sans bouleverser le système actuel, la rénovation devrait renforcer sa dimension professionnelle. Jack Lang a, par ailleurs, confirmé la mise en place d'un accompagnement des nouveaux professeurs ainsi que la généralisation de « *dominantes* » pour les professeurs des

## Vers une généralisation des sections européennes

A l'occasion d'un séminaire organisé, mardi 12 mars, pour les dix ans des sections européennes, ces sections bilingues ouvertes en collège et pouvant se prolonger au lycée, le ministre de l'éducation s'est prononcé en faveur de leur généralisation. « *Il ne faut plus que les sections européennes soient une exception mais un droit commun* », a déclaré Jack Lang, plaçant pour leur intégration, d'ici dix ans, dans « *tous les établissements scolaires* ». Il existe 2 508 sections européennes, contre 1 500 en 1998. « *On ne peut les taxer d'élitisme* », a-t-il noté, rappelant qu'il avait été à l'origine de leur création en 1992. « *Très rapidement, la France devra pouvoir exiger de tous les élèves et étudiants qu'ils effectuent au moins six mois, pendant l'ensemble de leur scolarité, dans un établissement d'un autre pays* » a-t-il ajouté.

écoles. Le ministère s'est enfin engagé à donner aux nouveaux enseignants la possibilité d'obtenir un master professionnel (bac + 5), validant, sous conditions, les deux années d'IUFM. Suspendue aux annonces que doit faire Jack Lang sur l'enseignement supérieur, la mesure reste pour l'heure symbolique. Elle constitue néanmoins un « *point d'appui intéressant* » pour d'éventuelles revendications salariales, selon un représentant du SNES-FSU, le principal syndicat des enseignants du second degré.

Luc Bronner

## DÉPÊCHES

■ **SIDA** : une femme de 80 ans, gravement malade, a été contaminée en janvier par le virus du sida à la suite d'une transfusion, a annoncé mardi 12 mars le ministère de la santé. Il s'agit du premier cas depuis 1998. Le risque de contamination par le VIH est de 1 pour 3,5 millions de dons. Aucun lien n'est établi entre la transfusion et le décès de cette femme.

■ **DISPARUES** : la Commission d'indemnisation des victimes d'infraction (CIVI) d'Auxerre a accordé, mardi 12 mars, 9 500 euros, à titre de provision, à chacun des dix proches des sept jeunes filles de la Ddass disparues dans l'Yonne entre 1977 et 1979.

■ **JUSTICE** : la Cour européenne des droits de l'homme a condamné la France pour la durée excessive d'une procédure judiciaire dans l'affaire Beljanski, du nom d'un biochimiste poursuivi pour exercice illégal de la médecine et de la pharmacie, et décédé en 1998. Après cinq années de procédure, sa veuve, Monique Beljanski, coprivénu, avait été condamnée en mai 2001 à 18 mois de prison avec sursis et 30 500 euros d'amende. Les juges européens lui ont alloué une somme de 4 500 euros pour *precium doloris* et 6 000 euros pour les frais et dépens.

■ **SÉCURITÉ** : la SNCF et le ministère de l'intérieur ont signé mardi 12 mars une convention destinée à permettre leur « *action conjointe et coordonnée* » en matière de sécurité des transports en Île-de-France. 260 opérations avaient déjà été organisées par la police et la société en 2001.

Gaëlle Dupont

Mesdames, Messieurs les candidats,

Parce que la Loi du 13 janvier 1989

- Amendement Creton -

n'a toujours pas de Décret d'application,

Le fait de vivre  
n'est-il pas  
le plus grand handicap  
des handicapés ?



Photo : Joël Robine

## La France lance un plan de lutte contre la tremblante du mouton

**FRANÇOIS PATRIAT**, ministre de l'agriculture, a dévoilé, mardi 12 mars, les grandes lignes du plan de lutte contre la tremblante du mouton qui sera mis en place dans les prochains jours. Connue depuis plus de deux siècles, cette maladie endémique voisine de l'encéphalopathie spongiforme bovine (ESB ou maladie de la vache folle) n'était pas, jusqu'à présent, considérée comme un problème de santé publique. On ignore toutefois si certains cas de tremblante ne sont pas dus au passage vers le mouton de l'agent pathogène responsable de l'ESB. Le ministère de l'agriculture souligne ainsi que les mesures de lutte contre la tremblante du mouton sont aussi destinées à prévenir le risque éventuel d'apparition d'ESB chez les ovins et les caprins. En 2001, 34 troupeaux ont, en France, officiellement été touchés par la tremblante en France.

### 100 000 TESTS DE DÉPISTAGE

Le plan gouvernemental comporte plusieurs volets. Quelque 100 000 tests de dépistage de la maladie seront pratiqués de manière aléatoire : 60 000 sur les animaux destinés à la consommation et 40 000 sur les animaux malades destinés à l'équarrissage. Les modalités d'indemnisation des éleveurs concernés seront revues.

Cette mesure, imposée par la réglementation européenne, devrait être mise en œuvre d'ici

deux à trois semaines et s'étaler sur quatre ou cinq mois. Un « *génotypage* » des troupeaux touchés sera d'autre part mis en œuvre : les animaux seront sélectionnés selon leur résistance à la maladie. La diffusion d'animaux reproducteurs génétiquement résistants dans le cheptel français sera encouragée.

### MOELLE ÉPINIÈRE

Enfin, le retrait de la moelle épinière des animaux, pratiqué dans tous les pays européens sur les animaux de plus de 12 mois, sera pratiqué en France sur les animaux de plus de 6 mois. Ces mesures, qui seront financées par des fonds nationaux et européens, concernent le cheptel français alors que 60 % des animaux consommés en France sont importés. L'Agence française de sécurité sanitaire des aliments (Afssa) préconise depuis un an d'exclure de la consommation humaine les intestins de moutons et de chèvres qui servent notamment à la confection des merguez et des chipolatas. On précise, au ministère de l'agriculture, que l'on attend un avis des experts scientifiques de la Commission européenne qui devrait être prochainement rendu public. M. Patriat a par ailleurs affirmé que la France ne leverait pas à court terme l'embargo sur les viandes bovines britanniques.

## Les conseils régionaux investissent dans les savoirs

En 2002, les assemblées mobilisent encore la moitié de leur budget pour les lycées, les universités, la recherche et la formation professionnelle. Ces politiques, menées depuis une dizaine d'années, ont dynamisé la vie économique. Exemple en Pays de la Loire

### NANTES

de notre correspondant

Comme toutes les régions, Pays de la Loire engagera cette année plus de la moitié de ses 717 millions d'euros de budget sur l'éducation, la formation professionnelle, l'enseignement supérieur et la recherche. « Nous étions très en retard dans les années 1970, explique François Fillon, son président (RPR). Comme toutes les régions, nous avons eu des marges de manœuvre financières que l'Etat n'a plus. Là où il augmentait au mieux les dépenses de 2 %, ce qui ne comblait pas les déséquilibres régionaux, nous avons pu les doubler si nécessaire d'une année sur l'autre. »

Ce conseil régional n'a mis que dix ans, en mobilisant 1,2 milliard d'euros, pour construire 14 nouveaux lycées et rénover de fond en comble un parc qui en compte aujourd'hui 280. Ceci a permis de faire face à une croissance démographique annuelle de 0,57 % entre les deux derniers recensements, une des plus fortes de France. Signe du chemin parcouru, l'académie de Nantes a obtenu en 1999 un taux de réussite au baccalauréat supérieur de 5 points à la moyenne nationale, la situant au premier rang devant celles de Rennes et de Grenoble.

L'accroissement de l'offre s'est fait en l'adaptant au terrain. Les « lycées des métiers », dont le ministre délégué à l'enseignement professionnel, Jean-Luc Mélenchon, vient d'annoncer la création, sont ici une réalité ancienne, ancrée sur des bassins d'emploi : métiers de la mer aux Sables-d'Olonne, métiers de l'automobile au Mans ou métiers de la mode à Cholet. « Nous en avons recensé une douzaine et trois ou quatre pourraient être labellisés dès la rentrée prochaine », constate, ravie,

### EN 2002, L'ENSEMBLE DES BUDGETS REPRÉSENTE 15,6 MILLIARDS D'EUROS

Régions	Budget		Régions		Budget	
	en millions d'euros	Fiscalité* en euros par hab.	en millions d'euros	Fiscalité* en euros par hab.	en millions d'euros	Fiscalité* en euros par hab.
Ile-de-France	2 630	n. c.	Alsace	550	119	
Rhône-Alpes	1 630	118	Lorraine	491	n. c.	
Nord-Pas-de-Calais	1 311	128	Languedoc-Rouss.	486	114	
PACA	1 016	120	Corse	429	364	
Pays de la Loire	717	114	Auvergne	411	117	
Aquitaine	661	125	Bourgogne	410	102	
Centre	660	124	Basse-Normandie	401	137	
Midi-Pyrénées	655	137	Champ.-Ardenne	360	119	
Bretagne	642	n. c.	Poitou-Charentes	360	110	
Haute-Normandie	612	141	Franche-Comté	313	133	
Picardie	575	122	Limousin	215	135	

Source : Statistiques et finances locales (SFL)

\* directe et indirecte

Annie Cheminat, rectrice de l'académie de Nantes.

« Le transfert de compétences a aussi permis de décriper le dialogue sur ce terrain très sensible. Nous pouvons innover localement sans passer par la mécanique lourde de réforme de l'Etat », constate M. Fillon qui souhaite aller plus loin, notamment dans la formation continue. Certes, il existe encore des divergences d'appréciation : le conseil régional estime que l'Etat ne soutient pas suffisamment les lycées privés, qui accueillent dans cette région 38 % des élèves ; et l'Etat estime que le conseil régional privilégie trop l'apprentissage, qui représente 45 % de la formation professionnelle initiale, au détriment des lycées professionnels. Mais, globalement, le tandem fonctionne bien. « Nous créons actuellement un groupement d'intérêt public réunissant le recto-

rat, le conseil régional, la direction régionale du travail et le centre régional de documentation pédagogique pour travailler sur la formation continue, la validation des acquis, l'ingénierie éducative », explique M<sup>me</sup> Cheminat.

### UNIVERSITÉ VIRTUELLE

La stratégie régionale pour l'éducation et la formation (SREF), qui balise les années 2002 à 2006, a été concoctée par l'ensemble des parties concernées sous la houlette du conseil régional. Ce document prévoit d'améliorer la réactivité aux besoins de l'économie locale, d'égaliser les chances d'accès à la formation, d'élever le niveau des compétences par l'individualisation des parcours et de développer le « goût de la formation continue ». En 2001, une « opération coup de poing » a permis de créer en Vendée, en quelques semaines, un millier de places

de formation aux métiers sur lesquels l'industrie nautique et l'agroalimentaire ne parvenaient plus à recruter.

Pour éviter à des jeunes souvent

sans moyens les allers et retours entre le bassin d'emploi qui les réclame et les villes où sont situés leurs centres de formation, des places d'apprentis seront ouvertes à la rentrée prochaine dans des établissements d'enseignement général proches des entreprises où ils travaillent. La cohabitation entre ces deux univers devrait profiter aux deux. Elle aurait été impensable en d'autres temps. Le recours aux technologies de l'information et de la communication est un des leit-motifs de M. Fillon, qui y voit l'occasion de « remettre les compteurs à zéro entre les régions ». Grâce aux outils informatiques permettant d'allier parcours individuels et suivi par un formateur, 6 000 jeunes en échec scolaire suivent aujourd'hui une formation « de la deuxième chance ».

L'Université virtuelle des Pays de la Loire (UVPL), qui réunit les universités de Nantes, d'Angers et du Mans et l'Institut universitaire de formation des maîtres des Pays de la Loire, compte mettre rapidement en ligne une centaine de formations supérieures. La nécessité de travailler ensemble et de faire

évoluer les cours conçus pour le tableau noir aura des conséquences bénéfiques sur les universités elles-mêmes, partie-t-on au groupement d'intérêt public Atlantech, qui pilote le projet. Doté par le conseil régional d'un budget de 1,5 million d'euros, l'UVPL affiche deux grands objectifs : proposer une alternative aux étudiants ayant échoué en premier cycle et toucher de nouveaux publics, en particulier salariés. Elle-même sera interconnectée avec les futures universités virtuelles de Bretagne et de Poitou-Charentes au sein du Réseau des universités de l'Ouest atlantique récemment créé.

Du bassin d'emploi à ce futur campus numérique du Grand Ouest, le mouvement engagé en Pays de la Loire ne semble pas près de s'arrêter. « La formation est notre premier outil de développement économique », rappelle M. Fillon. Ce rattrapage a eu comme parallèle une croissance de l'emploi parmi les plus dynamiques de France sur les dernières années.

Dominique Luneau

## Une fiscalité plutôt stable

LES CONSEILS régionaux ont gardé, en 2002, le cap d'une « sagesse fiscale », selon Valérie Rosier, directrice du cabinet de conseils Statistiques et finances locales (SFL). Les augmentations des taux sont rares et plutôt faibles. Après les fortes hausses des années 1990, rendues nécessaires par la prise en charge des lycées, ces collectivités ont trouvé leur rythme de croisière en terme de fiscalité.

A contrario, elles n'ont toujours pas trouvé leur équilibre politique, conséquence d'un mode de scrutin (proportionnelle et liste départementale) qui ne permet pas de dégager des majorités. Il faudra attendre 2004 pour que ces conseils soient désignés plus justement : liste régionale, élection à la proportionnelle avec prime à celle arrivée en tête.

En attendant, chaque exécutif tente de dégager une majorité pour mener sa politique. Huit ont fait appel à la procédure du vote bloqué, dite du 49/3 : cinq de gauche (Centre, Haute-Normandie, Provence-Alpes-Côte d'Azur, Nord-Pas-de-Calais et Ile-de-France) ; trois de droite (Rhône-Alpes, Bretagne et Franche-Comté). Dans ces régions, le front – souvent hétéroclite – du refus à l'exécutif n'ayant pas présenté un contre-budget, celui de la majorité relative a été considéré comme adopté. Ailleurs, les textes ont été votés grâce principalement à l'abstention des principaux groupes d'opposition. Dans toutes les régions, les représentants de Lutte ouvrière, l'organisation d'Arlette Laguiller, votent contre les rapports ou ne participent pas au vote.

Mis à part la régionalisation de la SNCF, les assemblées ont aussi débattu de la gratuité totale des livres scolaires pour les lycéens. Cette mesure, déjà en

vigueur, depuis 1998, dans la région Centre (Alain Rafesthain, PS), est à l'étude dans le Nord-Pas-de-Calais (Daniel Percheron, PS). En Rhône-Alpes, la gauche l'a demandée, Anne-Marie Comparini, la présidente (UDF) qui y est défavorable, a mis à l'étude un projet d'attribution d'une aide aux familles. En Picardie, Charles Baur (ex-UDF) envisage d'aider certaines familles. L'exécutif de la Franche-Comté (Jean-François Humbert, UDF) l'a refusée, comme celui de Lorraine (Gérard Longuet, UDF) qui préfère un chèque de 38 euros pour les livres non revendus. Champagne-Ardenne (Jean-Claude Etienne, RPR) envisage une enveloppe attribuée à chaque lycée.

### LES VOIX DE L'EXTRÊME DROITE

En 1998, quatre présidents de droite avaient été élus grâce aux voix de l'extrême droite. En Rhône-Alpes, Charles Millon (DLC) ayant été remplacé par Anne-Marie Comparini, avec l'appui de la gauche, il en reste trois qui continuent à en bénéficier. Ainsi, en Bourgogne, le budget présenté par Jean-Pierre Soisson (app. DL) a-t-il été adopté avec les cinq élus du FN et l'abstention de la gauche.

En Picardie, le budget de Charles Baur a recueilli les suffrages de la droite, du FN et du MNR. Le scrutin n'ayant pas dégagé de majorité (26 voix pour, 2-6 contre, 5 abstentions), c'est celle du président, prépondérante, qui a fait pencher la balance. Enfin, dans le Languedoc-Roussillon, Jacques Blanc (DL) a été soutenu une nouvelle fois par la droite, les non-inscrits et les deux groupes d'extrême droite.

de nos correspondants

## La régionalisation de la SNCF est presque bouclée

Seules quatre régions n'ont pas encore signé la convention

LA RÉGIONALISATION des transports ferroviaires va bientôt couvrir l'ensemble du territoire (Le Monde du 16 janvier). Sur les 20 conseils régionaux concernés, l'Ile-de-France et la Corse étant hors de ce processus, 16 ont déjà signé, délibéré ou finalisé les discussions avec la SNCF. Le Nord-Pas-de-Calais a cependant décidé de déposer un recours devant le Conseil d'Etat à propos du montant de la compensation financière décidée par les pouvoirs publics.

Pour le Limousin, « il ne s'agit plus que d'une question de calendrier », précise Pierre Ardiller, chef du service transport au conseil régional. Le texte devrait passer au prochain conseil d'administration de la SNCF du 27 mars, ratifié le

29 en séance plénière du conseil régional, suivi d'une signature le 5 avril. »

Le conseil régional de Picardie n'entend pas cogérer le TER (train express régional) avec la SNCF « mais instaurer une véritable relation client-fournisseur au service des Picards », affirme son président Charles Baur (ex-UDF). Il veut définir les conditions de service et exige la mise en place d'un observatoire notant la ponctualité et la présence des agents. Le conseil régional estime aussi que la dotation en matériel de l'Etat (12 millions d'euros) est insuffisante et veut 25 millions. Enfin, il veut savoir si les lignes Amiens-Paris et Saint-Quentin-Paris, deux axes majeurs, seront considérées com-

me voies nationales ou régionales.

Prévue initialement le 20 décembre 2001, la signature de la convention en Languedoc-Roussillon a été reportée à la session du mercredi 13 mars. Son président, Jacques Blanc (DL), souligne qu'il veillera « à garantir l'équilibre du contrat et que la région ne pourrait pas investir dans le rail autant que dans les lycées, qui restent encore la priorité du conseil régional avec les dépenses prévues pour 97,9 millions d'euros ». Enfin, la région Centre, la seule à avoir rejeté la convention, le 14 décembre 2001, par 41 voix sur 77, devrait de nouveau débattre de ce texte lors de sa session des 14 et 15 mars.

de nos correspondants

Judith Miller  
Stephen Engelberg  
William Broad

Les armes biologiques et la nouvelle guerre secrète

**GERMES**

« Une enquête magistrale »  
New York Times

fayard

**FAYARD**  
www.editions-fayard.fr

**B**EYROUTH hier. Beyrouth demain ? Comme si un sortilège opiniâtre unissait, pour le pire et pour le meilleur, la capitale libanaise au « raïs » de l'Autorité palestinienne. « *Beyrouth ? Si Dieu le veut* », glisse ce soir-là un Yasser Arafat songeur, enfermé depuis trois mois à Ramallah, en Cisjordanie, quelques jours avant qu'Ariel Sharon, le premier ministre israélien, ne lève la sanction. L'homme qui quitte prestement son bureau et pose pour deux photographes devant une reproduction de l'esplanade des Mosquées (le mont du Temple pour les juifs) est plus vieux de vingt ans que celui qui échappait au siège imposé par l'armée israélienne à une ville déchirée par la guerre civile. La maigre barbe a blanchi et la silhouette est un peu plus replète, mais la détermination n'a pas été altérée par les années. Dans la nuit, non loin de son camp retranché, la canonnade retentit. Une guerre se poursuit. Mardi 12 mars, les chars de Tsahal quadrillaient la quasi-totalité de Ramallah. Lui patiente, et compte bien pouvoir triompher d'un autre siège et de la même armée pour revenir à Beyrouth et assister en vainqueur au sommet de la Ligue arabe qui s'y tiendra à la fin du mois de mars.

Début février, le premier ministre israélien Ariel Sharon, qui avait engagé son pays dans cette aventure libanaise, avouait regretter de ne pas l'avoir « liquidé » à l'époque. Magnanime, le miraculé avait presque aussitôt répondu à des journalistes israéliens qu'il « pardonnait » à l'impudent. Puis il s'était adressé directement à lui selon la formule arabe (« *Ya Sharon !* ») pour l'inviter à revenir à la table des négociations et pour lui rappeler sardoniquement « *le bon vieux temps* » des palabres, en 1997, lorsqu'il avait conclu avec lui et Benjamin



COSMOS

# YASSER ARAFAT

Nétanyahou, dont il était le ministre, un accord resté lettre morte. « *Arafat a un rapport au temps qui défie l'entendement*, glisse un diplomate européen. *Il agit toujours comme s'il n'avait aucune limite, comme s'il avait l'éternité devant lui. Comme s'il n'avait pas déjà dépassé 72 ans*. » « *Il a toujours été croyant mais je crois qu'il a changé après l'accident d'avion dont il avait réchappé en Libye. Depuis, il est convaincu d'avoir une destinée un peu à part* », assure un proche.

« Arafat : revient toujours de loin. » Dans le dictionnaire des idées reçues du Proche-Orient, son article n'a toujours pas à être réactualisé. En décembre 2001, le chef de l'Autorité se trouve pourtant dans la pire passe jamais traversée depuis le début du processus de paix, en 1993. Son enfermement à Ramallah, décrété par le gouvernement israélien après des attentats sanglants perpétrés par le Mouvement de la résistance islamique (Hamas) pour venger l'assassinat de l'un de ses chefs, est présenté par la presse israélienne comme la probable fin politique de celui dont le ministre israélien de la défense, Benjamin Ben Eliezer, assure alors que son rôle historique est « *achevé* ».

En janvier, après l'affaire du *Karine-A*, ce navire chargé d'armes de contrebande arraisonné par les Israéliens et dont l'Autorité palestinienne ne parvient pas à se dépeîtrer, la Mouqata'a, ce quartier général sans grâce hérité de l'administration militaire israélienne, apparaît comme un mausolée en puissance, où le repos du vieux « raïs » est à peine troublé par les visites et par les rigissements toujours plus proches des blindés israéliens. Aujourd'hui autorisé à se déplacer entre Gaza et la Cisjordanie, M. Arafat peut, selon l'expression du directeur de cabinet de M. Sharon, Ouri Chani, « *passer d'une cage à l'autre* ».

Cette réclusion conclut une année noire. Perçu comme celui qui a refusé les propositions « *généreuses* » des Israéliens à Camp David puis à Taba, même si la réalité est autrement plus complexe, incapable de maîtriser l'Intifada, M. Arafat a pu constater enfin qu'à Washington, la nouvelle administration républicaine lui est résolument hostile. Pendant de longues semaines, M. Sharon pousse méthodiquement son avantage contre l'Autorité palestinienne qualifiée d'« *entité soutenant le terrorisme* », puis contre son chef jugé en hébreu « *irrelevant* » (« *hors jeu* »), immobilisé et humilié. Mais M. Sharon ne peut aller jusqu'au bout, se débarrasser de son vieil ennemi. Les Etats-Unis s'y opposent et son effort faiblit, comme un pendule en bout de course.

M. Arafat, lui, a pris son mal en patience. « *Son image s'était fortement dégradée, y compris au début de l'Intifada, dans l'opinion palestinienne*, assure le politologue Ghassan Khatib. *On ne peut pas dire qu'il a recouvré tout son prestige en étant bloqué à Ramallah, mais il a partagé la vie de son peuple, le bouclage et l'humiliation, et les Palestiniens se*

**En le bloquant dans les territoires occupés, Ariel Sharon a mis le chef palestinien à genoux. Il n'a pas réussi à le briser.**

## ENTRE DEUX CAGES

*sont sentis plus proches de lui. C'est en cela qu'il en a tiré profit.* » L'outrance du premier ministre israélien l'a aussi servi. « *L'an dernier, Arafat a fait élire Sharon. Cette année, Sharon a fait réélire Arafat.* » C'est Javier Solana, qui livre ce matin-là la formule dans un salon du King-David, à Jérusalem-Ouest. Le diplomate espagnol, haut représentant de l'Union européenne, qui s'en revient de Ramallah, n'ajoute aucun commentaire, comme s'il était superflu.

**E**NTOURÉ de ses hommes de confiance, une cour toute à sa dévotion, M. Arafat s'est retranché en décembre dans la Mouqata'a, contrairement aux avis de certains de ses proches. « *Je lui avais conseillé de s'installer au siège du Conseil législatif palestinien*, raconte Mamdouh Nofal, qui dirigeait les combats à Beyrouth, *mais il a préféré rester dans son quartier général. "Tant que je suis là, je le protège" m'a-t-il dit.* » Le vieux chef s'est installé dans un méchant immeuble de béton gris, au bord d'une gigantesque cour souvent déserte. L'entrée du bâtiment est défendue par quelques hommes en armes, en lesquels il a une entière confiance. « *Arafat s'en remet à Allah pour sa vie, mais il ne compte que sur lui-même pour sa sécurité. Il veille sur tout avec une vigilance inimaginable. Il prend note du moindre détail. Rien ne lui échappe, de ce qu'il mange, de ce qu'il voit, de ce qu'il entend* », assure l'un de ses familiers. Ni l'austérité de son bureau, au deuxième étage, ni la simplicité de la petite salle qui lui fait face, où il reçoit les délégations qui viennent lui rendre visite, ne le rebutent. « *Arafat sait parfaitement utiliser à son profit les fai-*

*bles des hommes, mais il se contente pour lui du strict minimum. On a toujours l'impression qu'il porte les mêmes habits* », glisse un autre proche.

Infatigable voyageur, le chef de l'Autorité palestinienne s'est accommodé tant bien que mal de cette immobilisation, accueillant souvent les visiteurs par la même formule destinée à faire la nique à l'adversité – « *Le vent ne peut abattre la montagne* » –, et par l'évocation insistante du siège de Beyrouth et de la « *victoire* » qu'il assu-

de leur chef, ou bien à propos du *Karine-A*. « *Même avec les diplomates européens, en qui il a une entière confiance, il essaie toujours ponctuellement de mettre en cause le Mossad ou le Shin Bet, la sécurité intérieure israélienne, quand il est acculé. Il tente le coup, quand bien même il connaît à l'avance la réaction de son interlocuteur. C'est presque un rituel, tout comme l'évocation souvent interminable de son enfance à Jérusalem* », estime un observateur.

Les très riches heures de la réclusion de Ramallah ont parfois frisé le grand guignol. La presse israélienne a rapporté avec un luxe de détails l'algarade qui a opposé M. Arafat au chef de la sécurité préventive pour la Cisjordanie, Jibril Rajoub, doté du physique adéquat. Le chef de l'Autorité

*le point de passer en Jordanie pour pouvoir me rendre aux Etats-Unis lorsqu'il m'a appelé en me priant de repousser mon voyage d'un jour. Il m'a fait venir à Ramallah pour me dire le fond de l'affaire. Quand nous avons vu Sharon, nous lui avons transmis les remerciements d'Arafat pour cette invitation. En réponse, le premier ministre nous a priés également de le remercier pour nous avoir permis de venir chez lui* », assure Abou Ala'a.

Malgré les nombreux tirs de missiles israéliens, l'enfermement à Ramallah n'aura pas été trop dur. « *Par rapport à Beyrouth, c'est mille fois mieux. Là-bas, nous n'avions pas d'eau, pas de nourriture, nous étions "vraiment" bombardés. Mais surtout, là-bas, nous étions en terre étrangère ! Lorsque nous avons dû quitter Beyrouth, nous étions tous*

« *Par rapport à Beyrouth, c'est mille fois mieux. Là-bas, nous n'avions pas d'eau, pas de nourriture, nous étions "vraiment" bombardés. Mais surtout, là-bas, nous étions en terre étrangère !*

MAMDOUH NOFAL

re avoir alors remportée contre Ariel Sharon. Car le chef de l'OLP entretient une relation particulière avec l'histoire et ses réalités. Les journalistes israéliens qu'il a pris soin d'accueillir longuement au cours de sa réclusion pour tenter de redorer un blason passablement terni par dix-huit mois d'Intifada sont souvent repartis de Ramallah avec des sentiments mêlés. Peu convaincus par les théories du complot élaborées par le chef de l'Autorité palestinienne, que ce soit à propos de l'assassinat du ministre israélien du tourisme, Rehavam Zeevi, tué par un commando du FPLP pour venger la mort

Nofal. Dans son bureau du Croissant rouge, à Gaza, le vieux Haidar Abdel Chafi est plus direct. « *C'est un dictateur* », maugrée l'ancien responsable de la délégation palestinienne à la conférence de Madrid, en 1991.

Peu de temps après l'incident, on apprend que le premier ministre israélien a reçu pour la première fois des dirigeants palestiniens. Et pas des moindres. Abou Mazen, Abou Ala'a et Mohammed Rashid. Trois proches de Yasser Arafat. Très vite, le chef de l'Autorité palestinienne fait savoir que c'est sur son ordre que les trois hommes se sont rendus à Jérusalem. « *J'étais sur*

*découragés. On a demandé à Arafat où il allait. Il a répondu : en Palestine. Personne n'en pensait un mot. Il a pourtant tenu parole !* », assure Mamdouh Nofal. Ce dernier constate que Yasser Arafat s'est une nouvelle fois sorti d'un bien mauvais pas et qu'il est en train d'user un nouveau premier ministre israélien, après Ehoud Barak, Benjamin Nétanyahou et Shimon Pérès. Le chef de l'Autorité palestinienne balaie d'un revers de main la question lorsqu'elle lui est posée. « *Ce sont des affaires intérieures israéliennes, cela ne m'intéresse absolument pas* », assure-t-il en jouant avec le fauteuil pivotant de son bureau.

Ariel Sharon n'aura donc que momentanément pris l'avantage sur le chef de l'Autorité palestinienne créée en 1994. Il a oublié que Yasser Arafat ne se réduisait ni à ce personnage ni à cette fonction. Ce rôle de gestionnaire d'une institution brinquebalante et soumise au bon vouloir d'Israël est le dernier en date endossé par le vieux guerrier. Il n'a pas toujours été pour lui le plus commode, même s'il s'est accompagné d'une reconnaissance internationale et d'un quasi-statut de chef d'Etat qu'il a goûtés après tant d'années de précarité et de vaches maigres, à Beyrouth puis à Tunis. Ariel Sharon a mis à genoux Yasser Arafat, patron intérimaire de confettis territoriaux, et épuisé son administration. Il a fait plier le président décrié parmi les siens pour sa gestion hasardeuse, son autoritarisme, son immobilisme, son incapacité à s'expliquer et ses compromis, jugés honteux. Mais il n'a pas réduit le père de la nation. La vieille icône, comme dans un souffle, lui a encore échappé.

Gilles Paris

# Les Moldaves ne veulent plus parler russe

Ancienne province roumaine annexée par Staline et devenue indépendante, la Moldavie est gouvernée par des communistes qui regardent vers Moscou. Le quotidien « Flux » raconte le ras-le-bol de la jeunesse

**PETIT PAYS** ex-soviétique enclavé entre la Roumanie et l'Ukraine, la Moldavie se réveille-t-elle d'un long sommeil ? A en croire la presse locale, Chisinau est en pleine révolution. Depuis des semaines, la capitale moldave est occupée par des milliers de roumano-phones qui protestent contre les tentatives de russification. Les deux tiers des quatre millions de Moldaves sont d'origine roumaine, le reste d'origine russe et ukrainienne. Les roumanophones s'insurgent contre la décision des autorités communistes d'enseigner le russe comme langue obligatoire dans les écoles et d'introduire un nouveau manuel d'histoire rappelant l'époque soviétique.

Le quotidien Flux s'interroge sur l'incompréhension qui règne de part et d'autre dans ce conflit explosif. « Il y a quelques jours, un des jeunes manifestants révoltés par les actions du gouvernement communiste a pu tromper les services de sécurité et s'est frayé un chemin jusqu'au



président Vladimir Voronin, venu se montrer aux manifestants. Il s'est posté devant le premier homme de l'Etat, lui a tourné le dos et a baissé son pantalon, et s'est exclamé «Voilà le vrai visage du communisme !» avant de disparaître dans la foule en échappant aux services de sécurité.

Certes, ce n'est pas un geste louable. Mais que dire d'un pouvoir qui ne distingue plus la vérité du mensonge, qui renie la langue et l'histoire roumaines, qui ferme les églises et veut interdire le drapeau tricolore ? Comment répondre à ces humiliations ? Les communistes moldaves ne donnent aux jeunes qui aspirent à l'Europe qu'une seule option : baisser leur pantalon ! »

Cette colère s'explique. Désespérés par l'absence de perspectives, les jeunes sont prêts à tout pour faire tomber un gouvernement gangrené, au risque de créer un conflit explosif en Europe du Sud-Est. Car la Moldavie, territoire roumain jusqu'à la fin de la seconde guerre mondiale, pourrait aussi déstabiliser ses voisins. Création artificielle de Staline, la petite République réputée pour sa richesse agricole est devenue indépendante après l'effondrement de l'URSS. Le roumain a repris sa place de langue officielle et de plus en plus de Moldaves espèrent réinté-

grer la Roumanie. Mais les mafias locales, la prostitution et toutes sortes de trafics qui remontent souvent jusqu'à Moscou ont pris de vitesse la classe politique émergente. Déçus, las des sacrifices, les Moldaves ont élu en février 2001 un Parti communiste dont le programme se limite à un discours populiste.

## SI LES PINK FLOYD...

Pourtant, les récentes tentatives de russification ont suscité la colère des roumanophones, qui ont pris d'assaut les rues de Chisinau. « Les auteurs du nouveau manuel d'histoire vont tout falsifier, lit-on dans l'éditorial de Saptamina (L'Hebdomadaire). Mais ont-ils oublié que la pauvreté des arguments communistes ne résiste pas à la vérité historique ? Une chose est sûre : les étudiants ne vont pas avaler une histoire frelatée écrite sur l'ordre d'un parti. »

La presse moldave a aussi prévenu que Moscou ne resterait pas

indifférente. Le ministère russe des affaires étrangères a en effet accusé « les organisateurs et les forces extérieures qui les soutiennent de risquer de créer un nouveau conflit. Nous ne pouvons pas admettre une telle situation ». Les « forces extérieures » invoquées visent en particulier la Roumanie, inquiète des dérapages antidémocratiques en Moldavie.

Entre-temps, à Chisinau, la presse a intensifié ses sarcasmes à l'adresse du pouvoir. « Si le groupe de rock Pink Floyd venait en Moldavie, il pourrait composer un nouvel album intitulé Animaux II, observe l'hebdomadaire Accente (Accents). Pour ceux qui ne le connaissent pas, on rappelle que ce groupe britannique a enregistré un album intitulé Animaux dans lequel il est question d'un monde dominé par les cochons. Le plus triste, c'est qu'en Moldavie il ne s'agit pas de musique, mais de la vie de tous les jours. »

Mirel Bran

## SUR LE NET

Les documents cités dans cette chronique sont accessibles directement à l'adresse [www.lemonde.fr/surlenet](http://www.lemonde.fr/surlenet)

■ Des militants antimondialisation organisent des manifestations « contre l'Europe du capital et de la guerre » en marge du sommet européen de Barcelone.

■ Le 31 janvier, le Conseil de l'Union européenne a publié un état de l'activité terroriste en Europe. Il note une « résurgence du terrorisme anarchiste au second semestre de 2001. »

<http://register.consilium.eu.int/pdf/fr/02/st05/05759f2.pdf>

■ Le Conseil européen de Laeken a adopté une décision-cadre recensant les infractions qui relèvent du terrorisme. On y trouve, entre autres, la perturbation de l'approvisionnement en eau ou en électricité, la mise en danger d'animaux, de biens ou de l'environnement.

[http://europa.eu.int/eurllex/fr/com/pdf/2001/fr\\_501PC0521.pdf](http://europa.eu.int/eurllex/fr/com/pdf/2001/fr_501PC0521.pdf)

■ Le Conseil propose de mettre en place un échange d'informations concernant les personnes manifestant à l'occasion de « réunions au sommet convoquées à l'initiative de divers organismes internationaux et communautaires » afin de « réprimer le radicalisme violent des jeunes en milieu urbain, que, de plus en plus, les organisations terroristes manipulent pour réaliser leurs objectifs criminels ».

<http://register.consilium.eu.int/pdf/fr/02/st05/05712-rf2.pdf>

■ En décembre 2001, le Guardian signalait que le système d'information Schengen (SIS II) devait s'enrichir d'une liste des militants fauteurs de désordre.

[www.guardian.co.uk/eu/story/0,7369,61175,00.html](http://www.guardian.co.uk/eu/story/0,7369,61175,00.html)

vincent.truffly@lemonde.fr

## AU COURRIER DES LECTEURS

### POUVOIRS PRÉSIDENTIELS

A Strasbourg, le président Chirac vient de fustiger son premier ministre Jospin pour avoir reconnu récemment que l'insécurité avait progressé durant ses cinq ans de gouvernement et qu'il avait péché par naïveté (Le Monde du 8 mars). Le gouvernement porte une lourde responsabilité dans ce domaine, a affirmé M. Chirac. La naïveté n'est pas une excuse, c'est une faute. Notre président se moque de nous. Ne participait-il pas aux conseils des ministres hebdomadaires, et n'avait-il pas son mot à dire ? Pourquoi, durant cinq ans, n'a-t-il pas fait de déclarations quand il estimait que le gouvernement se fourvoyait, et pourquoi n'a-t-il pas indiqué la voie qu'il fallait suivre ? Le président-candidat voudrait-il nous faire croire qu'il n'avait aucun pouvoir, et aucune responsabilité dans la situation actuelle, non seulement en matière d'insécurité, mais aussi de chômage, de précarité, et de sous-développement du logement social ?

Léon Gilot

Clichy (Hauts-de-Seine)

# Le sommet de Barcelone vu par la presse d'Europe

La position française sur la libéralisation du marché de l'énergie suscite de vives réserves

« QUAND les chefs d'Etat et de gouvernement européens se retrouveront à Barcelone pour leur sommet annuel, leurs hôtes espagnols feraient bien de les mener à la Sagrada Familia. Le chef-d'œuvre inachevé de Gaudi symbolise le triomphe des aspirations sur les réalisations. On peut dire la même chose à propos de l'économie européenne. » Ainsi commence l'éditorial du Financial Times intitulé « Promesses non tenues ». « A Lisbonne il y a deux ans, rappelle le quotidien de la City, l'UE a fait vœu de devenir l'ensemble économique le plus dynamique et compétitif du monde avant 2010 (...). L'Europe a ensuite connu un sursaut de libéralisation et de baisses d'impôts. Puis le processus de réformes s'est enlisé (...). A Barcelone, une avancée dans le secteur de l'énergie est devenue essentielle. L'UE ferait ne serait-ce qu'un pas en avant si la France acceptait un compromis sur l'ouverture des marchés du gaz et de l'électricité pour le secteur commercial. »

Le gouvernement français et EDF sont sur la sellette dans plusieurs quotidiens européens. Pour ABC de Madrid, « l'élan vers la modernisation économique » a été freiné au sommet de Stockholm l'an passé, lorsque « la France et l'Allemagne ont conclu un pacte de circonstances pour se soustraire à la libération du gaz et de l'électricité, un mauvais signal qui a incité les autres membres à baisser la garde ». Mais la donne ne sera plus la même dans la capitale catalane, poursuit le quotidien de droite. Certes, « les dirigeants de ces deux pays en campagne électorale seront peu enclins à faire les petites conces-

sions que chaque membre se doit d'effectuer pour que prévaille l'intérêt général (...). Toutefois, l'Allemagne n'est pas en faveur du maintien de son pacte contre la modernité avec la France. Pour le chancelier Schröder, la priorité est le retour de son pays à la croissance (...). La France est disposée à parcourir la moitié du chemin, si l'ouverture de ce marché garantit la prévalence de la notion de service public ».

### APPEL CONJOINT ANGLO-SUÉDOIS

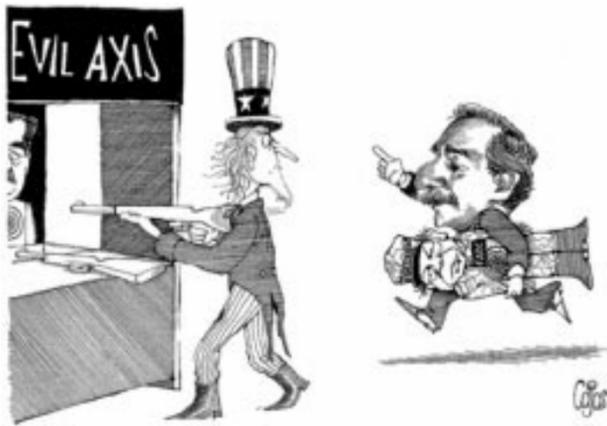
Le Times de Londres a publié mardi un texte signé conjointement par le premier ministre Tony

Blair et son homologue suédois Goran Persson, appel à la « modernisation des structures économiques européennes », à l'assouplissement du marché du travail et à l'accélération de l'« économie numérique » grâce aux nouvelles technologies. « Toute action pour libéraliser l'économie facilitera la tâche de M. Blair, qui doit vendre l'euro aux Britanniques », commente ce quotidien, qui s'en prend par ailleurs à la même cible : « Les autres membres trouvent que l'approche française est une pilule particulièrement difficile à avaler, EDF ayant avidement exploité l'ouverture partielle ou com-

plète de la plupart des autres marchés européens : le géant étatique a racheté plusieurs compagnies étrangères », en Allemagne, en Italie et au Royaume-Uni. M. Blair fait souvent remarquer aux dirigeants français que « ce sont des Français qui fournissent l'électricité à Downing Street mais qu'aucune compagnie britannique ne peut postuler pour éclairer les foyers parisiens ».

Le Wall Street Journal Europe a, on ne s'en étonnera pas, la dent la plus dure. Si la France campe sur ses positions, c'est que « son gouvernement de gauche ne veut pas paraître trahir les syndicats » avant les élections, empêchant « les consommateurs français de choisir démocratiquement quelle compagnie leur fournira gaz et électricité ». L'édition européenne du quotidien économique américain souligne que la « menace de l'article 86 » a été brandie par le président de la Commission, Romano Prodi : ce texte peut contraindre un Etat membre à libéraliser un de ses marchés, par le biais de la Cour européenne de Luxembourg. « Cependant, l'UE n'aime pas ces parties de bras de fer, surtout lorsqu'elles concernent un de ses membres les plus importants. C'est la raison pour laquelle on va chercher un compromis destiné à sauver la face. » A Barcelone, « ça passe ou ça casse », a prédit Tony Blair selon le FT, qui lui donne tort : « Les réformes économiques au sein de l'Europe obéissent à un processus lent et long. Mais si les gouvernements veulent garder leur crédibilité, ils doivent tenir leurs promesses. »

lemonde.fr pour Le Monde



« L'axe du mal », version colombienne. A la suite de la rupture du processus de paix par le président Pastrana, des mandats d'arrêt ont été émis contre 14 responsables des FARC. Les sénatoriels se sont malgré tout tenus dans le calme dimanche. Dessin de Cajas.

(« Courrier international » pour « Le Monde »)

### DÉPUTÉS EN CAMPAGNE

Nos parlementaires – et en particulier les députés – sont en congé pour cause de campagne depuis le 22 février. Le deuxième tour des élections législatives ayant lieu le 9 juin, la semaine du 9 au 16 sera consacrée aux formalités d'inscription et le vrai travail législatif ne pourra débuter que le 18 juin (l'Assemblée ne siègeant pas le lundi !), pour s'achever le 30 juin, début des vacances habituelles de trois mois. Il reprendra le 1<sup>er</sup> octobre jusqu'au 20 décembre environ, début des vacances de fin d'année. Un calcul simple montre que les députés actuels qui seront réélus n'auront siégé que 26 semaines en 2002, pour une rétribution portant sur 12 mois, les nouveaux siègeront 18 semaines pour une rétribution de plus de 6 mois et demi. Quant aux députés non réélus, ils auront siégé 8 semaines pour 5 mois et demi environ de solde. Et n'oublions pas le cas des députés européens (comme MM. Le Pen, Hue et Bayrou) qui font campagne depuis déjà de nombreuses semaines. On ne les voit guère pendant ce temps-là à Strasbourg ou à Bruxelles, où ils devraient se trouver en

permanence, or leur solde mensuelle est liée à du travail effectué dans ces deux métropoles, ce qui ne semble guère être le cas. Cette situation me paraît tout à fait scandaleuse et immorale. C'est vraiment, de la part de personnes qui détiennent quelque peu les rênes du pouvoir, donner un très mauvais exemple à tout le monde du travail. Que les candidats à une élection quelconque fassent campagne, début des vacances habituelles de trois mois, rien de plus normal. Mais s'ils détiennent un mandat national ou européen qu'ils ne peuvent remplir durant cette période, ne serait-il pas normal qu'ils ne perçoivent plus la solde liée aux fonctions non assumées ? Un ouvrier ou un fonctionnaire qui se mettrait en congé durant plusieurs mois pour faire campagne serait-il rétribué ? (...)

Marcel Chapeland

Mâcon (Saône-et-Loire)

### LES TALIBANS DE FRANCE

Il y a sept de nos citoyens détenus à Guantanamo. Si on ajoute Zacarias Moussaoui, le probable vingt-tième pirate de l'air, et Hervé Djamel Loiseau, mort en Afghanistan fin 2001, cela donne neuf Français membres d'Al-Qaïda ou

ayant lutté aux côtés des talibans. La présence d'un jeune Américain chez les talibans a créé une polémique aux Etats-Unis, neuf Français provoquent un assourdissant silence de la part des dirigeants français en cette période électorale. (...) Les candidats à la présidentielle (sauf à l'extrême droite MM. Le Pen et Mégret) ne souhaitent pas ouvrir cette boîte de Pandore, car il faudrait alors s'affronter aux problèmes de l'immigration, de la non-intégration, et d'un certain racisme dans l'Etat français, à ces trois causes majeures qui poussent des jeunes Français vers un islam intégriste. Ces questions sont primordiales et devraient être abordées par les candidats. (...) Les ignorer c'est, pour la France dans l'Europe, jouer à un jeu dangereux. Le futur risque d'être aussi explosif sur le Vieux Continent que sur le Nouveau.

Eric Franke

Nîmes

### PARITÉ CONTRE MIXITÉ

Le vote féminin n'existe pas, les femmes ne sont ni une communauté ni une classe sociale qui devrait avoir un même avis sur les

hommes politiques, candidats ou pas. Depuis quand est-ce que l'identité sexuelle oblige à penser de la même façon ? Et comment pouvez-vous affirmer qu'il y a vingt ans « les femmes » votaient comme on leur disait de voter (Le Monde du 9 mars) ? Je suis également désolée que M. Jospin ait cru bon de dire que seule une présidente femme pourrait diriger différemment – et il a l'air d'y voir un compliment ! Attribue-t-il « aux femmes » des compétences que « les hommes » n'auraient pas ou bien est-ce le contraire ? Il me semble que la parité est en train de faire des ravages dans le discours. (...) Je préfère la mixité qui ne serait due qu'au niveau de compétence et d'ambition de chacun(e).

Agnès de Vulpillières

Paris

### PÉDÉRASTE OU PÉDOPHILE

Le grec des études secondaires est très loin, mais je possède encore la grammaire de l'abbé Ragon et le dictionnaire d'Anatole Bailly, ce qui me permet d'étayer relativement bien mes remarques. Le grec ancien avait au moins deux verbes pour traduire

## DANS LA PRESSE FRANÇAISE

### ■ LES ÉCHOS

Favilla

Il n'est pas étonnant que l'on parle de plagiat quand on compare les programmes de la droite et de la gauche en matière de sécurité. L'un et l'autre ne font que refléter la conviction générale que la prison constitue l'un des meilleurs moyens de lutter contre la délinquance. Il s'agit d'un réflexe presque instinctif dont on trouve la trace tout au long des siècles. Mais il ne suffit pas de se référer à cette longue tradition pour trouver une justification à ce qui n'est finalement que l'aveu d'un échec. Trop d'études ont été consacrées aux effets de la prison pour que l'on ignore que, loin de réduire la criminalité, elle ne fait que la renforcer. Cela veut dire qu'il est aberrant que l'actuelle campagne électorale place la prison au centre de la lutte contre l'insécurité. C'est en appeler à un réflexe un peu primitif pour masquer l'incapacité à prévenir la délinquance et à proposer aux jeunes des modes d'insertion sociale à leur portée. Ce n'est pas être laxiste ou sentimental mais seulement soucieux d'efficacité que d'avertir que l'extension de la « prisonisation » ne peut avoir qu'un effet cumulatif sur l'augmentation de l'insécurité.

### ■ LIBÉRATION

Jean-Michel Thénard

On ne naît pas président, on le devient. A un âge avancé et avec plusieurs campagnes dans les chaussettes. Défait en pays anglo-saxon, on change de job. Battu, en France, c'est l'inverse, on a davantage de chances de devenir président. Ce vieux pays catholique pense encore parfois qu'il faut souffrir pour mériter le paradis, revenir à respiscence pour obtenir la présidence. Les Français n'aiment pas non plus ceux qui gagnent trop facilement. Poullidor a toujours été plus populaire qu'Anquetil. Et Giscard ne s'est jamais vu pardonner d'avoir enlevé l'Elysée à 48 ans, et du premier coup. Il faut donc être couturé pour être élu à l'Elysée. Du coup, la conquête de la magistrature suprême est hors limite d'âge.

### ■ LA TRIBUNE

Philippe Mudry

Le sort du cabinet Andersen, en phase de dévitalisation rapide pour son rôle plus que controversé dans l'affaire Enron, pourrait bien devenir un cas d'école illustrant les limites des systèmes de contrôle d'un monde capitaliste désormais extrêmement concentré. L'idée qu'Andersen disparaisse au profit d'un de ses concurrents n'a rien pour choquer. Le problème est que, loin d'apurer le marché, comme c'est le cas pour de nombreuses absorptions-sanctions, celle d'Andersen risquerait d'avoir l'effet exactement inverse. Le marché mondial de l'audit est dominé par cinq firmes seulement, d'une taille déjà disproportionnée par rapport à leurs poursuivants. S'il devait se restreindre à quatre géants, les tendances dangereuses qui ont conduit Andersen au bord de la déconfiture s'en trouveraient renforcées, loin de l'assainissement recherché.

re l'amour des enfants. L'un, *païdophiléo* signifie « aimer les enfants », avec un sens noble, correct. L'autre, *païdérastéo* a le sens de « aimer les jeunes garçons » avec une connotation péjorative. (...) Dans le premier cas, le sens chaleureux et positif de *philéo* est très net dans les mots le comportant : philosophie ou philologie, par exemple. Dans le second cas, on trouve le terme : *erastès* qui semble comprendre le radical « eros », dont le sens sexuel est sûr. Par suite, *païdophiléo* traduit l'amour de la majorité des parents pour leurs enfants, et c'est profaner son sens original que de désigner par le terme « pédophile » un comportement sexuel condamnable envers les enfants. Quant au mot « pédéraste », que l'on devrait employer pour désigner ce comportement condamnable envers les jeunes garçons, on l'utilise pour désigner l'homosexualité masculine. Je m'étonne que les lecteurs du Monde plus qualifiés que moi en grec ancien et sur l'étymologie, n'aient pas soulevé cette anomalie du langage devenue habituelle.

Jean Vidal

Félines (Ardèche)

Le Monde  
ÉDITORIAL

## Les secrets d'Arlette

ELLE est la seule personnalité politique en France qui soit désignée familièrement par son prénom. Elle est devenue, elle, la révolutionnaire, une vedette de notre vie publique. Alain Souchon lui a même consacré une chanson. Arlette Laguiller est un cas à part dans le paysage politique français. Depuis qu'elle a fait irruption sur la scène nationale en 1974, elle suscite de la sympathie et de l'estime, bien au-delà de ses scores électoraux. Année après année, d'une élection à l'autre, elle est toujours présente, figure incontournable des campagnes présidentielles. Comme le chante Souchon, « même si c'est des bêtises, que c'est gentil, que c'est beau ! ».

Paradoxalement, « Arlette » provoque autant de bienveillance que son parti, Lutte ouvrière, inspire de méfiance. Cette branche de la famille trotskiste issue de l'Union communiste internationaliste, une formation créée avant la guerre en marge de la IV<sup>e</sup> Internationale, fonctionne encore, en effet, d'une manière quasi clandestine, ne disant ni d'un siège officiel ni d'une adresse autre qu'une boîte postale. Toutes ses réunions se tiennent à huis clos, et son principal dirigeant, celui qui exerce le vrai pouvoir, n'apparaît jamais publiquement. LO garde donc la plupart de ses secrets. Ses ennemis la comparent à une secte, ses partisans invoquent la nécessité de serrer les rangs face à l'ennemi de classe.

Le fait nouveau est qu'Arlette Laguiller, à en croire les derniers sondages, est en passe de devenir un des acteurs majeurs de l'élection présidentielle.

Après avoir stagné autour de 2 % aux scrutins précédents, elle avait obtenu en 1995 un peu plus de 5 % des suffrages, score confirmé en 1999 aux élections européennes. La voix désormais autour de 9 %. Dans un premier temps, elle a dépassé Noël Mamère et Robert Hue. Elle devance aujourd'hui Jean-Pierre Chevènement et talonne Jean-Marie Le Pen. C'est elle qui pourrait être, en fin de parcours, si l'on ose dire, le « troisième homme ».

Le progression d'« Arlette » est due, sans aucun doute, à son savoir-faire et à celui des militants qui l'entourent. Elle a pour ressort la montée d'un vote protestataire dans une partie, souvent jeune, de l'électorat ouvrier, qui ne se reconnaît plus dans le Parti communiste et qui transfère sur l'extrême gauche ses espoirs déçus. Il est possible aussi qu'une fraction de l'électorat du Front national se reporte sur LO. Quoi qu'il en soit, l'action d'Arlette Laguiller a pour vertu de réintégrer dans la vie politique ceux qui pouvaient être tentés de s'en désintéresser parce qu'ils se sentent déjà exclus de la vie sociale. Mais son succès lui crée des devoirs : celui d'ouvrir son organisation au débat public, de mettre en pratique les valeurs de la transparence, bref, d'accepter l'espace contradictoire de la démocratie. Car LO reste largement extérieure aux usages démocratiques, que ce soit dans son programme ou dans sa vie interne : tout en quantant les votes d'élections pluralistes, elle défend toujours la « dictature du prolétariat ». Cette contradiction crée une malaise et suscite une inquiétude.

### Le Monde

Président du directoire, directeur de la publication : Jean-Marie Colombani  
Directoire : Jean-Marie Colombani ; Dominique Alduy, directeur général ; Noël-Jean Bergeroux.

Directeurs généraux adjoints : Edwy Plenel, René Gabriel  
Secrétaire général du directoire : Pierre-Yves Romain

#### Directeur de la rédaction : Edwy Plenel

Directeurs adjoints : Thomas Ferenzi, Pierre Georges, Jean-Yves Lhomet

Secrétaire général : Olivier Biffaud ; déléguée générale : Claire Blandin

Directeur artistique : François Lollchon

Chef d'édition : Christian Massol ; chef de production : Jean-Marc Houssard

Rédacteur en chef technique : Eric Azan ; directeur informatique : José Bolufer

#### Rédaction en chef centrale :

Alain Deboue, Eric Fottorino, Alain Frachon, Laurent Greilsamer, Michel Kajman,

Eric Le Boucher, Bertrand Le Gendre

#### Rédaction en chef :

François Bonnet (International) ; Anne-Line Roccati (France) ;

Anne Chemin (Société) ; Jean-Louis Andréani (Régions) ; Laurent Mauduit (Entreprises) ;

Jacques Buob (Aujourd'hui) ; Franck Nouchi (Culture) ;

Josyane Savigneau (Le Monde des Livres) ; Serge Marti (Le Monde Economie)

#### Médiateur : Robert Solé

Directrice des projets éditoriaux : Dominique Roynette

Directeur exécutif : Eric Pialoux ; directrice de la coordination des publications : Anne Chaussebourg

Directeur des relations internationales : Daniel Vernet

Conseil de surveillance : Alain Minc, président ; Michel Noblecourt, vice-président

Anciens directeurs : Hubert Beuve-Méry (1944-1969), Jacques Fauvet (1969-1982),

André Laurens (1982-1985), André Fontaine (1985-1991), Jacques Lesourne (1991-1994)

Le Monde est édité par la Société Editrice du Monde (SAS)

Durée de la société : quatre-vingt dix-neuf ans à compter du 15 décembre 2000. Capital social : 145 473 550 €. Actionnaires directs et indirects : Le Monde SA, Le Monde et Partenaires Associés, Société des Rédacteurs du Monde, Société des Cadres du Monde, Société des Employés du Monde, Fonds commun de placement des personnels du Monde, Association Hubert-Beuve-Méry, Société des Lecteurs du Monde, Le Monde Entreprises, Le Monde Europe, Le Monde Investisseurs, Le Monde Presse, Le Monde Prévoyance, Claude-Bernard Participations, Société des Personnels du Monde.

www.lemonde.fr édité par Le Monde Interactif.

Président du conseil d'administration : Jean-Marie Colombani. Directeur général : Bruno Patino

### RECTIFICATIFS

**YVETTE HORNER.** L'accordéoniste Yvette Horner, dont nous avons publié le portrait dans *Le Monde* du 12 mars, est née en septembre 1932 et non 1922, comme nous l'avons écrit par erreur.

**TROTSKISME.** Dans l'article du « Monde des livres » du 8 mars, consacré à divers ouvrages sur le trotskisme, il est fait référence au départ d'un groupe de militants de l'OCI, autour de Jean-Christophe Cambadélis, qui ont rejoint le PS. Une inversion de chiffres nous a fait écrire que l'événement est survenu en 1968, alors qu'il s'agit en réalité de 1986. Par ailleurs, dans un entretien avec Daniel Bensaïd,

publié dans la même page, il était indiqué que ce dirigeant historique de la Ligue communiste révolutionnaire siège à son bureau politique, ce qui n'est plus le cas.

**WASHINGTON-RIYAD.** Plusieurs erreurs ont été relevées dans notre article « *Divorce entre Maison Blanche et maison des Saoud ?* » (*Le Monde* du 23 février). Henry Ford résidait à Dearborn, dans le Michigan, et non à Pearborn ; au Venezuela, le premier choc pétrolier survint à la fin du mandat du président Rafael Caldera (1969-1974) et se poursuit sous la présidence de Carlos Andres Perez (1974-1979) ; la Grande Mosquée de La Mecque abrite la Kaaba, et non la Qasbah.

Le Monde est édité par la Société Editrice du Monde (SAS). La reproduction de tout article est interdite sans l'accord de l'administration. Commission paritaire des journaux et publications n° 57 437

ISSN 0995-2037

Imprimerie du Monde  
12, rue Maurice-Gunschbourg  
94852 Ivry cedex



Le Monde

Président-directeur général : Dominique Alduy  
Directeur général : Stéphane Corré

21 bis, rue Claude-Bernard - BP218  
75226 PARIS CEDEX 05  
Tél: 01-42-17-39-00 - Fax: 01-42-17-39-26

PRINTED IN FRANCE

## La Pologne, l'histoire, le clonage

IL Y A QUELQUES semaines, la Ligue des familles polonaises, un petit parti catholique qui a obtenu 7,87 % des suffrages aux élections de septembre 2001 et 38 sièges (sur 460) à la Diète, a proposé qu'il soit interdit par la loi de créer un être humain. Les députés ne se sont pas encore saisis de cette proposition, mais nul ne doute que, tôt ou tard, le législateur, en Pologne comme ailleurs, devra débattre de la question que soulève, partout dans le monde, les derniers développements de la biologie. La discussion est largement ouverte en France, où vient d'être adoptée par l'Assemblée nationale, en première lecture, une nouvelle loi sur la bioéthique.

La réflexion dépasse, à l'évidence, les frontières nationales. Elle ne peut que s'enrichir, en particulier, des échanges entre les différents pays d'Europe. Aussi, au moment où la Pologne s'apprête à entrer dans l'Union européenne, l'Institut français de Varsovie organisait-il, le 1<sup>er</sup> mars, sur le thème du clonage, une confrontation entre deux spécialistes, Magdalena Fikus, chercheuse à l'Institut de biochimie et de biophysique de l'Académie polonaise des sciences, et Axel Kahn, directeur du département de génétique à l'hôpital Cochin, sous l'égide de deux quotidiens, *Gazeta Wyborcza* et *Le Monde*.

« L'homme doit-il fabriquer l'homme ? » Telle était la question posée aux deux biologistes et à tous ceux qui, au siège du quotidien polonais, assistaient à cette discussion. Paradoxalement, alors que la forte influence de l'Eglise catholique en Pologne induit une très grande méfiance à l'égard des perspectives offertes par la biologie, c'est la représentante polonaise qui s'est montrée, au cours de ce débat, la plus ouverte aux innovations de la science, aussi opposées soient-elles aux traditions chrétiennes. Si un couple sans enfants devait recourir par désespoir à la méthode du clonage reproductif, à condition que celle-ci soit techniquement possible, lui a demandé Sławomir Zagorski, journaliste scientifique à *Gazeta Wyborcza*, comment réagiriez-vous ? Tout dépend des circonstances, a répondu Magdalena Fikus, qui a souhaité que soit mis en place un code fixant des critères. Mais elle n'en fait pas, a-t-elle dit, « un interdit absolu ». Elle n'est pas non plus catégoriquement opposée au clonage thérapeutique, a-t-elle ajouté, même si elle préférerait le recours aux cellules-souches embryonnaires prélevées sur des tissus adultes.

### « FANTASMAGORIQUES »

Pour Axel Kahn, en revanche, il n'y a aucune situation dans laquelle il serait « en faveur de la légitimité morale du clonage reproductif ». Pourquoi ? Parce que ce serait donner à un homme ou à une femme le pouvoir exorbitant de produire un être à son image, au prix d'« un assujettissement que rien ne peut justifier ». De quel droit, a-t-il demandé, vais-je imposer à un enfant son sexe, la couleur de ses yeux, la forme de son visage ? Pour lui, le seul critère qui vaille est celui du respect de l'altérité, qui est au fondement anthropologique de l'humanité, depuis que l'évolution a introduit, il y a un milliard d'années, soit bien avant l'apparition de l'homme, le principe de la reproduction sexuée. Cette position, Axel Kahn la défend non pas au nom du christianisme, dans lequel il ne se reconnaît pas, mais au nom des droits de l'homme.

Quant au clonage thérapeutique, qui pourrait rendre possible à terme une médecine régénératrice, il n'en est, souligne-t-il, qu'à ses premiers

balbutiements. Axel Kahn juge que ses perspectives sont encore « fantasmagoriques », ce qui, selon lui, limite grandement l'intérêt du débat. Il n'en affirme pas moins son refus d'une telle technique, dès lors qu'elle permettrait le passage au clonage reproductif et qu'en outre elle favoriserait un trafic d'ovules dont on sait bien que les populations du tiers-monde seraient les principales victimes. En revanche, le biologiste français n'est pas hostile à l'utilisation des embryons surnuméraires qui sont, dit-il, comme « l'équivalent d'une personne morte » dont on utiliserait les organes pour sauver une personne vivante. Dans la salle, une généticienne de l'Université catholique de Lublin a reproché à Axel Kahn de raisonner en fonction des conséquences, et non des principes. Selon ce raisonnement, a-t-elle dit, le clonage reproductif serait encore le plus acceptable puisqu'il a pour but de créer un être humain, alors que les autres techniques ont pour effet de détruire l'embryon. Pas du tout, a répliqué le biologiste, je me place au niveau des finalités, et non des conséquences : les embryons surnuméraires ont été créés dans le cadre d'un projet d'enfant, même si ce projet a été ensuite abandonné.

Autre réaction, celle du professeur Włodzisław Zagorski-Ostojka, directeur de l'Institut de

biochimie et biophysique de l'Académie des sciences, qui dit partager tous les arguments d'Axel Kahn. Rationnellement, note-t-il, le monde n'a pas besoin de nouvelles méthodes de reproduction, puisque son souci serait plutôt de limiter le nombre des individus sur terre. Alors, ajoute-t-il, de quelle zone freudienne vient cet étrange désir ? Pour lui, l'intérêt pour le clonage est d'abord l'expression d'un narcissisme. En excluant le père de la conception, ne rend-on pas visible, demande-t-il, « le complexe de la castration » ? Et surtout ne laisse-t-on pas libre cours à « un subconscient collectif » dont la libération est le résultat de « la destruction de la civilisation européenne » telle qu'elle a eu lieu à Auschwitz et au Goulag ?

Graves interrogations qui, dans ce pays chargé d'une histoire douloureuse, résonnent avec une force particulière. On y mesure mieux la profondeur des abîmes qu'ouvre la recherche scientifique quand elle touche au noyau de la vie et la difficulté de définir des règles communes. Ce « grand dilemme moral », selon l'expression d'Adam Michnik, rédacteur en chef de *Gazeta Wyborcza*, en ouverture du débat, est l'un des grands défis du postcommunisme.

Thomas Ferenzi

## Flambée PAR SERGUEI



## L'âge des candidats

Suite de la première page

Si le nouvel incident aérien de dimanche ne semble pas, cette fois, avoir suscité chez M. Jospin le même emportement – l'objection de François Hollande, le premier secrétaire du PS, sur le statut prétendument officieux de ces confidences apparaissant dénuée de portée –, il affecte toutefois une image et une communication patiemment élaborées, et a offert à son principal adversaire l'occasion inattendue d'une violente contre-attaque. Comme grisé par l'altitude des sondages, M. Jospin est ainsi brutalement retombé sur terre.

Au-delà de ces affaires de transport, et puisqu'un acte politique se joue d'abord à ses effets, le candidat socialiste ne pourra que déplorer d'avoir permis à Jacques Chirac de se poser en victime d'une agression verbale, invoquant, non sans habileté, le « délit de sale gueule » dont il serait soupçonné par son adversaire pour éluder dans un tour de passe-passe d'autres infractions, pénales et financières, qu'il sait pouvoir lui être reprochées. Lundi soir sur France 2, le président de la République a affiché sa forme à défaut de répondre sur le fond. Pour cette fois, cela lui suffisait.

En livrant ses confidences sur la « fatigue » de M. Chirac, le premier ministre n'a pourtant fait que dire à voix haute ce que nombre de journalistes et d'observateurs – y compris parmi les proches du président – relaient depuis le début de la campa-

gne. Mais il aura, au moins, prêté le flanc à des reproches sur la cohérence de sa stratégie. M. Jospin ne s'était-il pas attaché, depuis cinq ans, à éviter tout affrontement public avec l'autre tête de l'exécutif ? N'avait-il pas rappelé personnellement à l'ordre, à plusieurs reprises, certains de ses proches, impatientés d'en découdre avec M. Chirac, notamment sur le terrain des « affaires » ? Le 11 février, sur TF1, le chef du gouvernement devenu candidat avait ainsi affirmé qu'il préférerait « les bonnes paix à la guerre » et s'était montré attaché à la bonne tenue de la campagne électorale. Quelques mois auparavant, Matignon avait tempéré les ardeurs potaches du Mouvement des jeunes socialistes, qui préparaient une campagne d'affiches pour souligner l'ancienneté et la longévité du président-candidat dans la course aux plus hautes fonctions. Samedi, c'est pourtant M. Jospin lui-même qui a donné le sentiment de franchir la ligne séparant la critique politique de l'attaque *ad hominem*, troublant ainsi d'intempérance une équation personnelle alliant une certaine raideur à la maîtrise de soi.

### CONTROVERSE DISCUTABLE

A ces considérations tactiques s'ajoute une objection de fond. Outre qu'elle contribue à occulter, à quarante jours du scrutin, les véritables enjeux de la compétition, la controverse sur « l'âge du capitaine », lancée par le premier ministre, apparaît discutable. L'histoire de la vie politique française atteste, par plusieurs exemples, que la date de naissance des dirigeants est sans rapport direct avec leur capacité à exercer le pouvoir. Le général de

Gaulle était âgé de 75 ans lorsqu'il débuta son second mandat. En 1988, lorsque François Mitterrand fut réélu, il avait 71 ans. Non seulement M. Jospin ne lui avait pas ménagé son soutien – il était alors premier secrétaire du PS –, mais il avait lui-même répliqué aux allusions de M. Chirac à la « force physique » nécessaire à un chef de l'Etat. Même une fois connue la maladie de l'ancien président, qui affecta ses dernières années, nul ne réclama jamais son départ – la deuxième cohabitation ayant, il est vrai, transféré la charge du pouvoir vers l'Hôtel Matignon.

L'évocation de ces deux personnalités, qui ont sans doute entretenu une relation particulière avec les Français, ne saurait masquer le fait que la plupart des candidats d'aujourd'hui n'appartiennent pas davantage à la catégorie des jeunes premiers. Si l'on met à part le cas d'Olivier Besancenot (LCR), benjamin de la campagne, âgé de 27 ans, les prétendants les plus sérieux sont plus proches de l'âge légal de la retraite que de celui de la majorité électorale. Jacques Chirac fêtera ses 70 ans au mois de novembre, Lionel Jospin ses 65 ans en juillet – soit moins d'un quinquennat d'écart ; à quelques semaines près, Jean-Marie Le Pen et Charles Pasqua ont 74 ans, Jean-Pierre Chevènement 63 ans, Arlette Laguiller 62 ans, Robert Hue et Alain Madelin 55 ans, Noël Mamère 53 ans. Si Valéry Giscard d'Estaing fit de sa jeunesse un argument de campagne pour conquérir l'Elysée en 1974, à 48 ans seulement – mais après l'interruption brutale du septennat de Georges Pompidou –, cette autre

« exception française » demeure, qui voit s'affronter des leaders politiques aux carrières interminables, dans les partis et au gouvernement.

### UNE FORME D'IMMOBILISME

Ainsi, plus qu'à une question d'âge, c'est à la permanence du système politique français, qui qualifie volontiers l'ancienneté d'expérience, et à son incapacité à sécréter son propre renouvellement que renvoie la maladresse de M. Jospin. Pointé avec justesse par un groupe de jeunes socialistes dans un ouvrage collectif récent, *Le Bruit du tic-tac* (éd. Robert Laffont), et par un secrétaire national du PS, Régis Pas-sérieux, dans son livre *Bouge ta gauche* (éd. Le Rocher), illustré par les luttes d'influence des chefs de la droite dans les coulisses de l'embryonnaire Union en mouvement (UEM), ce blocage persistant continue de peser sur le fonctionnement des partis et sur la pratique du pouvoir, l'« âge du capitaine » s'additionnant à l'« âge du lieutenant ».

Trente-trois ans après la démission du général de Gaulle, objectivement « usé par le pouvoir », cette forme d'immobilisme contribue à la bipolarisation du débat politique et aux difficultés de ses acteurs à susciter l'attention, sinon l'adhésion, fût-ce à l'heure de la compétition présidentielle. Agés ou vieillissants, aguerris ou fatigués, leaders et candidats sont grosso modo les mêmes qu'il y a vingt ans, et il n'est pas certain que l'avènement du quinquennat suffise à accélérer le rythme de sa rénovation.

Hervé Gattegno et Anne-Line Roccati

# Zinni, pour quoi faire ?

par Robert Malley

**P**ENDANT des semaines, dirigeants et observateurs du monde entier ont réclamé à cor et à cri un réengagement américain dans le conflit israélo-palestinien. Durant des semaines, l'administration Bush a répété à qui voulait l'entendre que rien ne se ferait avant que Yasser Arafat n'agisse de façon décisive contre la violence, et en particulier que son émissaire spécial, le général en retraite Anthony Zinni, ne remettrait pas les pieds dans la région tant qu'on ne verrait pas de réels signes de progrès. Or voilà qu'après la période sans doute la plus meurtrière de ce conflit, Washington décide en catastrophe de dépêcher le général Zinni en Israël. Certes, toute tentative d'arrêter le bain de sang est en principe louable. Mais on est tenté de dire : c'est trop peu, trop tard. Et de demander : pour quoi faire ?

Ce n'est pas tant le cynisme de Washington qui dérange – bien qu'il y en ait là une bonne dose. Nul besoin d'être grand clerc, en effet, pour comprendre les motivations qui ont poussé l'administration à effectuer cette volte-face : la mission régionale du vice-président Cheney avant tout, censée à

Ce qui inquiète surtout, à propos de l'initiative américaine, c'est son cadre essentiellement sécuritaire

l'origine ouvrir la voie à la seconde phase de la guerre américaine contre le terrorisme, et qui – surtout après le véritable et invraisemblable appel au massacre lancé par Ariel Sharon – risquait fort d'être de bout en bout dominée par la question palestinienne.

Zinni en Israël, c'est la réponse toute trouvée à ceux qui reprocheraient aux Etats-Unis l'inertie de ces derniers mois. Vinrent ensuite les pressions internationales, l'annonce de la prochaine tenue du sommet arabe, les critiques de plus en plus acerbes de la presse américaine et la prise de conscience qu'attaquer l'Irak alors que flambent les territoires palestiniens ne serait guère une partie de plaisir.

Plus encore que le prétexte, ce qui inquiète surtout à propos de l'initiative américaine, c'est le cadre essentiellement sécuritaire dans lequel elle semble être définie. Car – on ne le répètera jamais assez – le conflit qui oppose Israéliens et Palestiniens est d'essence politique, tout comme le sera sa résolution. Il fut un temps où une reprise des contacts sécuritaires israélo-palestiniens ou la réalisation du programme Tenet auraient, à la rigueur – si ces derniers avaient été strictement et équitablement appliqués –, suffi à apaiser la situation. Désormais, cet espoir est vain.

Bien sûr, on assistera à des périodes d'accalmie relative, avec arrestations dans les rangs palestiniens, assouplissement du siège israélien, peut-être même un cessez-le-feu provisoire. Les uns et les autres devront parfois faire preuve de retenue – par crainte d'un embrasement régional, d'une rupture avec l'allié travailliste ou d'un refroidissement avec Washington dans le cas israélien ; par souci de préserver ce qui reste encore de l'Autorité palestinienne et des relations avec les Etats-Unis dans le cas palestinien.

Mais, peu à peu, les lois quasi-physiques de ce conflit nous ramèneront inexorablement en arrière. Une dynamique nouvelle s'est instaurée, qui donne raison aux extrémistes des deux bords, apôtres de la reconquête du côté israélien, de l'affrontement de type guérilla du côté palestinien. Chaque attaque

palestinienne parvient à la fois à souligner la futilité de l'option militaire israélienne et à la rendre d'autant plus inéluctable.

Parallèlement, la démarche israélienne du tout-sécuritaire, qui avait pour but avoué de mettre Yasser Arafat hors-jeu, est paradoxalement en train de mettre sur la tou-

**ROBERT MALLEY** est ancien conseiller du président Bill Clinton au Conseil national de sécurité.

che l'ensemble des cadres politiques palestiniens sur lesquels Sharon prétendait compter pour le remplacer.

Il est clair dorénavant que seule l'introduction d'un élément externe foncièrement nouveau et éminemment politique sera susceptible de bousculer la donne actuelle et d'éviter une détérioration tragique. La mission Zinni, si elle se borne aux aspects sécuritaires, n'y parviendra pas.

Mais il y a autre chose. Ces derniers temps, et en particulier depuis la proposition saoudienne, des voix de plus en plus nombreuses se sont élevées – en Israël comme à l'étranger – pour clamer qu'il ne fallait plus songer uniquement à maîtriser le conflit, mais à le résoudre. Fin de l'occupation, normalisation des relations entre Israël et pays arabes : tels sont les termes de ce débat-là. Ainsi que l'atteste sa réaction tardive, mais positive, au ballon d'essai saoudien, même Washington se serait sentie obligée d'y prêter attention. La mission Zinni, en définissant l'objectif prioritaire en fonction d'un cessez-le-feu et d'un retour à la case d'avant le 28 septembre 2000, risque de recadrer le débat dans une optique sécuritaire, et de repousser d'autant l'indispensable discussion politique qui commençait à peine à s'engager.

On en viendrait presque à plaindre le général Zinni. Il a été ballotté au gré des vents politiques américains, envoyé une première fois dans la région avec pour mission de bousculer les deux parties, rappelé à la première déconvenue. L'administration américaine lui a ensuite enjoint de ne pas y retourner avant qu'on n'entrevioie une éclaircie. Elle le réexpédie aujourd'hui, au moment où le conflit est dans sa période la plus sombre.

Tous ceux qui ont eu à traiter avec lui – Israéliens et Palestiniens compris – vantent son courage, sa sincérité et son honnêteté. Il lui faudra, hélas, bien davantage pour réussir. Il lui faudra être en mesure de jumeler l'approche sécuritaire avec une perspective politique concrète qui comprendrait l'envoi d'observateurs, l'ébauche d'une solution équitable du conflit ainsi qu'un calendrier et un cadre international pour y parvenir. Si Washington s'apprête à lui en donner les moyens, alors Anthony Zinni a de réelles chances de succès. Sinon, il vaudrait peut-être mieux – pour lui, pour la région et pour les Etats-Unis eux-mêmes – qu'il reste chez lui.

Un nouvel échec américain serait loin d'être sans conséquences : il contribuerait à renforcer ceux qui, au sein de l'administration, se sont toujours opposés à un engagement musclé, à radicaliser la société palestinienne et le monde arabe et, en fin de compte, à engendrer les ressentiments et, donc, les terroristes de demain.

Enhardie par ses prouesses afghanes, l'administration américaine n'est pas exempte de divergences internes. Elle n'est pas non plus une masse inamovible, et elle demeure sensible aux pressions et aux réalistes internationaux.

Mais c'est uniquement en présentant une solution alternative à sa politique – et en lui démontrant que cette politique a un coût – que les autres acteurs de la scène mondiale parviendront à interrompre les Etats-Unis sur la pente où ils glissent. Les enjeux sont bien trop graves pour tout laisser entre les mains d'un seul pays, aussi hyperpuissant soit-il et qui risque fort de payer autant sinon plus que les autres le prix de ses égarements.

© Robert Malley/« Le Monde ».

# Proche-Orient : sortir du piège

par Hubert Védrine

**N**AUSÉE, horreur, compassion désespérée, révolte : ce sont les sentiments qu'inspire aujourd'hui le Proche-Orient, cet enfer dans lequel s'enfoncent chaque jour plus profondément Israéliens et Palestiniens. Il faut en sortir. Et, pour en sortir, il faut changer de politique. Quelle était celle qui a échoué ? Celle qui affirmait que Yasser Arafat était seul responsable de l'échec des négociations de Camp David-Taba ; que l'Autorité palestinienne avait déclenché l'Intifada et pouvait l'arrêter si elle le voulait ; que le rétablissement du calme, ou de la sécurité, était un préalable absolu à l'ouverture d'éventuelles nouvelles négociations politiques ; et que les opérations militaires menées sans limites dans les territoires palestiniens et l'affaiblissement systématique de l'Autorité palestinienne permettraient de rétablir la sécurité pour les Israéliens.

Près de 1 400 morts et une année plus tard, il est démontré chaque jour plus cruellement que cette politique à laquelle les Etats-Unis ont trop longtemps emboîté le pas, et à laquelle les Européens auraient dû plus tôt opposer une solution alternative, ne marche pas. Au contraire, ce préala-

ble sécuritaire fonctionne comme un verrou et un piège. Cela ne veut pas dire que la sécurité pour les Israéliens n'est pas fondamentale, mais qu'elle sera obtenue par d'autres voies. Sans juger personne, essayons de formuler ce qui devrait être fait aujourd'hui pour rattraper le temps perdu et renverser le cours des événements. Tout peut redémarrer si Ariel Sharon et Yasser Arafat ont le courage de décider, ou d'appeler solennellement à un arrêt immédiat de toutes les violences quelles qu'elles soient et de se déclarer simultanément

prêts d'urgence un dialogue. Il n'y a pas d'autre solution. Yasser Arafat s'y dit prêt, et Ariel Sharon vient de faire une déclaration encourageante.

Les Etats-Unis semblent prêts à se réengager un peu plus : le président Bush et Colin Powell renvoient sur place leur émissaire, le général Zinni. Sa mission pourrait être décisive s'il est mandaté pour relancer un règlement politique et pas seulement rechercher la sécurité. La visite du vice-président Cheney dans la région est également très importante, de même que l'initiative que les Etats-

du réengagement américain qui s'amorce. Le Conseil européen de Barcelone leur en donne l'occasion.

Il faut souhaiter qu'à Beyrouth, le 27 mars, tous les Arabes soutiennent unanimement l'approche du prince Abdallah. L'Arabie saoudite ne peut pas décider à elle seule de reprendre des négociations – cela dépend d'Is-

**HUBERT VÉDRINE** est ministre des affaires étrangères.

raël – mais son engagement de normalisation ultérieure avec Israël en cas d'accord augmente énormément pour l'avenir les chances de réussite du futur nouveau processus de paix.

La reprise sans délai de négociations créerait un contexte tout à fait différent pour lutter contre le terrorisme palestinien et restaurer la sécurité pour tous. On sait par avance l'incomparable difficulté de ces négociations. Mais il n'y a pas d'autre voie. Si les dirigeants israéliens et les Palestiniens ont le courage politique de faire ce geste, ils trouveront le monde entier à leur côté, aujourd'hui pour les aider à reparler, demain pour conclure, et apporter des garanties, après-demain, pour faire vivre la paix au Proche-Orient.

## Il s'agit pour les Israéliens et les Palestiniens de rétablir d'urgence un dialogue

ment prêts à des négociations sur la sécurité et sur le règlement politique.

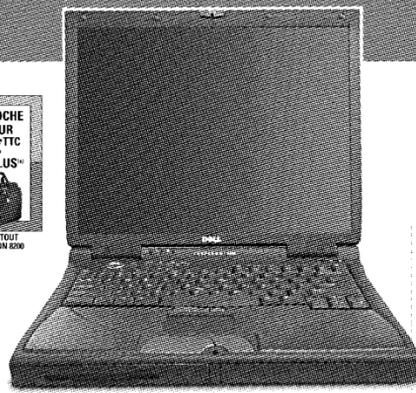
Pour avancer ensuite dans cette négociation, de nombreuses propositions sont déjà sur la table. Mais il manque l'impulsion politique. C'est elle qu'il faut donner. A défaut d'une illusoire confiance, il s'agit pour les Israéliens et les Palestiniens de réta-

Unis viennent de prendre au Conseil de sécurité de l'ONU. Les Européens devraient s'engager et avoir maintenant le courage de leurs idées. Aucune approche n'ayant depuis un an débouché, la concrétisation par l'Europe d'une politique alternative, non seulement ne générerait aucun effort en cours mais serait complémentaire

On a toujours une raison de choisir un Dell.



Raison n°14 : l'hyper-puissance mobile du nouveau Dell Inspiron 8200, et du nouveau Processeur Mobile Intel® Pentium® 4-M



NOUVEAU !

Découvrez le meilleur de la technologie mobile : l'association du tout nouveau processeur Mobile Intel® Pentium® 4-M et de la mémoire DDRAM. Cette combinaison vous permet de disposer d'une vitesse de rendement et d'une puissance de traitement inégalées, en toutes circonstances.



POUR TOUT INSPIRON 8200

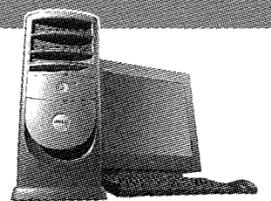
### DELL™ INSPIRON™ 8200

Processeur Mobile Intel® Pentium® 4 1.6 à GHz-M avec technologie Intel® SpeedStep™ améliorée

- Chipset Intel® 845MP - Bus principal 400 MHz
- 512 Ko de mémoire cache "full speed"
- 128 Mo de mémoire DDR-AM 266 MHz PC2100
- Disque dur 20 Go
- Ecran à matrice active 15" SXGA + (1400x1050)
- Contrôleur vidéo NVIDIA® GeForce2 Go Graphics AGP 4x avec 32 Mo de SDRAM (DDR)
- Lecteur DVD ROM 8x et lecteur de disquettes intégrés
- Contrôleur audio Cirrus Logic CS4205
- 2 enceintes stéréo intégrées
- Modem 56K V90 et chipset réseau 10/100 intégrés
- 2 ports USB, 1 PS/2, 1 port infrarouge IrDA 1.1, 1 sortie vidéo S-Video, 1 sortie IEEE 1394
- Double système de pointage Touchpad & Stick point
- Microsoft® Windows® XP Edition Familiale
- Microsoft® Works 6.0
- 1 an de garantie aller et retour atelier

2 299 € HT  
2 749,60 € TTC

15 080,45 F<sup>fr</sup> - Réf. 170-10320  
Possibilité de financement : contactez-nous



### DELL™ DIMENSION™ 4400

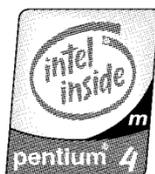
Processeur Intel® Pentium® 4 à 1.6 GHz

- Châssis minitour
- Chipset Intel® 845D à 400 MHz
- 256 Ko de mémoire cache
- 128 Mo de mémoire PC266 DDR-AM
- Disque dur 20 Go
- + 20 Go offerts soit 40 Go
- Carte vidéo ATI Rage Ultra AGP 4x, 16 Mo de SDRAM
- Moniteur 15" Couleur
- Lecteur de CD ROM 20/48x
- Son intégré 64 Voix
- 4 ports USB dont 2 en façade
- Microsoft® Windows® XP Edition Familiale
- Microsoft® Works 6.0
- Garantie européenne : 1 an, service aller-retour atelier

799 € HT  
933,60 € TTC

5 241,10 F<sup>fr</sup> - Réf. 170-D0331  
Possibilité de financement : contactez-nous

Les PC et les portables Dell utilisent une version originale de Microsoft® Windows®  
www.microsoft.com/piracy/howtotell



**PROMOTIONS DELL EN DIRECT®**  
JUSQU'AU 18/03/02

**PROMOTION INSPIRON**  
LECTEUR DVD à 1€\* (1,19€ TTC) sur l'Inspiron 2500 i0304

**PROMOTION DIMENSION®**  
100 €\* (119,60 € TTC) DE REDUCTION pour l'achat d'un Dimension et d'une Lexmark i3

**PROMOTION INTERNET®**  
JUSQU'À 40 Go OFFERTS sur le Dimension 4400 sur www.dell.fr

Offres valables jusqu'au 31/03/02, dans la limite des composants et pièces disponibles. Photos non contractuelles. Frais d'expédition en sus. Offres soumises aux conditions générales de ventes et de services de Dell. (a) Prix achat séparé de la sacoche : 47,84 € TTC (40 € HT). (b) Prix achat séparé de l'imprimante Lexmark i3 : 238 € TTC (199 € HT). (c) Offre valable jusqu'au 18/03/02. (d) Voir www.dell.fr pour le détail de ces offres. Dell se réserve le droit de mettre fin à ces offres sans avis préalable. Offres réservées aux entreprises.

Du lundi au vendredi de 8h30 à 19h  
**0 825 387 226**  
0.150 € TTC / MN  
Fax : 0 825 004 701

Choisissez et achetez sur :  
**www.dell.fr**  
24h sur 24h, 7J sur 7

**DELL™**

# ENTREPRISES

## BILAN

Après un cru 2000 exceptionnel, le bilan des **RÉSULTATS 2001** des entreprises françaises a des allures de lendemain de fête. Les bénéficiaires des **25 PREMIERS GROUPES**, qui s'élevaient à 25,9 milliards d'euros en

2000, atteignent péniblement 940 millions d'euros en 2001. Entre les deux, il y a les milliards d'euros de provisions et d'amortissements exceptionnels liés à la fin de la **SPÉCULATION BOURSIÈRE** et de la folie

des nouvelles technologies, mais aussi aux fusions mal digérées, aux **ACQUISITIONS PAYÉES TROP CHER**. Les sociétés tentent de persuader les investisseurs et les actionnaires de regarder d'autres indica-

teurs, comme le fameux EBITDA, un résultat d'exploitation qui passe sous silence les **PROBLÈMES DE FINANCEMENT**. Mais les survaleurs et les dettes colossales n'ont pas seulement un impact comptable.

## La fin de la spéculation pèse sur les résultats 2001 des entreprises

La synthèse, réalisée par « Le Monde », des comptes des 25 premiers groupes français montre une quasi-disparition de leurs bénéficiaires. Ils ont été ramenés de 25,9 milliards d'euros à moins de 1 milliard. Les provisions exceptionnelles liées aux surcoûts des acquisitions ont dégradé l'exercice

**LE CONTRASTE** est saisissant. Après l'euphorie de l'an 2000, les profits exceptionnels et les déclarations de conquête, les présentations de résultats de l'exercice 2001 ont des allures de lendemain de fête. Sonnés, les patrons hésitent à se prononcer sur l'avenir. Plus aucun n'ose parler de projet de développement et d'expansion. Alors que les marchés parient déjà sur une reprise rapide de l'activité économique aux Etats-Unis puis en Europe, les dirigeants, eux, préfèrent s'en tenir, pour l'instant, à un rebond de l'activité, soutenu par la reconstitution des stocks tombés au plus bas à la fin de l'an-

faire face à plusieurs d'entre eux. Incités par des changements de normes comptables qui obligent les grands groupes à afficher dans leur bilan la « juste valeur » de leurs actifs, la plupart des grands groupes ont décidé de solder les comptes de leur expansion passée. « Certaines entreprises ont manifestement choisi de tirer profit de la récession américaine et des attentats en sacrifiant leur exercice 2001 pour pouvoir mieux repartir par la suite », constate Sonia Bonnet-Bernard, associée du cabinet Ricol-Lasteyrie.

Les chiffres parlent d'eux-mêmes. Alors que le solde des résultats d'exploitation des vingt-cinq premiers groupes industriels et de services français, à 49 milliards d'euros, n'affiche une baisse entre 2000 et 2001 que d'un milliard d'euros, le total de leurs résultats nets s'est effondré. Leurs bénéficiaires, qui s'élevaient à 25,9 milliards d'euros en 2000, atteignent péniblement 940 millions d'euros en 2001. Entre les deux, il y a les milliards d'euros de provisions et d'amortissements exceptionnels liés à la fin de la spéculation boursière et sur les nouvelles technologies, aux fusions mal digérées, aux acquisitions payées trop cher.

Il faut remonter aux comptes de 1994 et 1995, lorsque les grands groupes avaient décidé de tirer un trait sur la récession de 1993 et la spéculation immobilière, pour retrouver une telle chute des résultats des entreprises françaises. Le phénomène aujourd'hui est comparable. Les sociétés adoucies hier par les marchés sont celles qui paient le plus lourd tribut à la remise en cause des modèles économiques fondés sur les nouvelles technologies et Internet : 15,6 milliards de provisions exceptionnelles pour Vivendi Universal, 5 milliards d'euros de charges pour restructurations et d'amortissements d'écarts d'acquisition pour Alcatel, en attendant la note, sans doute élevée, de France Télécom. Pour leur défense, ces groupes invoquent la chute des marchés. Mais au-delà, leur stratégie est tout de même remise en question. Thomson Multimédia, dans le même secteur, est parvenu, aidé par les profits récurrents de sa filiale américai-

Les recettes prônées par les marchés, comme la course à la taille, les fusions, les paris technologiques... ne se sont pas toujours révélées pertinentes

née. Mais ils ne veulent pas s'aventurer au-delà. La consommation, le retour de la croissance, l'évolution du dollar... tout leur semble sujet à caution. « Au mieux, la reprise de l'activité se manifesterait réellement au quatrième trimestre », pronostique Guy Dollé, président du directoire d'Arcelor, le premier groupe mondial de sidérurgie, né en décembre de la fusion entre Usinor, Arbed et Acelaria.

Aux yeux des patrons, une telle prudence est de mise tant l'année 2001 les a touchés. Récession aux Etats-Unis, marasme en Allemagne, effondrement au Japon, crise argentine, attentats du 11 septembre, guerre en Afghanistan, chute des marchés boursiers, éclatement de la bulle Internet, scandale Enron : les risques ont été multiples, souvent imprévisibles. Aucun des grands groupes français n'a subi de plein fouet l'ensemble de ces événements. Mais tous ont dû

### RÉSULTATS DES 25 PREMIERS GROUPES INDUSTRIELS ET DE SERVICES FRANÇAIS

Groupes	Activité	En millions d'euros		En millions d'euros		En millions d'euros	
		Chiffre d'affaires	Evol. 01/00	Résultat d'exploitation	Evol. 01/00	Résultat net	Evol. 01/00
<b>TotalFinaElf</b>	pétrole	<b>105 200</b>	- 8,2 %	<b>13 000</b>	- 12,6 %	<b>7 640</b>	10,7 %
<b>Carrefour</b>	distribution	<b>69 486</b>	7,2 %	<b>2 826</b>	3,7 %	<b>1 207</b>	13,2 %
<b>Vivendi Universal</b>	média, communication, services collectifs	<b>57 360</b>	38,0 %	<b>3 795</b>	108,2 %	<b>- 13 597</b>	ns*
<b>PSA</b>	automobile	<b>51 663</b>	16,9 %	<b>2 652</b>	25,0 %	<b>1 691</b>	28,9 %
<b>Suez</b>	services collectifs	<b>42 360</b>	22,4 %	<b>4 060</b>	7,4 %	<b>2 090</b>	8,9 %
<b>Renault</b>	automobile	<b>36 351</b>	6,1 %	<b>704</b>	- 58,7 %	<b>953</b>	- 11,3 %
<b>Saint-Gobain</b>	matériaux de construction	<b>30 391</b>	5,5 %	<b>2 677</b>	- 0,6 %	<b>1 137</b>	- 25,0 %
<b>PPR</b>	distribution, luxe	<b>27 798</b>	12,3 %	<b>1 978</b>	4,8 %	<b>752</b>	- 2,0 %
<b>Alcatel</b>	télécoms	<b>25 353</b>	- 19,3 %	<b>- 361</b>	- 116,0 %	<b>- 4 963</b>	ns*
<b>Aventis</b>	pharmacie	<b>22 941</b>	2,9 %	<b>3 639</b>	489,8 %	<b>1 505</b>	- 1 123,8 %
<b>Casino</b>	distribution	<b>21 983</b>	15,3 %	<b>853</b>	30,8 %	<b>379</b>	20,7 %
<b>Bouygues</b>	BTP, communication	<b>20 473</b>	7,4 %	<b>727</b>	- 8,8 %	<b>215</b>	- 48,9 %
<b>Vinci</b>	BTP	<b>17 172</b>	- 0,9 %	<b>1 058</b>	+ 9 %	<b>454</b>	7 %
<b>Michelin</b>	pneumatiques	<b>15 775</b>	2,5 %	<b>1 040</b>	- 10,5 %	<b>295</b>	- 26,1 %
<b>Usinor</b>	sidérurgie	<b>14 523</b>	- 7,7 %	<b>- 38</b>	- 103,5 %	<b>- 720</b>	ns*
<b>Danone</b>	agroalimentaire	<b>14 470</b>	1,3 %	<b>1 609</b>	3,8 %	<b>132</b>	- 81,7 %
<b>L'Oréal</b>	cosmétiques, pharmacie	<b>13 740</b>	8,4 %	<b>1 669</b>	12,7 %	<b>1 229</b>	19,7 %
<b>Lafarge</b>	matériaux de construction	<b>13 698</b>	12,1 %	<b>2 065</b>	8,4 %	<b>750</b>	3,3 %
<b>LVMH</b>	luxe, distribution	<b>12 229</b>	5,6 %	<b>1 560</b>	- 20,4 %	<b>10</b>	- 98,6 %
<b>Sodexo</b>	restauration collective	<b>11 943</b>	13,7 %	<b>586</b>	8,7 %	<b>138</b>	62,4 %
<b>Pechiney</b>	aluminium	<b>11 054</b>	3,5 %	<b>549</b>	- 16,6 %	<b>233</b>	- 25,8 %
<b>Thomson Multimedia</b>	électronique	<b>10 494</b>	15,4 %	<b>636</b>	16,5 %	<b>286</b>	- 27,4 %
<b>Valeo</b>	équipements automobiles	<b>10 234</b>	12,2 %	<b>388</b>	- 32,3 %	<b>- 591</b>	- 260,6 %
<b>Schneider</b>	équipements électriques	<b>9 828</b>	1,4 %	<b>1 116</b>	- 14,0 %	<b>- 986</b>	ns*
<b>Air Liquide</b>	gaz industriel	<b>8 328</b>	2,8 %	<b>1 177</b>	5,5 %	<b>702</b>	7,7 %

Les groupes comme France Télécom, EADS, EDF et GDF n'ont pas encore publié leurs comptes et n'ont donc pas été retenus  
Source : Sociétés \*ns : non significatif

ne, à éviter les écueils de la folie Internet.

2001 a bien été l'année de la mise à l'épreuve des modèles choisis depuis plusieurs années par les grands groupes. Toutes les recettes automatiques prônées par les marchés, comme la course à la taille quel que soit le secteur, les fusions, les paris technologiques, l'expansion mondiale, ne se sont

pas toujours révélées pertinentes. Certains groupes sont sortis renforcés de l'épreuve, d'autres, au contraire, bien fragilisés. L'équipementier Valeo qui, pendant des années, paraissait un modèle pour son secteur, se trouve brusquement en difficulté. Ses activités ne sont plus totalement adaptées aux attentes de ses grands clients constructeurs et la succession de Noël

Goutard a été difficile. En pleine redéfinition stratégique, Valeo affiche une perte de près de 600 millions d'euros. De même, Schneider, déstabilisé par l'échec de son projet de fusion avec Legrand, a provisionné plus d'un milliard d'euros pour solder l'aventure. Ces provisions lui permettront certainement de rebondir cette année, mais les interrogations demeurent

sur le schéma de développement que le groupe peut adopter désormais. LVMH, qui affichait autrefois les bénéficiaires les plus élevés des groupes français, a évité de justesse les pertes liées aux déboires de sa diversification dans la distribution, grâce à la plus-value exceptionnelle réalisée lors de la vente de sa participation dans Gucci.

Pour la deuxième fois en trois ans, Usinor, juste avant sa transformation en Arcelor, se retrouve en déficit. Pour expliquer ces contreperformances, le groupe sidérurgique met en avant l'importance de la récession industrielle mondiale qu'il a dû affronter. Ces difficultés se retrouvent dans les comptes de groupes comme Saint-Gobain (matériaux de construction) et Lafarge (ciments). Tous ont enregistré des résultats d'exploitation stagnants. Mais ceux-ci sont parvenus à maintenir leurs bénéficiaires. Depuis dix ans, ces groupes construisent patiemment une stratégie pour se prémunir contre les cycles. Elle se révèle aujourd'hui payante.

Jean-Martin Folz, le PDG de PSA, qui a refusé pendant des années de suivre les conseils de ceux qui lui recommandaient de se marier, goûte aujourd'hui sa revanche. En dépit du ralentissement en Europe, le constructeur automobile, porté par de nouveaux modèles, a vu son bénéfice progresser de 29 % et devient le troisième groupe bénéficiaire français. Aujourd'hui, les dirigeants de TotalFina Elf, de Suez, de L'Oréal, se félicitent de n'avoir pas succombé aux sirènes du marché ni modifié leur ligne de conduite. Les deux premiers affichent les plus importants bénéficiaires des groupes industriels et de service français. Le troisième, sans l'aide de rachats spectaculaires ou d'opérations prestigieuses, est encore capable en 2001 d'afficher un résultat en croissance de 19 %.

La leçon reçue en 2001 risque de ne pas être oubliée pendant un moment. Alors que les dirigeants estiment que les mois à venir restent incertains, tous jurent, pour se préserver, de ne se consacrer qu'à leurs métiers et d'oublier les grandes opérations financières.

Martine Orange

### TROIS QUESTIONS À... JEAN-MARIE CHEVALIER

**1 Vous êtes professeur d'économie, spécialiste des stratégies d'entreprise à l'université de Paris Dauphine. Quelle lecture faites-vous des résultats des entreprises ?**

Au-delà du décryptage – très difficile – des résultats comptables, ce qui me frappe, en tant qu'économiste, c'est l'extrême complexité de l'environnement des entreprises. La globalisation et la libéralisation des marchés créent de la complexité. Cela entraîne une multiplication des risques pour les groupes.

Pour ne citer que quelques exemples, en 2001, ils ont dû faire face à des risques aussi divers que l'éclatement de la bulle Internet, la récession américaine, les attentats du 11 septembre aux Etats-Unis et la guerre en Afghanistan, la crise argentine et la faillite d'Enron. Ces événements ne sont pas du même ordre, mais tous ont eu, ou peuvent avoir, des répercussions à court ou moyen terme sur la vie des entreprises.

**2 En quoi ces changements modifient-ils les stratégies des groupes ?**

Les stratégies deviennent plus difficiles à établir. Chaque entreprise est en train de chercher, en ce moment, son modèle de développement à court, moyen et long terme. Faut-il ou non avoir beaucoup d'actifs ? Se recentrer ou pas sur son métier de base ? Il n'y a plus de réponse assurée, de modèle optimal. Dernièrement, le groupe AOL est venu parler des

problèmes stratégiques à Dauphine. Ses responsables ont rappelé que, sur l'économie de l'Internet et sur son développement, au moins huit prophéties avaient été admises un temps comme certaines, notamment sur le développement de l'Internet rapide et sur l'UMTS. Toutes se sont ensuite révélées inexactes.

**3 Tous les excès de ces dernières années sont-ils résorbés après les fortes révisions de bilan auxquelles les groupes ont procédé en 2001 ?**

De façon intuitive, je pense qu'il existe d'autres Enron, notamment dans des secteurs où le changement est très rapide. Les critères imposés par la dynamique des marchés poussent des sociétés à la faute.

D'un point de vue plus général, nous sommes dans un monde assez flou. Nous ne savons plus, économiquement, ce qu'est la valeur. Il y a tellement de moyens de la créer, même artificiellement...

Face à cela, je suis frappé par le retour d'un certain capitalisme patrimonial, y compris dans des entreprises de nouvelles technologies telles que Dell ou Cisco. Ces fondateurs, ces actionnaires entendent avoir des stratégies moins liées aux marchés et créer de la valeur sur une vision, peut-être plus intuitive, mais aussi plus responsable sur le long terme.

Propos recueillis par M. O.

## Trucs et astuces pour présenter ses comptes

Les sociétés multiplient les méthodes pour afficher leur bilan au mieux de leurs intérêts

**L'HABITUDE** est venue avec Internet. Pour séduire les investisseurs, les jeunes pousses ont décidé de présenter leurs plans de développement en parlant d'« Ebitda » (résultat avant intérêts, taxes, dépréciations et amortissements). Depuis, tous les groupes se sont ralliés à cette notation, qui a l'immense mérite d'être toujours positive : ce résultat intermédiaire ne prend en compte que le chiffre d'affaires diminué des coûts d'achats et des salaires, et passe sous silence tous les problèmes de financement.

Ce n'est qu'une des nombreuses astuces utilisées par les entreprises pour présenter les comptes, au mieux de leurs intérêts. Même les notions qui paraissent les plus évidentes, comme le chiffre d'affaires ou le périmètre de l'entreprise, deviennent sujettes à caution.

► **Dopage du chiffre d'affaires.** Les entreprises de télécommunica-

tions et d'Internet semblent assez tentées par la pratique. Un simple contact, une simple mise à disposition du réseau sont comptabilisés comme des chiffres d'affaires réels. Le groupe américain Global Crossing a ainsi reconnu avoir comptabilisé 100 millions de dollars (114,85 millions d'euros) de revenus pour avoir échangé des capacités avec des concurrents, sans qu'aucun argent ne lui ait été versé.

► **Jeu sur les périmètres.** Avec la multiplication des fusions et des acquisitions, les groupes ont de plus en plus recours à des comptes pro forma, ce qui permet d'inclure rétroactivement des changements de périmètre. Selon les calculs du cabinet Thomson First Call, les bénéficiaires des 500 premières entreprises américaines en 2001 varient de 170 milliards de dollars, selon qu'elles choisissent d'adopter une comptabilité pro forma ou le strict

respect des normes classiques. Certains poussent l'astuce plus loin en prenant en compte les résultats des entreprises achetées mais pas les dettes.

► **Charges minorées.** Profitant d'une certaine latitude offerte par les méthodes comptables, des entreprises ont pris l'habitude de « valoriser au mieux » certains investissements immatériels. Dépenses de marketing ou plus souvent frais de recherche, comme chez Airbus, se retrouvent inscrites au bilan au lieu d'être enregistrées comme des charges, ce qui augmente automatiquement les résultats. De la même manière, les contrats de leasing ou de crédit-bail sont des outils utiles pour les groupes qui veulent réduire en apparence les frais de fonctionnement.

► **Provisions à la demande.** Les groupes ont bien compris tout l'intérêt des provisions depuis des années. Dans certains cas, il est à leur plus grand avantage d'en avoir beaucoup, dans d'autres, de n'en afficher aucune. Ainsi, tout dirigeant arrivant à la tête d'une entreprise est tenté de faire d'énormes provisions lors du premier exercice, en reportant la faute sur son prédécesseur, de façon à s'assurer d'un rebond rapide par la suite, et en les utilisant selon les besoins. De même, sentant que l'exercice 2001 était compromis, des entreprises semblent avoir décidé de le sacrifier totalement. A l'inverse, certaines, pour ne pas être en perte, ont utili-

sé toutes les subtilités de la comptabilité. LVMH a ainsi décidé de classer ses titres Bouygues achetés au plus haut en pleine guerre contre François Pinault, en titres de participation et non de placement, ce qui lui évite d'inscrire une moins-value.

► **Bilan transformé.** Sans atteindre le cas d'Enron, qui avait créé 800 filiales aux îles Caïmans pour y transférer ses dettes, de plus en plus de groupes ont recours à la déconsolidation de filiales qui n'apparaissent plus que dans les engagements hors bilan. Avantages : les risques et l'endettement semblent, en apparence, avoir diminué. Certaines sociétés vont plus loin : elles annoncent la cession de filiales, consentent un crédit au vendeur, mais enregistrent la vente comme si elle était réelle, sans prendre en compte le crédit qu'elles ont pris à leur charge. La loi française, depuis l'affaire Ciments français, oblige les groupes à donner la liste de leurs engagements hors bilan. « Mais qui lit les notes ? » s'interroge Dominique Ledouble, dirigeant du cabinet d'expert-comptable CDL.

► **Artifices sur les fonds propres.** Les banques font preuve d'une très grande créativité dans les instruments financiers. Elles sont allées jusqu'à inventer des produits qui peuvent, selon les circonstances, être analysés soit comme des crédits, soit comme des fonds propres.

M. O.



## Les opérations vérité sur les comptes ont un effet dévastateur

LES AUTORITÉS boursières américaines avaient-elles mesuré l'effet de leur proposition, lorsqu'elles demandèrent un renforcement des normes comptables pour mieux suivre les évolutions des valeurs inscrites au bilan des entreprises ? L'obligation, selon les normes américaines, d'amortir en une seule fois les survaleurs – représentant la différence entre le prix d'achat et la valeur de l'actif net réévalué – comme le renforcement des principes d'amortissement dans les textes européens, au moment où les cours de Bourse chutaient, ont eu un effet dévastateur sur les comptes d'un certain nombre de grands groupes. Tous ceux qui avaient réalisé, en pleine période d'euphorie, des acquisitions à des prix trop élevés se sont trouvés piégés. Ils sont obligés de reconnaître aujourd'hui que les valorisations du moment des achats n'étaient peut-être pas justifiées, et que les revenus qu'ils espéraient de ces acquisitions ne seront pas aussi importants ou aussi rapides que prévu.

### « UN SIMPLE JEU D'ÉCRITURES »

Depuis le début de l'année, les opérations vérité sur les bilans n'arrêtent plus. Aux Etats-Unis, des groupes annoncent des dépréciations d'actifs approchant parfois 50 ou 60 milliards de dollars, à l'image d'AOL Time Warners, le premier touché par la bulle boursière, et d'autres groupes du secteur des télécommunications. En France, les révisions sont tout aussi brutales, portant, comme chez France Télécom, Alcatel ou LVHM, sur des milliards, voire des dizaines de milliards d'euros. « Un simple jeu d'écri-

tures », a insisté Jean-Marie Messier, PDG de Vivendi Universal, pour minimiser l'impact sur ses comptes des provisions de 15,6 milliards d'euros. « Ce n'est pas un jeu. Il y a une vraie dépréciation », réplique Sonia Bonnet-Bernard, associée du cabinet Ricol-Lasteyrie.

Même s'il ne touche pas la vie quotidienne des sociétés, l'effacement des survaleurs dans les bilans n'est pas une opération à somme nulle. Les dettes contractées pour acquérir ces actifs dévalorisés et les charges financières demeurent. Même lorsque les achats ont été payés par échange d'actions, les comptes peuvent en porter longtemps la trace. Car les milliards d'euros de dépréciations sont sous-traités des capitaux propres des entreprises. Mécaniquement, celles-ci s'appauvrissent. « Leur capacité d'emprunt comme celle d'émettre des actions nouvelles s'en trouve réduite », constate Dominique Ledouble, dirigeant du cabinet CDL.

Au-delà, ces opérations sont aussi une épreuve pour les directions en place. Bien qu'elles tentent d'en réduire l'impact, ces très fortes dépréciations sont pour elles un aveu d'échec. Pour certaines, la remise en cause devrait être momentanée, car leurs achats, même payés trop cher, se justifiaient pour la stratégie de l'entreprise. Pour d'autres, la révision risque d'être plus douloureuse. Pour l'instant, à l'exception de quelques échecs avoués dans Internet, aucun grand groupe n'a déclaré avoir fait d'erreurs dans sa stratégie de développement.

M. O.

## Dassault se défend d'avoir versé des commissions pour remporter un marché d'avions en Corée du Sud

Le Rafale du constructeur français est en concurrence avec le F-15 de Boeing pour une transaction estimée à plus de 3 milliards de dollars

### TOKYO

de notre correspondant

Entrée dans sa phase finale, la compétition pour la vente d'une nouvelle génération d'avions de combat à la Corée du Sud n'est pas exempte de coups bas. Samedi 9 mars, un colonel de l'armée de l'air, Cho Ju-hyeong, a été arrêté, soupçonné d'avoir touché une commission de 8 400 dollars pour un marché portant sur 40 appareils et estimé à 3,2 milliards de dollars. Selon la presse coréenne, en échange de cette rétribution, l'officier, membre de la commission chargée d'évaluer les offres, aurait fourni des informations à Comet International Co., un intermédiaire sud-coréen du groupe Dassault, le constructeur du Rafale, rival du F-15K de Boeing. Les deux autres modèles en lice sont, sans avoir les mêmes chances de succès, le Typhoon du consortium européen Eurofighter et l'avion russe Sukhoi Su-35.

Dassault a catégoriquement

démenti toute implication dans cette affaire et affirme être victime d'une « manipulation ». Selon un journal coréen en anglais, *Korea Times*, un représentant local de l'avionneur français, dont le nom n'est pas cité, aurait admis que le colonel arrêté a reçu de l'argent de Comet International, mais il a nié qu'il s'agissait d'un pot-de-vin, faisant valoir le montant relativement faible du versement.

### AMÉRICAINS NERVEUX

Début mars, le colonel Cho a peut-être commis un acte plus grave que d'accepter des largesses : il a déclaré à une chaîne de télévision, sous couvert d'anonymat, que le ministère de la défense exerçait des pressions sur les experts chargés de la sélection afin de privilégier Boeing en supprimant des spécifications auxquelles ne répond pas l'appareil américain. Ce qui pourrait avoir agacé ses supérieurs.

L'affaire de corruption a éclaté

peu avant l'arrivée, à Séoul, de Jean-Bernard Ouvriou, conseiller du ministre français de la défense et ancien ambassadeur à Séoul, qui a rencontré, lundi 11 mars, le ministre sud-coréen de la défense, Kim Dong-shin. Il lui a demandé que le choix soit « équitable » et « transparent ». L'accord de participation à l'appel d'offres, signé le 19 février entre le ministère de la défense et les avionneurs en lice, stipule que, s'il est prouvé que l'un d'eux est coupable d'avoir versé des pots-de-vin, il est automatiquement éliminé.

C'est une nouvelle illustration des difficultés que rencontre un « intrus » comme Dassault pour entrer sur une chasse gardée américaine. Le contrat fait l'objet d'intenses pressions des avionneurs en compétition et de leurs gouvernements. Les pots-de-vin sont une pratique répandue en Corée, où les hauts dignitaires de l'Etat et les membres de leurs familles ont été mêlés dans le pas-

sé à de retentissants scandales. Cette fois, aux manœuvres en coulisse s'ajoutent des enjeux stratégiques qui rendent l'affaire plus complexe.

Les liens étroits entre la Corée du Sud et les Etats-Unis en matière de sécurité sont la raison invoquée par Séoul pour privilégier la technologie américaine dans ses achats d'armement. Or le Rafale, plus moderne que le F-15K, serait mieux adapté aux besoins du client, selon nombre d'experts militaires coréens. Ce qui pourrait expliquer la nervosité des Américains, qui se sentent menacés dans leur suprématie, et celle des autorités coréennes, placées le dos au mur. Séoul sera contraint à une décision réaliste. Etant donné la publicité donnée à l'affaire et les qualités de l'avion français, il lui sera difficile de justifier son choix qui sera politique en dernier ressort.

Philippe Pons

## Les équipementiers en télécommunications Nokia, Siemens et Lucent restent très prudents sur leurs perspectives pour 2002

### HANOVRE

de notre envoyée spéciale

Les européens Nokia et Siemens ont jeté un froid sur le marché de la téléphonie mobile en annonçant, presque concomitamment, mardi 12 mars, une révision à la baisse de leurs prévisions. Si l'on ajoute à cela les déclarations de l'équipementier américain Lucent, qui reporte d'un an son objectif de retour au bénéfice, l'impact sur les marchés boursiers a été immédiat. Les titres des sociétés de télécommunication ont à nouveau été chahutés lors de la séance boursière de mardi (lire page 23).

Peter Zaps, qui dirige l'activité de téléphonie mobile de l'allemand Siemens, a déclaré à la veille de l'ouverture du Cebit, grande foire mondiale de l'informatique et des télécommunications qui se tient à Hanovre du 13 au 20 mars : « Nous nous attendons à des ventes de portables de l'ordre de 400 millions en 2002. » Or, le groupe allemand, actuel numéro trois mondial derrière Nokia et Motorola, tablait encore fin novembre sur un volume de ventes compris entre 420 et 450 millions d'appareils cette

année. Avec cette révision à la baisse de ces prévisions, Siemens semble indiquer qu'il ne s'attend pas à un rebond du marché de la téléphonie mobile en 2002. En effet, selon la société d'études Gartner, celui-ci s'est établi en 2001 à 399 millions d'unités, affichant un recul de 3,2 % pour la première fois de son histoire.

De son côté, le leader incontesté, le finlandais Nokia, a prévenu la communauté financière que la baisse de son chiffre d'affaires serait plus forte que prévu au premier trimestre 2002, avec des ventes en baisse par rapport à 2001, de 3 % à 7 % pour les téléphones mobiles et de 25 % pour les équipements de réseau. Toutefois, le finlandais évalue toujours le marché mondial des téléphones mobile à 420, voire 440 millions d'unités en 2002, et il a confirmé ses objectifs de résultats.

Les fabricants misent sur les nouveaux modèles de téléphones portables pour redonner un second souffle à ce marché, en suscitant en particulier auprès des consommateurs le désir de renouveler leur portable. « Nous avons toutes les technologies en place en 2002 pour

offrir aux clients de nouveaux services », a souligné Matti Alahuhta, président de Nokia Mobile Phones. L'enjeu est d'ouvrir les écrans de téléphones mobiles à des services d'images, d'envoi de photos, de petites animations, de jeux, de visiophonie... Les fabricants et les opérateurs sont prêts à profiter du succès des mini-messages SMS en lançant une version enrichie, le MMS (Multimédia Messaging) qui permettra d'envoyer également des images ou des sons. « Cette année, 50 % des téléphones que nous livrerons auront la fonction MMS », affirme M. Alahuhta.

### ÉCRANS EN COULEUR

La clé du succès dépend également de l'arrivée des téléphones mobiles à écran couleur et de leur prix. A preuve, la société commune Nokia Mobile Phones tout en restant évasif sur le nombre de terminaux qui seront disponibles. L'opérateur allemand Mobilcom, en conflit avec son actionnaire France Télécom, a lui aussi confirmé son intention d'ouvrir son réseau UMTS avant la fin de l'année, à condition que les téléphones mobiles UMTS soient disponibles.

Laurence Girard



## Le Monde 2 LIRE ET VOIR

**SIRVEN-SCHULLER** LES COMPLICES DE LA SANTÉ.  
**MILOSEVIC** LES ACTES D'ACCUSATION EN PHOTOS.  
**SURREALISME** L'EXPO QUI ENFLAMME BEAUBOURG.

MAGAZINE MENSUEL 3€

## IBM France nie tout quota dans la notation des salariés

À LA SUITE de la révélation d'un système d'évaluation des salariés, assorti de quotas, chez IBM France (*Le Monde* des 8 et 9 mars), pouvant mener au licenciement pour insuffisance professionnelle, puis de la décision d'Elisabeth Guigou, ministre de l'emploi et de la solidarité, de saisir l'inspection du travail (*Le Monde* du 12 mars), Françoise Gri, PDG d'IBM France, a réagi pour la première fois, mardi 12 mars, sur Europe 1.

Interrogée sur l'existence d'un nombre déterminé de salariés à noter 4, la note la plus basse, la PDG a nié l'existence de quotas, mais a admis que le nombre de personnes à noter 4 est encadré par des fourchettes : « Je crois que l'on joue sur les mots dans ce sujet-là, avec des problèmes de traductions anglo-saxonne et française, a-t-elle dit en faisant implicitement allusion aux documents internes révélés par *Le Monde*. Aujourd'hui nous avons effectivement depuis de très longues années les mêmes fourchettes de distribution de nos objectifs. »

### « CHOSSES MALADROITES »

M<sup>me</sup> Gri a ajouté : « On fait un lien dans cette polémique entre le nombre de notations 4 et le nombre de gens dont nous nous séparons pour insuffisance professionnelle. Et il n'y a pas un lien systématique évidemment entre les deux ! (...) Effectivement, par rapport à cette démarche difficile de gestion de la performance à l'intérieur de la compagnie, nous faisons une espèce de coaching - je ne connais pas la traduction exacte en français - de nos managers, de façon à ce qu'ils traitent ces problèmes difficiles, et je pense que c'est une condition importante de satisfaction de nos employés que nous les accompagnions dans la gestion des conditions d'employabilité dans l'entreprise et dans le marché qu'ils doivent conserver. »

Questionnée sur un possible excès de zèle du département des ressources humaines, elle a répondu : « Je n'exclus pas qu'un certain nombre de choses maladroites aient été faites ! Mais nous avons aujourd'hui un système de recours à l'intérieur de l'entreprise qui permet aux employés qui s'estiment maltraités dans ce processus de demander un examen complémentaire et, bien évidemment, nous nous soumettons à tous les contrôles nécessaires. »

Laure Belot

## Le dossier Philipp Holzmann ressurgit au mauvais moment pour M. Schröder

Le numéro deux du BTP en Allemagne, sauvé de la faillite fin 1999 grâce au chancelier, pourrait perdre 200 millions d'euros en 2001

### FRANCFORT

de notre correspondant

Ironie de l'actualité : le sauvetage in extremis de Philipp Holzmann, fin 1999, avait permis au chancelier allemand Gerhard Schröder (SPD) de faire un bond dans les sondages. Mais voilà qu'à sept mois des élections législatives, le groupe de BTP défraie à nouveau la chronique. Ses pertes pour 2001 seraient nettement supérieures aux prévisions : plus de 200 millions d'euros, selon la presse allemande, bien au-delà du déficit de 80 millions escompté.

Malgré la suppression de plus de 5 000 emplois en deux ans, le redressement de la société s'avère extrêmement délicat, sur un marché allemand du bâtiment en crise chronique. Le chancelier Schröder a d'ailleurs fait savoir, mardi 12 mars, à Berlin, qu'il comptait à nouveau sur les banques pour tirer d'affaire son ancien protégé. Cette fois, il suggère néanmoins qu'il n'a pas l'intention de peser davantage sur le dossier. « Je pense que les banques font preuve de bonne volonté en vue de parvenir à une solution raisonnable qui puisse permettre d'assurer la continuité de l'entreprise », a déclaré le chancelier, qui suit tout de même l'affaire de près.

Une éventuelle faillite de Holzmann placerait le chef du gouvernement dans une position délicate. En novembre 1999, tandis que le groupe avait, à la surprise générale, découvert un trou de 2,4 mil-

liards de deutschemarks dans ses comptes (1,23 milliard d'euros), M. Schröder avait exercé une formidable pression sur les banques créancières pour sauver l'entreprise centenaire de la débâcle. Un accord avait été trouvé au dernier moment, lors d'une réunion de crise tenue dans un endroit hautement symbolique : le siège de Holzmann, alors situé au pied des gratte-ciel des grandes banques frankfortaises.

### COTE DE POPULARITÉ

A l'issue de cette rencontre, le chancelier s'était fait acclamer par les salariés de Holzmann. Selon les études les plus pessimistes, environ 70 000 emplois, dont 28 000 directs, auraient été menacés par la disparition du numéro deux du bâtiment allemand. Critiqué par les milieux financiers, M. Schröder avait cependant fait preuve d'un réel sens politique : après cette intervention très médiatique, sa cote de popularité a connu une embellie, après des premiers mois de pouvoir plutôt laborieux. Connus pour son pragmatisme en matière économique, le chancelier social-démocrate excelle dans l'art de voler au secours des entreprises en difficulté.

A l'approche des élections, le chef du gouvernement multiplie d'ailleurs les actions de ce genre. Fin janvier, il est intervenu pour préserver une des usines de Bombardier dans les nouveaux Länder.

Il tente ainsi de désamorcer les critiques de son rival conservateur, Edmund Stoiber (CSU) : ce dernier peut en effet se prévaloir d'un bilan très flatteur dans la région qu'il dirige, la Bavière, malgré les interrogations suscitées par l'une des sociétés phares du Land, Kirch, qui se débat pour éviter la faillite. M. Stoiber, lui aussi très prompt à jouer les pompiers dans son fief, entend centrer sa campagne sur les dossiers socio-économiques, au moment où le chômage allemand frise la barre des 4,3 millions de personnes.

M. Schröder a donc tout intérêt à un règlement en douceur du dossier Holzmann. Selon un porte-parole, « la société ne se trouve pas dans la même situation qu'en 1999 ». Détenue depuis la dernière crise à environ 60 % par les banques (dont près de 20 % pour la seule Deutsche Bank), le groupe pourrait se défaire de son patrimoine immobilier. Une autre hypothèse est envisagée, même si les banques ont du mal à séduire un investisseur : adosser Holzmann à un partenaire plus puissant. Différents noms circulent, dont celui du français Vinci, qui a démenti les intentions qu'on lui prête à Francfort. Le groupe allemand Bilfinger Berger a en revanche fait part de son intérêt, à condition de prendre le contrôle d'une entreprise assainie. Ce qui semble loin d'être le cas pour le moment.

Philippe Ricard

## Des tarifs bancaires très disparates en France

DANS SON ÉTUDE annuelle sur les tarifs bancaires, publiée mardi 12 mars, la Confédération du logement et du cadre de vie (CLCV), association de consommateurs, dénonce « la tarification sanction » appliquée par les établissements de crédit aux incidents de paiement et opérations exceptionnelles (frais d'opposition, de rejet de chèque, de saisie, de compte inactif...). « Les tarifs pratiqués par les établissements bancaires sont de façon générale élevés, ils peuvent se révéler dans certains cas exorbitants », estime la CLCV, précisant qu'« à part les formules de chèques, tous les services bancaires sont payants en France ». Leurs prix sont relativement stables par rapport à 2001.

L'enquête, réalisée en février 2002 auprès de 104 banques, révèle que les retraits d'espèces aux distributeurs automatiques de banques concurrentes sont maintenant facturés par plusieurs établissements, outre BNP Paribas : certaines banques du groupe des Banques populaires et caisses régionales

de Crédit agricole font payer ces retraits dits déplacés, à raison de 1 euro en moyenne par opération.

Pour toutes les opérations exceptionnelles, La Poste affiche les tarifs les moins élevés des réseaux à facturation nationale (Crédit lyonnais, Société générale et BNP Paribas). Le coût de rejet d'un chèque sans provision s'y établit à 33,50 euros, contre 48,44 euros au Crédit lyonnais, 51,90 euros à la Société générale et 90,40 euros à BNP Paribas. L'enquête montre aussi des différences de tarifs au sein même des réseaux mutualistes. « On trouve dans ces établissements des tarifs pouvant varier d'une fourchette de 1 à 5, en particulier dans le réseau Banques populaires », souligne la CLCV, sans qu'il soit « possible de trouver une justification économique à de telles variations ». C'est ainsi dans ce groupe décentralisé que l'on trouve la banque la plus chère en matière de frais de rejet de chèque : la Banque populaire Côte-d'Azur, avec 132,60 euros de pénalités.

Anne Michel

## L'Opep n'augmentera pas sa production

LES MINISTRES du pétrole des pays membres de l'OPEP devraient décider, lors de leur réunion à Vienne (Autriche), vendredi 15 mars, de maintenir la production de brut à son niveau actuel, en dépit de la hausse des cours. « Aucune décision d'augmenter la production ne sera prise », a déclaré à l'AFP un responsable saoudien. Le gouvernement russe se préparerait à prolonger au deuxième trimestre les limitations imposées aux exportations de pétrole depuis janvier, afin d'aider au soutien des cours mondiaux, affirme mercredi le quotidien russe des affaires *Vedomosti*. Mardi, à Londres, le baril de Brent de la mer du Nord a terminé la séance à 23,79 dollars, en léger effritement après les 23,89 dollars atteints la veille, le plus haut niveau depuis le 21 septembre 2001.

### DOPÉ PAR LA REPRISE

Baril de Brent à Londres en dollars



## Une filiale de Renault condamnée pour recours abusif à l'intérim

LE TRIBUNAL de grande instance de Briey (Meurthe-et-Moselle) a condamné la Sovab, filiale de Renault, à une amende de 15 000 euros, et son PDG, Noël Bataille, à payer 1 000 euros, pour recours abusif à l'intérim. La CGT, qui a obtenu 3 000 euros de dommages et intérêts, avait poursuivi cette société qui produit des véhicules utilitaires pour avoir fait travailler jusqu'à 900 travailleurs intérimaires entre 1997 et 2000, soit le tiers de l'effectif de l'usine, « en dehors du cadre de la loi ». La direction a invoqué les nécessités liées au lancement de la fourgonnette Master II.

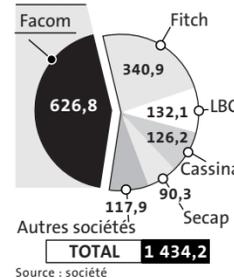
## Fimalac réalise de bons résultats, notamment grâce à l'agence Fitch

LE GROUPE financier Fimalac, présidé par Marc Ladreit de Lacharrière, a annoncé avoir réalisé en 2001 un chiffre d'affaires de 1,43 milliard d'euros, en hausse de 9,1 % par rapport à 2000. Le résultat net atteint 153,6 millions d'euros, en hausse de 53,6 %, en intégrant un résultat exceptionnel de 114,4 millions d'euros. Le résultat d'exploitation (193,6 millions) progresse, lui, de 23,1 %.

Fitch, l'agence de notation, apparaît comme la principale locomotive du groupe, avec un chiffre d'affaires (340,9 millions d'euros) en progression de 50 % et un résultat d'exploitation (79,9 millions) en hausse de 100 %. Fimalac regroupe quatre activités principales dont trois spécialisées dans les services aux entreprises : l'outillage (Facom), la notation financière (Fitch), le stockage de produits chimiques (LBC). Par ailleurs le groupe possède Cassina, leader du mobilier design haut de gamme.

### UNE HAUSSE DE 9,1 %

Chiffre d'affaires par société en millions d'euros



### INDUSTRIE

■ **PSA : le constructeur automobile français a enregistré en février une hausse de 6,8 %** de ses ventes en Europe dans un marché en baisse de 1,4 %. La seule marque Peugeot a ainsi fait jeu égal le mois dernier avec la marque Volkswagen, avec 9,7 % de part de marché. Les immatriculations de Renault ont augmenté de 6,3 %.

■ **ABB : le scandale des primes abusives touchées par les dirigeants du groupe helvético-suédois** a rattrapé son ancien directeur général, Goran Lindahl, devenu vice-président du géant minier sud-africain Anglo American. Alors qu'il était promis à la présidence en mai, M. Lindahl a dû démissionner de ses fonctions chez Anglo American, dont il reste administrateur.

■ **VOXAN : le tribunal de commerce de Clermont-Ferrand a convoqué Merker Yshima**, le repreneur du fabricant de motos auvergnat, pour le 15 mars, pour lui rappeler ses obligations sociales et financières (*Le Monde* des 10 et 11 mars).

### SERVICES

■ **ANVAR : l'Agence française de l'innovation a augmenté de 9 %, à 275 millions d'euros son budget d'investissement en 2001.** « Nous avons profité du fait que les capital-risqueurs ont déserté les nouvelles technologies. Les secteurs biotechnologies et technologies de l'information ont représenté 59 % de nos interventions », précise Philippe Jurgensen, président de l'agence. Depuis début 2001, l'Anvar n'a directement investi que 10 millions d'euros dans une trentaine de sociétés.

### FINANCE

■ **CARTES VISA : Visa a annoncé, mercredi 13 mars, que le nombre de transactions par cartes a atteint 10 milliards en 2001, soit une hausse de 16 %.** Les dépenses ont progressé de 17,5 % à 683 milliards d'euros, pour 195 millions de cartes dans le monde (21,5 millions en France, pour 2,5 milliards transactions).

### RÉSULTATS

■ **FORTIS : le bancassureur belgo-néerlandais a annoncé, mercredi 13 mars, un bénéfice net de 2,598 milliards d'euros pour 2001, en baisse de 6 % par rapport aux 2,76 milliards d'euros enregistrés en 2000.**

■ **CNP ASSURANCES : le premier assureur-vie français a annoncé, mardi 12 mars, une hausse de 10,7 % de son bénéfice net, à 584,3 millions d'euros, en 2001, pour un chiffre d'affaires en repli de 1,3 %, à 17,29 milliards d'euros.**

■ **ATOS ORIGIN : la deuxième société de services informatiques française a réalisé en 2001 un profit net en hausse de 74,5 %, à 123 millions d'euros, pour un chiffre d'affaires en progression de 7,3 %, à 3 milliards.**

■ **CHARGEURS : le groupe textile français a annoncé, mardi, un résultat net de 47 millions d'euros en 2001, en baisse de 11,3 %, du fait essentiellement d'une provision exceptionnelle de 5,5 millions d'euros liée à l'impact de la crise en Argentine.**

# DÉCOUVREZ LA VRAIE NAPOLITAINE.

À PARTIR DU 28 MARS PROCHAIN  
2 VOLS QUOTIDIENS,  
PARIS NAPLES, MATIN ET SOIR.

Grâce à Meridiana, il est facile de découvrir Naples et ses beautés extraordinaires. Deux vols quotidiens chaque jour vous permettront d'atteindre, en 2h. et 1/2 seulement et à un prix super-réduit, l'une des villes les plus fascinantes de la Méditerranée, entourée d'innombrables trésors: Capri, Sorrente, Amalfi, l'ancienne ville romaine de Pompéi, sans oublier de savourer la véritable Pizza Napolitaine.

# 99\* €

DE	À	FRÉQUENCE	DÉPART	ARRIVÉE
PARIS	NAPLES	quotidien	10h10	12h30
		quotidien	20h35	22h55
NAPLES	PARIS	quotidien	07h00	09h20
		quotidien	17h25	19h45

\*ALLER / RETOUR. Achat jusqu'à 5 jours avant le départ. Court séjour: au moins 2 jours. Long séjour: jusqu'à 14 jours maximum.

01.42616150

\* Tarif hors taxes d'aéroport et hors taxe de sécurité (31,50 euros) par personne à partir du 28/03/2002 jusqu'au 15/05/2002. Soit un réservoir de disponibilité dans la classe de réservation concernée. Offre soumise à conditions particulières.

Meridiana



# Ségolène Royal veut lutter contre « la maltraitance audiovisuelle »

La ministre déléguée à la famille et à l'enfance a annoncé, mardi 12 mars, qu'elle allait saisir les présidents de chaîne et mettre rapidement sur pied un comité interministériel pour préfigurer une loi globale d'orientation sur les relations entre les médias et les jeunes

CETTE AFFAIRE relèverait du principe de précaution. Dix jours après le rapport Dagnaud sur la publicité télévisée, remis à Jack Lang, le ministre de l'éducation nationale (Le Monde du 5 mars), c'était au tour de la ministre déléguée à la famille, à l'enfance et aux handicapés, Ségolène Royal, de plaider, mardi 12 mars, en faveur d'une politique publique qui puisse « protéger les enfants » des images qui leur sont préjudiciables. « Notre système est bancal », affirme-t-elle en plaidant pour une nouvelle « écologie des médias ».

Afin de responsabiliser les adultes sans mordre sur leur « liberté d'expression », la ministre s'appuie sur les travaux des sociologues des médias, Divina Frau-Meigs et Sophie Jehel, étoffés des auditions conduites par le Collectif interassociatif enfance et médias (CIEM), soutenu par la Ligue de l'enseignement. Ce rapport – dont la version finale ne sera rendue publique qu'en avril –, intitulé « L'environnement médiatique des jeunes de 0 à 18 ans : que transmettons-nous à nos enfants ? », affirme que, contre la violence des images, il faut mettre sur pied en urgence une action globale, cohérente et concertée avec les représentants de la société civile, les pouvoirs publics et les chaînes.

Ségolène Royal ne se préoccupe pas du calendrier électoral. Elle met en avant des propositions comme la création du Forum CIEM, dont la mission serait d'informer et de sensibiliser le public, de lancer des programmes de recherche, d'évaluer les émissions et d'engager des coopérations internationales. Ou encore la constitution rapide d'un comité interministériel chargé de travailler à la « préfiguration d'une loi globale d'orientation sur les médias et les jeunes », à laquelle semble particulièrement attachée la ministre.

D'abord, impliquer les familles. De nouvelles obligations pourraient être faites aux chaînes. Le public devrait « demander à siéger dans les conseils d'administration des chaînes et radios publiques, ainsi que parmi les neuf conseillers du CSA [Conseil supérieur de l'audiovisuel] » via des associations d'intérêt public, par exemple. Pour mobiliser les présidents de chaîne, la ministre va leur adresser, cette semaine, un courrier. Elle estime en effet que la relation au public n'a souvent l'aspect que d'un « service après-vente » mais ne « tient pas compte de [ses] revendications ». « J'attends de leur part des propositions », confie-t-elle.

Ensuite, renforcer les limites et contrôles. Le CSA, qui refuse « d'évaluer les contenus des program-



Un personnage du jeu vidéo Counterstrike. Les enfants sont souvent confrontés à ce genre d'images violentes. Selon le Collectif interassociatif enfance et médias, les médias refusent de considérer qu'ils ont une influence déterminante dans la socialisation de l'enfant.

mes jeunesse au regard de l'intérêt de l'enfant » et ne « se sent plus de légitimité » à poursuivre le travail sur la signalétique de protection des mineurs qu'il avait initié en novembre 1996, est vivement critiqué. « Le CSA est là pour faire appliquer la loi, les décrets, les conventions, répond Dominique Baudis, son président. Nous sommes un organisme régulateur, nous ne sommes pas un organisme de censure. » L'autorité réfléchit à des symboles plus explicites, inspirés du modèle canadien, où un chiffre apparaît à l'intérieur du logo pour signifier

l'âge en dessous duquel le film est déconseillé. Pour le reste, « il ne faut pas nous demander de nous substituer à l'actionnaire principal de francetélévisions qu'est l'Etat, représenté par le gouvernement », dit M. Baudis.

Il est temps, plaide M<sup>me</sup> Royal, que l'on admette « une bonne fois pour toutes » que les enfants « ne sortent pas indemnes de la répétition d'images dégradantes » diffusées à la télévision et dans les jeux vidéo. Les images « violentes » et « pornographiques » des chaînes hertziennes mais surtout celles diffusées par

câble et satellite sont visées. En France, « un même film peut être interdit en salle aux moins de 12 ans sans qu'aucune disposition ne [leur] limite l'accès à son achat ou à sa location sur DVD ou vidéo », rappelle le CIEM. M<sup>me</sup> Royal évoque « la maltraitance audiovisuelle » induite, par exemple, par le visionnage par des enfants de 12 ans de programmes « strictement réservés aux adultes » diffusés sur Canal+ ou sur les chaînes du câble et du satellite : les perturbations psychiques provoquées s'apparentent à celles des abus sexuels, souligne le rapport.

Quant à la radio, elle échappe à toute réglementation en termes de tranches d'âge et d'horaires de diffusion, bien que le CSA ait constaté la diffusion, avant 22 h 30, de « programmes intentionnels à la dignité de la personne sur différentes stations ». Depuis dix ans, « l'Etat s'est désengagé de sa responsabilité éducative dans les médias : dans ce domaine, la mission de service public de France 2, France 3 et France 5 a échoué », reconnaît la ministre. « C'est le grand écart, avec d'un côté la défense exacerbée de l'exception culturelle et de l'autre l'incapacité de penser le service public à la française », indique-t-elle. Avant d'ajouter : « Ce n'est pas qu'une question de budget. »

Pourtant, François Tron, direc-

teur des programmes de France 2, affirme qu'« une réflexion collective » est menée sur la violence : « Nous avons le droit de diffuser quatre films interdits aux moins de 12 ans par an, nous prenons la précaution de ne pas les diffuser pendant les vacances scolaires », dit-il. « Nous respectons les signalétiques du CSA et nous allons parfois même plus loin », affirme de son côté Eve Baron, la directrice de l'unité jeunesse à France 3. Le CIEM sanctionne aussi le manque de diversité des programmes jeunesse sur les chaînes publiques françaises. L'enfant

« L'Etat s'est désengagé de sa responsabilité éducative dans les médias »

SÉGOLÈNE ROYAL

est, par ailleurs, devenu une cible marketing privilégiée pour les chaînes thématiques, qui diffusent des « émissions de flux » achetées au kilomètre à bas prix.

Florence Amalou et Bénédicte Mathieu

## Contredire la violence des images par la parole

**BIBLIOGRAPHIE**  
*L'image peut-elle tuer ?* de M.-J. Mondzain  
Ed. Bayard, 90 pages, 11€.

IL FAUT SORTIR de notre passivité. La philosophe Marie-José Mondzain poursuit sa réflexion sur « le visible » avec *L'image peut-elle tuer ?* Revenant sur le choc visuel du 11 septembre 2001, où « le plus grand des coups fut porté à cet empire du visible », elle explique que l'image doit être analysée pour ce qu'elle est, pour « sa nature intrinsèque » et non pour son contenu narratif. Le problème ne proviendrait pas de ce que l'on voit, mais de notre absence de « parole » face au visible.

La violence n'est pas dans le sang mais dans l'absence de contre-images. « *L'image de la vertu ou cel-*

*le de la beauté peuvent générer de la violence* », écrit-elle à propos des films nazis qui exaltaient la perfection aryenne. Le danger vient de la privation de parole.

### PRÉALABLE NÉCESSAIRE

L'image hypnotique, dont le contenu n'est pas forcément sanguinolent, suspend la pensée, peut devenir dangereuse. Ce fut le cas aux Etats-Unis quand « le président [Bush] annonça le jeûne des images » après la destruction des tours du World Trade Center. Les managers de la communication décidèrent de censurer la violence des films hollywoodiens, de modifier les programmes pour cacher la mort. « La terreur engendrée par un sophisme politique déployait l'extraordinaire perversité du dispositif d'agression », analyse M<sup>me</sup> Mondzain. *Le criminel iconoclaste produisait au grand jour sa parfaite connaissance*

et sa totale conformité au monde qu'il détruisait. » Comprendre l'histoire des images est un préalable nécessaire à la compréhension des « images terribles » que nos écrans de télévision déversent.

L'auteur mêle théologie, histoire et philosophie, pour battre en brèche l'interdiction des images violentes. La signalétique anti-violence est « un leurre démagogique » qui « se substitue à la parole » en évacuant la véritable « violence ou pornographie qui est la pauvreté des images et la misère figurative », confiait-elle déjà en 1998 (*Le Monde* du 8 septembre 1998). « Il est plus facile d'interdire de voir que de permettre de penser. On décide de contrôler l'image pour s'assurer du silence de la pensée et puis, quand la pensée a perdu ses droits, on accuse l'image de tous les maux. »

F. Am.

## La métamorphose éditoriale de « Sud-Ouest »

Le PDG du groupe n'exclut pas des changements capitalistiques

### BORDEAUX

de notre correspondante

Pour les 2 200 salariés du groupe de presse Sud-Ouest, le 14 mars devait marquer une date historique : trois quotidiens du groupe – *Sud-Ouest*, *L'Éclair* et *La République des Pyrénées* – vont changer de taille, de rubriques, de pagination, de graphisme et de couleurs. Si le prix des journaux reste identique, la présentation change de manière radicale : *Sud-Ouest* et les deux autres quotidiens passent au format tabloïd, avec une pagination plus importante, et adoptent un système de cahiers. Après un appel d'offres, la direction du groupe a sélectionné le cabinet catalan de graphisme Cases i Associats. La couleur et les grandes photos s'imposent plus souvent et les paragraphes courts (maximum trois feuillets) deviennent la règle. De nouvelles rubriques font leur apparition.

La réflexion sur ce vaste projet, initié par Jean-François Lemoine, ancien PDG du journal et du groupe familial, disparu en février 2001, a débuté en 1997. Mais la préparation et l'élaboration de la nouvelle formule ont véritablement commencé début 2001. Un « groupe projet », composé de six personnes (journalistes, photographe, secrétaire d'édition) et détaché de la rédaction, était chargé de préparer le futur journal. Chaque mois, cinquante personnes discutaient de son évolution. Une concertation pourtant jugée insuffisante par une partie des 277 journalistes de *Sud-Ouest* : « La rédaction ne s'est pas sentie suffisamment asso-

ciée à ce projet », note Dominique De Laage, gérant de la société civile des journalistes. *Même si nous avons pu exprimer des critiques. »* « On ne sait toujours pas ce que cela va changer sur le fond », ajoute Gilles Guittou, délégué du SNJ. Certains journalistes appréhendent le raccourcissement de la taille des articles. « Je ne crois pas que la qualité de l'information soit liée à la longueur des papiers », tempère Patrick Venries, rédacteur en chef de *Sud-Ouest*.

### GUERRE CONTRE LES GRATUITS

Le passage, à l'automne 2000, au nouveau système d'impression a entraîné régulièrement des retards de distribution. Cette révolution industrielle avait nécessité un investissement de 45,7 millions d'euros pour ce groupe de presse qui a réalisé en 2001 un chiffre d'affaires de 273 millions d'euros. Avec cette nouvelle formule, la direction souhaite fidéliser le lectorat occasionnel et attirer les non-lecteurs de la PQR. *Sud-Ouest* souffre en effet de l'érosion de son lectorat en milieu urbain : entre 1991 et 2001, il a perdu plus de 13 000 acheteurs sur la communauté urbaine de Bordeaux (pour un score de 336 600 exemplaires de diffusion payée, selon Diffusion Contrôle en 2001).

Cette adaptation éditoriale est-elle aussi un atout stratégique pour mieux séduire d'éventuels investisseurs désireux, depuis le décès de M. Lemoine, d'entrer au capital du groupe ? « Je ne suis pas là pour faire une transition ou une

belle mariée, tranche Pierre Jeantet, PDG du groupe. *Ce changement est complètement indépendant des rumeurs de vente. La famille Lemoine [qui possède 80 % du capital du groupe] a manifesté la volonté de pérenniser l'entreprise et de lui en donner les moyens, sans me mettre de couteau sous la gorge ou imposer une rentabilité à court terme, poursuit le chef d'entreprise. Mais si, un jour, un arbitrage sur 10 à 15 % du capital du groupe se fait, il pourra se réaliser sans toucher à l'indépendance du groupe et cela ne serait pas la fin du monde. »*

Au moment où les quotidiens gratuits d'information tentent de s'imposer à Marseille et à Paris, M. Jeantet estime qu'« il faut faire de la résistance légale ». Selon lui, « ces journaux sont clairement une concurrence déloyale et me gênent à deux titres : d'une part, ils prétendent ne pas subir les mêmes contraintes que celles de la presse nationale et régionale ; d'autre part, ils viennent écrémer le marché publicitaire des grandes villes et amenuisent les ressources de notre mission pour laquelle on a déjà du mal à gagner de l'argent ». Il se dit prêt à une concurrence « mais à armes égales ». M. Jeantet estime que les éditeurs ne doivent pas se laisser faire. Et ajoute : « Il faut que les journaux soient plus attractifs, fassent du marketing, mais que l'on ne vienne pas me dire que les gratuits vont déclencher chez les jeunes sans le sou l'envie de lire ensuite de la presse payante. »

Claudia Courtois

## NDS récuse les accusations portées par Canal+

LA SOCIÉTÉ NDS, filiale du groupe News Corp. du magnat australo-américain Rupert Murdoch, a repoussé, mardi 12 mars, les accusations de piratage formées à son encontre par Groupe Canal+ (Vivendi Universal), les qualifiant d'« outrageuses » et « sans fondement ». Groupe Canal+ a en effet annoncé le dépôt d'une plainte contre NDS, responsable, selon elle, du piratage de son système de contrôle d'accès Mediaguard (*Le Monde* du 13 mars).

Abe Peled, le président de NDS, qui n'a pas reçu de notification de cette plainte, dément que sa société soit « impliquée de quelque manière que ce soit avec le problème de piratage de Canal+ ». Pour lui, cette action aurait pour but d'obliger NDS à fusionner avec Canal+ Technologie, filiale de Groupe Canal+. « Reconnaissant l'infériorité de sa technologie de contrôle d'accès, Canal+ (Technologie) a approché NDS en décembre 2001 pour fusionner les deux groupes. »

### DÉPÊCHE

■ PRESSE : Le *Télégramme de Brest* lancera, le 20 mars, une nouvelle formule au format tabloïd. Le quotidien doublera sa pagination pour atteindre 80 pages, dont la moitié en couleurs. La modernisation de l'outil de production a demandé un investissement total de 30 millions d'euros.

ans, notamment dans les domaines de la sexualité ou de la violence, devient possible et même tout à fait banal. Violence et sexualité sont de plus en plus souvent associées. L'enfant, totalement immergé dans les images, a de plus en plus de difficulté à discerner ce qui s'adresse à lui. C'est un brouillage voulu par certains diffuseurs.

En même temps, un nombre croissant d'émissions sont dites « tout public », les parents ne pratiquent donc pas de restriction. Ces programmes comportent néanmoins des images qui peuvent choquer les enfants ou véhiculer des modèles de représentations qui peuvent encourager, au moment propice de la préadolescence ou de l'adolescence, la transgression des valeurs parentales.

3 Ces images ont-elles un réel impact sur les comportements des enfants ?

Ce qui me frappe actuellement, chez les enfants que je reçois, c'est la difficulté qu'ils éprouvent à se désengager des images. On a l'impression que, même chez ceux qui n'ont pas de fragilité particulière, peut s'instaurer une relation de dépendance aux images, simplement par leur effet attractif, par la jouissance sensorielle qu'elles procurent.

Depuis longtemps, les travaux de recherche, notamment américains, ont montré l'influence de la télévision sur les passages à l'acte violent. Il ne faut pas être naïf au point d'établir un lien direct entre violence des écrans et violences urbaines. C'est le mélange des carences affectives et des images de violence données en pâture qui crée un mélange explosif.

Propos recueillis par Pascale Krémer

Le Monde

DOSSIERS & DOCUMENTS

Documentalistes et professeurs d'histoire

Ne manquez pas le numéro de mars sur :

LA GUERRE D'ALGÉRIE

- Dossier exceptionnel sur une page d'histoire douloureuse
- Articles, reportages et analyses du Monde de l'époque

OFFRE SPÉCIALE ENSEIGNANT !

Pour tout renseignement : hamalian@lemonde.fr

Tél. : 01 42 17 33 29

---

Chaque jeudi avec

Le Monde

DATÉ VENDREDI

retrouvez

LE MONDE DES LIVRES

## Les télécommunications dépriment les marchés

LES VALEURS de télécommunications ont à nouveau enregistré de fortes baisses sur les grands marchés d'actions mondiaux, mardi 12 mars. En Europe, la chute de Nokia, qui a perdu 6,43 %, à 25,31 euros, a pesé sur les indices. Le leader mondial de la téléphonie mobile a annoncé qu'il ne tiendrait pas son objectif de chiffre d'affaires au premier trimestre. Composés des cinquante premières capitalisations boursières de la zone euro, l'indice Euro Stoxx 50 a reculé de 1,14 %, à 3 723,95 points. A Paris, l'indice CAC 40 s'est déprécié de 0,79 %, à 4 550,65 points. L'action de l'équipementier Alcatel a perdu 4,67 %, à 17,16 euros. Le titre de France Télécom a reculé de 3,29 %, à 31,48 €.

L'indice américain Nasdaq, riche en valeurs de technologie, a égale-

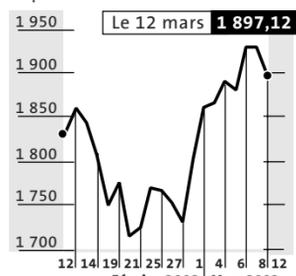
ment été affecté par des mauvaises nouvelles provenant du secteur des télécommunications. Lucent a perdu 9,74 %, à 5,65 dollars. Le groupe a repoussé au prochain exercice le moment de son retour à la rentabilité, et annoncé une émission de titres de 1,5 milliard de dollars (1,7 milliard d'euros). De son côté, l'action Worldcom a plongé de 11,99 %, à 7,93 \$. Le groupe a annoncé que la SEC, le gendarme des marchés américains, avait ouvert une enquête sur ses méthodes comptables. Dans son ensemble, l'indice Nasdaq s'est déprécié de 1,68 %, à 1 897,12 points. Le principal indicateur de Wall Street, le Dow Jones, s'est, lui, apprécié de 0,20 %, à 10 632,35 points.

A Tokyo, l'indice Nikkei des 225 premières valeurs a perdu 1,65 %, mercredi 13 mars, à 11 415,31 points. Le marché a mal réagi à l'abaissement des prévisions de l'équipementier Furukawa Electric, qui table sur une perte pour son exercice annuel 2001-2002, clos à la fin de mars. Le titre Furukawa Electric a reculé de 7,78 %, à 699 yens. Les titres des grandes banques ont rechuté, après leur forte hausse de ces dernières semaines : l'action UFJ Holdings a perdu 8,87 %, à 339 000 yens, et le titre Mizuho Holdings a reculé de 7,54 %, à 331 000 yens.

Adrien de Tricornot

### INDICE NASDAQ

En points à New York



Source : Bloomberg

## LES BOURSES DANS LE MONDE 13/3, 10h03

Pays	Indice	Dernier cours	% var.	Maxi 2002	Mini 2002	PER
<b>UNION EUROPÉENNE</b>						
ALLEMAGNE	DAX Index	5283,88 13/3	0,15	5401,06 11/3	4706,01 20/2	26,00
	Euro Neu Markt Price IX	1006,92 13/3	-0,54	1212,43 4/1	913,75 20/2	
AUTRICHE	Austria traded	1235,23 13/3	-0,45	1250,49 11/3	1109,88 9/1	14,00
BELGIQUE	Bel 20	2705,24 13/3	-0,32	2815,19 28/1	2609,61 15/1	13,10
DANEMARK	Horsens Bnex	271,63 13/3	-0,13	277,42 11/3	254,91 30/1	
ESPAGNE	Ibex 35	8250,90 13/3	0,30	8608,50 4/1	7628,00 22/2	18,80
FINLANDE	Hex General	8486,26 13/3	0,54	9224,39 4/1	4,30 19/2	21,00
FRANCE	CAC 40	4559,79 13/3	0,20	4720,04 4/1	4210,30 20/2	21,00
	Mid CAC	2115,14 12/3	-0,79	2133,20 11/3	1929,16 2/1	15,20
	SBF 120	3170,67 13/3	0,21	3248,59 4/1	2924,74 20/2	21,10
	SBF 250	2989,61 12/3	-0,82	3035,25 4/1	2782,54 20/2	20,80
	Indice second marché	2445,25 12/3	0,03	2452,51 11/3	2287,73 2/1	14,30
	Indice nouveau marché	1088,94 13/3	-0,22	1175,41 7/1	980,76 22/2	
GRÈCE	ASE General	2386,99 13/3	0,00	2655,07 3/1	2321,35 28/2	14,50
IRLANDE	Irish Overall	5048,84 13/3	0,03	6085,03 18/1	4636,97 6/2	12,50
ITALIE	Milan Mib 30	32609,00 13/3	0,29	33197,00 11/3	29542,20 20/2	20,20
LUXEMBOURG	Lux Index	1143,24 12/3	0,42	1169,48 14/1	1103,43 6/3	
PAYS BAS	Amster. Exc. Index	514,99 13/3	-0,16	522,59 11/3	475,19 22/2	17,90
PORTUGAL	PSI 20	7835,93 13/3	0,15	7998,50 4/1	7161,67 25/2	18,10

## EUROPE Mercredi 13 mars 10h03

INDICES	Indice	% var.
<b>SECTEURS EURO STOXX</b>		
AUTOMOBILE	232,23	-0,24
BANQUES	280,87	-0,36
PRODUIT DE BASE	216,97	-0,55
CHIMIE	370,62	-0,79
TÉLÉCOMMUNICATIONS	422,62	-0,03
CONSTRUCTION	233,63	-0,19
CONSOMMATION CYCLIQUE	135,33	-0,32
PHARMACIE	486,97	-0,62
ÉNERGIE	359,83	-0,15
SERVICES FINANCIERS	236,44	-0,78
ALIMENTATION ET BOISSON	238,12	-0,29
BIENS D'ÉQUIPEMENT	369,62	-0,03
ASSURANCES	323,36	-0,04
MÉDIAS	286,31	-0,07
BIENS DE CONSOMMATION	380,93	-0,38
COMMERCE ET DISTRIBUTION	280,28	-0,09
HAUTE TECHNOLOGIE	495,11	-0,23
SERVICES COLLECTIFS	291,29	-0,30

### LES 50 VALEURS DE L'EURO STOXX

Code pays	Cours	% var.
ABN AMRO HOLDING	21,22	-0,00
AEGON NV	26,52	-0,26
AIR LIQUIDE	165,70	-0,67
ALCATEL A	16,93	-1,34
ALLIANZ N	274,28	-0,04
AVENTIS	80,00	-0,50
AXA	22,96	-0,82
BASF AG	46,67	-0,63
BAYER	39,62	-1,46
BAYR.HYP.U.VERBK	37,82	-0,21
BNP	13,78	-1,32
BNP PARIBAS	54,80	-0,55
BSCH	9,58	-2,13
CARREFOUR	52,00	-0,10
DAIMLERCHRYSLER N	50,08	-0,16

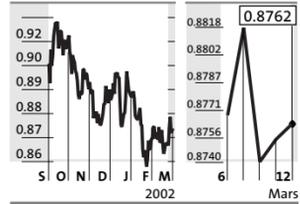
## MARCHÉ DES CHANGES 13/3, 10h03

	Dollar	100 Yens	Euro	Livre	Franc S.
NEW YORK (\$)		0,77345	0,87545	1,41240	0,59525
TOKYO (¥)	129,30000		113,18500	182,60920	76,95835
PARIS (€)	1,14200	0,88330		1,61325	0,67980
LONDRES (£)	0,70805	0,54760	0,61985		0,42145
ZURICH (FR. S.)	1,67840	1,29810	1,46935	2,37060	

### COURS DE L'EURO

	Achat	Vente
COURONNE DANOISE	7,4299	7,4309
COURONNE NORVÈGE	7,7498	7,7548
COURONNE SUÉDOISE	9,1365	9,1485
COURONNE TCHÈQUE	31,3333	31,4245
DOLLAR AUSTRALIEN	1,6808	1,6816
DOLLAR CANADIEN	1,3886	1,3896
DOLLAR HONGKONG	6,8270	6,8320
DOLLAR NÉO-ZÉLAND	2,0396	2,0422
FORINT HONGROIS	244,9053	244,9771
LEU ROUMAIN	28518,0000	28576,0000
ROUBLE	27,2080	27,2260

### EURO à 6 mois



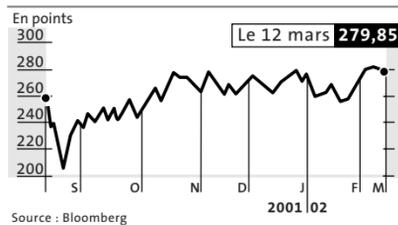
AFIN d'améliorer leur ratio de solvabilité, un indicateur regardé à la loupe par les marchés, et la rentabilité de leurs fonds propres, les banques allègent les bilans de leurs risques de crédit. L'ampleur de ces opérations et leur sophistication inquiètent certaines banques centrales.

### DIFFICILE MESURE DES ENGAGEMENTS RÉELS

L'onde de choc provoquée par la faillite du courtier en énergie américain Enron, et son opacité comptable, n'en finit pas de se propager. Les banques centrales européennes et autres organes chargés du contrôle des établissements de crédit et garants de la stabilité du système bancaire cherchent à en tirer les enseignements. Ils remettent en question les techniques financières de plus en plus complexes, utilisées par les banques pour sortir certains risques de leurs bilans et alléger ainsi leurs besoins en fonds propres.

Ces montages – des opérations de titrisation (transformant une créance en actif financier cédé à un tiers) ou l'utilisation de dérivés de crédit (par lesquels le risque de contrepartie est vendu à un tiers) – reviennent à sortir les risques du bilan. Ils apparaissent alors sous une forme alléguée dans le hors-bilan. Ils supposent qu'un contrôle rigoureux soit effectué sur cette partie des comptes, présentée en annexe des bilans, et surtout que soient bien identifiés les risques résiduels. Or c'est là que, selon certains régulateurs, le bât blesse. « Dans un marché où les risques font l'objet d'une titrisation rapide et à grande échelle, il n'est pas facile de mesurer le risque de contrepartie, de taux ou de liquidité, qui reste supporté par une banque et de savoir s'il est suffisamment couvert », estime-t-on à la Commission bancaire. Celle-ci souhaiterait renforcer les moyens dont elle dispose pour analyser

### L'INDICE EURO STOXX BANQUES



Source : Bloomberg

les engagements hors bilan des banques.

Face à la complexité des montages financiers et des techniques qu'elles utilisent, les banques, elles-mêmes, ont parfois du mal à s'y retrouver. Il a ainsi fallu une semaine à la banque américaine JP Morgan Chase pour mesurer le montant exact de ses risques sur Enron. Dans un premier temps, cet établissement, qui a pourtant une réputation de grande rigueur, a évalué ses engagements à 900 millions de dollars avant de revenir sur ce chiffre en le multipliant par trois, à 2,6 milliards de dollars. Les banques européennes, elles, ont été d'emblée plus précises. Malgré la suspicion que fait peser le scandale Enron sur les pratiques du secteur financier, l'indice Euro Stoxx 50 des 46 principales banques européennes a gagné 3 % depuis la mi-décembre 2001.

### DES RÈGLES EUROPÉENNES PLUS SÈVÈRES

Pour les banques, les craintes des autorités de contrôle européennes ne seraient que partiellement fondées. « Il n'est pas possible d'établir un parallèle entre Enron, société ordinaire qui échapp-

paît à la réglementation sur les entreprises de marché, et la communauté bancaire, soumise à des règles et à un contrôle stricts », fait-on valoir à la Fédération bancaire française (FBF). Ainsi, tandis qu'Enron a profité de la souplesse des normes comptables américaines pour déconsolider ses actifs à tout va, les banques françaises et européennes sont contraintes par des normes comptables sévères, en voie de renforcement. En outre, alors qu'Enron n'avait qu'un auditeur, les banques sont soumises à des contrôles en cascade.

### LES ENSEIGNEMENTS D'ENRON

Consentante que le naufrage d'Enron a rendu suspectes les techniques de déconsolidation, la FBF reconnaît qu'il influencera les travaux du Comité de Bâle, le comité de régulateurs chargé de l'élaboration du nouveau ratio de solvabilité (le ratio McBonough, qui doit remplacer le ratio Cooke). « Bâle pourrait être conforté dans sa méfiance vis-à-vis des opérations de titrisation, fussent-elles saines et transparentes », avance un responsable, notamment sur certains montages, jugés exotiques, faits par des établissements français. Bâle devrait aussi accentuer ses exigences en matière de division des risques.

De son côté, Daniel Lebègue, directeur général de la Caisse des dépôts, juge que l'affaire Enron, « aussi grave que la crise bancaire de 1929 », « oblige à s'interroger sur la chaîne des responsabilités et à réagir, qu'il s'agisse des régulateurs, des agences de notation ou des banques ». Il voit dans la faillite du courtier la remise en cause du modèle de contrôle américain, basé sur l'expertise des agences de notation et des grands cabinets d'audit.

Anne Michel

Pays	Indice	Dernier cours	% var.	Maxi 2002	Mini 2002	PER
ROYAUME UNI	FTSE 100 index	5246,20 13/3	-0,12	5362,30 4/1	5015,50 20/2	17,70
	FTSE techMark 100 index	1217,89 13/3	-0,38		122,20	
SUÈDE	OMX	815,97 13/3	0,58	878,88 4/1	741,84 20/2	26,00
<b>EUROPE</b>						
HONGRIE	Bux	8113,49 12/3	-2,41	8448,46 7/3	7052,97 3/1	
ISLANDE	ICEX 15	1290,93 12/3	-0,32	1302,91 6/3	1142,62 7/1	
POLOGNE	WSE Wig	1347,18 12/3	-2,27	1486,23 28/1	1200,32 2/1	17,10
TCHÈQUE	Exchange PX 50	435,20 13/3	0,14	440,80 8/3	384,60 2/1	
RUSSIE	RTS	316,84 12/3	-0,83	331,41 7/3	267,70 3/1	
SUISSE	Swiss market	6462,30 13/3	0,14	6536,90 8/3	6059,10 6/2	18,10
TURQUIE	National 100	10810,03 13/3	-0,30	15071,84 8/1	10715,81 27/2	11,40
<b>AMÉRIQUES</b>						
ARGENTINE	Merval	408,49 12/3	2,64	471,34 6/2	323,69 2/1	
BRÉSIL	Bovespa	14181,42 12/3	3,55	14481,63 5/3	12300,70 30/1	9,80
CANADA	TSE 300	7866,14 12/3	-0,53	7992,70 7/3	7402,70 20/2	20,70
CHILI	Ipsa	99,85 12/3	-0,86	102,37 4/1	94,80 20/2	
ÉTATS-UNIS	Dow Jones ind.	10632,35 12/3	0,20	10663,83 8/3	9529,46 30/1	23,50
	Nasdaq composite	1897,12 12/3	-1,68	2098,88 9/1	1696,55 22/2	49,10
	Nasdaq 100	1520,54 12/3	-2,14	1710,23 9/1	1329,93 22/2	48,70
	Wilshire 5000	10892,98 12/3	-0,27	10973,46 7/1	10040,55 20/2	
	Standards & Poors 500	1165,58 12/3	-0,23	1176,97 7/1	1081,66 30/1	22,00
MEXIQUE	IPC	7278,06 12/3	1,63	7213,06 11/3	6365,72 14/1	13,40

## FRANCFORT

12/3 : 157 millions de titres échangés

Valeur	Cours de clôture	% var.
<b>Meilleures performances</b>		
TEAM COMM GRP	0,22	69,23
KIEKERT AG	64,00	58,02
LETSBUYIT.COM	0,03	50,00
SOFTMATIC AG	0,18	28,57
BRAIN INTL SOFT	2,96	13,85
VI Z RT	1,04	13,04
ABIT	6,76	10,82
<b>Plus mauvaises performances</b>		
LEBENSART GLOB NET	0,77	-62,44
SUNBURST N	0,08	-57,89
CEYONIQ	1,26	-28,00
PRODACTA AG	0,10	-23,08
PSI AG	5,55	-21,83
MICROLOGICA	0,40	-14,89
THIEL LOGISTIK	18,15	-13,16

## LONDRES

12/3 : 1710 millions de titres échangés

Valeur	Cours de clôture	% var.
<b>Meilleures performances</b>		
SCOOT.COM	0,01	10,29
EMBLAZE SYS	1,33	5,12
KIDDE	0,75	4,17
CANARY WHARF GROUP	4,71	3,63
KINGFISHER	3,72	2,34
MORRISON SUPERMARK	2,10	3,20
KINGFISHER	3,72	2,34
<b>Plus mauvaises performances</b>		
BRITISH BIOTECH PL	0,11	-10,64
COLT TELECOM GROUP	0,63	-10,70
SPIRENT	1,43	-7,14
TRAFFICMASTER	0,26	-7,14
PACE MICRO TECH	0,95	-6,86
IQE	1,28	-6,57
ARM HOLDINGS	2,9	

# MARCHÉS FRANÇAIS

## PREMIER MARCHÉ

### VALEURS FRANÇAISES

Mercredi 13 mars 9h16

Valeur	Dernier cours	Cours préc.	% var. /préc.	% var. 31/12	Plus haut	Plus bas	Divid. net	Code sicoam
ACCOR	46,36	46,75	-0,83	13,54	47,71	38,03	1,00	12040
AFINE	39,89	39,40	1,24	8,10	40,00	30,34	1,20	3610
AGF	55,35	55,00	0,64	2,69	57,50	50,20	2,00	12592
AIR FRANCE GPE NOM	20,32	20,41	-0,44	23,60	21,19	16,06	0,22	3112
AIR LIQUIDE	165,00	164,60	0,24	4,82	171,40	149,80	3,00	12007
ALCATEL A	17,00	17,16	-0,93	11,45	21,62	14,62	0,48	13000
ALCATEL O	6,45	6,70	-3,73	16,45	9,62	5,00	1,10	13015
ALSTOM	14,08	13,98	0,72	12,73	15,40	12,25	0,55	12019
ALTRAN TECHNO.#	58,50	58,75	-0,43	15,27	61,50	48,50	0,14	3463
ARBEL	5,70	5,70	n/d	83,87	7,50	2,92	0,53	3588
AREVA CIP	183,30	186,90	-1,93	14,92	192,00	160,00	22,85	4524
ATOS ORIGIN	87,50	85,80	1,98	18,96	90,40	71,15	n/d	5173
AVENTIS	79,40	79,60	-0,25	-0,43	85,95	74,10	0,50	13046
AXA	23,10	23,15	-0,22	1,57	25,10	19,41	2,20	12062
BACOU DALLOZ	109,20	109,30	-0,09	24,09	118,80	83,30	0,90	6089
BAL INVESTIS	134,50	134,40	0,07	11,06	135,00	122,50	7,16	12018
BAZAR HOT. VILLE	n/d	129,00	n/d	0,15	152,80	124,50	3,00	12547
BEHGIN SAY	42,10	41,90	0,48	3,18	43,95	39,20	n/d	4455
BIC	37,99	37,23	2,04	-0,96	40,98	35,51	0,29	12096
BNP PARIBAS	55,10	54,50	1,10	9,65	58,30	49,77	2,25	13110
BOLLORE	242,00	243,00	-0,41	0,74	259,00	238,00	4,00	12585
BOLLORE INV.	52,00	52,00	n/d	1,26	55,00	50,50	0,20	3929
BONGRAND	45,54	45,55	-0,02	1,20	45,80	41,70	1,40	12010
BOUYGUES	35,77	35,75	0,62	-2,25	38,95	30,51	0,36	12050
BOUYGUES OFFS.	44,29	44,00	0,66	10,58	45,30	38,60	1,10	13070
B T P (LA CIE)	n/d	116	n/d	n/d	n/d	n/d	0,46	3360
BULL#	1,00	1,02	-1,96	-18,69	1,27	0,83	n/d	5260
BURELLE (LY)	54,90	55,70	-1,44	10,61	60,05	49,63	0,50	6113
BUSINESS OBJECTS	49,10	49,75	-1,31	30,75	51,00	37,01	n/d	12074
CANAL +	3,68	3,70	-0,54	2,79	3,79	3,49	0,15	12546
CAP GEMINI	83,30	82,25	1,28	2,71	90,70	70,40	1,20	12533
CARBONE-LORRAINE	33,47	33,51	-0,12	11,56	35,80	28,60	1,06	3962
CARREFOUR	51,90	51,95	-0,10	-11,13	58,80	50,30	0,50	12017
CASINO GUICHADP	60,55	60,35	0,33	-3,12	63,95	56,05	1,37	12113
CASINO GUICHARD	82,70	82,05	0,79	-4,55	87,30	75,05	1,33	12558
CASTORAMA DUB.(L)	60,00	59,35	1,10	3,71	61,90	54,25	2,85	12420
CEGID (LY)	79,75	79,75	n/d	1,78	90,50	70,00	2,00	12470
CEREL	29,60	29,60	n/d	4,04	30,49	28,00	n/d	4456
CERESTAR	32,61	32,73	-0,37	5,87	32,75	30,70	n/d	4457
CFR.RECYCLING	46,05	45,90	0,33	15,12	46,20	38,50	1,30	3905
CGP	35,80	35,40	1,13	n/d	38,30	35,11	n/d	12102
CHARGEURS	76,70	78,00	-1,67	2,33	79,90	67,00	2,13	13069
CHRISTIAN DIOR	42,70	42,80	-0,23	23,87	44,86	32,50	0,28	13040
CIC - ACTIONS A	n/d	121,00	n/d	0,41	125,00	118,70	2,29	12005
CIMENTIS FRANCAIS	50,90	51,05	-0,29	6,04	52,10	46,20	1,40	12098
CLARINS	70,45	70,40	0,07	11,11	72,50	61,00	1,10	13029
CLUB MEDITERRANEE	54,60	54,40	0,37	33,17	56,40	41,52	1,10	12156
CNP ASSURANCES	36,90	35,06	5,25	3,36	37,00	33,60	1,08	12022
COFACE	54,00	53,60	0,75	13,92	55,70	46,40	1,75	12099
COFLEXIP	n/d	167,20	n/d	5,15	168,20	145,00	n/d	13064
COLAS	71,00	70,50	0,71	12,07	71,80	62,00	2,13	12163
CONTIN.ENTREPR.	45,80	46,00	-0,43	2,46	46,90	41,50	2,00	3664
CREDIT AGRICOLE	18,60	18,60	n/d	4,55	19,18	17,58	n/d	4507
CRED.FON.FRANCE	15,00	15,00	n/d	3,16	15,19	13,05	0,58	12081
CREDIT LYONNAIS	40,74	40,66	0,20	8,64	43,00	36,14	0,65	18420
CS COM.ET SYSTEMES	10,78	10,60	1,70	29,87	10,78	7,60	n/d	7896
DAMART	n/d	93,45	n/d	15,94	98,00	79,50	3,80	12049
DANONE	133,90	133,50	0,30	-2,26	139,40	125,20	1,90	12064
DASSAULT-AVIATION	318,00	318,00	n/d	0,31	331,00	284,90	6,20	12172
DASSAULT SYSTEMES	55,55	56,50	-1,68	2,87	59,40	47,60	0,31	13065
DEV.R.N-P.CAL LI #	14,50	14,50	n/d	0,69	15,00	14,25	0,55	12423
DEVEAUX(LY)#	70,00	70,00	n/d	13,04	75,00	66,90	4,20	6100
DIDOT-BOTTIN	n/d	70,00	n/d	14,75	70,50	61,10	2,74	3747
DMC (DOLLFUS MI)	10,60	10,79	-1,76	-41,52	11,48	6,90	0,61	12133
DYNACTON	n/d	28,95	n/d	7,62	29,80	25,41	0,50	13035
EIFFAGE	83,00	82,60	0,48	21,34	83,55	68,80	0,78	13045
ELECT.MADAGASCAR	n/d	22,60	n/d	0,44	24,90	22,40	n/d	3571
ELIOR	8,40	8,40	1,19	5,45	9,74	8,05	0,07	12127
ENTENAIL(EX CDE)	31,84	31,85	-0,03	25,60	32,29	25,35	0,40	12093
ERAMET	38,01	38,01	n/d	9,85	39,80	30,21	1,30	13175
ESSILOR INTL	39,35	38,90	1,16	15,90	39,36	31,20	3,90	12166
ESSO	91,00	91,50	-0,55	13,46	92,10	79,50	2,75	12066
EULER	41,80	41,60	0,48	-1,64	47,40	40,60	1,40	12130

Valeur	Dernier cours	Cours préc.	% var. /préc.	% var. 31/12	Plus haut	Plus bas	Divid. net	Code sicoam
EURAZEO	62,95	62,30	1,04	-1,56	63,85	57,60	0,48	12112
EURO DISNEY	1,09	1,08	0,93	23,86	1,21	0,89	n/d	12587
EUROTUNNEL	1,02	1,04	-1,92	-9,73	1,18	0,90	n/d	12537
FAURECIA	56,55	56,60	-0,09	-4,15	61,40	51,60	0,91	12114
F.F.P. (NV)	108,00	108,00	n/d	11,28	109,00	94,20	1,80	6478
FIMALAC	47,70	47,10	1,27	18,36	47,80	40,01	0,90	3794
FINAXA	83,50	85,00	-1,76	5,49	87,00	68,00	2,20	3313
FONCLYON.#	29,65	29,50	0,51	11,04	29,65	25,20	0,85	3340
FRANCE TELECOM	31,59	31,48	0,35	-29,64	48,16	28,15	1,00	13330
FRMAGERIES BEL	n/d	104,10	n/d	4,15	110,00	91,00	2,22	12185
GALERIES LAFAYETTE	147,30	147,20	0,07	0,66	168,90	125,10	0,60	12124
GAUMONT #	49,47	49,00	0,96	20,07	53,00	39,00	0,57	3489
GECINA	94,95	94,85	0,11	3,77	95,70	90,00	3,34	13151
GENERALE DE SANTE	16,15	16,00	0,94	12,46	16,50	13,71	n/d	4447
GEOPIYSIQUE	44,00	43,50	1,15	24,82	44,40	33,16	1,22	12016
GFI INFORMATIQUE	11,59	11,64	-0,43	-3,81	13,34	10,05	0,15	6337
GRANDVISION	19,40	19,50	-0,51	27,21	20,10	15,05	0,25	5297
GROUPE GASCOGNE	71,55	72,10	-0,76	-3,57	80,40	67,75	3,00	12441
GROUPE PARTOUCHE #	n/d	72,55	n/d	0,74	75,50	63,00	1,68	5354
GR.ZANNIER (LY) #	75,75	75,70	0,07	-3,62	83,50	72,00	0,73	12472
GUYENNE GASCOGNE	86,00	85,60	0,47	1,17	87,50	84,00	1,50	12028
HAVAS ADVERTISING	10,00	9,85	1,52	23,20	11,00	7,82	0,17	12188
HMV MERY	125,00	125,50	-0,40	15,95	128,00	98,00	3,60	12085
IMMEUBLES DE FCE	n/d	22,01	n/d	0,04	25,00	19,80	0,30	12037
IMMOBANQUE NOM.	125,00	125,00	n/d	n/d	128,20	118,00	n/d	5793
IM.MARSEILLAISE	n/d	3670,00	n/d	3,52	3700,00	3150,00	22,26	3270
INFOGRAMES ENTER.	12,25	12,34	-0,73	5,40	15,98	9,95	n/d	5757
INGENICO	25,11	25,15	-0,16	11,10	26,90	22,50	0,10	12534
ISIS	n/d	155,10	n/d	1,83	161,10	137,00	n/d	12000
JC DECAUX	12,20	12,30	-0,81	-2,78	13,78	10,20	n/d	7791
KAUFFMAN ET BROAD	20,60	20,55	0,24	24,84	20,60	16,21	0,82	12105
KLEPER	116,40	116,50	-0,09	8,48	117,20	108,20	2,75	12196
L'ORÉAL	82,15	82,25	-0,12	1,54	83,10	75,15	0,44	12032
LAFARE	101,70	101,20	0,49	-3,05	107,00	96,85	2,20	12053
LACARDERE	51,40	51,55	-0,29	9,36	52,85	41,92	0,78	13021
LAPEYRE	n/d	60,30	n/d	36,24	62,50	44,10	1,08	13051
LEBRON (CIE)	n/d	52,50	n/d	4,58	54,70	48,75	2,30	12129
LEGAND ORD.	173,50	173,50	n/d	20,48	180,00	143,90	0,94	12061
LEGRIS INDUSTRY	22,35	22,41	-0,27	1,59	25,39	18,20	1,20	12590
LEPTIS SURF	3,60	3,57	0,84	26,31	3,80	2,90	n/d	7508
LINCINDUS	128,20	128,20	n/d	1,74	131,90	126,00	10,18	12135
LOUVER #	71,00	70,50	0,71	13,05	71,50	60,00	1,24	3311
LUCIA	n/d	11,30	n/d	-13,07	12,00	10,42	1,83	3630
LVHM MOET HEN.	58,00	58,10	-0,17	26,91	60,50	42,15	0,22	12101
MARINE WENDEL	n/d	69,45	n/d	n/d	72,80	66,50	n/d	12120
MARIONNAUD PARFUM	51,80	51,15	1,27	-4,77	57,60	48,55	n/d	6494
MAUSSIERE FOREST.	9,50	9,50	n/d	6,86	9,85	8,15	0,10	6057
MAUREL ET PROM.	18,30	18,27	0,16	10,86	19,50	15,10	0,91	5107
METALEUROPE	4,00	4,01	-0,25	29,87	4,90	3,15	0,61	12038
MICHELIN	43,56	43,84	-0,64	17,57	44,59	36,36	0,80	12126
MONTEPULSA	14,03	14,30	-1,89	34,51	15,00	10,50	0,17	3704
NATEXIS BQ POP.	90,50	91,00	-0,55	6,60	97,50	87,30	2,50	12068
NEOPOST	37,95	37,05	2,43	15,98	38,45	32,31	n/d	12056
NEXANS	21,11	21,10	0,05	30,22	21,40	16,25	n/d	4444
NORBERT DENTRES.#	26,10	26,10	n/d	16,77	27,90	21,52	0,40	5205
NORD-EST	n/d	27,00	n/d	0,33	27,90	25,20	0,94	12087
NRJ GROUP	22,82	23,05	-1,00	-8,97	24,50	17,90	0,15	12169
OBERTHUR CARD SYS.	7,30	7,30	n/d	-18,43	9,40	5,62	n/d	12413
ORANGE	7,24	7,15	1,26	-28,88	10,74	6,27	n/d	7919
OXYGEXT-ORIENT	n/d	389,00	n/d	9,88	396,00			

# AUJOURD'HUI

## SPORTS

Deuxième du classement de la Premier League anglaise, **ARSENAL** n'a pas résisté à la maestria des Espagnols du **DEPORTIVO LA COROGNE**, mardi 12 mars, à Londres, lors de la cinquième journée de la deuxième

phase de la Ligue des champions. Le club londonien a cédé à deux reprises en première mi-temps, face à une équipe pleine de talent. En fin de match, le buteur français **THIERRY HENRY** a manqué un penalty qui

pouvait redonner espoir à ses coéquipiers. Malgré cette défaite, Arsenal se trouve encore en course pour remporter trois compétitions cette année : le championnat et la Coupe d'Angleterre, la Ligue des cham-

pions. Mais le chemin des quarts de finale de la compétition européenne passe par une victoire, mercredi 20 mars, sur la Juventus Turin, déjà éliminée par les Allemands du Bayer Leverkusen (3-1).

## La Corogne écrase de son talent les ambitions européennes d'Arsenal

L'équipe entraînée par Arsène Wenger a été nettement dominée par les Espagnols (0-2), sur son terrain de Londres, lors de la cinquième journée de la deuxième phase de la Ligue des champions

### LONDRES

de notre envoyé spécial

Le fair-play britannique est légendaire. Mardi 12 mars, les 35 000 spectateurs du stade de Highbury, au nord de Londres, l'ont remis au goût du jour à l'occasion de la défaite d'Arsenal, face aux Espagnols du Deportivo La Corogne (0-2), lors de la cinquième journée de la deuxième phase de la Ligue des champions. C'est en effet sous de copieux applaudissements que les Galiciens, qui ont paru surpris par tant de sollicitude, ont quitté le gazon anglais.

Incontestablement, cette équipe espagnole, qui, grâce à ce succès est d'ores et déjà assurée de terminer première du groupe D, et donc de disputer les quarts de finale de la compétition, a fait un tabac dans la capitale anglaise. « C'est l'une des trois meilleures équipes d'Europe », concède l'entraîneur manager d'Arsenal, le Français Arsène Wenger. « Nous sommes tombés sur une excellente équipe », renchérit l'international tricolore, le milieu de terrain Robert Pires. « C'est très généreux de la part d'Arsène Wenger de dire que le vainqueur de ce groupe peut remporter la finale, mais il ne faut pas oublier des équipes comme Manchester United ou le Real Madrid », tempère l'entraîneur du Deportivo La Corogne, Javier Irueta. Le technicien espagnol se sentait également d'humeur courtoise : « Arsenal n'est pas seulement l'une des meilleures équipes en Angleterre, c'est l'une des meilleures formations d'Europe, surtout à domicile. »



REBECCA NADEN/AFP

Mais dans cette rencontre entre amis, où furent néanmoins distribués six cartons jaunes, il fallait un vainqueur. Ce fut le club espagnol, mettant fin par là même à une invincibilité d'Arsenal à Highbury de 17 matches (14 victoires et 3 matches nuls). Un succès mérité pour les Galiciens, qui menèrent les débats durant une bonne partie du match : « C'est vrai qu'ils nous ont un peu balai-

dés », concède Robert Pires, l'un des cinq Français alignés mardi soir par Arsène Wenger, avec Gilles Grimandi, Patrick Vieira, Sylvain Wiltord et Thierry Henry.

### UN SUCCÈS MÉRITÉ

C'est assez logiquement que les Espagnols trouvaient la faille, une première fois grâce à leur attaquant Juan Carlos Valeron (30'), avant de doubler la mise grâce au

défenseur marocain Nouredine Naybet (40'). En seconde période, encouragés par les chœurs de Highbury, les déferlantes anglaises butaient sans cesse sur une impressionnante muraille bleue. Et lorsque, enfin, l'attaquant suédois à crête rouge Fredrik Ljungberg trouvait la brèche, mais était stoppé irrégulièrement par le gardien Francisco Molina, Thierry Henry loupait son coup de pied

de réparation et l'occasion d'inscrire son 29<sup>e</sup> but de la saison.

« Je suis fier de mes joueurs, ils ont eu une bonne attitude, mais, comme les matches se succèdent très vite, ils ont peut-être eu du mal à rentrer tout de suite dans celui-là. Le Deportivo a été plus tranchant en première période, a expliqué Arsène Wenger. Je pensais avant ce match que nous allions le gagner et je suis sûr que nous avi-

Les Galiciens du club espagnol de La Corogne ont encore une fois brillé en Ligue des champions. Thierry Henry et ses coéquipiers d'Arsenal ont été impuissants face aux joueurs au maillot bleu et blanc. Un penalty raté du joueur français et beaucoup de ballons perdus par son équipe expliquent le score de la rencontre : 0-2. Un résultat qui permet à La Corogne d'être déjà qualifié pour les quarts de finale.

ons les moyens de la faire. » Toujours est-il que cette défaite sonne comme un coup d'arrêt pour le club anglais, qui a fait de cette compétition un objectif majeur. L'année passée, Arsène Wenger avait vu son équipe échouer en quarts de finale, face aux Espagnols du FC Valence. Depuis six ans, date de son arrivée au club, l'ancien technicien de Monaco martèle que « la reconnaissance passe avant tout par l'Europe ».

### La Juventus Turin éliminée

La Juventus Turin, battue à Leverkusen, est écartée de la compétition avant la sixième et dernière journée, mercredi 20 mars.

● **Groupe C**  
FC Porto (Por) - Panathinaïkos (Gre) : 2-1. Real Madrid (Esp) - Sparta Prague (RTC) : 3-0.  
**Classement** : 1. Real Madrid, 15 pts ; 2. Panathinaïkos, 7 ; 3. FC Porto, 4 ; 4. Sparta Prague, 3.  
● **Groupe D**  
Arsenal (Ang) - La Corogne (Esp) : 0-2. Leverkusen (All) - Juventus (Ita) : 3-1.  
**Classement** : 1. La Corogne, 10 pts ; 2. Arsenal, 7 ; Leverkusen, 7 ; 4. Juventus Turin, 4.

Ce discours semble avoir convaincu ses dirigeants, qui, chaque année, allouent une enveloppe substantielle pour les transferts. Arsenal, exemple de mondialisation avec pas moins de dix nationalités représentées, a fière allure. Le club s'est doté d'un complexe d'entraînement futuriste, estimé à 18,3 millions d'euros, et s'appête à édifier une enceinte de 60 000 places, qui devrait voir le jour en 2005.

Autant d'investissements qui demandent des retours. Le champion d'Angleterre 1998, éternel dauphin de Manchester United en Premier League, ne peut plus se contenter des places d'honneur et de supporter les railleries du rival : « Arsenal rend nos victoires plus belles », avait lâché Sir Alex Ferguson, l'entraîneur de Manchester. Cette année, Arsenal a l'occasion de réaliser un triplé (championnat, Coupe d'Angleterre, Ligue des champions). Avant la rencontre face à La Corogne, les bookmakers britanniques estimaient à 40 contre 1 ses chances d'y parvenir. Mais Robert Pires ne veut pas abdiquer : « Pour commencer, nous devons juste aller gagner à Turin mercredi prochain. »

Etienne Labrunie

E. C. avec AFP

### ARSENAL-LA COROGNE 0-2

Ligue des champions - Groupe D  
Deuxième phase, 5<sup>e</sup> journée

A Highbury, Londres ; temps pluvieux ;  
Pelouse en très bon état ; 35 400  
spectateurs. Arbitre : M. Meier (Sui)

### BUTS

**LA COROGNE** : Valeron (30<sup>e</sup>) ;  
**Naybet** (40<sup>e</sup>)

### AVERTISSEMENTS

**Arsenal** : Vieira (78<sup>e</sup>, jeu dangereux)  
**La Corogne** : Victor (43<sup>e</sup>, jeu dangereux) ;  
**Sergio** (68<sup>e</sup>, jeu dangereux) ; **Scaloni** (75<sup>e</sup>,  
jeu dangereux) ; **Molina** (82<sup>e</sup>, antijeu),  
**Naybet** (89<sup>e</sup>, jeu dangereux)

### LES ÉQUIPES

● **ARSENAL** (entraîneur : A. Wenger) :  
Seaman • Lauren, Campbell, Stepanovs,  
Lounji • Wiltord (Kanou, 64<sup>e</sup>), Vieira  
(cap.), Grimandi (Ljungberg, 64<sup>e</sup>), Pires  
• Henry, Bergkamp  
● **LA COROGNE** (entraîneur : J. Irueta) :  
Molina • Scaloni, Naybet, Cesar,  
Romero • Mauro Silva, Sergio, Victor,  
Fran (cap.) (Capdevila, 71<sup>e</sup>) • Valeron  
(Duschler, 79<sup>e</sup>), Tristan (Makaay, 85<sup>e</sup>).

## Hapoël Tel-Aviv - Milan AC aura lieu sous haute surveillance à Chypre

**LES AUTORITÉS CHYPRIOTES** ont lancé, mardi 12 mars, l'une des plus importantes opérations de sécurité autour d'un match de football en prévision de la tenue, jeudi 14 mars, à Nicosie, du quart de finale aller de la Coupe de l'UEFA, opposant l'Hapoël Tel-Aviv et le Milan AC. Cette rencontre, qui devait initialement se dérouler à Tel-Aviv, a été déplacée sur un terrain neutre à l'instigation de l'Union européenne de football (UEFA), inquiète de la tournure des événements au Proche-Orient.

Ariel Sharon, le premier ministre israélien, avait tenté de convaincre les autorités du football européen, ainsi que le président du conseil italien, Silvio Berlusconi, par ailleurs président du club milanais, de revenir sur cette décision, mais il n'a pas été entendu (*Le Monde* du 8 mars). Au contraire, l'UEFA a appuyé ses déclarations en suspendant jusqu'à nouvel ordre toute rencontre européenne en Israël. Un match amical devant opposer l'équipe israélienne des moins de 21 ans à une sélection russe a été reporté.

« La police est prête à assumer les arrangements pris concernant la sécurité des suppor-

teurs et les assure que la loi et l'ordre seront maintenus », a affirmé le porte-parole de la police chypriote, Stelios Neophytou. Il s'agit d'un événement important et il est de notre devoir de tout faire pour qu'il se déroule sans incident. Nous sommes en contact permanent avec les autorités israéliennes et italiennes au sujet des mesures à prendre. » Près de 1 000 policiers chypriotes devraient se poster aux alentours du stade GSP de Nicosie, où sont attendus environ 8 000 supporters israéliens. A la veille du match, le nombre de tifosi milanais prêts à effectuer le déplacement était encore incertain.

### VOYAGE SOUS ESCORTE

Mardi 12 mars, les médias chypriotes ont annoncé que le Hapoël Tel-Aviv, dont le lieu de séjour jusqu'au match a été tenu secret, viendrait accompagné par des membres des services secrets israéliens, et que leur voyage vers Nicosie se déroulerait sous la protection d'avions de chasse.

Actuellement sixième du classement de la Serie A italienne, mal placé pour décrocher une qualification pour la prochaine Ligue des

champions, le Milan AC compte beaucoup sur la Coupe de l'UEFA pour sauver sa saison. Le match retour aura lieu à Milan, le 21 mars. De son côté, l'Hapoël Tel-Aviv, deuxième du championnat israélien, compte bien poursuivre sa chasse aux favoris de la coupe de l'UEFA.

En octobre, lors du deuxième tour de cette compétition, les Israéliens avaient éliminé Chelsea. Cinq joueurs du club anglais, dont le Français Emmanuel Petit, avaient renoncé à se rendre en Israël, en invoquant déjà le climat de violence au Proche-Orient (*Le Monde* du 19 octobre). Le 28 février, en huitième de finale, l'Hapoël Tel-Aviv avait été le surprenant tombeur de Parme. Il était devenu le premier club israélien à se qualifier pour les quarts de finale d'une coupe d'Europe.

Le football français n'a plus aucun représentant en lice dans cette compétition. Jeudi 28 février, en huitième de finale, Lille et Lyon avaient respectivement été éliminés par le Borussia Dortmund (Allemagne) et le Slovan Liberec (République tchèque).

## Pour le Mondial 2003, Paris contraint l'athlétisme à aligner ses procédures antidopage sur la loi française

**PAS D'ALIGNEMENT** des procédures antidopage sur le cadre légal français, pas de financements publics ! Quelques jours avant la réunion, mardi 12 mars à Paris, des représentants des fédérations internationale et française d'athlétisme et du Conseil de prévention et de lutte contre le dopage (CPLD), le ministère de la jeunesse et des sports s'était déclaré prêt à utiliser la menace du retrait du soutien financier au Mondial 2003 d'athlétisme (22 au 31 août 2003 à Saint-Denis), si jamais les discussions venaient à échouer sur les mesures de lutte contre le dopage à mettre en œuvre à cette occasion.

Il n'y en a « pas eu besoin, de l'aveu d'un membre du cabinet de Marie-George Buffet, l'implication des pouvoirs publics dans l'opération ayant fait que cela est allé de soi ». Sur 56,7 millions d'euros de budget, l'Etat apporte 22,1 millions, le poids des deniers publics s'élevant à environ deux tiers avec les collectivités

territoriales. Si cette première rencontre formelle avec la Fédération internationale d'athlétisme (IAAF) n'a pas débouché sur un accord, elle a permis, selon le ministère, de jeter des « bases consensuelles » à quelques jours de la mise en place du Groupement d'intérêt public qui portera la gestion du Mondial 2003 : il doit être installé vendredi 15 mars. « Cela part dans de bonnes conditions », confirme Michel Boyon, le président du CPLD. « Un protocole d'accord va être adressé d'ici dix jours à l'IAAF », indique-t-on au ministère de la jeunesse et des sports.

### « UN BON ACCORD »

L'objectif est d'obtenir que les contrôles antidopage ne soient pas décidés par l'IAAF, mais par les pouvoirs publics hexagonaux, et que les échantillons ne soient pas prélevés et analysés par le laboratoire privé suédois avec lequel cette fédération est en contrat, mais respectivement par des médecins mandatés par le

ministère et par le laboratoire national de Châtenay-Malabry (Hauts-de-Seine). « Ce qui n'empêche pas la fédération de faire elle-même des contrôles », souligne-t-on au ministère, où l'on rappelle que c'est ainsi que les choses fonctionnent avec le cyclisme, le tennis et bientôt avec le rugby. « Nous avons presque une base jurisprudentielle avec les accords conclus pour le tennis et, plus récemment, avec le rugby », fait-on valoir au cabinet de M<sup>me</sup> Buffet.

### Deux analyses positives au Midi libre

Les contrôles antidopage réalisés lors du Grand Prix du Midi libre, en mai 2001, ont débouché sur deux analyses positives au salbutamol (officiellement utilisé pour traiter l'asthme), selon le Conseil de prévention et de lutte contre le dopage (CPLD), qui ne cite aucun nom. L'un des cas, « concernant un coureur étranger », a été « classé », déclare le CPLD, qui fait valoir que le dossier du coureur concerné lui « est familier » et s'appuie sur « une justification solide ». Le second cas concerne un coureur français. « Il est en cours d'instruction par la fédération française », explique le CPLD, qui indique que les résultats des contrôles n'ont été communiqués que fin 2001, le laboratoire national de Châtenay-Malabry (Hauts-de-Seine) ayant accumulé les retards dans ses analyses.

Fin février, après de longs mois de discussions ayant parfois viré au bras de fer (*Le Monde* du 21 janvier), les autorités internationales du rugby sont convenues de signer une convention reconnaissant la prééminence de la loi française en matière de procédure antidopage. « Cet accord est un bon accord », assure Michel Boyon. Aux termes de cette convention, contrôles et analyses, jusqu'alors réalisés par une société privée, céderont le pas,

pour les compétitions internationales ayant lieu sur le sol national, à une procédure gérée par les pouvoirs publics français (désignation des médecins, analyses pratiquées à Châtenay-Malabry).

« Deux points restent en décalage avec la loi, relève Michel Boyon, tout d'abord, en 2002, on continuera de désigner par tirage au sort les joueurs pour les contrôles, alors que la loi autorise un médecin préleveur à désigner qui il veut. Ensuite, pour une période transitoire, dont le terme n'est pas fixé, on se limitera à deux joueurs contrôlés par équipe, que ce soit en compétition ou à l'entraînement. » Pour autant, « nous sommes prêts à nous en contenter », déclare le président du CPLD, car nous sommes partis d'un système où l'IRB (International Rugby Board) n'acceptait rien. Ils ne voulaient notamment pas entendre parler de contrôles hors compétition, ou alors à condition d'en être prévenus avant... »

Philippe Le Cœur

### DÉPÊCHES

■ **FOOTBALL** : Dominique Rocheteau a été nommé mardi président de la Commission de l'éthique, fondée le 12 janvier dernier et qui tenait sa première réunion à Paris dans les locaux de la Fédération française de football (FFF), mardi 12 mars. La première tâche de cette commission, composée de 9 membres, sera d'essayer de ramener le calme dans le football français.

■ **PATINAGE ARTISTIQUE** : le Canadien Elvis Stojko, ancien triple champion du monde de patinage artistique, a mis fin à sa carrière dans les rangs amateurs, en renonçant, mardi 12 mars, à se présenter aux championnats du monde de Nagano (Japon), à partir du 18 mars.  
■ **VOILE** : *Illbruck-Challenge*, le premier bateau allemand engagé dans la Coupe de l'America de voile, en 150 années d'existence de cette compétition prestigieuse, a dû renoncer, mardi 12 mars, faute d'avoir trouvé suffisamment de parrains. Selon l'homme d'affaires Michael Illbruck, 42 ans, il manquait 10 des 25 millions d'euros nécessaires.

## Rêves de douceur

Des noirs sensuels de Sonia Rykiel à la palette minérale de Naoki Takisawa pour Issey Miyake, la mode de l'hiver laisse parler l'imaginaire



**ROSE TENDRE**, fuchsia, lilas, mangue... Un arc en ciel de pulls portés sur des joggings de velours noir a clôturé mardi 12 mars en fin d'après-midi le défilé de Sonia Rykiel. Sans jamais tomber dans le remake nostalgique, la reine de la maille – très copiée cette saison – a réinterprété avec justesse et énergie ses classiques.

Son noir n'est jamais austère, velouté dans un pantalon large, laqué dans un manteau en satin brodé, poudré dans un gilet de mohair ou mat dans un caban de laine. Les « jolies mômes » se baladent sous la tente éphémère du Trocadéro en cape en jersey de laine sur une jupe à basques, en robe de georgette de soie nouée sur l'épaule et se réchauffent dans des vestes de renard portées sur

un coup de vieux. Dernier-né des sacs maison, le Bean Bag en cuir or ou en vison est un peu l'adaptation spéciale Dubaï du modèle Tanger imaginé par Tom Ford pour Yves Saint Laurent Rive Gauche. A voir ces énormes ceintures en or, on se croirait presque dans un défilé de Jeremy Scott, second degré en moins.

Sur une autre planète, Naoki Takisawa, créateur du prêt-à-porter Issey Miyake depuis 1999, envisage la mode comme un dialogue intime avec l'environnement. Des robes post-apocalypse en coton qui semblent recouvertes d'une couche de cendre ont ouvert le cortège. Les plissés savants se déploient dans une palette minérale et végétale. Des tissus reflètent l'étrangeté d'une carapace de scarabée. « Nous devons retrouver l'instinct des insectes, la plus mystérieuse forme de l'échange, une ressource intérieure (...). Nous sommes des météores, des cristaux qui songent, perdus dans l'univers », philosophe le Japonais. Un message difficile à faire passer, dans une mode qui laisse peu de place à l'émotion pour privilégier les chocs visuels.

### DÉCONNECTÉ DES TENDANCES

D'autres se réfugient dans la mémoire de l'enfance, transportés dans une sorte de Legoland de la mode. Allemand de 29 ans installé à Anvers, Bernhard Willhelm occupe une place à part sur l'échiquier de la création flamande avec la naïveté régressive et grinçante de ses vêtements, imprégnés par la culture télévisuelle et musicale des années 1980.

Le visage gribouillé, les filles en baskets et chaussettes d'arlequin s'amusent dans des robes rebrodées de dinosaures, des tee-shirts à motif Pierrot ou des caleçons à carreaux multicolores façon clown McDonald. Les robes-sacs, les sweats géants et les matières molles de jogging qui camouflent le corps ont l'air de sortir de l'armoire-refuge d'une adolescente complexée. Le créateur y ajoute des détails plus « femme », comme ces cordes enroulées qui retiennent le vêtement.

A 52 ans, Jean-Charles de Castelbajac évolue dans un monde aux couleurs de Rubik's Cube, déconnecté des tendances. Les bonshommes de Keith Haring grimpent partout, sur un kabig en laine bouillie crème, une robe foulard, un pull à cagoule jaune ou une boucle de ceinture façon tapis de souris que l'on imaginerait plutôt dans la boutique de produits dérivés d'un musée.

L'éternel enfant de la mode continue de remixer son plaïd de toujours. En contrat avec Rossignol pour une ligne de vêtements de glisse, il affronte ici les sommets avec des tricotés jacquards, des après-skis poilus ou d'épaisses fourrures de yeti. Reste à voir si les blousons Mickey ou les chapes en fourrure trouveront des adeptes.

Anne-Laure Quillieriet



Photographies  
Gérard Rondeau

Valentino (ci-dessus) ;  
Sonia Rykiel (photo du haut) ;  
Issey Miyake (au centre)  
et Jean-Charles de Castelbajac  
(à droite) ;  
Bernhard Willhelm  
(ci-dessous).



des jeans. Derrière la souplesse du tissu et l'aisance des coupes, on sent l'amour d'un corps en mouvement.

Valentino habillerait-il les réceptions de l'ambassadeur Ferrero Roche d'or ? Avec ses manteaux en cachemire beige et ses robes du soir en Lurex bronze bordés de cascades de plumes, la femme Valentino semble n'avoir rien d'autre à faire que d'accompagner son mari à des cocktails, perchée sur ses bottes dorées. Sous leur crinière laquée, les mannequins prennent



## Les nouvelles égéries des podiums

**LA CONCENTRATION** des défilés importants a suscité entre les grands groupes une véritable guerre des mannequins. A côté des valeurs sûres (Carmen Kass, Karolina Kurkova, Natasha V, Jacquetta, Hannelore...), les nouvelles égéries des podiums s'appellent : Isabeli, Maria Carla, Luca, Anne V, Liya ou Amanda Moore... Après la vogue néo-punk, la tendance androgyne, ces nouvelles beautés aux chevelures de sirènes, aux visages purs et aux corps longilignes incarnent l'image d'une nouvelle féminité, à la fois douce et volontaire, qui colle avec l'humeur du moment.

« Au début des années 1990, les top-models comme Naomi ou Linda ont révolutionné le métier en imposant des tarifs allant jusqu'à 15 000 \$ (17 150 €) pour un défilé. La seconde vague des Kate Moss, Amber Valetta a négocié des contrats publicitaires longue durée avec des millions de dollars à la clef », explique Dawn Wolf, codirectrice de l'agence IMG Models. Eclipsant parfois la marque, les mannequins sont rentrés dans le rang. Les défilés qui servaient il y a

encore quelques années de tremplin aux débutantes sont réservés, faute de temps, à celles qui ont fait leurs armes dans les magazines de mode ou les campagnes publicitaires.

Récemment lancées par le photographe Paolo Roversi et Prada, Norina et Kamila, deux brunes enfantines, défilent cette saison pour Louis Vuitton. « La mode est devenue une véritable industrie. C'est le vêtement qui essaie le mannequin. Comme on n'a plus le temps de faire des retouches entre les essayages et le défilé, on change de fille », déplore Caroline Perdrix, de l'agence Next, pour qui la saison n'a pas été très heureuse (seulement trente-cinq des cinq cents mannequins ont été bookés).

Pourtant, certains top-models semblent éternels. A trente ans, Stephanie Seymour n'a pas hésité à faire des galipettes pour sublimer les chaussures Marc Jacobs, tandis que Carla Bruni et Naomi Campbell ont défilé chez Jean Paul Gaultier pour la dernière collection haute couture.

Charlotte Brunel



### TROIS QUESTIONS À... SONIA RYKIEL

**1 Dans une mode qui balance entre le culte du vintage et la déification de l'instant, comment la créatrice que vous êtes règle-t-elle l'horloge de son style ?**

En continuant à travailler sur mes gammes, tout en jouant, en déportant les choses. J'essaie d'être dans l'histoire qui a commencé dans les années 1960, sans en être l'otage. Chaque saison, j'essaie d'en sortir. Mon luxe, c'est ma différence. Tant que je serai dans cette particularité, que je pourrais jouer, mon travail sera un vrai plaisir. Le vintage n'est intéressant qu'à partir du moment où il est revisité. La vraie modernité, c'est l'aigu du moment.

**2 Qu'est-ce qui vous fait avancer ?**

C'est de ne jamais se laisser aller aux rondeurs. C'est de sentir derrière soi ce que j'ai construit, tout en continuant à me demander : « Qu'est-ce que je peux faire encore ? » On est attaqué par tout ce qui se passe dans le monde et

on se polarise sur une manche, une poche, un tombé. La mode vit de plus en plus au jour le jour. On nous demande chaque saison d'être ce que nous sommes avec un « truc en plus ». Pour survivre à ce système, il faut avoir un passé solide. Sans cette construction-là, on avance par bonds, on cherche, on cherche, mais on ne retrouve jamais rien. Avec un bâti solide, on finit toujours par retrouver son style.

**3 Que revendiquez-vous pour l'hiver 2002 ?**

L'image d'une femme marchante. Avec ses fausses notes. Son dégingué. Ses volants qui tombent des robes. La collection est plutôt noire, froide et douce à cause des fourrures dans lesquelles elle s'enveloppe. Je pense toujours à des femmes qui appellent le regard, et aux têtes qui se tournent sur leur passage.

Propos recueillis par  
Laurence Benaim

# 10 jours

exceptionnels

du 15 au 25 mars 2002

Venez découvrir la collection des canapés Steiner à des prix d'exception

## Topper

Espace Steiner

63, rue de la Convention - 75015 Paris - Tél. 01 45 77 80 40  
M<sup>o</sup> Boucicaut - Parking gratuit

Ouverture exceptionnelle les dimanches 17 et 24 mars 2002



TRISTAN DESCHAMPS

## Les robinsons de Saint-Domingue

Le long de la presqu'île de Samana, un raid à la voile pour découvrir une République dominicaine trop souvent réduite à un ghetto balnéaire

### LAS TERRENAS

de notre envoyé spécial

Ce sont ces instants-là qu'ils retiendront. Ces dix robinsons volontaires, huit garçons et deux filles entre la trentaine et la quarantaine, couples dans la vie ou compagnons d'occasion, n'oublieront pas de sitôt leur joie enfantine de navigateurs comblés : ces grandes accolades et ces rires de bonheur, lorsqu'ils ont débarqué à Anclon, sur la côte nord de l'île, au terme d'une journée riche en émotions.

Les cinq catamarans viennent de s'échouer doucement sur le sable immaculé de cette plage de rêve. Autour, il n'y a rien d'autre que les collines recouvertes par la forêt tropicale. Le soleil, qui commence à baisser sur l'horizon, caresse d'une lumière dorée l'alignement élégant des cocotiers. A peine des-

endus de leurs Hobie 16, et avant même de se débarrasser de leurs harnais de rappel et de leurs combinaisons trempées d'embruns, ces marins, les plus expérimentés comme les néophytes, tiennent d'abord à partager les sensations fortes vécues au cours des dernières heures de navigation.

### SARABANDE DE DAUPHINS

« Tu as vu ces grands surfs dans la houle, s'exclame l'un, cette vitesse quand nous dévalions les vagues ! » « Combien faisaient-elles de hauteur ? », interroge un autre : deux, trois, quatre mètres ? « Et vous avez entendu, le sifflement des safrans des deux gouvernails ! », intervient un troisième.

Ensuite, ils racontent le souffle des baleines et leurs grandes ombres noires aperçues au large,

au milieu des vagues. Les yeux des navigateurs brillent aussi en décrivant la sarabande des dauphins autour des petits voiliers de 5 mètres de long. « J'ai cru en voir un sauter entre les deux coques », lance l'un d'eux, avant de corriger en riant : « C'était en fait un poisson volant et il a bien failli atterrir sur notre trampoline. »

En découvrant de la mer la grande île d'Hispaniola, partagée entre la République dominicaine et celle d'Haïti, ces explorateurs d'un nouveau genre ne peuvent s'empêcher de se souvenir de Christophe Colomb. Le génial Génois, dont la tombe se trouve au pied d'un grand phare à Saint-Domingue, la capitale, avait débarqué sur cette côte, le 5 décembre 1492, à l'occasion de son premier voyage vers le Nouveau Monde. Comme l'illustre amiral des Amériques, ces aventuriers à la petite semaine s'étonnent à leur tour des dimensions de cette île volcanique de près de 80 000 km<sup>2</sup>, assoupie dans les eaux chaudes des Caraïbes.

« Nous n'aurions jamais imaginé que ce qu'on présente souvent comme "une usine à touristes" soit resté aussi préservé », avouent-ils en évoquant les trois millions de visiteurs annuels revendiqués par cette destination de soleil bon marché. « En cinq heures de navigation, nous n'avons pas vu le moindre village, pas la moindre construction. » Ils ne sont pas au bout de leur surprise.



AGNÈS BOUTTEVILLE

Le long de Samana, la nature sauvage (en haut) et les plages désertes (ci-dessus). Au départ et à l'arrivée du raid, on découvre la vie locale (page de droite).

En apprenant par exemple, de la bouche de Pedro, leur accompagnateur dominicain, que dans ce pays « il peut coûter plus cher d'abattre illégalement un arbre que de tuer un homme ». Ou encore que les constructions érigées le long du littoral ne peuvent se dresser à moins de 60 mètres du rivage et ne doivent pas dépasser deux étages.

A quelques encablures de la côte, le relief tourmenté qu'ils ont traversé en quatre heures de bus, après avoir débarqué de l'avion qui effectue la liaison entre Paris

## VADE-MECUM

► **REPÈRES.** La côte nord et la presqu'île de Samana offrent quelques-uns des plus beaux paysages de la République dominicaine. Le climat tropical y est tempéré par un vent constant et les températures oscillent entre 18 et 27 degrés.

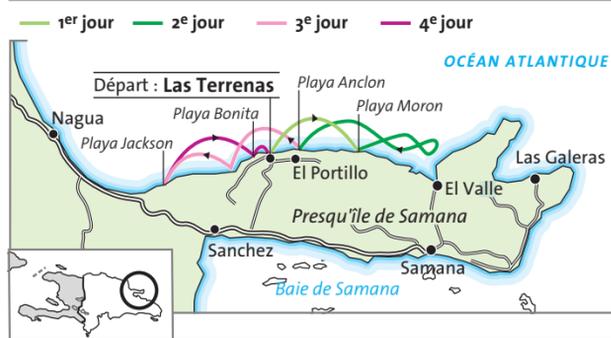
► **ACCÈS.** De France, Saint-Domingue est desservie par Air France (tél. : 0820-820-820) et par Corsair (tél. : 0825-000-825) ainsi que par Iberia (via Madrid), American (via New York ou Miami) et US Airways (via Philadelphie). Compter de 600 à 700 € l'aller-retour. Sur place, un bus rallie Las Terrenas, en 4 heures (compter 7 dollars américains) au départ de la gare routière, à Santo Domingo. En taxi, compter environ 25 \$ pour vous rendre de l'aéroport de Saint-Domingue au centre-ville, ou 120 \$ pour rejoindre directement Las Terrenas. En avion-taxi, il en coûte 195 \$ pour rallier, en 40 min, Las Terrenas. Les vols en provenance d'Europe arrivent généralement en soirée, il est conseillé de passer la nuit à Saint-Domingue, ce qui permet de découvrir les charmes du quartier colonial de la capitale.

► **FORFAITS.** Le raid en catamaran, objet de ce reportage, est programmé par l'UCPA (tél. : 0825-820-830, minitel 3615 UCPA et Internet www.ucpa.com) à partir de 1 430 € tout compris pour 8 jours dont 4 en mer avec bivouacs, le reste du temps dans un petit hôtel de Las Terrenas. Sur place, des raids en *hobie cat*, des stages de plongée, des locations de planches à voile et

des randonnées peuvent être organisés par le Club sport aventure Pura Vida (www.puravida.net. E-mail : puravida [detel.net. do]).

► **HÔTELS.** A Las Terrenas, le Bahia Las Ballenas est un établissement de charme (situé dans un jardin tropical, à Playa Bonita, à 10 minutes du village) avec bungalows, bar face à la mer et centre de plongée : chambre double avec petit déjeuner à partir de 80 dollars américains. Situé dans une cocoterie, le Tropic Banana, le plus ancien hôtel du village, dispose d'une piscine, de tennis et d'un club de plongée : 28 chambres à partir de 60 \$ la double, avec petit déjeuner. A 3 km du village, l'Atlantis offre 20 chambres en front de mer, à partir de 60 \$ la double avec petit déjeuner. Dans le village, nombreux appartements à louer (à partir de 250 \$, la semaine). Contacter Bahia Tours (e-mail : bahia.tours [detel.net.do] ; site : www.multimania.com/bahiatours), qui organise également circuits et excursions.

► **LIRE.** Les Caciquets de l'île de Quisqueya, de Bernardo Vega (Unesco/Union latine), pour tout savoir sur les Indiens Taïnos. *Saint-Domingue, un certain regard* (L'Harmattan), un ouvrage des élèves du Lycée français de Saint-Domingue. *Le Manuscrit de Port-Ebène*, de Dominique Bona (Grasset), qui évoque la vie de la colonie, au XVIII<sup>e</sup> siècle. Et, côté guides, le Routard (Hachette), le Petit Futé, le guide Ulysse et celui édité par Gallimard (Bibliothèque du Voyageur).



## les Départs en Or

Offres exclusives ! Réservez avant le 24 mars !

- 50% sur le train en week-end et court séjour (à saisir du 13/03 au 16/03)\*

Le Caire, Istanbul et Miami 259 €\*\*

Djerba, séjour en Club 4 étoiles (vol + 7 nuits, pension complète) 594 €\*\*\*

Madrid, hôtel 4 étoiles (petit déjeuner inclus) 50 €\*\*\*

et plus d'offres encore sur [www.voyages-sncf.com](http://www.voyages-sncf.com) !

voyages-sncf.com

\* Départ du 13/03 au 19/03. Nuit du samedi obligatoire. \*\* Prix TTC par personne à partir de. Vol direct au départ de Paris. \*\*\* Prix par personne à partir de, sur base chambre double (hors taxe d'aéroport pour Djerba). Autres conditions sur le site.



BÉTRAND GARDEL/HEMISPHERES

et Saint-Domingue, leur apparaît désormais comme une paisible succession de collines que les grains de pluie tiède transforment en décor de théâtre. « Nous ne verrons de ce pays que des paysages sauvages, observe l'un d'eux, et c'est justement ce que nous étions venus chercher. » Ils savent que ces quelques dizaines de milles parcourus en quatre jours ne leur offrent qu'une vision partielle de cette moitié d'île de près de huit millions d'habitants. Un pays

pêcheur, spécialiste de la plongée en apnée, pour découvrir une voie protégée si étroite, entre les gerbes d'écume, que les deux catamarans devront s'aligner l'un derrière l'autre afin d'éviter de déchirer leurs coques de plastique sur les coraux acérés comme des rasoirs.

Et il faudra attendre un dernier bord lancé à pleine vitesse sur la surface lisse du lagon turquoise pour que les équipages se sentent enfin en sécurité. Bivouac au pied des

l'anse de Moron, au pied de la falaise où avait été dressé le camp pour la première nuit, la voile d'un des catamarans s'était déchirée sur la lame coupante d'une palme séchée.

Dans la chaleur d'une fin d'hiver tropical, il avait fallu bricoler un nouveau grément tandis que Pedro patientait en discutant avec des pêcheurs aux pirogues croulant sous d'énormes langoustes. « Dans un raid, avait prévenu Ronald, il y a toujours des surprises, bonnes ou mauvaises, des moments où il faut se serrer les coudes. Mais ce qui compte, c'est de trouver le moyen d'atteindre son objectif. » Une mise au point qui avait été à l'équipage ainsi pénalisé par une voile plus petite, toute envie de se plaindre.

Chacun s'était souvenu de la première soirée passée ensemble, loin des pétarades des *motoconchos* de Las Terrenas, camp de base du raid. Dans ce village de pêcheurs, les taxis à deux roues ne coûtent que quelques pesos. Depuis la fin des années 1970, plusieurs centaines de Français s'y sont installés et un certain Didier Schuller y avait des amis. De là à affirmer, comme l'a laissé entendre le fils du célèbre exilé, que le lieu serait un « *repaire de Français en cavale* », il y a un pas. Et la République dominicaine se serait bien, elle aussi, dispensée de cette peu reluisante publicité.

Un sujet qui, ce soir-là, sur la plage d'Anclon, laisse indifférent Florence, Magali, Olivier, Didier, Vincent et les autres, encore sous le charme de leur expédition. « Sur la mer, comme dans les bivouacs, résumément-ils, nous avons connu des moments intenses et Saint-Domingue restera pour nous l'île des émotions partagées. »

Christophe de Chenay

## Une côte dans le vent

Avec des alizés puissants et réguliers, renforcés, chaque après-midi, par un vent thermique, la côte nord de la République dominicaine est, depuis une quinzaine d'années, le rendez-vous des amateurs de voile sportive. Ainsi Cabarete, un ancien village de pêcheurs où l'UCPA vient d'installer une base, est-il devenu un des meilleurs « spots » du monde pour la planche à voile et, maintenant, pour le kite-surf, qui se pratique avec un cerf-volant.

Une activité qui fait largement appel aux jeunes Dominicains, tant pour l'encadrement que pour la logistique des centres de voile. L'un d'eux, Tony Garcia, est d'ailleurs devenu un grand champion de planche à voile. Quant aux autorités locales, elles entendent favoriser ce tourisme intégré dont les retombées économiques, pour la population, sont plus intéressantes que celles des usines à bronzer de Punta Cana et Boca Chica, sur la côte sud de l'île.

classé premier producteur du monde de cigares, gros exportateur de coco et où les rizières alternent avec les champs d'ananas. « Mais, ajoute-t-il, nous aurons certainement plus appris sur ce pays qu'au bord d'une piscine ou dans les boutiques de cadeaux. »

Ils se souviennent également de ce débarquement acrobatique, sous des rafales de vingt nœuds. Avec, dans un premier temps, et à la demande de Ronald, le moniteur de l'UCPA, l'envoi en éclairer de Pedro, chargé, à bord du bateau de sécurité rempli de vivres et de matériel, de localiser la passe permettant de se faufiler entre les récifs. Il faudra deux tentatives à cet ancien

cocotiers, petites tentes rondes montées côte à côte et, à l'horizon, le spectacle des déferlantes. A quelques minutes de marche, à travers la végétation luxuriante, une rivière, au débouché de la mangrove.

De quoi se dessaler, avant de rejoindre le campement baigné par le soleil couchant. Une soirée autour du feu, à dévorer des grillades et, malgré l'humidité ambiante, à profiter d'un sommeil réparateur. Certains se relèveront toutefois dans la nuit, histoire d'admirer, dans ce décor éclairé par la pleine lune, les grands nuages blancs se reflétant dans le lagon endormi.

La journée avait pourtant mal commencé. Au moment de quitter

## Week-end château-fort à Coucy

Jadis réputé dans tout l'Occident, ce lieu de légende, qui domine les vallées de l'Oise et de l'Ailette, concentre mille ans d'histoire

**COUCY-LE-CHÂTEAU**, dans le département de l'Aisne, conserve des allures de fière citadelle, malgré les ravages des guerres et autres catastrophes. Mille ans d'histoire sont concentrés en ce lieu, jadis réputé dans tout l'Occident à cause de ses fameux « sires », devenu carrière de pierres au XVIII<sup>e</sup> siècle avant d'affronter un tremblement de terre en 1855. Ces ruines grandioses, enveloppées de légende, sont situées sur un plateau calcaire et dominant de 60 mètres les vallées de l'Oise et de l'Ailette.

Rachetée par Louis-Philippe, classée sous Napoléon III, troisième site le plus visité de France avant le premier conflit mondial, Coucy, cité médiévale modèle, s'étendait sur 12 hectares. En 1917, elle fut en partie détruite par les troupes allemandes qui utilisèrent 28 tonnes d'explosif pour démolir le plus haut donjon du monde : 54 mètres. Subsistent d'impressionnants pans de mur, des soubassements de 7,50 mètres d'épaisseur, des souterrains géants. Sans compter l'église Saint-Sauveur (XII<sup>e</sup>-XIV<sup>e</sup> siècle), endommagée également durant la première guerre mondiale mais restaurée à l'identique.

Toute la contrée environnante, donnée en partie par Clovis à saint Rémi, évêque de Reims, parle au cœur de ceux qui préfèrent l'authenticité blessée à la reconstitution sans âme. Des amoureux de la citadelle martyre ont voulu briser la fatalité de l'abandon : Gaspard Kools, agent du ministère de la culture, et quelques autres ont peu à peu redonné vie à Coucy. Leurs efforts ont permis d'enjamber les époques, de



ressusciter des visages. Le visiteur se laisse gagner par la majesté des salles voûtées, imagine les scènes épiques qui ont dû avoir lieu quelques siècles auparavant.

Au mois de juillet, grâce à quatre cents bénévoles, un spectacle médiéval, *Coucy la merveille*, permet de remonter les siècles. Avant la représentation, en empruntant un petit escalier de bois, on débouche dans un jardin inspiré du XI<sup>e</sup> siècle : l'oseille y pousse en touffes parmi les plantes médicinales ou potagères et les arbres fruitiers.

La gloriette conserve le souvenir de Gabrielle d'Estrées, favorite d'Henri IV. Une promenade de 2 kilomètres permet de longer les remparts en appréciant un panorama vert. A perte de vue, la forêt de Saint-Gobain s'étend sur 9 000 hectares.

de notre correspondant dans l'Aisne, Thierry de Lestang-Parade

Accès par l'autoroute A1 Paris-Lille (sortie 10), puis direction Noyon et Soissons ou via l'A 26 Calais-Reims (sortie Courbes) et Soissons. Le château est ouvert toute l'année (tél. : 03-23-52-71-28). Musée national de la coopération franco-américaine, au château de Blérancourt (tél. : 03-23-39-60-16). Hébergement (chambre double, 33 €) et repas (menu à partir de 9 €) à l'Hôtel Bellevue (tél. : 03-23-52-69-70), à Coucy. Renseignements à l'office du tourisme, au 03-23-52-44-55. Pour les forfaits « randonnée cyclotourisme », s'adresser au CDT (tél. : 03-23-27-76-78). Guide Aisne (La Renaissance du livre).

## A TOUS PRIX

25,75 € : LES « HÔTELS EXTRAORDINAIRES » d'Herbert Ypma. Une sélection de 44 établissements qui cultivent la perfection (le Four Seasons, à Milan), le charme (le Portobello, à Londres), l'exotisme (l'Amanjena, à Marrakech, le Sukhothai, à Bangkok) ou une certaine extravagance (le Costes et l'Hôtel, à Paris). Prix de la chambre à partir de 141 € pour le plus raisonnable de ces hôtels de ville, raffinés, confortables et dépayés. Un album paru aux éditions du Chêne (256 p.).

350 € TTC : L'ACCÈS À SEPT VILLES AMÉRICAINES (Boston, New York, Philadelphie, Washington, Houston, Cincinnati et Chicago) dans le cadre des tarifs promotionnels d'Air France (tél. : 0-820-820-820) et d'US Airways (tél. : 0-810-63-22-22), au départ de Paris. Les vols concernés, à réserver avant le

19 mars, doivent s'inscrire dans la période du 1<sup>er</sup> avril au 9 juin.

755 € TTC : UNE SEMAINE DE THALASSO À L'ÎLE DE RÉ, avec Nouvelles Frontières, du 7 avril au 6 juillet, à l'Hôtel Atalante, un trois-étoiles situé à Sainte-Marie-de-Ré, sur la côte ouest, en bordure d'une belle plage de sable et à 100 m du centre Neptune, avec centre esthétique Maria-Galland et espace hydromarin. Au programme : randos cyclistes et visite de l'île. Egalement en bord de mer mais en Tunisie, à 40 km de Monastir, le voyageur propose, du 27 avril au 7 juin, une semaine au Thalassa Beach Mahdia (2 piscines), pour 883 € TTC, de Paris, en chambre double, demi-pension et 4 soins quotidiens (accès direct à la thalasso, cure Thalgo Vitale de remise en forme). Renseignements au 0-825-000-825 et sur Internet, au [www.nouvelles-frontieres.fr](http://www.nouvelles-frontieres.fr).

2 270 € : UNE DÉCOUVERTE CIBLÉE DE LA CHINE par le biais du tai-chi, une gymnastique alliant art, médecine, philosophie et culture. De Shanghai (on y assiste notamment à une conférence sur la médecine chinoise dans un hôpital traditionnel), on gagne, en train, Suzhou et ses célèbres jardins. En route, visite de deux fabriques : l'une de dévidage de cocons, l'autre qui prépare l'encre des lettrés à partir de grains de schiste. Jiuhuashan, une des quatre montagnes sacrées du bouddhisme, est un lieu propice à un cours de méditation. Via les monts du Huangshan, source

d'inspiration des artistes chinois, visites de Hangzhou et des grottes bouddhiques de Feilanfong. Des journées rythmées par les mouvements lents du tai-chi et les dégustations dans les maisons de thé. Un prix tout compris pour un circuit de 13 jours. Départ le 13 avril de Paris. Association française des amis de l'Orient (tél. : 01-47-23-64-85).

À PARTIR DE 7 395 € : UNE CROISIÈRE D'EXCEPTION EN ANTARCTIQUE proposée par Tapis rouge, du 22 novembre au 10 décembre, à bord de l'Explorer, un bateau d'expédition de 53 cabines (toutes extérieures), offrant confort et sécurité (sa coque est renforcée) pour, à partir d'Ushuaïa, partir à la découverte des somptueux paysages (icebergs, montagnes escarpées, glaciers, landes et plages) de la péninsule antarctique, de la Géorgie du Sud et des îles Malouines. En vedette, l'observation de la faune locale facilitée par le faible tirant d'eau du bateau, des Zodiac pour les excursions et la présence de naturalistes francophones. Les prix, par personne (en occupation double) et pension complète, varient selon la taille de la cabine et le pont où elle se trouve. Sont inclus : tous les vols, les taxes, les transferts, les boissons, une parka et une nuit à Santiago. A ajouter les assurances, les pourboires et un éventuel pré-séjour à Buenos Aires. Renseignements au 01-42-56-55-00 et dans les agences.

# MONDIAL DU TOURISME

14 au 17 mars

SALON

ENTRÉE  
À TARIF PRÉFÉRENTIEL  
de 6 €

Plongez au cœur  
de vos rêves

PARIS EXPO PORTE DE VERSAILLES • 10 - 19 H • NOCTURNES JEUDI ET VENDREDI 21 H

## Le Monde initiatives

Le constat est économique, la réalité est sociale.

DOSSIER

### Portrait social de la France

MENSUEL  
N° 6  
3,80 €

Pour agir  
sur l'économie  
**emparez-vous  
du social**

# AUJOURD'HUI

## Dégradation pluviieuse

**JEUDI 14 MARS**  
Lever du soleil à Paris : 7 h 8  
Coucher du soleil à Paris : 18 h 53

Associée à la dépression au large de la Bretagne, une perturbation pluviieuse va balayer le pays. Les températures quoique en baisse, vont rester douces pour la saison.

**Bretagne, pays de Loire, Basse-Normandie.** Les pluies en Bretagne et Pays de la Loire au lever du jour se décalent vers la Basse-Normandie en fin de matinée. L'après-midi voit le ciel s'éclaircir. Le vent d'est souffle fort sur les côtes de la Manche. Il fait de 12 à 15 degrés.

**Nord-Picardie, Ile-de-France, Centre, Haute-Normandie, Ardennes.** Dès le matin, le ciel est gris et il pleut déjà de la Touraine au Berry. Ces pluies se décalent vers la Haute-Normandie et l'Ile-de-France à la mi-journée, le Nord et les Ardennes l'après-midi. A ce moment-là, des éclaircies reviennent plus au sud. Le vent d'est souffle avec insistance sur les plages. Il fait de 10 à 16 degrés du nord au sud.

**Champagne, Lorraine, Alsace, Bourgogne, Franche-Comté.** Le ciel se couvre par l'Ouest en matinée et des pluies arrivent en mi-journée en Bourgogne et Champagne. Elles se décalent vers l'Alsace, la Franche-Comté et la Lorraine ensuite. Il fait de 14 à 17 degrés.

**Poitou-Charentes, Aquitaine, Midi-Pyrénées.** Les pluies finissent d'évacuer le Poitou en début de journée et un ciel variable prend le relais. Des éclaircies se développent, mais quelques averses peuvent se produire, notamment sur la chaîne pyrénéenne. Il fait de 16 à 19 degrés.

**Limousin, Auvergne, Rhône-Alpes.** Le Massif Central se réveille sous la pluie. Cette pluie se décale vers le massif alpin l'après-midi (neige au-dessus de 1800 mètres) alors que des éclaircies reviennent par l'Ouest. Il fait de 14 à 16 degrés.

**Languedoc-Roussillon, Provence-Alpes-Côte d'Azur, Corse.** La matinée est pluviieuse de la vallée du Rhône à la Provence. La pluie se décale vers la Côte d'Azur l'après-midi. La Corse connaît un ciel plus lumineux avec de rares averses. Le Languedoc-Roussillon profite d'assez belles éclaircies. Il fait de 16 à 19 degrés.

### 14 MAR. 2002 PRÉVISIONS

Ville par ville, les minima/maxima de température et l'état du ciel. S : ensoleillé; N : nuageux; C : couvert; P : pluie; \* : neige.

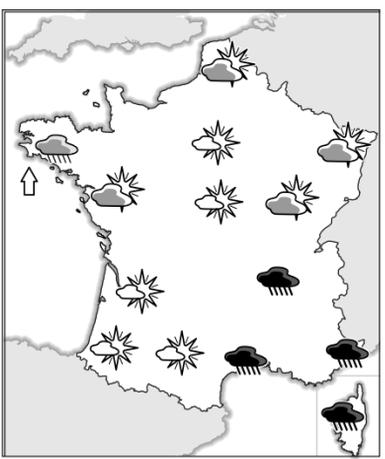
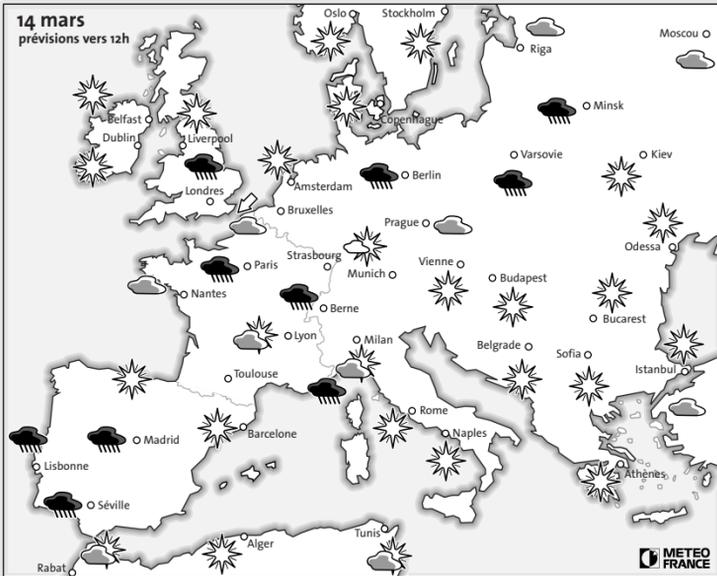
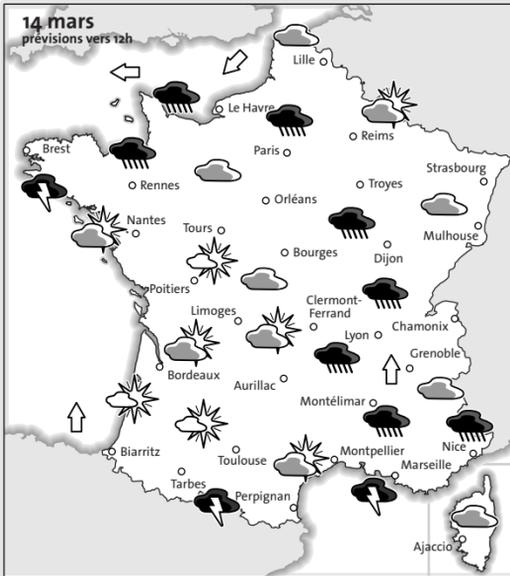
FRANCE MÉTROPOLE			
Ajaccio	9/18 N	Milan	6/17 N
Biarritz	10/17 N	Moscou	4/9 C
Bordeaux	8/15 N	Munich	1/13 S
Bourges	10/14 N	Naples	6/21 S
Brest	8/12 P	Oslo	-12/3 S
Caen	5/11 P	Palma de M.	10/18 S
Cherbourg	6/12 P	Prague	3/7 C
Clermont-F.	10/15 P	Rome	9/19 S
Dijon	7/16 P	Séville	13/17 P
Grenoble	10/15 C	Sofia	1/15 S
Lille	2/10 N	St-Petersb.	-5/2 P
Limoges	7/13 N	Stockholm	-4/3 S
Lyon	12/16 C	Ténérife	16/21 S
Marseille	12/15 P	Varsovie	-1/6 P
Nancy	5/14 C	Venise	6/14 N
Nantes	7/14 N	Vienne	-2/13 S
Nice	11/15 P		

AMÉRIQUES		
Brasilia		21/30 S
Buenos Aires		23/30 P
Caracas		22/29 P
Chicago		1/15 C
Lima		21/29 P
Los Angeles		10/15 S
Mexico		10/27 S
Montréal		-3/7 S
New York		9/15 S
San Francisco		8/13 S
Santiago Ch.		15/25 S
Toronto		-1/3 C
Washington DC		8/21 S

AFRIQUE		
Alger		8/19 S
Dakar		18/23 S
Kinshasa		23/29 P
Le Caire		15/22 S
Nairobi		16/23 P
Pretoria		15/27 S
Tunis		11/22 N

EUROPE		
Amsterdam		2/8 S
Athènes		10/18 S
Barcelone		10/15 S
Belfast		2/7 S
Belgrade		1/20 S
Berlin		1/7 P
Berne		3/16 C
Bruxelles		3/9 P
Bucarest		0/19 S
Budapest		-2/15 S
Copenhague		-1/3 S
Dubai		3/8 S
Francfort		4/11 C
Genève		7/15 C
Helsinki		-8/-2 S
Istanbul		4/13 S
Kiev		1/13 S
Lisbonne		12/16 P
Liverpool		3/8 P
Londres		4/8 P
Luxembourg		4/10 P

ASIE-OcéANIE		
Bangkok		27/33 S
Beyrouth		16/19 P
Bombay		26/34 S
Djakarta		25/27 P
Dubaï		18/27 S
Hanoï		21/30 S
Hongkong		18/24 S
Jérusalem		6/16 S
New Delhi		14/30 S
Pékin		7/18 S
Séoul		5/16 S
Singapour		25/31 P
Sydney		18/22 S
Tokyo		9/18 S



PRÉVISIONS POUR LE 15 MARS

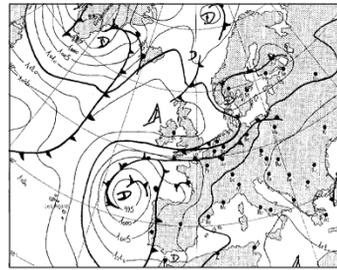
## La côte Est dans tous ses Etats.

**Paris/Washington : 350 € ttc aller-retour**

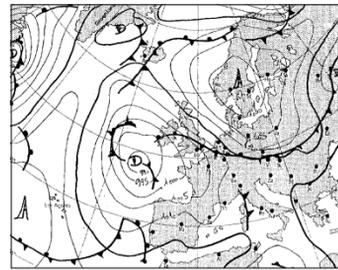
**AIR FRANCE**

Tarif France 2002, soumis à conditions.

**Le 15 mars**  
Un temps changeant se met en place avec quelques éclaircies mais aussi des averses localement orageuses. Les régions proches des Pyrénées connaissent un temps plus ensoleillé. Les températures seront stables.



SITUATION LE 13 MARS À 0 HEURE TU



PRÉVISIONS POUR LE 15 MARS À 0 HEURE TU

## Planter un rosier ? Oui. Mais vite !



**JARDINAGE**  
Tous les mercredis datés jeudi, le guide des plantes

**EN MARS**, on peut encore planter et même des rosiers à racines nues, au nord de la Loire et à la campagne, où la végétation n'est pas aussi avancée qu'à Paris. Pour peu qu'ils sortent des chambres froides où ils ont été conservés et si le commerçant ne les a pas exposés au chaud dans son magasin. Rejetez tout rosier qui aurait déjà développé des branches vert pâle : l'échec est sinon assuré, du moins sérieusement annoncé. Et évidemment ceux dont l'écorce est ridée comme une vieille pomme...

Mais la plantation sera vraiment soignée. Le rosier débarrassé de la tourbe qui enserrera ses racines et plongé dans un seau d'eau pendant une journée ou une nuit. Après quoi, il sera mis en place dans un trou. Faut-il praliner, tremper les racines dans un

mélange de bouse de vache et de terre argileuse qui colle et favorise l'émission de racines nourricières ? La bouse de vache ne se trouvant pas sous le sabot d'un cheval, on peut toujours acheter un pralin en poudre. Cela dit, sans mésestimer cette technique de plantation éprouvée, nous n'avons jamais remarqué de différences statistiquement exploitables entre la plantation du rosier tel quel et d'un rosier aux racines pralinées.

Ce qu'il faut assurément respecter, c'est un rafraichissement des racines. Un petit coup de sécateur bien affûté pour faire une coupe nette qui mettra au jour des tissus neufs facilement reconnaissables à leur couleur plus claire. Un ou deux centimètres, pas plus. Après quoi, on mettra le rosier en terre. Si l'on veut, on peut jeter une bonne poignée d'engrais complet à diffusion lente au fond du trou. On la recouvrira de 15 centimètres de terre afin que les racines ne soient pas en contact direct avec cet amendement qui les brûlerait.

Les racines seront écartées et dépliées si elles sont repliées sur elles-mêmes. Evidemment l'élastique qui les maintient enserrées sera coupé. Elles reposent sur un petit dôme de terre. Après quoi, on fera glisser la terre entre elles et l'on secouera doucement la plante pour s'assurer qu'aucune poche d'air ne vient compromettre l'adhérence de la terre aux racines.

Quand la terre arrive au niveau du collet, plutôt que la tasser avec le pied, le faire avec un jet d'eau qui transformera cette terre en bouillasse, sauf dans les sols sableux, que les rosiers, de toute façon, n'aiment guère - à l'exception des rugueux, qui sont originaires des dunes siliceuses du nord du Japon. Le niveau de la terre diminuera d'un tiers. Après quoi, il suffira de combler le trou et d'arroser encore.

La partie aérienne du rosier sera retailée légèrement. Au-dessus d'un œil dormant. La coupe doit être nette, le bois ne doit pas être

écrasé par les lames, et il ne doit pas y rester une lanterne d'écorce qui pendouille.

### Ces plantations tardives ne sont pas recommandées, mais elles sont tout de même fréquentes

Les rosiers vendus en motte ficelée dans un élastique ressemblant à celui qui enserrera les rôtis de porc seront traités de la même façon. Paradoxe, il vaut mieux les débarasser de cette masse de terre qui est présentée comme un avantage pour la reprise. Trop souvent, ces rosiers poussent en effet difficilement, leurs racines peinant à sortir du terreau enrichi dans lequel... elles sont parfois serrées et repliées comme les pieds d'une

vieille Chinoise dans ses bandages.

Evidemment, ces plantations tardives ne sont pas recommandées, mais elles sont beaucoup plus fréquentes qu'on ne peut l'imaginer, le goût de jardiner venant souvent avec le retour du soleil. Les arrosages seront suivis, particulièrement suivis, la première année. Après quoi, les rosiers dont l'enracinement est profond se débrouilleront seuls, exceptions faites des années particulièrement chaudes et sèches. Mais même en 1976 nous n'avons pas vu de rosiers crever de soif dans le Nord, quand tant d'autres arbustes souffraient énormément.

L'engrais ? A part celui que l'on peut apporter au moment de la plantation, il est inutile de donner de l'engrais aux rosiers. Evidemment, ceux qui sont plantés en bac, en jardinière ou en pot en recevront, et leurs arrosages seront particulièrement soignés. Sur les terrasses, il faudra être vigilant.

Une collègue nous signale un rosier grimpant dont elle s'étonnait qu'il puisse être si grand, si feuillu, si éclatant de santé dans son petit bac de 50 x 40 cm. Un rosier qui faisait l'admiration de tous. Ce n'est pas à un vigoureux particulier qu'il devait d'être si plantureux : ses racines étaient passées par le trou de drainage, s'étaient infiltrées entre les joints de deux dalles de pierre posées sur des cales qui les surélevaient à quelques centimètres au-dessus de la chape de béton. Confinées dans cet interstice sombre, humide, elles avaient colonisé la quasi-totalité de la surface de la terrasse en un inextricable réseau qui alimentait ce magnifique arbuste grimpant. Hélas, jusqu'à boucher les drains de la terrasse qui se transforma en piscine. Le pot aux roses fut alors découvert. Les dalles démontées, les racines coupées. Et le rosier creva. Triste histoire.

Alain Lompech

## MOTS CROISÉS

PROBLÈME N° 02 - 063

Retrouvez nos grilles sur [www.lemonde.fr](http://www.lemonde.fr)

## BRIDGE

N° 1987

### UNE DONNE CHUTÉE

Cette donne montre comment un grand champion autrichien a pu chuter un contrat de « 5 Trèfles » qui pouvait être réussi contre toute défense.

♠ -	♠ DV 63
♥ ARV 42	♥ D 8 6 5 3
♦ R 10 8 5	♦ AD 3
♣ AR 7 4	♣ 3
♠ AR 10 9 8 5	♠ 7 4 2
♥ 10 7	♥ 9
♦ 9 6	♦ V 7 4 2
♣ 8 6 5	♣ DV 10 9 2

Ann. : O. don. E.-O. vuln.

Ouest	Nord	Est	Sud
2 ♠	contre	4 ♠	passé
passé	4 SA	passé	5 ♣...

Ouest ayant entamé le Roi de Pique, comment Fusik aurait-il dû jouer pour gagner CINQ TRÈFLES contre toute défense, les atouts étant répartis 3-1 ?

### Réponse

Après l'entame à Pique, le déclarant peut sans risque couper deux Piques et défausser le troisième

Pique sur un Cœur. Il ne lui restera plus, après trois coups d'atout, qu'à donner deux Carreaux.

Mais il faut se méfier des communications entre les deux mains ! Voici ce qui est arrivé à Fusik : il a coupé l'entame avec le 4 de Trèfle, puis il est revenu dans sa main en jouant le 7 de Trèfle pour le 9. Il a ensuite coupé le deuxième Pique avec le Roi de Trèfle, puis il a tiré As de Trèfle et As Roi de Cœur pour défausser son dernier Pique. Il ne lui restait plus qu'à rentrer chez lui pour faire tomber le dernier atout. Il a donc coupé un troisième Cœur du mort et a éliminé le dernier atout d'Ouest. Mais il ne restait plus en Sud qu'un atout, et, quand Fusik a joué Carreau, Est a pris avec la Dame de Carreau, et une nouvelle dose de Pique a provoqué la chute.

Il était gratuit de couper l'entame avec le Roi de Trèfle ! Ensuite, 4 de Trèfle pour le 9, 4 de Pique coupé de l'As, Dame Valet de Trèfle, As et Roi de Cœur (défausse 7 de Pique) et Carreau pour en affranchir deux et les utiliser grâce aux deux reprises à l'atout...

### LA CHANCE EXISTE

La chance joue souvent un rôle déterminant, sauf dans un match de très longue durée. Voici un exemple typique d'un contrat qui a été joué

au cours de la Coupe Vanderbilt (le championnat d'Amérique de printemps).

♠ 7 6 4 2	♠ DV
♥ 9 8 7	♥ RV 4 3
♦ D 7 5 4 2	♦ V 8 3
♣ A	♣ D 9 5 3
♠ 10 5	♠ AR 9 8 3
♥ D 10	♥ A 6 5 2
♦ AR 10	♦ 9 6
♣ RV 10 7 4 2	♣ 8 6

Ann. : O. don. Pers. vuln.

Ouest	Nord	Est	Sud
1 ♣	passé	1 ♥	1 ♠
2 ♣	4 ♠	passé	passé...

Ouest a entamé le Roi de Carreau pour le 3 d'Est et a contre-attaqué la Dame de Cœur. Comment l'Américain Edwin Kantar, en Sud, a-t-il gagné le contrat de QUATRE PIQUES contre toute défense ?

### Note sur les enchères

Le saut à « 4 Piques » était trop audacieux. A l'autre table, Nord s'était contenté de dire « 3 Piques ».

Philippe Brugnon

### HORIZONTALEMENT

I. Homme d'influence. - II. Dangereux d'être sur son bord. Valeur des monnaies anciennes. - III. Tendent la main avec insistance. - IV. En résumé. Vont bientôt passer du champ à notre table. Met en opposition dans le texte. Au pouvoir, pour combien de temps encore ? - V. Lieu de combat. Double tout. L'une est chez Colette, l'autre chez Marcel. - VI. Liquide que l'on peut

trouver en poudre. Bordées. - VII. Très proches. Bien propres. - VIII. Manifestation bruyante. Dans la gamme. - IX. Ouverture sur le Monde. Règle commune. Son coup peut aider. - X. Un souvenir qui appelle à la vengeance.

### VERTICALEMENT

1. Chez lui, tout est affaire de bonne présentation. - 2. Débordement. Se jette dans l'Oise. - 3.

### SOLUTION DU N° 02 - 062

#### Horizontalement

I. Propres-à-rien. - II. Rasoir. Io. Go. - III. Ota. Maintien. - IV. Peinard. Erra. - V. El. Dés. In. - VI. Nièce. Apprêt. - VII. Se. Tralala. - VIII. Irlande. Aloï. - IX. Erse. Stein. - X. Neustrie. Séé.

#### Verticalement

1. Propension. - 2. Râtelier. - 3. Osaï. Leu. - 4. Pô. Nectars. - 5. Rima. Ernst. - 6. Erard. Ader. - 7. Idéale. - 8. Ain. SPA. Se. - 9. Rote. Plat. - 10. Ir. Râles. - 11. Egérie. Oie. - 12. Nonantaine.

# CULTURE

## EXPOSITION

La rétrospective « Théodore Chassériau, un autre romantisme », au Grand Palais jusqu'au 27 mai, rassemble la quasi-totalité des œuvres du peintre. Elle révèle la diversité extrême de ses sujets et les contradictions jamais résolues d'un artiste qui ne voulut ou ne put choisir entre Ingres et Delacroix

# Les mille-et-une palettes de Chassériau

CE N'EST pas le plus célèbre des tableaux de Chassériau (1819-1856), mais l'un des plus bizarres. *Andromède attachée au rocher par les Néréides* a été peint en 1840 et exposé au Salon l'année suivante. L'héroïne, à peu près nue, se contorsionne, les bras tendus, les jambes croisées, pour empêcher les Néréides de l'enchaîner. Elle a de longs cheveux noirs qui se hérissent comme les serpents sur la tête de Méduse, les yeux furieux et la bouche menaçante. Mais elle menace en vain. Impassibles et organisées, ces cinq ennemies fixent ses liens.

Elles agissent par vengeance. La mère d'Andromède, dans un moment d'orgueil maternel, a affirmé que sa fille dépasse en beauté toutes les Néréides. Mortifiées, les filles des flots ont capturé leur rivale. Elles l'attachent au rocher pour la livrer à un monstre marin qui doit être l'instrument de leur fureur. Andromède doit être mangée. Elle ne le sera pas, grâce à Persée, qui enfilera sa lance dans la gueule du monstre – mais ce dénouement n'est pas dans la toile de Chassériau.

Un peu crapaud et un peu hippopotame, gras et vert, le monstre apparaît timidement le long du bord gauche. Chassériau se passerait volontiers de cette bête ridicule, mais il n'a pas le droit : pour

que l'histoire d'Andromède soit complète, il faut ce batracien hybride. Les nus l'intéressent infiniment plus. Andromède est maigre de buste, le ventre creux. Les Néréides sont plus en chair, surtout celle qui, au premier plan, exhibe son épaule et son sein. Des modèles ont servi à mettre en place les figures et le peintre tente la synthèse de séances de pose. Mais il place sur ces corps plutôt vrais des visages à l'antique, nez droits et minces, yeux ovales – des visages immobiles de statues, qui se greffent mal sur ces anatomies vivantes.

### UN STYLE COMPOSITE

Seule Andromède échappe à ce traitement. Elle se débat. Elle s'agite même tant que le critique Eugène Pelletan écrit en 1841 que « la jambe pliée d'Andromède qui laisse voir la plante du pied est impossible ». Il se peut qu'il ait raison du point de vue de l'anatomie. Pelletan a encore raison quand il observe que cette œuvre « rappelle la manière de Bronzino : la fantaisie dans les chevelures dépasse les bornes, si reculées cependant par Raphaël ». Bronzino est un de ces maniéristes que Chassériau vient alors de découvrir en Italie.

Voici donc une histoire mythologique bien connue, traitée dans



« Le Tepidarium » (salle où les femmes de Pompéi venaient se reposer et se sécher en sortant du bain), de Théodore Chassériau, 1853, huile sur toile (1,71 m x 2,58 m).

un style composite d'observations réalistes, de réminiscences néo-classiques et maniéristes. Ce qui fait un tableau peu cohérent. Quand il l'exécute, Chassériau a 21 ans, jeunesse qui pourrait expliquer ces hésitations, ces désirs contradictoires, cette diversité. Quand il meurt, en 1856, à 37 ans, il est toujours aussi partagé. Dans ses ultimes peintures et dessins, il y a du Delacroix, du Ingres, de l'archéologie à la Gérôme, de l'orientalisme à la Decamps, des souvenirs de Rubens et de Van Dyck, du Tintoret et de Véronèse, et encore des traces de Rome et d'autres de Paris. Il flotte et oscille.

### DEXTÉRITÉ ET PERMÉABILITÉ

Ses seules caractéristiques constantes sont la dextérité et la perméabilité. Ce qui peut se dire autrement : une immense facilité manuelle qui ne sait trop comment s'employer ni quel exemple suivre. « La position qu'il veut se créer entre Ingres, dont il est élève, et Delacroix, qu'il cherche à détrousser, a quelque chose d'équivoque pour tout le monde et d'embarrassant pour lui-même », écrit Baudelaire en 1845.

Rangeant ses travaux dans l'or-

dre chronologique, l'exposition rend cette hétérogénéité très visible. D'une salle à l'autre, on passe d'un artiste à un autre. Les portraits minutieux, mais sans les

Il accumule les références comme il accumule figures et objets. Sa peinture est du côté de l'entassement et du trop-plein. Dans le portrait de ses sœurs Adèle et

du monde, un sous-lieutenant ou Alexis de Tocqueville la méthode est la même : inventaire, énumération, juxtaposition, tout cela servi par un savoir-faire parfait. Et encore la même pour la reconstitution du *Tepidarium* de Pompéi, qui est au *Bain turc* ce que la lecture d'un manuel d'archéologie est à celle de *Salammô*. La toile est remplie de baigneuses brunes, blondes ou rousses, de sièges, de vaisselle, de sculptures et d'ornements, remplie du sol à la voûte avec, pour seule échappée, une ouverture vers le ciel. Mais un ciel d'un bleu si dur qu'il accentue la sensation d'enfermement.

### SON GOÛT POUR LES BRACELETS

Restent, dans ce fatras grandiose, les détails qui semblent trahir un peu de la personnalité privée de Chassériau. On n'en citera qu'un, futile, qui s'observe aussi bien dans son *Andromède* que dans son *Tepidarium* : son goût pour les bracelets qui enserrant le bras et, souvent, l'avant-bras des femmes. Suzanne et Esther en portent un d'or, de pierres et de perles. Cléopâtre un plus simple, qui ressemble aux fers d'Andromède. Plus tard, ils se multiplient aux poignets des danseuses mauresques.

On ne sait où, à qui – à quelle maîtresse ou à quel peintre – Chassériau a pris cette idée ou si elle lui appartient. Elle apparaît avant son voyage en Algérie de 1846, dont elle ne peut donc être un souvenir. Est-ce alors l'indice d'un fétichisme personnel, indiscrètement révélé par la peinture ? On aimerait le croire. Mais ce pourrait aussi bien n'être qu'un effet pictural, un simple artifice d'atelier qui permet de rehausser les nus et de leur donner un léger air d'exotisme ou de barbarie. Il n'y a pas de réponse à la question. Chassériau, décidément, demeure insaisissable.

Philippe Dagen

THÉODORE CHASSÉRIAU, UN AUTRE ROMANTISME. Galeries nationales du Grand Palais, entrée Clemenceau, 3, avenue du Général-Eisenhower, Paris-8<sup>e</sup>. Tél. : 01-44-13-17-17. Du mercredi au lundi de 10 heures à 20 heures, le mercredi jusqu'à 22 heures. Entrée : 9,1 €. Jusqu'au 27 mai. Catalogue Editions RMN, 432 p., 320 ill., 45 €.

Ph. D.



RMN/NEW YORK COLL.PART.

« Portrait du vicomte Henri Delaborde », 1854, par Théodore Chassériau. La même année, le vicomte consacra un important article au peintre dans « La Revue des Deux Mondes ».

## Les généreuses vertus d'Alice, égérie du XIX<sup>e</sup> siècle

ALICE OZY (1820-1893) s'appelaient Julie-Justine Pilloy, fille d'un bijoutier de la rue Saint-Denis. A 19 ans, elle se fait actrice et change de nom. A 23 ans, elle rencontre Théophile Gautier, lequel est si fortement ému par son anatomie qu'il dédie des vers enthousiastes à ses « seins nus », plus blancs, à l'en croire que « *Pentélique, Paros, marbres neigeux de Grèce* ». Le même, cependant, célèbre aussi, sans craindre de se contredire, « sa peau d'un brun plein de feu et de vigueur, doré de reflets blonds comme le cou de Cérès après la moisson ».

En 1847, ces charmes font prisonniers Victor Hugo et son fils Charles. Ce dernier obtient les faveurs d'Alice, aux dépens du poète, qui en conçoit tant de dépit qu'il se venge d'elle dans *Choses vues*. Elle y paraît sous le pseudonyme de Zubiri, adorée par un malheureux, Serio, caricature de Chassériau. Après Gautier et Charles Hugo, le peintre est en effet l'amant d'Alice entre 1848 et 1850.

Hugo décrit une dispute sordide entre les amants, alors qu'ils dînent d'un poulet froid. Il lui lance, alors qu'elle exhibe glorieusement ses seins : « La gorge d'une vierge et le sourire d'une fille ! » Elle lui répond : « Tu es si laid ! » On peut en déduire qu'Hugo avait la rancune amoureuse tenace. Des portraits que Chassériau a dessinés d'Alice en 1848 se déduisent aussi que sa notoriété n'était pas usurpée et qu'elle mérite de figurer au panthéon des égéries du XIX<sup>e</sup> siècle, près de M<sup>me</sup> Sabatier.

### ÉLOGE RHÉTORIQUE DE GAUTIER

Il n'y aurait là qu'anecdotes, si la liaison avec Alice n'avait tenu une place majeure dans la carrière et l'œuvre de Chassériau. Dans sa carrière, parce qu'il a bénéficié du soutien constant, tête même, de Théophile Gautier. Solidarité sur fonds de souvenirs communs ? Alors que Baudelaire se montre cruel, Gautier a l'éloge rhétorique. En 1852, il ne craint pas d'affirmer qu'« à la pure beauté de Phidias, à

l'élégance athénienne, (le peintre) joignait un sentiment mystérieux et triste, une certaine grâce sauvage, une indéfinissable langueur orientale. (...) On eût dit un élève d'Appelle ayant suivi Alexandre à la conquête des Indes (...). » Autre accès de lyrisme l'année suivante : « Nous avons éprouvé, en voyant le *Tepidarium* de Théodore Chassériau, une des plus vives satisfactions de notre vie de critique (...). » Seule réserve de Gautier : il voudrait « une exécution tranquille » et que Chassériau s'interdise tout geste pictural un peu trop vif. Alors que l'artiste était loin de séduire toute la presse parisienne, ces apologies à répétition ont renforcé la position du peintre, l'aidant à séduire des collectionneurs et à obtenir des commandes pour des peintures monumentales.

Son influence sur l'œuvre suscite des débats. On l'a dite immense. Le catalogue de la rétrospective la croit « surestimée ». Elle est en tout cas certaine pour plusieurs études de nu d'après modè-

le et pour la *Baigneuse endormie près d'une source* de 1850. Alice est la baigneuse, allongée dans une pose à la Gorgone ou à la Titien.

### L'EXOTISME FACILE

Le sous-bois et l'étoffe sont autant de concessions à la convention. Mais le corps est remarquable de vérisme, à tel point que Chassériau ose mentionner les poils de l'aisselle gauche du modèle. Détail ? Pas tout à fait, dans une époque où les femmes de peinture n'ont aucun système pileux et où une telle précision ne pouvait être tenue que pour vulgaire, sinon obscène. Représentant sa maîtresse, Chassériau a omis de l'épiler. En cela – et en cela seulement –, il fait fugitivement songer à son exact contemporain, né comme lui en 1819, Courbet. Si loin soit-il de la vigueur de Courbet, et à plus forte raison de la netteté de Manet, Chassériau, le temps d'une toile, frôle le réalisme. Courbet, qui ne

mentionne pas une fois son nom dans ses lettres, semble ne pas s'en être aperçu.

Si réservé soit le catalogue, d'autres œuvres semblent porter l'empreinte d'Alice. La *Femme sortant du bain* de 1849 lui ressemble de près. Son orientalisme se borne à de l'exotisme facile : une servante noire et des turbans. Faut-il y reconnaître un souvenir du voyage que Chassériau fit en Algérie en 1846 ? Ou plutôt une de ces images de synthèse comme il en a tant produit : dans un décor vaguement pittoresque, entre deux figures stéréotypées, il place un féminin, observé sur le motif, mais à Paris et non à Constantine – Alice. Encore une fois, l'hétérogénéité des éléments figurés transparaît, suggérant que, s'il ne fut ni un inventeur ni un révolutionnaire de la peinture, Chassériau a excellé dans la fabrication de tableaux agréables – très agréables parfois.

Bertrand Cantat, chanteur du groupe Noir Désir, explique les raisons qui l'ont conduit à lire une lettre au ton très vif au PDG de Vivendi-Universal, lors de la cérémonie des Victoires de la musique

## « Jean-Marie Messier est allé trop loin dans la récupération »

RÉCOMPENSÉ pour l'album rock (*Des visages des figures*) et le clip de l'année aux 17<sup>es</sup> Victoires de la musique, le groupe Noir Désir a provoqué la surprise lors de la cérémonie au Zénith de Paris (*Le Monde* du 12 mars). Son chanteur Bertrand Cantat a lu « une lettre adressée à notre cher PDG à tous ou presque : Jean-Marie Messier », au ton très vif (consultable sur [www.noirdesir.fr](http://www.noirdesir.fr)). Engagé sur le front de la lutte contre la mondialisation, Noir Désir, qui enregistre depuis 1987 pour le label Barclay, filiale d'Universal Music, reproche notamment au « camarade PDG » de Vivendi Universal l'utilisation qui est faite de son nom. Avant le départ de la formation bordelaise pour une tournée au Canada, Bertrand Cantat explique au *Monde* les raisons de cette colère.

**Lors de l'édition 1996 des Victoires, qui vous avait décerné deux prix, vous vous étiez contentés de transmettre un fax aux organisateurs. Qu'est-ce qui a motivé cette année votre participation et cette missive ?**

Il fallait qu'on le fasse, on en avait trop besoin face à cette récupération permanente de notre discours. C'est presque physique, on étouffait, on subit le jeu de l'absorption et on est purement spectateur. Ce type-là se sert de nous et de Zebda comme caution, jamais de L5 [le groupe créé par l'émission de M6 « Popstar »]. Est-ce que Messier se réclame des merdes qui lui font des profits ? Avec nous, il peut dire « J'ai chez moi des gens qui portent une parole libre, des anarchistes presque », comme « J'englobe tout, y compris ces petits tribulations ».

Il peut tout avoir, y compris vingt ans de notre vie, de nos engagements. Cela cautionne les délires d'accumulation, de capitalisme pur. C'est gerbant, gluant, déstabilisant, car on est persuadés de ne pas avoir la même conception du monde que lui.



Bertrand Cantat (au centre) lors des 17<sup>es</sup> Victoires, le 9 mars.

**L'avez-vous déjà rencontré ?**

Non. C'est un mec avec lequel on n'a rien à voir. Pour lui, tout est dans tout et rien ne vaut rien, Noir Désir et L5, c'est pareil, puisque ça appartient au même ensemble. Il n'a pas inventé l'ignominie de la situation, mais il est allé trop loin dans la récupération et dans l'accumulation. Nous sommes des libéraux, pas des libéraux, avec toutes les incertitudes que cela suppose, une remise en cause permanente. Le libéral fait croire que le monde est une décalcomanie du mar-

ché, comme le logo d'Universal se veut une décalcomanie du monde. Ce qui compte, c'est vendre. Sur le plan financier, j'ai cru comprendre que cela n'allait d'ailleurs pas très bien. Par contre, sur le plan de la communication, c'est très fort. Ce type est génial : tout ce qu'il fait, c'est pour le bonheur, pour rééquilibrer les échanges avec les Etats-Unis et pour que tout le monde soit bourré de gadgets.

**Pouvez-vous citer des exemples de « récupération » dont vous auriez été l'objet ?**

**« Message transmis », assure Universal**

« Il n'y aura pas de déclaration de Jean-Marie Messier. C'est Pascal Nègre qui réagit. » La direction de la communication de Vivendi Universal renvoie au PDG d'Universal Music France après la diatribe de Noir Désir contre Jean-Marie Messier. Pascal Nègre se réjouit « qu'il n'y [ait] pas une pensée unique chez les artistes Universal ». « On a toujours eu une liberté totale », rappelle-t-il. Y compris celle de taxer le patron du groupe de « menteur », comme l'a fait Bertrand Cantat lors des Victoires ? Pascal Nègre cite les Guignols de Canal, qui traitent « J6M » de « gros cul », et évoque le précédent de Léo Ferré, auteur jadis d'un moqueur *Monsieur Barclay* à l'adresse de son employeur. « Le vrai drame, ce serait qu'un artiste me dise qu'il ne peut pas s'exprimer. Là, ce n'est pas le cas. »

« Les relations avec nos artistes ne sont pas conflictuelles, poursuit Pascal Nègre. Je comprends la démarche de Noir Désir, qui pose la problématique du symbole à travers un message délivré de manière directe et violente : "Attention, quand vous parlez de la mondialisation, arrêtez de nous utiliser comme un alibi." Ce message a été transmis, et je pense qu'il a été entendu. »

## Zebda solidaire de ses camarades

AUTEUR du tube *Tomber la chemise*, initiateur des listes Motivé-e-s aux dernières élections municipales, le groupe toulousain Zebda est sous contrat avec le même label que Noir Désir, Barclay, qui dépend d'Universal. Par la voix du chanteur Mustapha Amokrane, interrogé par *Le Monde*, il se déclare solidaire de la lettre lue par Bertrand Cantat : « Ce coup de gueule nous a fait du bien. On en avait assez que Messier nous cite comme caution de son intégrité culturelle, alors qu'on n'a jamais demandé à travailler avec lui. Ce qui est intéressant dans le texte de Noir Désir, c'est qu'il parle d'un grand communicant qui ne se pose pas la question de savoir qui sont ces individus qu'il utilise. Nous sommes des entités rebelles sans importance, ce qui compte, c'est de les avoir dans la Toile. Messier pourrait parler de la même manière des gens qui lui paient l'eau, mais ce n'est pas intéressant. »

« Dans une émission de télé, face à Bové, il nous a cités trois ou quatre fois. C'était son seul argument. Une prise d'otages. On ne l'a jamais rencontré et il parle de nous

pour dire "Je fais Zebda et je suis ouvert". Pourquoi nous ? Parce qu'on a une attitude extramusical, politique. Il nous utilise pour sa communication, mais nous aussi on peut l'utiliser pour la nôtre. On va répondre jusqu'à ce qu'il arrête. C'est une bataille de la communication. Il est pour nous plus insupportable d'être récupérés que d'être dans ce système. Etre dans le système, on est habitué. Nous ne sommes pas les seuls à avoir ce genre de réaction, il faudrait voir chez Canal+. Ceux qu'on entend sont ceux qui peuvent l'ouvrir. »

« On ne risque pas grand-chose. Le seul risque qu'a pris Noir Désir, c'est de refroidir le climat chez Universal. Lorsqu'on peut ainsi contester le PDG, le capitalisme se mord la queue. Je ne suis pas convaincu que Messier continuera de faire ça. Désormais, à chaque fois qu'il nous citera, il y aura la possibilité de lui rappeler la position de Noir Désir. »

B. Lt

Jean-Marie Messier a été interrogé début janvier sur France-Inter, après avoir fait sa déclaration sur l'exception culturelle. Il a dit qu'un quart des disques français partait à l'exportation en citant Noir Désir, ce qui est faux [le dernier album du groupe s'est vendu, selon sa maison de disques, à 700 000 exemplaires en France et 90 000 à l'étranger]. Il se gargarise et peut tout dire du moment que les gens ferment leur gueule. Au Zénith, devant ses actionnaires, la pochette de notre disque a été projetée derrière lui...

**Quelles peuvent être, pour vous, les conséquences de cette lettre ?**

On ne les connaît pas. Il y a un moment où il faut avoir le courage de dire ce qu'on pense et on espère que cela va créer de la solidarité. On n'en a parlé à personne, on n'a pas calculé, car, si on calcule trop, il n'y a plus de courage. La maison de disques s'attendait à une déclaration sur le thème des vilains riches qui exploitent les pauvres, mais cela ne sert à rien.

**Envisagez-vous une rupture ?**

On a résigné avec une nouvelle équipe de Barclay avec laquelle on s'entendait bien. Il nous reste un album à enregistrer, donc on n'est pas en situation de rupture. Mais on ne sait absolument pas où ça peut aller. Nous n'avons rien à perdre, contrairement à ce qu'il croit. On ne se refuse rien. Cela dit, j'ai tendance à croire qu'il va faire le mort.

**Pourriez-vous vous débarrasser de votre contrat en sortant un disque à la va-vite ?**

Non, car ce serait prendre le disque, et le public, en otage.

**Vous avez souvent été critiqués pour l'ambiguïté de votre position : à l'intérieur du système et contre lui. Cette déclaration n'était-elle pas aussi une manière de mettre les choses au clair vis-à-vis des artistes qui ne travaillent pas avec des majors ?**

Nous sommes moins sensibles à ces critiques qu'à ce que l'on ressent. Il y a des artistes bien tranquilles parce qu'ils ne sont pas chez Universal, à qui on ne posera jamais les questions qu'on nous pose. La réflexion ne concerne pas que nous, elle doit être plus globale. J'ai pris soin dans la lettre de dire que Messier n'est pas le seul. Tout le monde a peur de réagir, pour des raisons vénales ou parce qu'on le caresse dans le sens du poil. On ne sort pas du piège de la cage dorée et cela crée un malaise généralisé. Nous pensons que nous avons un devoir, nous avons horreur de nous sentir tout seuls. Etre une exception rebelle qui arrive à vendre des disques et à se mouvoir dans ce merdier ne nous intéresse pas.

Propos recueillis par Bruno Lespriet

Un milliard et demi de billets de cinéma ont été vendus aux Etats-Unis en 2001

## Hollywood retrouve la fréquentation de 1959

AUX ETATS-UNIS, un milliard et demi de tickets de cinéma ont été vendus en 2001, autant qu'en 1959, l'année de *Anatomie d'un meurtre* et du *Dernier Train de Gun Hill*. Alors que l'on s'attendait à ce que les attentats du 11 septembre confinent les Américains chez eux, ils se sont précipités au cinéma, comblant en un trimestre le déficit de fréquentation enregistré pendant l'été. *Harry Potter*, *Le Seigneur des anneaux* sont en grande partie responsables de ce record qui se traduit par des recettes au box-office de 8,41 milliards de dollars (9,57 milliards d'euros).

Ces chiffres ont été rendus publics le 5 mars par Jack Valenti, le président de la Motion Picture Association of America (MPAA), devant les exploitants de salles américaines réunis à Las Vegas pour le salon Showest. « *Aller au cinéma est le remède des Américains contre les angoisses de la*

*vie* », a expliqué M. Valenti. Chaque Américain voit en moyenne 5,3 films par an, un record planétaire. Dans la population cinématographiquement active (dont sont exclues les personnes voyant moins d'un film par an), les Hispaniques détiennent le record de fréquentation, avec 11 films dans l'année. Les « Blancs » n'allant au cinéma que 8,1 fois et les « Noirs » 7,6 fois, pour reprendre la terminologie de l'enquête.

La même semaine, l'hebdomadaire professionnel *Screen International* publiait une étude montrant que la France était devenue, en nombre de billets vendus, le deuxième marché au monde avec 185 millions d'entrées. Mais le prix relativement bas du billet (5,33 €) fait de la France un marché moins important, en chiffre d'affaires que le Japon, qui a enregistré 163 millions d'entrées en 2001 (la recette française est de 983 mil-

lions d'euros contre 1,70 milliard au Japon). Les autres grands marchés mondiaux sont l'Allemagne (177,9 millions d'entrées), le Royaume-Uni (156 millions et une recette importante de 1,13 milliard d'euros en raison, là encore d'un prix du billet élevé), l'Espagne (145 millions d'entrées) et le Mexique (143 millions).

**ACCENT SUR LA PROMOTION**

Même si sa part de marché régresse dans plusieurs de ces pays (France, Espagne...), la production hollywoodienne se taille encore la part du lion sur la plupart des marchés et maintient son quasi-monopole dans les salles nord-américaines. Le rapport de la MPAA a également mis en évidence la baisse du budget moyen des productions hollywoodiennes, qui a brusquement chuté, passant de 54,8 millions de dollars à 47,7 millions entre 2001 et 2002. Dans le

même temps, le budget moyen consacré au tirage des copies et la promotion d'un film a bondi de 3,7 millions de dollars, passant de 27,31 à 31,01 millions de dollars.

Lors de la présentation de ces statistiques à la presse, un journaliste s'est demandé si ces évolutions ne sont pas à l'origine de la très brève durée de vie de nombreux films américains, qui après avoir réalisés des performances remarquables lors de leur premier week-end d'exploitation (aux Etats-Unis, les films sortent le vendredi) disparaissent très rapidement des salles. Le quotidien professionnel américain *Variety* rapporte la réponse de Rich Taylor, l'un des responsables de la MPAA : « Ça ne coûte pas très cher de fabriquer un *Big Mac*, mais ils ont construit tout un marché autour. »

Thomas Sotinel

La grande manifestation artistique de la capitale d'Australie du Sud s'est tenue du 2 au 10 mars

## Le Festival d'Adélaïde assure sa survie mais revoit ses ambitions à la baisse

ADÉLAÏDE

de notre envoyé spécial

Le pire a été évité. Le Festival d'Adélaïde a bien eu lieu du samedi 2 mars au dimanche 10 mars dans la capitale de l'Etat d'Australie du Sud. « Ces derniers mois, j'ai cru à plusieurs reprises que nous allions devoir tout annuler », dit dans un souffle Sue Nattrass, qui est toutefois parvenue à assurer l'essentiel : la survie de cette manifestation biennale. Cette femme énergique, qui a récemment fêté ses 60 ans, joue depuis le mois d'août le rôle inconfortable de pompier de service.

L'ancienne directrice du Festival de Melbourne a été appelée d'urgence, à l'été 2001, pour remplacer au pied levé le metteur en scène américain Peter Sellars. Ce francophile avait accepté, en 1999, de prendre les rênes du festival d'art le plus connu de l'hémisphère Sud. Mais ses goûts avant-gardistes, sa volonté de favoriser l'éclosion d'artistes locaux pour la plupart inconnus du grand public et d'axer l'édition 2002 sur le thème de la réconciliation entre les peuples ont dérangé la très conservatrice Adélaïde. Sa nationalité a également joué en sa défaveur.

« La façon de parler de Peter a dérangé certains locaux », avoue Sue Nattrass. *Les Américains usent et abusent de termes comme "formidable" et "beau". Cela ne passe pas ici.* » Durant ses sept mois à la tête du Festival d'Adélaïde, Sue Nattrass a donc cherché à arrondir les angles. Si le thème du festival est resté le même, la plupart des projets imaginés par Peter Sellars ont été sérieusement revus à la baisse.

« Le programme prévu aurait creusé un trou de 2,5 à 3,5 millions d'euros », calcule Sue Nattrass, qui a obtenu du gouvernement local une rallonge de 1,2 million d'euros. Pour boucler son budget, la directrice s'est tout d'abord résolue à écourter la durée du festival, ramenée de dix-sept à dix jours. De nombreux producteurs ont été priés de faire des économies. La représentation en décors et costumes de l'opéra de John Adams *El Nino* a été remplacée par la projection du film de cette œuvre, accompagnée par plusieurs chanteurs.

Frédéric Therin

## La peinture pour raconter le malheur aborigène

ADÉLAÏDE

de notre envoyé spécial

« Cette forme au milieu du tableau représente le champignon atomique. Notre terre est symbolisée par ces points rouges. Les points blancs sont les particules de plutonium. On les retrouve dans le cœur du kangourou qui est couché en travers du champignon » : l'histoire de Sunny Pepper et de sa tribu, les Maralingas, est là, peinte sur une toile de plus de 1 mètre de hauteur. D'autres tableaux, présentés pour la première fois au Festival d'art d'Adélaïde, complètent le puzzle du parcours de cette communauté aborigène.

« Ces cinq cercles bleus représentent les points d'eau dans lesquels nous nous abreuions lors de nos périodes », explique l'une des membres de la tribu, Cindy Watson. *Ces empreintes de pas sont celles de la dernière femme de notre clan qui a été obligée de partir. A un moment, elle fait demi-tour et regarde le champignon s'enlever dans le ciel.* » Les Maralingas, chasseurs-cueilleurs nomades dont les terres occupaient un septième de l'ensemble de l'Etat d'Australie du Sud, soit près de 140 000 kilomètres carrés, ont vécu pendant des millénaires en toute quiétude. L'aridité de leur immense territoire n'a jamais encouragé les colons à s'y installer.

Dans les années 1950, les Britanniques ont estimé que ces terres constituaient un endroit idéal pour des essais nucléaires. Ils ont donc évacué les 400 à 500 personnes qui vivaient dans cette région reculée. « L'armée est venue un jour nous dire que nous devions partir car "quelque chose de spécial" allait se produire.

Le film *The Tracker*, réalisé spécialement pour le festival, qui raconte l'histoire d'un traqueur aborigène qui guide à travers l'outback australien deux hommes blancs à la recherche d'un fugitif, a été salué par la critique locale.

Mais les idées les plus originales de Peter Sellars ont été jetées aux oubliettes. « Peter voulait que des concerts de musique de chambre soient joués dans des maisons particulières pour un public très limité, qui dégusterait de somptueux repas, se souvient Sue Nattrass. Les tickets étaient assez coûteux. J'ai donc tout arrêté. »

**LE SUCCÈS DU « OFF »**

La directrice a toutefois tenu à inviter des productions étrangères. Mais son budget ne lui a permis de convier que des *guest stars* de second degré, telle l'ancienne vedette de comédies musicales de Broadway Barbara Cook. « Ces "importations" devraient être limitées à l'avenir », note Sue Nattrass. *La chute du dollar australien et la baisse des aides publiques vont contraindre les organisateurs à revoir leurs ambitions à la baisse. L'accent devrait donc être mis sur le financement de productions locales.* »

La nomination à la tête du prochain Festival d'Adélaïde du chorégraphe d'origine aborigène Stephen Page va dans ce sens. Le public semble de toute façon s'intéresser aux spectacles créés par des artistes australiens. Le festival « off », d'Adélaïde rencontre un succès grandissant. Cette année, ce rendez-vous s'est tenu pendant dix-sept jours et a souvent affiché complet.

En favorisant la promotion d'œuvres australiennes et en confiant sa future direction à un artiste indigène, le Festival d'Adélaïde poursuit l'ambition de Peter Sellars. « Malgré mon licenciement, c'est une grande satisfaction pour moi, confie l'artiste dans un sourire malin. Lorsque du sang est sacrifié, cela fait réfléchir les gens, qui commencent à voir les choses sur une plus grande échelle. Ma venue aura donc été utile à quelque chose. »

Nous n'en savions pas plus, se rappelle un des anciens, Jeffrey Queama. *Moi, j'étais un petit garçon à cette époque. Nous avons été regroupés dans une mission religieuse, à des centaines de kilomètres de nos terres. Là, on nous a forcés à travailler sans être payés. Nous avons décidé de partir. Ces formes marron sur ce tableau nous représentent en train de discuter pour savoir où aller. Vous voyez ces cercles colorés sur la toile ? Ils symbolisent les six principaux endroits où des gens de notre clan se sont dirigés. Certains sont partis à plusieurs milliers de kilomètres.* »

**APPRENDRE**

Nombreux parmi ces déracinés ont sombré dans un alcoolisme destructeur. « Dans les années 1980, les anciens ont décidé que nous devions retourner chez nous pour créer une communauté où l'alcool serait interdit », ajoute Jeffrey Queama. Leur village comprend aujourd'hui une vingtaine de maisons, une école et une clinique. « Je trouvais nécessaire que leur histoire soit connue du grand public », souligne Lynette Wallworth, directrice artistique du Festival d'Adélaïde. *Mais les Maralingas n'avaient jamais peint. Une artiste d'une tribu voisine leur a donc enseigné les techniques traditionnelles.* »

Cette expérience semble avoir créé des vocations. « Nous construisons actuellement dans notre village une salle où nous pourrions peindre tous ensemble », explique Hilda Moodoo. *Nous n'allons pas nous arrêter si vite. Nous avons encore tant de choses à raconter...* »

F. T.

## Théâtre Nada Strancar, l'énergie de Mère Courage



**PARIS** C'est une œuvre si forte, *Mère Courage*, que la revoir une fois encore vous attrape le cœur et la tête « par les deux oreilles » : ce soir, à la réentendre, vous êtes là, et du même coup vous êtes loin, non pas dans telle ou telle *Mère Courage* d'autrefois, mais dans la conscience de ce qu'ont été vos jours, votre pays, dans le temps, quand vous l'aviez vue, cette pièce, pour la première fois. Et c'est une vive émotion que de regarder autour de vous les jeunes gens qui la découvrent, à leur tour, cette poison de pièce, qui s'ancre en eux aussi, une fois pour toutes, puisqu'elle ne s'est pas affaiblie, et puisque bien des choses en sont encore là, les guerres, les religions, l'amour des proches.

Brecht a dit que lorsqu'il relit *Mère Courage*

et y revoit la guerre apparaître, « tous les modes de calcul de l'individu, tirés des expériences de la paix, s'avèrent défaits ; l'audace ne marche pas, ni l'honnêteté, ni la tromperie, ni la brutalité, ni la pitié, tout mène au naufrage. Mais il reste les forces qui font, même de la paix, une guerre aussi, les forces innommables ».

Et aujourd'hui Christian Schiaretti, qui donne une nouvelle mise en scène, ajoute que la religion occupe intensément cette pièce, la guerre de religion, et que se déploie ici « une respiration spirituelle, un grand sentiment de quelque chose qui dépasse ». C'est vrai.

La traduction française est celle de Guillevic, un poète-né, aussi notre écoute de Brecht est-elle libre, sans friction, sans discorde. Le décor est une pente, vue de face, nue : Brecht a dit que *Mère Courage* est sans aucun paysage. Christian Schiaretti a bien fait de nous donner à entendre les chansons, sur la musique de Paul Dessau, en allemand.

Cela épure et affermit l'action si intime, si troublante, qu'opèrent en nous les enlacements, chez Bertolt Brecht, du parlé et du chant, cet émoi incertain d'envol, ce déphasage, ce doute, comme une ombre portée du théâtre, ombre en fugue, en fredaine, écho de théâtre plus volatil que le théâtre,

ombre échappée sur le point de se retrouver seule, sans rien qui la projette, mais sans libre joie non plus parce que la musique de Paul Dessau est d'une intense charge spirituelle sombre, dramatique, comme la voix d'une accoutumance à un mal, à une injustice.

Nada Strancar est l'interprète de la Mère Courage. Elle y va franc jeu. Sous l'apparence d'une sûreté, d'une onde simple, elle nous envoie les fulgurances d'éclairs immédiats de la conscience, qui se pressent, se chassent, en un désordre que l'actrice, avec calme, nous voile. Tous les hasards brusques de cette grande œuvre épique viennent buter contre l'énergie spirituelle de la Mère Courage jouée par Nada Strancar. Wladimir Yordanoff donne accent et couleur au rôle du cuisinier du « grand capitaine ». Toutes les figures sont d'une présence forte. Et cette belle mise en scène de *Mère Courage* sait être fidèle, nette, et, pour une fois, un rien « songeuse », comme entre crise et absence.

Michel Cournot

**Mère Courage et ses enfants**, de Bertolt Brecht. Mise en scène : Christian Schiaretti. Avec Jean-Claude Frissung, Nada Strancar, Wladimir Yordanoff, Lucie Boscher, Loïc Brabant... et l'ensemble instrumental de l'Atelier lyrique de Tourcoing.

Théâtre national de la colline, 15, rue Malte-Brun, Paris-20<sup>e</sup>. M<sup>e</sup> Gambetta. Tél. : 01-44-62-52-52. De 12 € à 24,50 €. Du mercredi au samedi, à 20 h 30 ; le dimanche, à 15 h 30 ; le mardi, à 19 h 30. Durée : 3 h 30. Jusqu'au 12 avril. Photo © Marc Enguerand/Enguerand

## Exposition

**SAINT-OUEN**

« Emotional geographies / Ethnopsychiatry »

L'Africain Fernando Alvim est né et a vécu en Angola, un pays qui fut le dernier grand lieu d'affrontement entre les deux blocs. L'exposition qui lui est consacrée est foisonnante. L'artiste plante son campement-bureau-atelier dans tous les lieux qui l'hébergent. Mais on retiendra particulièrement le projet Mbutu Muande, vingt maisons à Luanda destinées aux mutilés de guerre. Ou ce match de football hallucinant qui oppose deux équipes, « Guerre » contre « Sida », les deux piliers de l'Afrique contemporaine. Enfin, l'Angola est en passe de modifier son drapeau. Mais par quoi et pourquoi le remplacer ? *Flag Life*, « la vie du drapeau », est une méditation ironique sur le symbole d'une nation qu'Alvim définit comme « le surréalisme même ».

Mains d'œuvres, 1, rue Charles-Garnier, Saint-Ouen (Seine-Saint-Denis). Tél. : 01-40-11-25-25. Du lundi au dimanche de 12 heures à 19 heures, jusqu'au 24 mars. Entrée libre.

**SAINT-NAZAIRE**

Le monde des paquebots

Deux ans après son ouverture, Escal'Atlantique, l'exposition permanente installée à l'intérieur de l'ancienne base sous-marine de

Saint-Nazaire, se renouvelle et s'agrandit. La scénographie, qui évoque l'univers des grands transatlantiques, dont un certain nombre furent construits dans les chantiers voisins (notamment le Normandie et le France), a été enrichie et complétée. Après avoir exploré les entrailles d'un paquebot, des cabines de luxe à l'entrepont des émigrants en passant par la salle des machines et la passerelle du commandant, les visiteurs assisteront, sur un mur de 60 mètres de long, au défilé d'une série de géants de la mer. Inauguré en avril 2000, Escal'Atlantique a accueilli plus de 250 000 visiteurs.

Base sous-marine d'Escal'Atlantique, boulevard de la Légion-d'honneur, Saint-Nazaire (Loire-Atlantique). Tél. : 0-810-888-444. Du mercredi au dimanche, de 10 heures à 12 h 30 et de 14 heures à 18 heures, jusqu'au 31 mars. De 6,90 € à 9 €. Ouvert tous les jours à partir du 1<sup>er</sup> avril avec nouveaux horaires. Horaires et tarifs variables pour la visite des chantiers.

## Théâtre

**VILLENEUVE-D'ASCQ**  
Scènes étrangères

La deuxième édition du Festival Scènes étrangères, à cheval sur la frontière franco-belge, est organisée de Villeneuve-d'Ascq à Tournai (Belgique), via Roubaix et Armentières. Riche programme, qui réunit des metteurs en scène venus de l'Est, comme le Polonais Krystian Lupa avec *Les Présidentes*, de Werner Schwab ; le Hongrois Laszlo

Hudi avec *La Cerisaie*, de Tchekhov ; ou le Lituanien Oskaras Korsunovas avec *Le Songe d'une nuit d'été* de Shakespeare. La Belgique présente notamment *Estrades*, mis en scène par Pietro Varrasso ; *Club Astrid*, par Lies Pauwels, ou les créations de la Compagnie Arsenic. Il y aura de la danse également, avec Jan Fabre et les compagnies lauréates des Rencontres chorégraphiques de l'Afrique et de l'océan Indien. Le 16 mars, à 16 heures, quelques directeurs de scènes françaises et belges débattront de leurs pratiques respectives.

La Rose des vents, boulevard Van-Gogh, Villeneuve-d'Ascq (Nord). Tél. : 03-20-61-96-96. Jusqu'au 30. Horaires variables, plusieurs tarifs.

## Jazz

**GRENOBLE**  
Grenoble Jazz Festival

Trentième anniversaire pour une manifestation qui réaffirme, par sa programmation, sa démarche d'attention à la création. Un bon nombre des solistes et des groupes les plus inventifs de la scène française sont attendus. Ainsi, en solo ou avec leurs formations, le contrebassiste Claude Tchamitchian, le violoncelliste Vincent Courtois, le batteur Ramon Lopez, les saxophonistes François Corneloup ou Laurent Dehors avec son programme sur Glenn Miller, le contrebassiste Henri Texier, le bassiste électrique Elliott Sharp, le batteur Denis Fournier... Sont annoncées également quelques vedettes américaines comme le pianiste Ahmad Jamal, le

saxophoniste Steve Coleman et le guitariste Marc Ribot. Les concerts sont organisés à Grenoble ou dans la région.

Grenoble Jazz Festival, 6, rue Hector-Berlioz, Grenoble (Isère). Tél. : 04-76-51-65-32. Jusqu'au 24 mars, horaires variables. De 9 € à 22,87 € selon les concerts.

**LE MANS**

Nuit de la voix

L'une est lisboète, Maria Joao, l'autre napolitaine, Maria Pia de Vito. Deux chanteuses qui entretiennent un rapport étroit et créatif avec leurs cultures respectives et avec le jazz, attentives à l'intégrité de chacun de ces univers musicaux. Les entendre, un même soir, avec leurs formations (Maria Joao en quartette ; Maria Pia de Vito en trio avec les Britanniques Ralph Towner, guitare, et John Taylor, piano) est un bonheur. Puis elles se retrouveront en duo. Une première et un autre bonheur prévisible.

L'Espal-Centre culturel, 60-62, rue de l'Estrel, Le Mans (Sarthe). Tél. : 02-43-50-21-50. Le 15 mars, à 20 h 30. De 5,5 € à 19,25 €.

## Classique

Annulation  
Les représentations des *Quatre Rustres*, d'Ermanno Wolf-Ferrari, prévues les 19, 24 et 27 avril à l'Opéra-Bastille sont annulées. Cette création de la saison 2002-2003 est mise en scène par Jean-Louis Martin-Barbaz avec les stagiaires du centre de formation lyrique de l'Opéra national de Paris.

**FESTIVAL** • Expositions et concerts partagent

l'affiche de Musiques en scène, dixième édition

## Les séductions originales des recherches multimédias de cimaises en spectacles

**LYON**

de notre envoyé spécial

Le décloisonnement est devenu le maître mot de la création contemporaine. Sur le plan du contenu comme sur celui de la forme. Depuis une bonne trentaine d'années, galeries et musées exposent le travail d'artistes pour lesquels le son constitue un élément « plastique », au même titre que le bronze ou le bois. De même, mais avec un indéniable décalage historique, de plus en plus de compositeurs s'engagent dans un mode d'expression pluridisciplinaire, supposé convenir davantage à l'expérimentation que le concert tout en favorisant un indispensable élargissement de l'audience.

Pour les uns comme pour les autres, le multimédia tient lieu d'eldorado du croisement culturel. Sur ce terrain, les Américains ont œuvré en pionniers. Du moins ceux qui, à partir des années 1950, ont décliné une hybridation new-yorkaise très appréciée en Europe. Le festival Musiques en scène qui, pour sa dixième édition, se mue en biennale, a donc été bien inspiré d'aller puiser outre-Atlantique de quoi illustrer sa thématique 2002 : le voyage.

Organisée depuis l'origine par le Grame (Centre national de création musicale installé à Lyon), cette manifestation habituellement vouée à la diffusion des produits les moins formatés des studios de recherche électroacoustique propose des œuvres musicales *made in New York* à travers trois expositions présentées en partenariat avec le Musée d'art contemporain. La première rassemble de jeunes artistes (dans le voisinage de quelques figures historiques telles que Pauline Oliveros et David Tudor) qui touchent diversement à la musique, instrumentale, vocale ou électronique pour faire entendre, sans complexe, la spécificité de leur ville.

**RAYONNEMENT MAGIQUE**

*New York, New Sounds, New Spaces* appelle l'écoute intimiste par l'entremise de caissons insonorisés et peu éclairés où passent en boucle des enregistrements très synthétiques (de première qualité dans le cas de Stephen Vitiello) ou simplement par le biais de télévisions posées à même le sol avec plusieurs casques en attente d'oreilles curieuses. Tout n'est pas du meilleur goût mais le visiteur en retire une sensation de fraîche inventivité (notamment avec Laetitia Sonami et sa main gantée de capteurs informatiques) qui tranche avec le sérieux généralement arboré par les prospections high tech en France.

Après avoir été mis en appétit par les créations un brin farfelues de ces petits enfants de John Cage et de La Monte Young, on n'est pas d'humeur à s'attarder parmi les 1 000 mètres carrés où Sarkis tente une correspondance conceptuelle entre une page presque atone de Morton Feldman et un environnement, peu suggestif, de tapis turcs. Les jeunes animateurs de *NSNDS* (comme il est écrit sur les murs façon tag) nous ont préparés au parcours de *The Record of Time*, conçu par celle qui pourrait être leur marraine, Laurie Anderson. Car cette artiste polyvalente (née à Chicago en 1947 mais indissocia-

ble de la philosophie new-yorkaise de la musique depuis les années 1970) regorge d'idées au rayonnement magique et sait user, comme peu de ses pairs, d'une technologie avancée sans jamais altérer l'aspiration première d'une âme poète.

Au sortir du musée nous attendent dans le superbe cadre des Substances plusieurs événements musicaux également centrés sur le principe de l'interactivité. Via Internet dans *Near and Distant Meeting*, qui associe des instrumentistes (membres de l'Arfi) improvisant à



Les Finlandais du groupe Mieskuoro Huutajat (les hommes hurleurs).

Lyon et des danseuses (Compagnie Tomoe Shizune et Kahutobo) évoluant simultanément à Tokyo ; musicalement primaire et visuellement choquant. A travers une performance de Pierre Martin graduée en temps réel par Woudi à l'aide du programme Max créé par Pauline Oliveros et David Tudor) qui touchent diversement à la musique, instrumentale, vocale ou électronique pour faire entendre, sans complexe, la spécificité de leur ville.

Lors de ce week-end d'ouverture de Musiques en scène à Lyon, c'est indubitablement plus au musée qu'au concert que s'est imposé l'intérêt musical du multimédia.

Pierre Gervasoni

**EXPOSITIONS :** Laurie Anderson, « The Record of Time. New York, New Sounds, New Spaces ». Musée d'art contemporain, 81, Cité internationale, Lyon (Rhône). Du mercredi au dimanche, de 12 heures à 19 heures. Entrée : 3,80 €. Jusqu'au 19 mai.  
**CONCERTS :** « Twelve Seasons », spectacle multimédia par la Compagnie Michèle Noiret sur une musique de Karlheinz Stockhausen, Maison de la danse, le 14 mars, à 20 h 30. Neue Vocalsolisten Stuttgart, chapelle de la Trinité, le 15 mars, à 18 h 30 et 22 heures. Ryoanji, installation sonore de Jean-Pierre Robert sur des musiques de John Cage, Les Substances, le 16 mars, à 20 heures. Tél. : 04-72-07-37-00.

## Sélection disques rock

**MONTAGE**

Montage



Edité pour la première fois en CD, *Montage*, unique album paru en 1969 du groupe éponyme, est dominé par la person-

nalité du chanteur, pianiste, compositeur, arrangeur et producteur américain Michael Brown. Comme *Walk Away Renée/Pretty Ballerina*, de The Left Banke, en 1967, et *Stories*, premier opus de Stories, en 1972. Brown, artisan en retrait – il participe à The Beckies fin 1970, enregistre sous son nom courant 1991 – d'une pop baroque et lumineuse, a tiré du psychédéisme son esprit expérimentateur – ici les envolées vocales, l'union des cordes et des cuivres, les claviers au premier plan – et en a évacué les aspects les plus hallucinés. Proche des Anglais de The Moody Blues par la relation fine entre les codes orchestraux de la musique classique et un accompagnement rock (*She's Alone, Men Are Building Sand, Desiree...*). *Montage* évoque aussi la part la plus gracieuse de son contemporain Nazz (la

chanson *The Song Is Love*), formation éphémère contrôlée par le sorcier des studios et multi-instrumentiste Todd Rundgren. – S. Si.  
1 CD Sundazed Music (importation EMI-Capitol Special Markets).

**WILLIE NELSON**

The Great Divide

Héros national depuis qu'il a chanté *America the Beautiful* en clôture du concert en hommage aux victimes des attentats du World Trade Center, Willie Nelson est devenu un patriarcat débonnaire, respecté par la grande famille des musiciens américains, et parfaitement inoffensif. Depuis quelques années, l'ancien desperado de la country music fricote avec le « gratin » de la variété internationale, s'essaye au jazz, bref tente l'exercice du *cross-over* – ratissé large en brisant les barrières stylistiques. *The Great Divide* est ainsi constitué pour moitié de duos mièvres et importuns, une roucoulade avec Lee Ann Womack, Sheryl Crow luttant contre d'écœurants chœurs gospel, ou la voix de rogomme du hard-rappeur Kid Rock (*Last Stand in Open Country*) posée sur un accompagnement mêlant ligne de banjo, lourds accords façon Scorpions et cordes hollywoodiennes. N'importe quoi. Willie Nelson n'a écrit qu'une

chanson, *The Great Divide* (la seule digne d'intérêt), le reste étant emprunté à l'aristocratie du rock pour adultes, Rob Thomas ou Bernie Taupin, le parolier d'Elton John. Il est peu certain que ce patchwork indigent permette de conquérir de nouveaux fans. – B. Lt.  
1 CD Lost Highway. Distribué par Mercury/Universal.

**RINÔCÉROSE**

Music Kills Me

Au croisement d'une tradition pop et de la très active scène house montpelliéraine, Rinôcérose avait célébré en pionnier les fiançailles de l'instrumentation rock et des grooves électroniques. Après la réussite d'*Installation sonore*, premier album d'une légèreté balnéaire, *Music Kills Me* préserve les envies de soleil et de danses suaves tout en multipliant les références aux disparitions violentes et à l'innocence révolue. Les titres de ces chansons et instrumentaux lumineux ne cessent d'évoquer les icônes de la culture rock (*No, We Are Not Experienced I, Brian Jones : Last Picture, Highway To Heaven*), mais si le groupe a samplé Cure et les Small Faces, il sait aussi personnaliser une musique où dominent les mélodies de guitares, les saillies de flûte,

l'euphorie des percussions et la fluidité cybernétique. – S. D.  
1 CD V2. Distribué par Sony.

In the Beginning there Was Rhythm

Non content d'effectuer un remarquable travail d'exhumation des trésors secrets de la musique noire américaine et du reggae, le label britannique Soul-Jazz compile aujourd'hui quelques titres-clés d'un répertoire post-punk tenté par le rythme et la danse. A l'aube des années 1980 et à la suite de P.L.L. (absent ici), des groupes anglais comme A Certain Ratio (à qui Soul-Jazz consacre aussi une compilation, *Early*), 23 Skidoo, Gang of Four, Cabaret Voltaire, The Slits ou The Human League délaissaient la furia rock pour s'aventurer du côté du funk, du dub et de la musique électronique. Métaphores de crise industrielle comme de désirs naissants, ces basses jouées sous des néons blafards, ces stridences sudatoires anticipaient les expériences sonores de la décennie suivante (celles en particulier de Björk et de Massive Attack). On est frappé aujourd'hui par la modernité préservée de ces productions. – S. D.  
1 CD Soul-Jazz. Distribué par Discograph'.

Paul Claudel

## L'Otage / Le Pain dur

mises en scène Bernard Sobel

14 mars - 13 avril

en alternance - intégrales samedis et dimanches



Théâtre de Gennevilliers

Centre Dramatique National - Location 01 41 32 26 26

télérama

scope

inter

# Vincent Lindon, qui grimpe aux mots

Le comédien, habitué de la presse people, joue dans « Le Frère du guerrier », réalisé par Pierre Jolivet, artisan du décollage tardif de sa carrière après une succession de séries Z

IL Y A une époque où interviewer Vincent Lindon était une tâche dévolue seulement à une certaine catégorie de journalistes. La presse people se chargeait donc de détailler sa romance avec Caroline de Monaco, qui installait l'acteur dans le monde de la jet-set et l'éloignait irrémédiablement du cinéma. Sa présence à l'écran dans *Dernier été à Tanger*, d'Alexandre Arcady, *Parole de flic*, de José Pinheiro, *Escort Girl*, de Bob Swaim, *Un homme amoureux*, de Diane Kurys, *L'Étudiante*, de Claude Pinoteau, semblait aux antipodes d'une carrière bien menée. On entrevoyait déjà la postérité de Vincent Lindon, mais dans une des soirées bis organisées par la Cinémathèque française, ou dans un numéro de fanzine consacré à un comédien de série Z. « On entendait parler de moi dans la presse people, ce que j'assume entièrement, mais pas plus que Brad Pitt et Jennifer Aniston. En plus, je ne parlais pas de moi, ON parlait de moi. »

Son amitié avec Claude Chirac a contribué à brouiller encore davantage les choses. Vincent Lindon passait d'un château à l'autre. Toujours dans l'antichambre du pouvoir, mais jamais vraiment sur un écran. « Je suis extrêmement lié avec Claude Chirac, je l'adore, mais pas plus que Depardieu et Jack Lang, ou Arditi et Jospin, ou encore Deneuve et Yves Saint Laurent. Je m'étonne que ce soit si étonnant. C'est quelque chose qui n'étonne pas chez les Américains. »

Ce jour-là, Vincent Lindon, assis sur un canapé, regarde une bouteille d'eau minérale, qu'il décapsule lentement. Il lui faudra plus d'une heure pour enfin se servir un verre. Durant tout ce temps, les paroles fusent, interrompues parfois par de longs silences. Vincent Lindon fait souvent les questions et les réponses, devance les remarques, formule son autocritique tout en se justifiant sans cesse. « Cela fait dix ans que j'ai des tics et que les journalistes continuent de me poser des questions dessus. Des tics que je n'ai plus pendant un tournage. Je serais pendant encore vingt ans le chien fou, celui qui a des tics, même en jouant Othello au théâtre. On dit : "Vincent Lindon, c'est une tornade", mais je dors aussi, je déprime aussi, alors je suis une petite tornade. »

Beaucoup de comédiens ne seraient rien sans une rencontre avec un réalisateur avec lequel ils scellent un pacte pour une carrière. Le pygmalion s'appellera Pierre Jolivet. Vincent Lindon a tourné trois films avec lui, *Fred*, *Ma petite entreprise* et, dernièrement, *Le Frère du guerrier*. Avec *Fred*, Vincent Lindon accomplit sa révolution copernicienne.

## BIOGRAPHIE

► **1985**  
« *Le Faucon* », de Paul Boujenah.

► **1987**  
« *Quelques jours avec moi* », de Claude Sautet.

► **1996**  
« *Fred* », de Pierre Jolivet

► **1998**  
« *L'École de la chair* », de Benoît Jacquot.

► **2002**  
« *Le Frère du guerrier* », de Pierre Jolivet.

Il change littéralement de planète. De la série Z, il devient l'héritier de Jean Gabin et de Lino Ventura, l'incarnation d'un héros populaire, un chômeur en l'occurrence, impliqué dans une machination qui le dépassait totalement. Le choc devenait d'autant plus énorme que, abonné en apparence aux principautés et aux chancelleries, Vincent Lindon se métamorphosait en héros prolétarien et populaire. Il se révélait à lui-même et simultanément au public.

## « LES RÔLES SONT DES CATALYSEURS »

Pierre Jolivet a su, de plus, jouer sur la dimension physique du comédien, une qualité trop peu répandue chez les acteurs français. « J'avais le rôle de Fred en moi, et c'est bien que Pierre l'ait perçu. Il m'avait proposé autrefois le rôle tenu par François Cluzet dans *Force majeure*, et je l'avais refusé, preuve que je n'étais pas prêt. Je trouve que les rôles sont des catalyseurs. Ce qui n'est pas bien devient tragique, ce qui est bien devient formidable. Dans *Fred*, j'ai des pattes, j'ai pris 8 kilos, cela a changé ma démarche et bouleversé ma carrière. Si je n'étais pas dans les bons rôles auparavant, c'est parce que je n'étais pas sec, je n'avais pas le physique adéquat. C'est comme si à 35 ans le puzzle s'était brutalement assemblé. »



BRUNO CHAROY

Cette métamorphose correspond aussi à un moment-clé de sa vie privée : sa rencontre avec Sandrine Kiberlain. « On lui disait qu'elle allait s'encanailler avec le mec de L'Étudiante. Puis on m'a dit que c'est parce que j'ai rencontré Sandrine que j'ai fait *Fred* ou *Le Septième Ciel*. Mais il fallait être intelligent pour se laisser influencer. »

Deux autres films avec Benoît Jacquot suivront, *L'École de la chair*, où il interprète un travesti, et *Pas de scandale*. Il vient de terminer le nouveau film de Claire Denis, *Vendredi soir*. Signe qui ne trompe pas, même dans des films moins réussis comme *Belle-Maman*, de Gabriel Aghion, ou *Chaos*, de Coline Serreau, Vincent Lindon reste impeccable. Son talent comique fait merveille. Il fait rire, mais pour ses qualités cette fois-ci.

D'autres yeux plus avertis avaient perçu chez lui cette étincelle. Jérôme Lindon, son oncle, fondateur des Editions de Minuit, aimait lui parler de ses rôles au cinéma. « Je n'avais pas les compliments que j'attendais sur certains films, alors qu'il en remarquait d'autres qui me semblaient sans intérêt. » C'est après avoir vu *L'Étudiante* que Claude Sautet lui offre le rôle de Fernand dans *Quelques jours avec moi*. Fernand, Vincent Lindon en parle avec fierté, comme de son premier rôle d'homme au cinéma. « Le ciné-

ma de Sautet est celui que je préfère. C'est un réalisateur qui sait habiller ses personnages. Ces derniers sont incroyablement masculins et sexy. Sautet sait filmer des hommes qui ont des soucis, Montand en train de fumer cigarette sur cigarette dans Vincent, François, Paul et les autres est un moment formidable. » La rencontre entre le comédien et le plus grand réalisateur français des années 1970 sera biaisée. L'admiration sans bornes de Vincent Lindon fait reculer Claude Sautet. « J'étais le bouc émissaire sur le film », reconnaît-il.

Le ton de la voix de Vincent Lindon s'est désormais apaisé, comme si l'énumération de ses différentes frustrations était indispensable pour qu'il se calme. « *Johnny Hallyday est devenu aujourd'hui quelqu'un de chic depuis qu'un portrait de lui dans Le Monde a changé son image. On peut tomber sur Glucksmann et Bernard-Henri Lévy en train de danser dans une boîte de nuit à Montpellier sur Alexandrie, Alexandra, de Claude François, un chanteur qui constituait autrefois le summum du ringard. Je ne suis pas fait pour être Cohn-Bendit, Gavoche ou le Romain Goupil de Mourir à trente ans. Je suis simplement le cours de mon époque. »*

Samuel Blumenfeld

## DOMINIQUE DHOMBRES

### Accalmie

C'ÉTAIT L'ACCALMIE, mardi, sur le front des attaques personnelles entre Lionel Jospin et Jacques Chirac. La mort d'un père de famille venu s'expliquer avec les racketteurs de son fils lycéen sur le parking de la gare routière d'Evreux, et tué à coups de briques par ces derniers, ainsi que les nouvelles violences au Proche-Orient poussaient loin à l'intérieur des journaux télévisés les images de la campagne présidentielle. Celle-ci reprenait son cours ordinaire. A Marseille, Jacques Chirac tenait son premier grand meeting, un vaste rassemblement comme il les aime, où il se frayait un chemin au milieu des militants sur la musique des *Chariots de feu* du compositeur grec Vangelis. A Paris, Lionel Jospin donnait une conférence de presse studieuse à son quartier général, l'Atelier. Ils évitaient soigneusement, l'un et l'autre, tout propos ad hominem.

Au journal de 13 heures, sur TF1, on avait pu voir les essais de tee-shirts et la préparation des pancartes « Chirac Marseille » destinées au meeting du soir. Au 20 heures, sur France 2, Véronique Saint Olive constatait que le candidat Chirac, à Marseille, ne paraissait « ni vieilli ni usé ». Dans le même journal télévisé, Lionel Jospin fai-

sait une allusion discrète à la grande affaire du week-end. Il venait de se tromper sur le nombre des circonscriptions législatives françaises. Il s'interrompait un instant et mettait en cause ses lunettes. « En bas de page, j'ai un peu de mal à accommoder. » Il ajoutait aussitôt : « Bon, je ne vais pas faire de remarque à ce sujet. » C'est tout ce qu'il restait, mardi, de l'échange d'invectives, le plus vif jusqu'ici, entre les deux principaux candidats.

Retour à la normale donc, symbolisé par cette image du couple Chirac attendant sagement, à Orly, l'avion pour Marseille. De simples citoyens assis dans un hall d'aéroport avant de s'embarquer sur un avion de ligne. Les apparences sont trompeuses, cependant. Il ne s'agit nullement d'une image banale. C'est la première fois qu'un président sortant renonce réellement pour sa campagne aux facilités de transport que lui procure sa fonction. On avait déjà vu Jacques Chirac, arrivé en avion officiel, attendant, comme un usager ordinaire, le train qui le ramenait d'Avignon où il venait de déclarer sa candidature. C'est étonnant comme on s'habitue vite à ces pratiques démocratiques, qui sont en réalité une rupture par rapport aux usages de la V<sup>e</sup> République.

## TÉLÉVISION

### Mémoire de l'audiovisuel public

En décembre 2001, près d'un an après avoir quitté la présidence du Conseil supérieur de l'audiovisuel (CSA), Hervé Bourges revenait sur sa carrière dans un long entretien avec Jérôme Bourdon filmé, sans aucune mise en scène, par Julie Bonan. La chaîne thématique Histoire propose aujourd'hui un document issu de cet enregistrement réalisé pour l'Institut national de l'audiovisuel (INA), en vue de constituer une mémoire de la télévision. Deux fois cinquante-deux minutes d'images austères (du dialogue filmé) pour retracer le parcours d'Hervé Bourges dans l'audiovisuel public, de sa nomination à la tête de TF1, en 1983, à ses six années à la tête du CSA, en passant par la présidence commune d'Antenne 2 et de France 3.

Une expérience aux postes-clés qui fait de lui le témoin privilégié de l'évolution du système français : privatisation de la première chaîne, naissance de La Cinq de Berlusconi, mise en place d'une instance de régulation, formation d'une holding publique... Le plus étonnant dans ce récit chronologique nourri de souvenirs très précis reste la description de la façon dont Hervé Bourges a appris, en même temps que les téléspectateurs, la privatisation de la chaîne dont il était le président : le ministre de la culture et de la communication, François Léotard, est venu l'annoncer en direct sur le plateau du JT de TF1... - Th.-M. D.

« Télé notre histoire : Hervé Bourges », jeudi 14 mars, 14 h 55, Histoire.

## JEUDI 14 MARS

### ► Envoyé spécial :

#### Paroles d'agents

21 heures, France 2  
Insultes, menaces, agressions à l'arme blanche ou à l'arme de poing... En l'absence de chiffres officiels, la RATP estime que 2 000 agents, conducteurs de bus et de métro ou agents chargés de la sécurité, sont agressés chaque année, à Paris et en banlieue. Depuis 1999, les victimes de ces

violences sur le lieu de travail sont prises en charge par l'Institut d'accompagnement psychologique post-traumatique, de prévention et de recherche (IAPR). Pour « Envoyé spécial », Marie-Monique Robin et Guillaume Martin ont recueilli les témoignages d'agents traités à l'Institut. Le constat est terrible. ► **Le Procès**  
22 h 35, 13<sup>e</sup> RUE  
Dans une ville inquiétante, Joseph K. apprend qu'il va être jugé, sans

qu'on lui dise pour quel délit. Orson Welles a tourné cette adaptation de Kafka en 1962.

En modernisant quelque peu l'œuvre originale, il a peint un cauchemar contemporain sur la police, la bureaucratie, tout l'appareil totalitaire qui opprime l'individu. Le propos reste actuel.

### ► Passé sous silence :

#### Vol 93, les nouveaux héros de l'Amérique

23 h 20, France 3

Mardi 11 septembre 2001, peu après que deux avions ont percuté les tours jumelles du World Trade Center, à New York, et qu'un troisième appareil s'est écrasé sur le Pentagone, à Washington, le vol 93 d'United Airlines reliant New York à San Francisco s'écrase en Pennsylvanie. Six mois après la tragédie, « Passé sous silence » revient sur le seul de ces attentats à avoir manqué sa cible. S'appuyant sur des éléments d'enquête du FBI, des révélations de la presse américaine et des témoignages des familles de passagers, Thomas Johnson reconstitue, minute par minute, le fil des événements à bord du Boeing 757, du décollage à l'écrasement. A voir malgré l'utilisation abusives des images du World Trade Center et des reconstitutions pesantes, mais comment faire autrement ?

## LES GENS DU MONDE

■ **Sophia Loren** est toujours la femme la plus « sexy » d'Italie. C'est ce qu'affirme **Hugh Hefner**, fondateur et propriétaire de la revue *Playboy* : « Il y a d'autres femmes, comme les actrices **Maria Grazia Cucinotta** et **Monica Bellucci**, mais elles sont d'une classe inférieure à Sophia. » Dans une interview accordée au *Corriere della Sera*, Hefner, âgé de 75 ans, avoue avoir acheté une concession dans le cimetière de Westwood (Etats-Unis) à côté de la tombe de **Marilyn Monroe**. « Au paradis, j'espère pouvoir m'installer entre elle et **Pamela Anderson**, mes deux ex-petits lapins préférés. »

■ Le Festival du film de Bradford va présenter en ouverture une œuvre particulière : *Unfinished : Films That Never Where*. On pourra y retrouver un **Richard Burton** au sommet de son art pendant huit minutes dans une adaptation de **Nabokov**, *Laughter in the Dark*, réalisée par **Tony Richardson**. Burton avait quitté le tournage pour incompatibilités d'humeur et d'emploi du temps. On y verra aussi quelques images d'un **Don Quichotte d'Orson Welles** et les dernières images de **Marilyn Monroe** filmée dans une piscine en 1962 pour *Something's Got To Give*, projet abandonné en raison des trous de mémoire de l'actrice, qui devait mourir six semaines plus tard.

■ Les responsables du métro londonien craignent que l'affiche du film de **Virginie Despentes**, *Baise-moi*, qui sort le 3 mai dans la capitale britannique, n'offense les touristes français. Virginie Despentes a déclaré : « Je ne peux pas croire qu'ils puissent penser offenser les gens, surtout les Français. Vous savez, on voit bien pire dans les cabines téléphoniques à Londres. »

■ Connue pour son interprétation de Laura Ingalls dans la série télévisuelle américaine *La Petite Maison dans la prairie*, **Melissa Gilbert** (37 ans) a été élue à la direction du Screen Actors Guild.

■ Gros débat chez les milliardaires américains : comment éviter « l'affluenza » (« l'affluence »), cette pathologie bizarre faite de troubles psychologiques, émotionnels et pratiques associés au fait d'avoir trop d'argent ? Interrogée par la presse, **Susan Sarandon**, mère de deux fils conçus avec l'acteur hollywoodien Tim Robbins, estime que « l'argent pourrit l'esprit ». **Jamie Lee Curtis**, mère adoptive de deux enfants, déclare : « Je veux que mes enfants aient assez d'argent pour se payer un repas au restaurant mais pas pour acheter le restaurant et jeter les employés dehors. »

■ **Nicole Kidman**, récemment divorcée de l'acteur **Tom Cruise**, déclare qu'elle « cherche toujours » un chevalier servant pour se rendre à la cérémonie des Oscars, le 24 mars, où elle a été nommée comme meilleure actrice pour son rôle dans *Moulin Rouge*. « Je n'ai personne à amener pour l'instinct », assure la comédienne.

## RADIO

### JEUDI 14 MARS

#### ► L'Invité de RTL

7 h 40, RTL

Ruth Elkrief reçoit Jacques Chirac. C'est la première intervention à la radio du président-candidat.

#### ► C'est Lenoir

21 heures, France-Inter  
Bernard Lenoir présente, en direct et en intégralité, le concert de Brigitte Fontaine sur la scène du Grand Rex. La chanteuse interprétera des duos avec ses invités : Georges Moustaki, M, Arthur H, Etienne Daho...

#### ► La Case du cœur

0 h 10, RFI

Sophie Ekoué a ramené de Bamako un reportage sur « 40 ans de football au Mali », l'exposition photographique présentée en février, au moment de la Coupe d'Afrique des nations, la Cocan 2002, par la Galerie Chab, à Bamako-Coura (centre-ville). Chab Touré, professeur de philosophie qui a ouvert une galerie de photographies dans la capitale malienne pour prolonger l'acquis des Rencontres internationales de la photographie africaine (qui se tiennent tous les deux ans depuis 1994), raconte comment il a fait déborder l'exposition dans la rue pour attirer un public qui n'entre pas habituellement dans les galeries.

## RADIO-TÉLÉVISION

MERCREDI 13 MARS

## TF1

**14.45** S.O.S. Barracuda Racket à Palma. Série. [1 et 2/2] **16.30** Alerte à Malibu Le caisson de la dernière chance. Série **17.25** Melrose Place Double échange. Série **18.15** ET 2.10 Exclusif **18.55** Le Bigdil **19.55** Météo, Journal.



**20.35 GRANDE SOIRÉE FOOTBALL DE LA LIGUE DES CHAMPIONS** (2<sup>e</sup> phase, 5<sup>e</sup> journée, Groupe A). Nantes (Fr.) - Boavista Porto (Port.). 20.45 Coup d'envoi en direct du stade de la Beaujoire-Louis Fonteneau. 501416 *Si les Canaris jouent pour l'honneur ce soir, après leur défaite lors de la 4<sup>e</sup> journée face à Manchester United, il n'en sera pas de même pour Boavista.*

**22.45 GRANDE SOIRÉE FOOTBALL DE LA LIGUE DES CHAMPIONS** (2<sup>e</sup> phase, 5<sup>e</sup> journée, Groupe A). Barcelone (Esp.) - Liverpool (GB). En différé. 876752

**0.15** ET 4.00 Histoires naturelles Documentaire **1.10** Mode en France Prêt-à-porter automne-hiver 2002-2003 [2/6] **2.45** Reportages Les baroudeuses de la foi 8481530 **3.10** Très pêche Documentaire **4.30** Musique (35 min).

## CÂBLE ET SATELLITE

## FILMS

**15.25** Le Criminel ■■■ Orson Welles (Etats-Unis, 1946, N., 110 min). **Histoire**  
**15.55** Strictement personnel ■■■ Pierre Jolivet (France, 1985, 80 min) **CineCinemas 1**  
**17.15** Une femme cherche son destin ■■■ Irving Rapper (Etats-Unis, 1942, N., v.o., v.m., 115 min). **TCM**  
**18.40** Le Poison ■■■ Billy Wilder (Etats-Unis, 1945, N., 95 min) **CineClassics**  
**19.05** Force majeure ■■■ Pierre Jolivet (France, 1988, 85 min) **CineCinemas 2**  
**20.45** La Fille de Ryan ■■■ David Lean (Grande-Bretagne, 1970, v.m., 195 min) **TCM**  
**21.00** Rendez-vous ■■■ Ernst Lubitsch (Etats-Unis, 1940, N., 95 min) **Cinétoilette**  
**22.20** C'était demain ■■■ Nicholas Meyer (Etats-Unis, 1979, v.m., 110 min) **CineCinemas 2**  
**22.45** Malcolm X ■■■ Arnold Perl (Etats-Unis, 1972, 85 min). **Histoire**  
**23.40** Quo vadis ? ■■■ Mervyn LeRoy (Etats-Unis, 1951, v.m., 170 min) **Canal + Vert**  
**0.05** The Crowd Roars ■■■ Richard Thorpe (Etats-Unis, 1938, N., v.o., 85 min). **TCM**  
**0.35** Gloria ■■■ Sidney Lumet (Etats-Unis, 1999, 105 min) **TPS Star**

## FRANCE 2

**16.35** Premier rendez-vous **17.10** Le Groupe Dans le doute. Série **17.40** Friends Celui qui voulait jouer Mac. Série **18.05** JAG Le bouc émissaire. Série **18.55** On a tout essayé **19.50** Un gars, une fille Série **20.00** Journal, Météo.



**20.55 ÇA S'APPELLE GRANDIR** Téléfilm. Alain Tasma. Avec Lola Zidi, Marie Matheron, Stéphanie Pasterkamp, Didier Bienaimé (France, 2002). 4911684 *Une adolescente vivant seule avec sa mère, depuis de nombreuses années et lui vouant une dévotion possessive voit son univers bouleversé à l'annonce de l'arrivée de l'ami de celle-ci.*

**22.35 ÇA SE DISCUTE** Peut-on surmonter un chagrin d'amour ? Magazine présenté par Jean-Luc Delarue. 3123481

**0.50** Journal de la nuit **1.10** Météo. **1.15** Des mots de minuit Magazine 4731443 **2.45** Émissions religieuses **3.45** 24 heures d'Info **4.05** Pyramide **4.35** L'Art dans les capitales Vienne. Documentaire (45 min) 8264068.

## FRANCE 3

**16.30** MNK **17.35** A toi l'actu@ **17.50** C'est pas sorcier Attention, ça glace ! **18.15** Un livre, un jour **18.20** Questions pour un champion **18.50** Le 19-20 de l'information, Météo **20.10** Tout le sport **20.20** C'est mon choix... ce soir.



**20.55 QUAND JE SERAI PRÉSIDENT** Quel président pour quelle France ? Magazine présenté par Elise Lucet, Jérôme Cathala et Christine Ockrent. Invités : Jean-Pierre Chevènement, François Bayrou, Charles Pasqua, Jean-Marie Le Pen, Christiane Taubira, Jean Saint-Josse. 2514706

**23.10** Météo **23.15** Soir 3.

**1.20** Ombre et lumière Invitée : Clémentine Célerié **1.50** Les Dossiers de l'Histoire La revanche des Romanov 7963284 **2.45** C'est mon choix... ce soir **3.10** Soir 3 **3.35** Témoins extraordinaires Les tueurs en série (120 min).

## CANAL+

**16.20** Star Hunter Série **17.10** Eddy Time ► En clair jusqu'à 21.00 **18.40** Grolandsat **19.05** Le Journal **19.25** + de cinéma, + de sport **19.50** Le Zapping **19.55** Les Guignols de l'info **20.05** Burger Quiz **20.45** Encore + de cinéma.



**21.00 MAGNOLIA** ■ Film. Paul Thomas Anderson. Avec Jeremy Blackman, Tom Cruise, Philip Baker Hall, William H. Macy, Jason Robards. *Drame* (EU, 1999) **15248435**  
*Une multitude de personnages dans l'Amérique contemporaine et leur parcours, entre grand destin et petits secrets immondes.*  
**0.05** Midnight + Magazine **0.34**80578

**0.55 SCARY MOVIE** Film. Keenen Ivory Wayans. Avec Shawn Wayans, Marlon Wayans, Cherri Oteri, Shannon Elizabeth, Anna Faris. *Horreur* (EU, 2000, v.o.) **4001153**

**2.20** La ville est tranquille ■ Film. Robert Guédiguian. Avec Ariane Ascaride. *Drame* (Fr., 2000) **50599733** **4.30** Dans la nature avec Stéphane Peyron Margarita, le secret du vallon. Documentaire (55 min) 2322004.

## FRANCE 5 / ARTE

**17.35** 100 % question **18.05** C dans l'air **19.00** Connaissance Chercheurs d'opale en Australie **19.45** Arte info, Météo **20.15** La Vie en feuilleton Et plus si affinités. [3/10]. En attendant Claudia.



**20.45 LES MERCREDIS DE L'HISTOIRE** Histoire d'une droite extrême [1/2]. Documentaire. William Karel (France, 1998). Magazine présenté par Alexandre Adler. 8515787  
*Les fondements de la doctrine du Front national retracés à travers un siècle d'idéologie d'extrême droite de Charles Maurras à Le Pen.*

**21.40 MUSICA** Les Quarante Saisons du Ballet de Stuttgart. Spuren. Documentaire. Norbert Beilharz (2001). 2728145

**22.45** Intervista ■ Film. F. Fellini. Avec Sergio Rubini. *Chronique* (It., 1987, v.o.). 367410.

## M6

**17.30** Gundam Wing Intime conviction. Série **17.55** Powder Park Tous en piste ! Série **18.55** The Sentinel La remplaçante. Série **19.54** Le Six Minutes, Météo **20.05** Mode 6 **20.10** Notre belle famille Série **20.45** Caméra Café.



**20.55 A CAUSE D'UN GARÇON** Téléfilm. Fabrice Cazeneuve. Avec Julien Baumgartner, Julia Maraval, Jérémie Elkaïm, François Comar, Christiane Millet (France) **8189329**  
*Las de mener une double vie, un adolescent trouve le courage de parler de son homosexualité et d'affronter le regard d'autrui.*

**22.30 LE VISAGE DE L'ASSASSIN** Téléfilm. Josef Rödl. Avec Harald Krassitzner, Florian Martens, Ann-Kathrin Kramer, Petra Einhoff, Felix von Manteuffel (Allemagne, 1998) **9644936**

**0.15** Drôle de scène 79424 **0.45** Strange World Poussière de rouille. Série 9992578 **1.24** Météo **1.25** M6 Music (335 min). 21953612

## RADIO

## FRANCE-CULTURE

**20.30** Fiction 30.  
**21.00** Mesures, démesures.  
**22.00** Journal.  
**22.10** Multipistes.  
**22.30** Surpris par la nuit.  
**0.05** Du jour au lendemain.

## FRANCE-MUSIQUES

**20.00** Festival Présences 2002.  
**22.00** En attendant la nuit.  
**23.00** Jazz, suivez le thème.  
**0.00** Extérieur nuit.

## RADIO CLASSIQUE

**20.00** Les Rendez-Vous du soir. Œuvres de Mendelssohn, Schubert, Bruckner. 20.40 Concert. Œuvres de Haendel.  
**22.00** Marina. Opéra d'Emilio Arrieta. Par le Chœur de chambre de Ténérife, le Chœur du Conservatoire supérieur de Musique de Ténérife, la Rondalla de Tenerife et l'Orchestre de Ténérife, dir. Victor Pablo Pérez, Maria Bayo (Marina), Alfredo Kraus (Jorge), Juan Pons (Roque).  
**0.00** Les Nuits de Radio Classique.

## DÉBATS

**22.10** Forum public. Le nucléaire a-t-il un avenir en France ? Invité : Géraud Guibert. **Public Sénat**

## MAGAZINES

**14.15** Campus, le magazine de l'écrit. La vie sexuelle en France. Invités : Guillaume Dustan ; Annie Ernaux ; Claire Castillon ; François Nourissier. **TV 5**  
**18.30** Face à la presse. Jean-Luc Bennaïmas. **Public Sénat**  
**19.00** Explorer. Filmer l'invisible. Le gorille des montagnes : tournage mouvementé. **National Geographic**  
**19.00** Le sens du voyage, le voyage des sens. Invité : José Bové. **Voyage**  
**19.40** Images de pub. Invité : Stéphane Quééré. **TV 5**  
**21.05** Au nom de la loi. Pédoophilie, du sordide au doute. **TV 5**  
**22.30** Paris dernière. La 100° à New York. **Paris Première**  
**0.35** Courts particuliers. Costa-Gavras. **Paris Première**

## DOCUMENTAIRES

**18.00** De Gaulle ou l'éternel défi. [6/6]. Le souverain de la République. **La Chaîne Histoire**  
**18.30** « Titanic », au-delà du naufrage. L'héritage. **Odyssee**  
**18.30** Marcel Duchamp en vingt-six minutes. **Mezzo**  
**20.00** Madeleine Rebéroux. [1/4]. **Histoire**  
**20.15** Journal intime des chimpanzés. [2/6]. **Planète**

**20.45** Histoires de l'Ouest. [6/6]. La ruée vers l'or. **Planète**  
**21.55** Trahis par l'ONU. **Histoire**  
**23.05** Pilot Guides. L'Australie. **Voyage**  
**23.50** A l'école vétérinaire. [3/5]. **Planète**

## SPORTS EN DIRECT

**15.15** Cyclisme. Paris - Nice (3<sup>e</sup> étape) : Saint-Etienne -Saint-Etienne (147,5 km). **Eurosport**  
**17.00** Saut à skis. Coupe du monde. K 115. **Eurosport**  
**19.00** Tennis. Masters Series. Tournoi messieurs d'Indian Wells (Californie). 3<sup>e</sup> jour. **Pathé Sport**  
**21.00** Tennis. Tournoi féminin d'Indian Wells (Californie). 3<sup>e</sup> jour. **Eurosport**

## DANSE

**0.45** La Fille mal gardée. Chorégraphie de Heinz Spoerli. Musique de Ferdinand Hérold. Enregistré en 1987. Par le Corps de ballet de Bâle. Avec Valentina Kozlova (Lise), Chris Jensen (Colas)... **Mezzo**

## MUSIQUE

**17.45** ET 20.35, 23.30 Donizetti. *Sonate pour flûte et clavier*. Enregistré en 1993. Avec Matti Helin (flûte), Jussi Siirala (piano). **Mezzo**  
**18.55** Duke Ellington dans les jardins de Tivoli. **Mezzo**  
**21.00** Classic Archive. Enregistré en 1962 et en 1970. Avec

Mstislav Rostropovitch (violoncelle), Vasso Devetzi (piano), Bruno Rigutto (piano). Par le London Symphony Orchestra, dir. Charles Groves. **Mezzo**  
**22.00** La Fiesta des Suds. Marseille en 1998. Avec Youssou N'Dour, Natacha Atlas, Sally Nyolo, Hakim. **Mezzo**  
**22.15** Jazz trios. Eberhard Weber (chant), Rainer Brüninghaus (piano), Herb Robertson (trompette). **Muzzik**

## TÉLÉFILMS

**19.00** Un match au sommet. Rod Daniel. **Disney Channel**  
**20.45** Condamné à quatorze ans. John Erman **RTL 9**  
**20.50** Les Galons du silence. Jeff Bleckner. **TF 6**  
**20.55** Jack l'Éventreur. David Wickes. [2/2]. **TMC**  
**21.00** La Justice de Marion. Thierry Binisti. **Téva**  
**23.40** La Guerre des insectes. Peter Kassovitz. **Festival**

## SÉRIES

**19.05** MacGyver. Morts programmées. **TF 6**  
**19.10** Demain à la une. Abus de confiance. **Téva**  
**19.55** Le Caméléon. Vengeance. **Série Club**  
**20.45** Star Trek, Deep Space 9. Prologue **0. Un homme seul** **Canal Jimmy**  
**21.40** High Secret City. Joyeuse fête **0. Série Club**  
**22.25** Star Trek, la nouvelle génération. Haven. **Canal Jimmy**  
**22.40** Les Chroniques de San Francisco. [2/6]. **Téva**  
**0.05** L'Homme invisible. Prix littéraire. **Série Club**

## JEUDI 14 MARS

## TF1

**12.05** Attention à la marche ! **12.50** A vrai dire **13.00** Journal, Météo **13.55** Les Feux de l'amour Feuilletton **14.45** L'Amour égaré Téléfilm. Glenn Jordan. Avec Rebecca De Mornay, Keith Carradine (EU, 1999) **16.30** Alerte à Malibu La crûque aux requins. Série **17.25** Melrose Place A malin, malin et demi. Série **18.15** Exclusif Magazine **18.55** ET 2.10 Le Bigdil **19.55** Météo, Journal, Météo.



**20.55 UNE FEMME D'HONNEUR** La Femme battue. Série. Avec Corinne Touzet, Nathalie Cerda, Roger Mirmont, Franck Capillery, P-Marie Escourrou. 6537646 *Lors d'une enquête dans le milieu viticole, Florent rencontre une femme battue par son époux. Ce dernier sera retrouvé mort quelque temps après.*

**22.45 CRUELLE JUSTICE** Téléfilm. Gregory Goodell. Avec Nicki Lynn Aycox, Philip DeWilde, A. Martinez, Mimi Kuzik, Christian Campbell (EU, 1995) **7448066**  
*De retour d'une soirée, une adolescente se fait agresser par un violeur récidiviste. Décidant de porter l'affaire devant les tribunaux, la non-condamnation de l'agresseur de sa fille pousse le père de la victime à se faire justice.*

**0.25** Les Coulisses de l'économie **1.10** Mode en France [3/6]. Magazine **2.45** Reportages L'or des terroirs **3.10** Très pêche Belles parties de pêche **4.05** Histoires naturelles Mouches et coqs de pêche **4.35** Musique (25 min).

## CÂBLE ET SATELLITE

## FILMS

**13.00** Le Criminel ■■■ Orson Welles (Etats-Unis, 1946, N., 115 min). **Histoire**  
**14.20** City Hall ■■■ Harold Becker (Etats-Unis, 1995, v.m., 110 min) **CineCinemas 3**  
**16.25** Tandem ■■■ Patrice Leconte (France, 1996, 90 min) **0**  
**17.10** Manèges ■■■ Yves Allégret (France, 1949, N., 95 min) **CineClassics**  
**18.20** La Carrière de Suzanne ■■■ Eric Rohmer (France, 1963, N., 55 min) **0**  
**19.15** Sept ans de réflexion ■■■ Billy Wilder (Etats-Unis, 1955, v.o., 105 min) **Cinétoilette**  
**20.45** Gloria ■■■ Sidney Lumet (Etats-Unis, 1999, 105 min) **Cinestar 1**  
**21.00** Paris, Texas ■■■ Wim Wenders (Fr.-GB.-All., 1984, 145 min) **0** **Téva**  
**22.25** Jules César, conquérant de la Gaule ■■■ Pressburger (GB, 1943, v.o., 159 min) **0** **Cinétoilette**  
**0.00** Double messieurs ■■■ Jean-François Stévenin (France, 1986, 90 min) **0**  
**1.45** Le Porteur de cerceuil ■■■ Matt Reeves (Etats-Unis, 1996, v.o., 95 min) **0** **Cinestar 2**  
**2.40** Le Signe du lion ■■■ Eric Rohmer (France, 1959, N., 100 min) **0**

## FRANCE 2

**12.55** Météo, Journal, Météo **13.50** Derrick Le cadavre du parc. Série **14.50** Un cas pour deux Un bon garçon. Série **16.00** Commissaire Lea Sommer Balle mortelle. Série **16.45** Un livre **16.55** Des chiffres et des lettres **17.25** Qui est qui ? **18.05** JAG L'esprit de Jimmy Blackhorse. Série **19.00** On a tout essayé **19.50** Un gars, une fille Série **20.00** Journal **20.30** Elections 2002 Magazine **20.50** Météo.



**21.00 ENVOYÉ SPÉCIAL** Magazine présenté par Guilaine Chenu. Au sommaire : La crème des pâtisseries ; Paroles d'agents. 9827733 *Dans ce second sujet d'« Envoyé spécial » sont abordés les problèmes rencontrés quotidiennement par les conducteurs de bus, de métro et de trains. Au moins deux agressions par jour sont à déplorer.*

**23.10 CAMPUS, LE MAGAZINE DE L'ÉCRIT** Les écrivains et la politique. Magazine présenté par Guillaume Durand, avec la participation de Josyane Savigneau, François Raynaert et Pierre-Louis Roznyes. Invités : Frédéric Beigbeder, Patrick Besson, Pascal Bruckner, Régine Deforges, Alain Finkielkraut, Denis Tillinac. Les autres invités : Patrice Dard, Jean-François Kahn, François Nourissier. 6587443

**0.45** Journal de la nuit **1.00** Météo **1.10** Nikita Au bout de l'enfer. Série **0.15** Y'a un début à tout Magazine **3.50** 24 heures d'Info **4.10** Pyramide **4.40** Une vie c'est trop peu **0.45** 50 ans... à Moscou (60 min). 9428009.

## FRANCE 3

**13.50** Keno **13.55** C'est mon choix **15.00** Mémoire de minuit Téléfilm. Gary Nelson. Avec Jane Seymour, Omar Sharif (EU, 1991). **16.30** MNK **17.35** A toi l'actu@ **17.50** C'est pas sorcier Ici l'onde. Magazine **18.15** Un livre, un jour **18.20** Questions pour un champion **18.45** La Santé d'abord **18.50** Le 19-20 de l'information, Météo **20.15** Tout le sport **20.25** ET 1.35 C'est mon choix... ce soir.



**20.55 L'EFFACEUR** ■ Film. Chuck Russell. Avec Arnold Schwarzenegger, James Caan, Vanessa L. Williams, James Coburn. Action (Etats-Unis, 1996) **6523443**  
*Un policier spécialisé dans la protection des témoins est victime d'un complot. Un mélange d'action et d'ironie.*  
**22.50** Météo **22.55** Soir 3.

**23.20 PASSÉ SOUS SILENCE** Vol 93, les nouveaux héros de l'Amérique. Documentaire. Thomas Johnson (2002). 2521153  
*Des quatre avions détournés par les terroristes le 11 septembre 2001, le dernier ne parvint pas à destination : les passagers, dans un sursaut héroïque, sabordèrent l'avion et leur vie en le faisant s'écraser sur une zone non habitée.*

**0.15** Europeos **0.45** Espace francophone Zachary Richards, le réveil louisianais **1.10** Ombre et lumière **2.00** Soir 3 **2.25** Quand je serai président Quel président pour quelle France ? **4.35** Un jour en France (35 min).

## CANAL+

**14.00** Encore + de cinéma **14.10** Virgin Suicides ■■■ Film. Sofia Coppola. Avec Kirsten Dunst. *Drame* (EU, 2000) **0.15.45** Surprises **16.00** En aparté **16.45** 60 secondes chrono Film. Dominic Sena. Avec Nicolas Cage. *Action* (EU, 2000, DD) **0** ► En clair jusqu'à 20.44 **18.40** Futurama Série **19.05** Le Journal **19.25** + de cinéma, + de sport **19.50** Le Zapping **19.55** Les Guignols **20.05** Burger Quiz.



**20.44 SOIRÉE NATHALIE BAYE - SELON MATTHIEU** ■■■ Film. Xavier Beauvois. Avec Benoît Magimel, Nathalie Baye, Antoine Chappey, Fred Ulysse, Jean-Marie Winling. *Drame* (France, 2000) **400395443**  
*Pour venger la mort de son père, un jeune homme décide de séduire la femme du patron de celui-ci.*

**22.25 BARNIE ET SES PETITES CONTRARIÉTÉS** Film. Bruno Chiche. Avec Fabrice Luchini, Nathalie Baye, Marie Gillain, Hugo Speer. *Comédie* (Fr., 2000) **6523838**  
*Un homme voit débarquer chez lui sa maîtresse et son amant. Une tentative vaine d'adapter les ressorts du théâtre de boulevard.*  
**23.50** Les Pierrafeu à Rock Vegas Film. Brian Levant. *Comédie* (EU, 2000, v.o., DD) **0**.

7358207 **1.25** Hockey NHL New York Rangers - Boston Bruins **3.25** Midnight + Magazine **0.15** Quo vadis ? Film. Mervyn LeRoy. Avec Robert Taylor, Deborah Kerr. *Aventures* (Etats-Unis, 1951, 170 min, DD) **0** 81749028.

## FRANCE 5 / ARTE

**13.45** Le Journal de la santé Magazine **14.05** La Solitude de la coépouse Documentaire **15.00** La Terre en éruption Les volcans et les dieux. Documentaire **16.00** Planète insolite L'Allemagne **17.05** Fenêtre sur La Louisiane **17.35** 100 % question **18.05** C dans l'air Magazine **19.00** Voyages, voyages La Crête **19.45** Arte info, Météo **20.15** La Vie en feuilleton Et plus si affinités. [4/10]. Marié à tout prix !



**20.45 PREMIÈRE SÉANCE - FAMILIA** Film. Fernando León de Aranoa. Avec Juan Luis Galiardo, Amparo Muñoz, Ágata Lys, Elena Anaya. *Comédie* (Esp., 1997, v.o.). 465801  
*A l'occasion de ses 55 ans, un homme loue les services de comédiens et leur impose de jouer les membres d'une famille idéale, une parenté qui ne durera qu'une journée.*

**22.21** THEMA - LES PIRATES DU NET Hacktivistes, les agitateurs du Net. Documentaire. Ian Walker (France, 2002). 101125998

**23.15** Thema - Nom de code : Linux Documentaire. Hanne Puttonen (Fr., 2002) 7628443 **0.10** Thema - Finlande, le pays start-up Documentaire. Marc de Banville et Emmanuel Besnier (Fr., 2000) 54202.

## M6

**13.35** Crimes et passion Téléfilm. George Bloomfield. Avec Wendy Crewson (Can., 2000) **0.15.15** Destins croisés Père malgré lui. Série **16.**

## DISPARITIONS

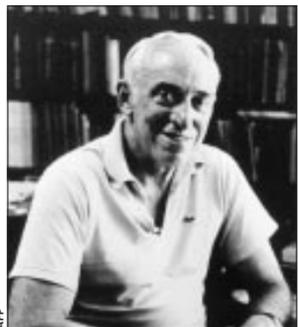
James Tobin  
L'économiste de la taxe

**PRIX NOBEL** d'économie en 1981, James Tobin est mort, lundi 11 mars, à l'âge de 84 ans. Célébrité méconnue, l'économiste américain est systématiquement associé à une taxe dont l'incroyable destin politique et médiatique a fini par occulter la réalité d'une œuvre embrassant tous les aspects de la politique économique.

James Tobin était né le 5 mars 1918 à Champaign, dans l'Illinois. Son père, journaliste et passionné de sport, avait su lui faire partager sa passion. Sa mère, assistante sociale dans l'Amérique des années 1930 en proie au chômage, lui avait inculqué la volonté de combattre la pauvreté. Pour terminer une scolarité sans problème, il avait rejoint l'université d'Urbana, certes la plus proche du domicile familial, mais surtout la seule qui acceptait de l'incorporer sans conditions à son équipe de basket... Ensuite, ce fut le doctorat à Harvard et une chaire à Yale, occupée de 1950 à 1988. James Tobin ne l'a quittée que deux fois : en 1961-1962, pour conseiller John Kennedy, car il était libéral à tous les sens du terme, au sens européen par son refus du protectionnisme et de l'étatisation de l'économie, au sens américain par son appartenance à la gauche modérée et réformiste ; en 1972, pour enseigner un an durant au Kenya, désireux qu'il était d'aider les jeunes indépendances africaines à éviter le marasme qui déjà pointait.

## CONTRE LA SPÉCULATION

L'année 1972 est d'ailleurs celle qui va lui apporter la gloire, sans qu'il le veuille. Richard Nixon a abandonné la référence du dollar à l'or en 1971 et la crise monétaire s'amplifie. Pour James Tobin, les banques centrales doivent soit renoncer aux parités fixes, soit, si elles veulent les conserver, renforcer leur arsenal. Pour contrer la spéculation, il propose d'ajouter à la hausse des taux d'intérêt et à l'utilisation des réserves en devise un nouvel outil de nature fiscale. Il avance l'idée d'un prélèvement sur



les mouvements de capitaux à court terme, de l'ordre de 1 %, qui pénaliserait les spéculateurs. La taxe Tobin vient de faire son apparition. Née dans le contexte des changes fixes finissant, elle perd vite sa logique fondatrice avec les changes flottants. Toutefois, ce sont les incidents violents que provoquent certains de ses sectateurs qui vont amener Tobin à réclamer que l'on cesse de l'invoquer. Il faut dire que tout en lui rejetait la violence. Pendant son service militaire dans la marine, il croise Herman Wouk, l'auteur d'*Ouragan sur le Caine*. Celui-ci fait son portrait au travers du personnage de Tobit, à la fois timide, gauche et intègre. Quand Kennedy lui demande de le rejoindre, il refuse d'abord en déclarant : « *Je suis un économiste dans une tour d'ivoire.* » Et rien ne semblait lui procurer plus de plaisir que de parcourir les forêts de Nouvelle Angleterre avec sa femme et leur chien terre-neuve.

Sa volonté de réforme et son souci d'être utile passaient par son métier de professeur et par ses publications, une somme riche de seize livres et de plus de quatre cents articles. L'unité de cette œuvre s'est faite dans une fidélité sans faille au keynésianisme. De Keynes, qu'il découvre en 1937, James Tobin retient la dénonciation des méfaits de la déflation. Il retient aussi l'efficacité de la politique budgétaire. En la matière, il prolonge les textes keynésiens et forge, lors de son passage à la Maison Blanche,

les concepts modernes de la politique économique : il définit la production potentielle, qui correspond à la production obtenue en situation de plein emploi et d'absence d'inflation, et le solde budgétaire de plein emploi qui est le déficit budgétaire permettant d'atteindre cette production potentielle.

En 1977, un de ses articles donne ses lettres de noblesse au Nairu (Non Accelerating Inflation Rate of Unemployment, c'est-à-dire le taux de chômage minimal d'une économie sans inflation). L'histoire de la pensée économique retiendra également l'effet Mundell-Tobin, qui traduit en période d'inflation la préférence pour les biens matériels au détriment de la monnaie, ou le « *quotient de Tobin* », qui permet de modéliser le comportement d'investissement des entreprises.

En 1981, l'année où il reçoit le prix Nobel, Ronald Reagan commence sa présidence. La stagflation dont il hérite – cumul de chômage et d'inflation – semble condamner le keynésianisme, fondement des politiques de ses prédécesseurs. Pas aux yeux de Tobin, pour qui l'inflation des années 1970 est une inflation de guerre, indépendante des politiques keynésiennes : c'est la guerre froide, qui a dégénéré au Vietnam et au Proche-Orient en conflit armé, qui l'a provoquée. Quant au succès que remporte par la suite Reagan dans la lutte contre le chômage, lié au déficit budgétaire dû aux baisses d'impôt, il est celui d'un keynésianisme non avoué.

Démocrate aux Etats-Unis, social-démocrate en Europe, James Tobin est resté jusqu'à ses derniers jours fidèle à ses idées, loin des effets de mode. C'est pourquoi il y avait en lui comme une gêne face à sa récente et soudaine notoriété. Celle de voir qu'un arbre portant des fruits qu'il trouvait de plus en plus empoisonnés risquait de cacher la forêt d'une vie de recherche.

Jean-Marc Daniel,  
économiste,  
professeur à l'ESCP-EAP

## Mgr Louis-Marie Billé

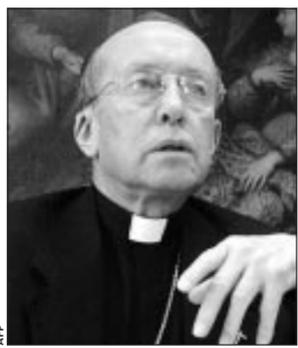
Archevêque de Lyon et primat des Gaules

L'EGLISE CATHOLIQUE de France vient de perdre une grande figure, et le diocèse de Lyon se voit privé prématurément de son archevêque pour la troisième fois en moins de dix ans. Le cardinal Louis-Marie Billé est mort mardi 12 mars des suites d'un cancer, à l'âge de 64 ans. Après le cardinal Albert Decourtray, mort en 1994 d'un accident vasculaire cérébral. Après le cardinal Jean Balland, mort lui aussi d'un cancer en 1998. Une fatalité semble poursuivre le siège épiscopal de Lyon, dont l'archevêque porte le titre honorifique de primat des Gaules.

Bien que né dans le Loiret, à Fleury-lès-Aubray, le 18 février 1938, Louis-Marie Billé se considérait comme « un homme de l'Ouest, un Vendéen ». C'est en effet pour le diocèse de Luçon qu'il fut ordonné prêtre, le 25 mars 1962. Il quitta cette vieille terre de chrétienté pour se former à l'exégèse de la Bible, d'abord à l'Institut biblique de Rome, puis à l'École biblique de Jérusalem. A son retour, le Père Billé fut chargé tout naturellement d'enseigner l'Écriture sainte au séminaire de Luçon, avant d'être nommé responsable de la formation permanente du diocèse, en 1971.

## DOSSIERS BRÛLANTS

Le pape Jean Paul II le nomma évêque de Laval (Mayenne) en 1984, puis archevêque d'Aix-en-Provence et d'Arles (Bouches-du-Rhône) en 1995. Président de la commission épiscopale de la catéchèse et du catéchuménat, Louis-Marie Billé fut l'un des principaux artisans du *Catéchisme des évêques de France*, un texte novateur fondé sur une théologie de l'Alliance, et qui devait être un peu éclipsé par le *Catéchisme de l'Église catholique*, rédigé par Rome. Le 5 novembre 1996, déjouant tous les pronostics, l'archevêque d'Aix-en-Provence était élu président de la Conférence des évêques de France. On attendait des personnalités de premier plan, des ténors de l'épiscopat pour succéder à Mgr Joseph



Duval, le président sortant. Ce fut finalement le candidat du consensus qui l'emporta.

Louis-Marie Billé adopta d'emblée un profil modeste, se présentant comme un homme « *au service des évêques* ». Au point que certains doutaient de sa capacité à dynamiser l'Église de France. Pourtant, avec la méthode qui lui était propre, faite de discrétion, de travail et de ténacité, le nouveau patron des évêques sut ouvrir et faire aboutir des dossiers brûlants : la déclaration de repentance à l'égard de la communauté juive, mais aussi le dossier de la pédophilie dans le clergé, les risques de dérives sectaires dans certains communautés nouvelles, des prises de position sur des sujets comme le pacs, la loi sur les sectes ou la bioéthique. « *Je constate l'importance qu'ont prise les problèmes de société dans les relations entre l'Église et l'Etat, l'opinion et la culture* », disait-il récemment.

A la dernière assemblée plénière de Lourdes, le cardinal Billé s'était inquiété de la remise en question du secret professionnel reconnu aux ministres de cultes, à la suite d'une perquisition menée au tribunal ecclésiastique de Lyon par un juge d'instruction de Nanterre. Il était un homme de structures davantage qu'un prophète, et il assumait cette fonction sans complexes, défendant

la place de l'Église dans la société, s'alarmant en 2000 d'un « *nouvel antichristianisme* » qu'il croyait déceler dans l'opinion française.

En 1998, Louis-Marie Billé succéda à Jean Balland comme archevêque de Lyon. Le consistoire de 2001 le créait cardinal. Petit à petit, les Lyonnais avaient appris à aimer la silhouette frêle mais décidée de Louis-Marie Billé. L'homme ne payait pas de mine : petit, la tête glabre, il n'était pas vraiment un personnage médiatique. C'était plutôt un homme du tête-à-tête. Le regard bleu fixait alors son interlocuteur avec une disponibilité totale. Souvent aussi, il pétillait d'une malice tout intérieure, de cet humour qui ne résiste pas à un bon mot.

En octobre 2001, le cardinal Billé apprit qu'il était atteint d'un cancer du côlon. Après quelques jours de réflexion, il choisit de rendre publique cette nouvelle et de présenter sa démission de président de la Conférence épiscopale au début de l'assemblée des évêques de Lourdes. Une fois son successeur élu, il quitta Lourdes pour lui laisser le champ libre. Tout l'homme est là, dans cette modestie et cette abnégation.

Ceux qui ont travaillé avec lui louent sa finesse : c'est peut-être le mot qui résume le mieux les qualités de cet esprit aigu, son regard pénétrant, sa parole pesée au trébuchet qui exprimait très exactement la pensée de son auteur. Louis-Marie Billé pensait ce qu'il disait et disait ce qu'il pensait. Avec la tranquille certitude des hommes de foi.

Xavier Ternisien

## A LIRE EN LIGNE

Retrouvez sur le site Internet du Monde ([www.lemonde.fr/carnet](http://www.lemonde.fr/carnet)) le détail des nominations, l'essentiel des lois, décrets et décorations parus au Journal officiel, ainsi que les adresses des sites publiant des documents significatifs.

## AU CARNET DU « MONDE »

## Naissances

– Saint-Malo. Saint-Méloir-des-Ondes.

M. et Mme Henri-Jean LEBEAU ont la joie d'annoncer la naissance de leur premier petit-fils

Antoine,

chez

Mikaël MARJOT  
et  
Anne-Sylvanie LEBEAU,

le 28 février 2002,

avec la grande marée.

Murielle NICOD  
et  
Francis FEUVRIER  
ont la joie de présenter

Jasmine,

née le 11 mars 2002, à Lyon.

Anne et Daniel LÉON  
partagent avec

Esther

la grande joie d'annoncer la naissance de

Nathan,

le 28 février 2002.

22, rue Pétrille,  
75009 Paris.

## Anniversaires de naissance

– Longue vie à toi,

gentille Mireille,

joyeuse intendante de nos maisons.

Aux deux Finistères du Cap et du Léon.

Dominique, Nicole, Emmanuel,  
Eléonore,  
14 mars 2002.

## Décès

Ihsan Bedrettin AKAKÇA

s'est éteint dimanche 10 mars 2002 avec le soleil couchant.

Il repose dorénavant au cimetière du Père-Lachaise.

Derrière lui l'amour du savoir et les mots du poète

« Sois avec la vague au moment  
où elle expire, tu verras. »

– Hambourg. Paris. Enghien.

Anna-Louise COLLE,  
petit arc-en-ciel,

nous a quittés le 28 février 2002.

Elle avait vingt-neuf jours.

Elle a été aimée par nous tous,  
Alain et Elke,  
ses grands-parents,  
Myriam et Sébastien,  
ses tante et oncle,  
La famille et les amis qui partagent avec  
Olivier et Susanne,  
ses parents,  
leur immense chagrin.

## CARNET DU MONDE

Fax : 01-42-17-21-36  
Téléphone : 01-42-17-39-80  
01-42-17-38-42  
01-42-17-29-96  
e-mail: carnet@mondepub.fr

– André et Geneviève Deshayes,  
ses parents,  
Patricia Mathou,  
sa compagne,  
Yves Deshayes et Marion Aujac,  
Xavier et Geneviève Deshayes,  
Vincent Deshayes et Leïla Marché,  
ses frères et belles-sœurs,  
Alexandre, Félix, Maxime, Benjamin,  
Valentin,  
ses neveux,  
Et toute la famille,  
ont le grand chagrin de faire part du décès de

Nicolas DESHAYES,

survenu le 7 mars 2002, à l'âge de trente ans.

La cérémonie religieuse sera célébrée le vendredi 15 mars, à 10 h 30, en l'église Saint-Séverin, 1, rue des Prêtres-Saint-Séverin, Paris-5<sup>e</sup>.

Cet avis tient lieu de faire-part.

8, rue du Cloître-Notre-Dame,  
75004 Paris.

– Mme Georgette Legras, née Risacher,  
M. et Mme Bernard Legras,  
Michèle Thibaut,  
M. et Mme Frédéric Legras,  
ses enfants,  
Ses petits-enfants,  
ont la tristesse de faire part du décès de

M. Roger LEGRAS,

greffier en chef honoraire du tribunal de grande instance de Périgueux,

survenu le 11 mars 2002, dans sa quatre-vingt-onzième année.

Les obsèques ont eu lieu le 12 mars, à Périgueux (Dordogne).

– Mme Colette Mullier, née Orenge,  
son épouse,  
Chantal, Sophie, Patrick, Guy,  
ses enfants,  
et leurs conjoints,  
Ses petits-enfants  
et leurs conjoints,  
Ses arrière-petits-enfants,  
Monique Mullier,  
sa sœur,  
Et toute sa famille,  
ont la douleur de faire part du décès de

Jacques MULLIER,

survenu le 10 mars 2002, à l'âge de quatre-vingt-deux ans.

Les obsèques religieuses ont été célébrées en l'église de Saint-Roman-de-Bellet.

– Mme Mireille Vigier,  
son épouse,  
Ses enfants et petits-enfants,  
M. Henri Vigier,  
son frère,  
Sa famille,  
Ses amis et alliés,  
ont la tristesse de faire part du décès de

Georges VIGIER,  
ingénieur des Mines,

survenu le 11 mars 2002.

Ses obsèques auront lieu le jeudi 14 mars, à Grenoble, dans l'intimité.

Cet avis tient lieu de faire-part et de remerciements.

19, rue des Déportés,  
38100 Grenoble.

– Aline, Laure et François,  
Sa famille,  
Et ses proches,  
ont la douleur de faire part du décès de

docteur Frédéric FILLETTE,  
département d'électrophysiologie  
(Salpêtrière),  
clinique Marcelin-Berthelot  
Saint Maur,  
conseiller pour l'ANVAR,  
titulaire des sociétés française  
et européenne de cardiologie,  
titulaire du Groupe de rythmologie  
et de stimulation.

Une bénédiction aura lieu le vendredi 15 mars 2002, à 11 heures, en la chapelle Sainte-Cécile, à Boulogne.

– Mme Camille Sortant,  
son épouse,

Le docteur Gérard Delanoë  
et Mme née Annie-Claude Sortant,  
ses enfants,  
Matthieu, Séverine, Edouard, Maxime  
Deluc,  
ses petits-enfants,  
ont la douleur de faire part du décès de

M. Camille SORTANT,

survenu le 7 mars 2002, à Paris, dans sa quatre-vingt-neuvième année.

146, boulevard du Montparnasse,  
75014 Paris.  
4, rue de l'Église,  
91630 Avrainville.

## Anniversaires de décès

– 14 mars 1992,

Raymond-Albert POMMIER.

28 juillet 2001,

Marie-Antoinette  
PRADIER-POMMIER.

Vous voilà réunis, j'aurais tellement aimé que ce soit dans la vie.

Je vous aime.

Floriane.

« Rien ne meurt,  
tout existe toujours,  
nulle force ne peut anéantir  
ce qui fut une fois. »

A vous,

Raymond REGRAIN.

Isabelle-Rachel Casta.

## Conférences

— A l'occasion de l'inauguration de sa chaire d'études colombiennes « Antonio Nariño », l'Institut des hautes études de l'Amérique latine (IHEAL) reçoit M. Gonzalo Sanchez, professeur de l'Institut d'études politiques et de relations internationales (IEPRI) de Bogotà. Il donnera une conférence sur le thème : « *La guerre contre les droits de l'homme* », le mardi 19 mars 2002, de 18 heures à 20 heures, à l'IHEAL, 28, rue Saint-Guillaume, Paris-6<sup>e</sup>.

## Conférences-Débats

Temple protestant de l'Oratoire du Louvre,  
« *Les chrétiens face à Israël et au judaïsme* »,  
avec les politologues  
Raphaël Draï et Pierre-André Taguieff,  
le pasteur Jean-Michel Perraut,  
le journaliste Michel Taubmann.  
Lundi 18 mars 2002, à 20 h 30.  
145, rue Saint-Honoré, Paris-1<sup>er</sup>.  
Entrée libre.

## Communications diverses

– Centre Rambam, jeudi 14 mars 2002, à 20 h 30. Leçon : « *Israël-Palestine : retour à la case départ ?* » Par Frédéric Encel, professeur de géopolitique, 19-21, rue Galvani, Paris-17<sup>e</sup>, métro Porte-de-Champerret.  
Tél. : 01-45-74-52-80.

Abonnez-vous au Monde pour 26,35 € (172,84 F) par mois

Bulletin à compléter et renvoyer accompagné de votre relevé d'identité bancaire ou postal à :  
LE MONDE, Service Abonnements - 60646 Chantilly Cedex

Oui, je souhaite recevoir Le Monde pour 26,35 € (172,84 F) par mois par prélèvement automatique.

M.  Mme Prénom : ..... Nom : .....

Adresse : .....

Code postal : | | | | | Localité : .....

Offre valable jusqu'au 30/06/2002 en France métropolitaine pour un abonnement postal. 201MQPAE

Autorisation de prélèvements	N° NATIONAL D'ÉMETTEUR N° 134031	Organisme créancier : Société Editrice du Monde 21 bis, rue Claude-Bernard 75242 Paris Cedex 05
TITULAIRE DU COMPTE A DÉBITER		
Nom .....		
Prénom .....		
N° ..... rue .....		
Code postal           Ville .....		
NOM ET ADRESSE DE L'ÉTABLISSEMENT DU COMPTE A DÉBITER (votre banque, CCP ou Caisse d'épargne)		
.....		
N° ..... rue .....		
Code postal           Ville .....		
DÉSIGNATION DU COMPTE A DÉBITER		
Code Etablissement	Code Guichet	N° de compte
.....	.....	.....
Clé RIB		
.....		

**IMPORTANT** : merci de joindre un relevé d'identité bancaire ou postal, à votre autorisation. Il y en a un dans votre chèque.

Pour tout renseignement concernant le portage à domicile, le prélèvement automatique, les tarifs d'abonnement, etc :  
Téléphonez au 01.42.17.32.90 de 8h30 à 18h du lundi au vendredi.

Pour un changement d'adresse ou une suspension vacances, un numéro exclusif : 0 825 022 021 (0,15 € TTC/mois)

"Le Monde" (USPS-0009729) is published daily for \$ 892 per year "Le Monde" 21, bis rue Claude-Bernard 75242 Paris Cedex 05, France, periodicals postage paid at Champlain N.Y. US, and additional mailing offices. POSTMASTER: Send address changes to IMS of N.Y. Box 15-18, Champlain N.Y. 12919-1518  
Pour les abonnements souscrits aux USA : INTERNATIONAL MEDIA SERVICE, Inc. 3330 Pacific Avenue Suite 404 Virginia Beach VA 23-451-2983 USA - Tél. : 800-428-30-03

ALAIN LOMPECH

## L'éloge des vieux

ALLEZ SAVOIR pourquoi, mais depuis quelques jours, des chansons d'Yvette Guilbert s'insinuent dans notre conscience et ne la quittent plus. *Le Fiacre, Les Quat'z Etudiants, J'suis dans le Bottin, A Grenelle, Partie carrée, Madame Arthur*, toutes nous parlent encore, instantanés qui n'ont pas pris une ride en plus d'un siècle. Tiens, dans *L'Hôtel du numéro 3*, elle chante ceci qui est d'actualité : « *Comm' c'est pas d'or que not' bourse enferme/ Et qu' nous sommes souvent aux abois/ Y'a plus person' la veill' du terme/ A l'hôtel du numéro 3.* »

Une voix, une gouaille, celles des parigots de l'ancien temps. Arletty, Julien Carette, Jean Renoir parlaient comme ça, avec l'accent de la Butte.

Sortie de *L'Assommoir* de Zola, un écrivain socialiste qu'elle vénérât, Yvette Guilbert avait eu une enfance affreuse, la misère, les humiliations : au turf à 12 ans dans un atelier de couture pour échapper à pire. Riche, adulée et bourgeoise, elle n'oublia jamais ses origines.

« *C'est de ce milieu que mon art de chanteuse apprit ses accents les plus profonds, les plus humains, les plus sincères, car j'ai vécu toutes les détresses de la vie* », écrit-elle dans *La Chanson de ma vie*, que les éditions Grasset feraient bien de remettre sous presse...

A tout moment de la journée, donc, nous chantons intérieurement Yvette Guilbert, la grand-mère de Brassens, de Brel, de Noir Désir et d'autres. Parfois cruelles, parfois douces-amères, souvent drôles, ses chansons sont des drames de la vie. Droit dans le texte ou sur le mode allusif, coquin, humain.

On l'entend autant qu'on la voit, la reine du caf'conc', la gran-

de diseuse de la fin du XIX<sup>e</sup> siècle, son chignon rouquin sur l'affiche de Toulouse-Lautrec. Elle chantait et enregistrait déjà ses chansons en anglais, triomphait jusqu'à New York. Son art incomparable lui attirait un public, toutes classes sociales mêlées, l'industrie culturelle, la culture de masse ne dominaient pas encore, et pour affronter son auditoire, de la voix, il en fallait.

Freud était fasciné par Guilbert, dont le portrait trônait dans son bureau viennois. Il entretint même une petite correspondance avec elle.

Et l'on ne sait pas pourquoi, enfin si, mais la chanson de Guilbert que nous avons toujours aimée, un peu plus aujourd'hui qu'hier et bien moins que demain, c'est *L'Eloge des vieux*. Colle en a fait les paroles, elle la musique, un pastiche baroque délicieux dans le genre pastorel à la ligne vocale ornementée. La voici – après tout, mars, c'est le Printemps des poètes.

« *Nos greluchons sont trop volages, on ne peut compter sur eux, les vieux sont prudents et plus sages et méritent mieux d'être heureux. Un jeune trompe sa maîtresse, mais ceux qui la chérissent mieux, ce sont les vieux, ils ont plus de délicatesse. D'abord, ils sont moins dangereux, le jeune est toujours dans l'ivresse, ne suit que son tempérament, le vieux jouit avec adresse, avec goût et discernement. On est flatté par la tendresse de ceux qui s'y connaissent mieux. (...) Si l'on n'est pas si bien traitée par un vieux que par un cadet, du moins l'on est plus respectée et son hommage est plus discret. Sans abuser de sa victoire, il est doux et cache ses feux. Mesdames, prenez un vieux, il ménagera votre gloire, vous vous en trouverez bien mieux.* »

## Chua, capitale intime du « meilleur cacao du monde », au Venezuela

CHUAO  
(Venezuela)

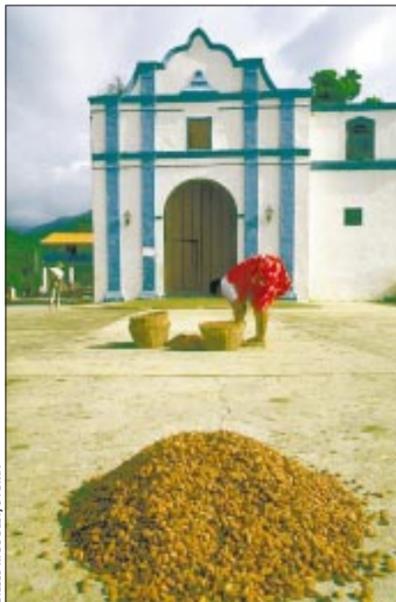
de notre envoyé spécial

Cent kilomètres d'« autopista » vers l'ouest de Caracas, et puis 80 km d'une petite route de montagne, construite avant-guerre par des forçats, à l'époque du dictateur Juan Gomez, à travers la forêt tropicale noyée dans la brume de chaleur. On arrive à la bourgade de Choro, puis à son port, une simple rivière qui débouche sur une plage gardée par d'antiques canons rouillés. Encore une demi-heure – de barque à moteur, cette fois – et c'est une autre plage-port, appréciée des touristes le week-end, vide en semaine.

Un chemin de sable qui s'engage au milieu de grands arbres inconnus, des chants d'oiseaux également inconnus, avec en sous-bois des bananiers, et puis, surtout les héros du lieu : ces petits arbres dont les fruits, les cabosses – vertes, brunes ou rouges –, sortent directement du tronc, les cacaoyers. De loin en loin, des bidons en plastique ouverts, remplis d'un liquide gluant et blanchâtre. Des enfants en uniforme bleu qui rentrent de l'école, et quelques adultes, pieds nus, presque tous porteurs d'une machette.

Au bout du chemin, à 2 kilomètres du rivage, le village de Chua vit depuis quatre cents ans par et pour le cacao. « *Le meilleur cacao du monde* », trop cher pour les chocolateries vénézuéliennes et exporté presque en totalité vers l'Italie. Une qualité exceptionnelle due pour partie aux conditions naturelles – un creux de terrain entre deux petites rivières – mais surtout à l'expérience des hommes, explique Julio Marrugo, un ingénieur agronome qui représente sur place le « client » italien. Ou plus exactement des femmes, qui assument l'essentiel des tâches de production, les hommes se réservant les travaux durs comme l'élagage ou l'entretien des canaux d'irrigation.

« *Culture noble* », la production de cacao se fait ici selon les méthodes les plus traditionnelles qui soient. On ouvre les cabosses au pied des arbres, d'un coup de machette, on transporte les fèves, dans leur jus blanchâtre, au village, où on les laisse fermenter pendant quatre jours dans de petites cuves recouvertes de feuilles de



Séchage de fèves près de la plage de Chua.

GUILLES RIGOLET/SYGMA

bananier (la température s'élève naturellement jusqu'à 55 degrés). Ensuite, on fait sécher les fèves, sur une aire de béton, entre l'église et l'inévitable statue de Simon Bolivar. Pendant cinq jours, les petits tas de fèves sont déplacés – en tenant compte des subtiles différences de revêtement du sol, plus lisse ou plus rugueux, – qui influent sur la qualité du séchage. Reste à trier les fèves, dont on ne vend que les plus grosses.

La récolte se fait tout au long de l'année,



quand les fruits sont mûrs, en opérant un savant dosage de cabosses de différentes couleurs, et donc de différentes espèces d'arbres. Le transport se fait par mer (il y a bien un chemin qui passe par la montagne, mais il faut dix heures de marche rapide pour atteindre la ville de Maracay). C'est pour cela, sans doute, que Chua a conservé ses traditions, et une homogénéité ethnique qui n'a rien de mystérieux : les gens d'ici sont des descendants d'esclaves. L'abolition de l'esclavage au Venezuela remonte en principe à 1854. Mais, explique Julio Marrugo, jusqu'au début des années 1950, à une époque où Chua appartenait à l'Etat, les cultivateurs étaient en fait toujours traités comme des esclaves.

Mais depuis quarante ans ils constituent une coopérative. Chacun de ses 84 membres reçoit un salaire, modeste, et complète ses revenus en faisant pousser des légumes et des fruits sur un petit lopin individuel, et éventuellement en se transformant, le soir, en pêcheur. C'est une communauté fermée – il faut avoir vécu dix ans à Chua pour pouvoir prétendre devenir membre de la coopérative – qui élit, chaque année, son président.

Actuellement, c'est Angel Herrera, 67 ans, cheveux et moustache blancs. Pieds nus lui aussi (c'est plus une tradition locale qu'un signe de pauvreté particulière), il explique que les revenus de la communauté dépendent grandement des variations des cours mondiaux du cacao, même si ici, qualité oblige, il est un peu plus cher qu'ailleurs. Bien sûr, pas mal de jeunes quittent le village pour se marier ou tenter leur chance ailleurs, mais beaucoup reviennent car ils tiennent à ce mode de vie si particulier.

Reste à reprendre le chemin, et à rejoindre la côte, et un monde un peu moins hors du temps. Celui des pêcheurs, qui poussent leurs barques hors de la petite lagune, vers la mer. Et expliquent que les choses vont un peu mieux pour eux depuis qu'Hugo Chavez, ce président qui à Caracas semblerait presque faire l'unanimité contre lui, a édicté un décret-loi limitant aux « petits » bateaux la pêche dans une limite de cinq milles au large des côtes.

Jan Krauze

IL Y A 50 ANS, DANS *Le Monde*

## Le « train bleu » des pistards

LES SIX JOURS CYCLISTES de Paris se sont terminés hier mercredi au Vel' d'Hiv' sur la victoire logique des pistards, spécialistes de ce genre d'épreuves, aux dépens des champions de la route, excellents rouleurs certes, et résistants comme des chênes, mais manquant de métier : le fameux trio Bruneel-Van Steenberg, Schulte-Peters, Strom-Arnold, qui forment dans l'argot imagé du quartier des coureurs ce qu'on appelle indifférem-

ment le « *train bleu* » ou les « *gros bras* », a fini dans cet ordre la ronde des cent quarante-cinq heures de Grenelle. Le « *métier* » d'un champion des six-jours, c'est avant tout de savoir se placer et de savoir « *partir* », autant dire d'avoir bon œil et bon coup de reins. Si Koblet, hier, trois heures avant la fin, s'épuisa en démarrages vains, Bruneel-Van Steenberg d'abord, Schulte-Peters, Strom-Arnold ensuite s'échappèrent pour pren-

dre un tour exactement au moment où le peloton était, à l'issue de la chasse déclenchée par Koblet, incapable de réaction. Ce fut une démonstration éclatante de ce que les coureurs nomment « *déboucher* », « *faire le trou* », ou « *faire l'avion* ». Il fallait encore des réserves athlétiques : les trois équipes reines en avaient à revendre.

Olivier Merlin  
(14 mars 1952.)EN LIGNE SUR [lemonde.fr](http://lemonde.fr)

sion de l'exposition sur le toit de l'arche de la Défense. <http://sortir.lemonde.fr>

■ **L'OVNI du mois.** Une sélection de sites originaux, beaux ou loufoques, sur la chaîne Interactif. <http://interactif.lemonde.fr>

■ **Repères.** Les clés pour comprendre l'Arabie saoudite et son rôle au Proche-Orient. [www.lemonde.fr/rubrique/Proche-Orient](http://lemonde.fr/rubrique/Proche-Orient)

CONTACTS

► RÉDACTION

21 bis, rue Claude-Bernard, 75242 Paris Cedex 05. Tél : 01-42-17-20-00 ; télécopieur : 01-42-17-21-21 ; télex : 202 806 F

► ABONNEMENTS

Par téléphone : 01-42-17-32-90  
Sur Internet : <http://abo.lemonde.fr>  
Par courrier : bulletin p. 39  
Changement d'adresse et suspension : 0-825-022-021 (0,15 euro TTC/min)

► INTERNET

Site d'information : [www.lemonde.fr](http://www.lemonde.fr)  
Site finances : <http://finances.lemonde.fr>  
Site nouvelles technologies : <http://interactif.lemonde.fr>  
Guide culturel : <http://aden.lemonde.fr>

■ Tirage du *Monde* daté mercredi 13 mars 2002 : 513 278 exemplaires. 1 - 3 Nos abonnés Paris - Ile-de-France trouveront avec ce numéro le supplément « *aden* » ainsi qu'un encart publicitaire « *Regus* ».

Demain dans *Le Monde*

S T Y L E S

## « VOYAGES »

SUPPLÉMENT GRATUIT  
DE 16 PAGES